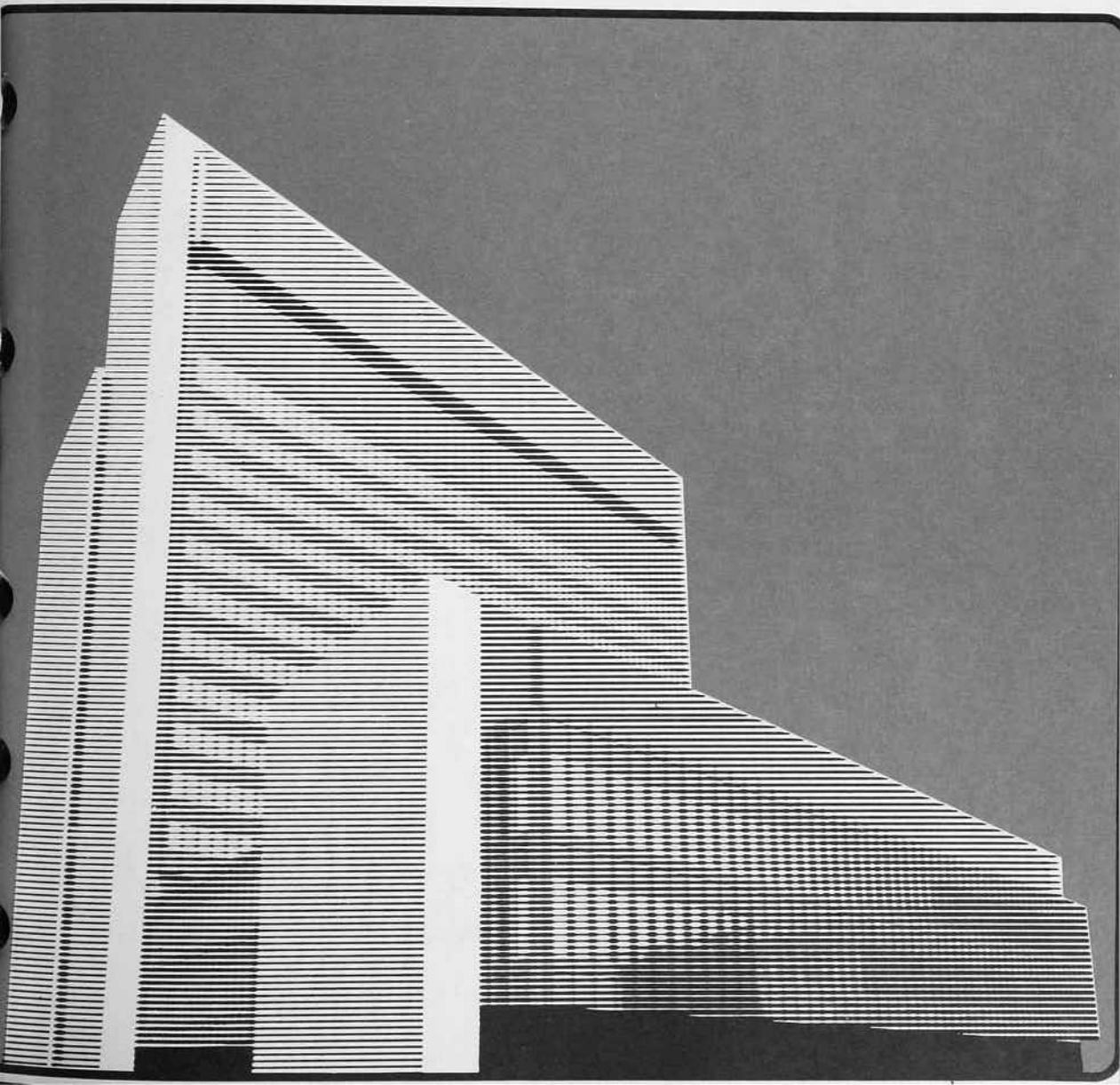


LOIS ET RÈGLEMENTS
PARTIE 2
LAWS AND
REGULATIONS

107^e ANNÉE
13 AOÛT 1975
N^o 30

 **GAZETTE**
OFFICIELLE
DU QUÉBEC
OFFICIAL
GAZETTE



PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72), au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édition de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré-à-part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de \$30 et le prix d'un exemplaire de \$1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec:

Georges LAPIERRE
Gazette officielle du Québec
Tél.: (418) 643-5195

Tirés-à-part ou abonnements:

Tél.: (418) 643-5150

Adresser toute correspondance au bureau de

**l'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1R 4Y7, P.Q.**

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is \$30, and single issues \$1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

For information concerning the publication of notices, please call:

Georges LAPIERRE
Québec Official Gazette
Tél.: (418) 643-5195

Off-prints or subscription rates:

Tél.: (418) 643-5150

All correspondence should be sent to the office of the

**Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1R 4Y7, P.Q.**

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

L'Éditeur officiel du Québec, CHARLES-HENRI DUBÉ, Québec Official Publisher

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Textes réglementaires

Statutory instruments

A.C. 2657-75, 2 juillet 1975
Règ. 75-339, 3 juillet 1975

LOI DE LA PROTECTION SANITAIRE
DES ANIMAUX
(S.R.Q., 1964, ch. 126)

Enchères d'animaux vivants

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement sur la vente aux enchères
d'animaux vivants.

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil a le pouvoir, en vertu de l'article 45 de la Loi de la protection sanitaire des animaux (S.R.Q., 1964, ch. 126), de réglementer l'exploitation, l'organisation et le fonctionnement de tout établissement de vente aux enchères d'animaux vivants notamment en ce qui concerne la délivrance de permis, la surveillance des opérations, l'assurance des animaux gardés, la fourniture d'une garantie ainsi que la tenue de tout livre, registre et d'un compte spécial en fidéicommiss;

ATTENDU QU'il est opportun d'adopter le Règlement sur la vente aux enchères d'animaux vivants;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agriculture:

QUE le Règlement sur la vente aux enchères d'animaux vivants annexé au présent arrêté en conseil soit adopté;

QUE ce Règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date de cette publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement sur la vente aux
enchères d'animaux vivants

SOMMAIRE

SECTION 1: Définitions

SECTION 2: Permis et garantie

sous-section 2.1: Permis

sous-section 2.2: Garantie

SECTION 3: Lieux et organisation des établissements

sous-section 3.1: Normes de construction
et d'équipement

O.C. 2657-75, 2 July 1975
Règ. 75-339, 3 July 1975

PROTECTION ACT
ANIMAL HEALTH
(R.S.Q., 1964, ch. 126)

Live stock auctions

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting the sale by auction
of live stock.

WHEREAS under section 45 of the Animal Health Protection Act (R.S.Q., 1964, ch. 126), the Lieutenant-Governor in Council may regulate the operation, organization and functioning of any establishment for the sale by auction of live stock, in particular with respect to the issuance of permits, the supervision of operations, the insurance of animals kept, the furnishing of a security as well as the keeping of any book, register and special trust account;

WHEREAS it is expedient to enact the Regulation respecting the sale by auction of live stock;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Agriculture:

THAT the Regulation respecting the sale by auction of live stock, annexed to this Order in Council, be enacted;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force on the date of such publication.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting the sale by auction
of live stock

TABLE OF CONTENTS

DIVISION 1: Definitions

DIVISION 2: Permit and security

Subdivision 2.1: Permit

Subdivision 2.2: Security

DIVISION 3: Premises and organization of
establishments

Subdivision 3.1: Standards of construction and
equipment

sous-section 3.2: Normes d'opérations /
Registres et rapports
sous-section 3.3: Compte spécial en fidéicommiss

Subdivision 3.2: Standards of operation /
Registers and reports
Subdivision 3.3: Special trust account

SECTION 4: Inspection et répression

DIVISION 4: Inspection and enforcement

SECTION 1

DIVISION 1

Définitions

Definitions

1.1 Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte indique un sens différent, les expressions suivantes signifient:

1.1 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

a) « Loi »: la Loi de la protection sanitaire des animaux (S.R.Q., 1964, chapitre 126).

(a) « Act »: the Animal Health Protection Act (R.S.Q., 1964, ch. 126);

b) « ministre »: Le ministre de l'agriculture.

(b) « Minister »: the Minister of Agriculture;

c) « exploitant »: tout détenteur d'un permis exploitant un établissement visé au paragraphe c de l'article 30 de la Loi.

(c) « operator »: every holder of a permit operating an establishment contemplated in paragraph c of section 30 of the Act.

SECTION 2

DIVISION 2

Permis et garantie

Permit and security

Sous-Section 2.1

Subdivision 2.1

Permis

Permit

2.1.1 Demande de permis. Toute personne tenue de se munir d'un permis aux termes de l'article 31 de la Loi doit en faire la demande par écrit au ministre, dans les 90 jours de l'entrée en vigueur du présent règlement, sur la formule reproduite à l'annexe 2.1.A et accompagner sa demande des pièces et renseignements qui y sont requis.

2.1.1 Permit application. Every person bound to hold a permit within the meaning of section 31 of the Act must apply therefor in writing to the Minister within 90 days following the coming into force of this Regulation, in the form in Schedule 2.1.A and furnish with his application the documents and information required therein.

2.1.2 Plans et devis. La demande de permis doit être accompagnée du plan de l'établissement ainsi que du devis indiquant:

2.1.3 Plans and specifications. The permit application must be accompanied by the plan of the establishment as well as the specifications indicating:

a) l'emplacement;

(a) its location;

b) les dimensions et aménagements des aires de l'établissement;

(b) the dimension and disposition of the ares of the establishment;

c) la nature des matériaux utilisés;

(c) the nature of the materials used;

d) la dimension et situation des portes, fenêtres et escaliers;

(d) the dimension and location of doors, windows and stairs;

e) la description des systèmes d'électricité, de ventilation, d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées; et

(e) the description of the electrical, ventilation, water supply and waste water drainage systems; and

f) la ou les espèces d'animaux qui seront offerts en vente.

2.1.3 Attestations de légalité. Le requérant doit joindre à la demande de permis les attestations émises par l'autorité compétente à l'effet que l'emplacement, la conception, la construction et l'aménagement de tout établissement répondent aux exigences de toute législation ou réglementation en vigueur relatives à la sécurité et à la salubrité dans les édifices publics, les établissements industriels et commerciaux, aux plans d'urbanisme ou d'aménagement du territoire, ainsi qu'à l'environnement, à la protection du milieu et à toutes les autres exigences prévues par une loi ou un règlement.

2.1.4 Renouvellement de permis. Le ministre doit, aux mêmes conditions, sur réception d'une demande de renouvellement de permis régulièrement présentée de la part d'un détenteur de permis selon la formule reproduite à l'annexe 2.1.B, renouveler le permis en autant que le requérant continue de satisfaire aux exigences de la Loi et du règlement et qu'il indique, le cas échéant, tout changement intervenu relativement aux renseignements et documents fournis en application des articles 2.1.1 à 2.1.3.

2.1.5 Demande de renouvellement du permis. La demande de renouvellement du permis doit être faite et parvenir au ministre au moins 60 jours avant la date d'expiration du permis.

2.1.6 Remise du permis. Tout exploitant doit, au cas d'annulation ou de non-renouvellement du permis, le remettre au ministre.

2.1.7 Contenu du permis. Le permis doit être rédigé conformément à la formule reproduite à l'annexe 2.1.C.

2.1.8 Cessation ou suspension des opérations. Tout exploitant doit, sans délai, informer le ministre qu'il a cessé ses opérations ou les a suspendues pour la période qu'il indique. S'il reprend ses opérations alors que son permis est encore en vigueur, il doit également informer le ministre sans délai.

2.1.9 Exclusion. L'exploitant ne peut détenir, ni avoir un intérêt dans un permis prescrit à l'article 6 de la Loi sur les produits agricoles et les aliments (1974, ch. 35).

2.1.10 Prohibition d'un nouveau permis Toute personne dont le permis a été annulé ne peut présenter une demande de permis avant qu'il ne se soit écoulé un délai de 12 mois depuis cette annulation.

2.1.11 Changement — Modification. Chaque fois qu'il survient un changement ou une modification concernant

(f) the place where species of animals to be offered for sale are kept.

2.1.3 Certificate of compliance. The applicant must annex to his permit application the certificates issued by the competent authority to the effect that the location, design, construction and arrangement of every establishment complies with the requirements of all laws or regulations in force respecting safety and hygiene in public buildings, industrial and commercial establishments, with urban planning or territorial development plans, as well as those respecting the environment, protection of the environment and with all other requirements prescribed by a law or a regulation.

2.1.4 Permit renewal. The Minister shall, on the same conditions, upon receipt of an application for the renewal of a permit submitted to him in due form by a permit holder in the form prescribed in Schedule 2.1.B, renew his permit provided the applicant continues to meet the requirements of the Act and the Regulation and reports, where applicable, any change relative to information and documents furnished in compliance with sections 2.1.1 to 2.1.3.

2.1.5 Application for renewal of a permit. The application for renewal of a permit must be made and received by the Minister at least 60 days prior to the date of expiry of the permit.

2.1.6 Return of permit. Every operator must, in the case of cancellation or non-renewal of the permit, return it to the Minister.

2.1.7 Content of permit. The permit must be drawn up in the form in Schedule 2.1.C.

2.1.8 Discontinuance or suspension of operations. Every operator must notify the Minister without delay if he ceases his operations or suspends them for the period of time which he indicates. If he resumes his operations while his permit is still in force, he must also inform the Minister thereof without delay.

2.1.9 Exception. The operator may not hold nor have an interest in a permit prescribed in section 6 of the Agricultural Products and Food Act (1974, ch. 35).

2.1.10 Prohibition to issue a new permit. Every person whose permit was cancelled may not submit a permit application until the expiry of 12 months following such cancellation.

2.1.11 Change — modification. Each time a change or a modification occurs regarding any of the information

l'un des renseignements prévus à la formule reproduite à l'annexe 2.1.A et à l'article 2.1.2, l'exploitant doit informer le ministre au plus tard dans les 15 jours.

2.1.12 États financiers de l'exploitant. L'exploitant doit fournir annuellement au ministre, dans les 4 mois de la fin de son exercice financier, 2 copies de son état financier certifiées par un comptable agréé, incluant le bilan, le compte d'opérations dudit exercice financier et le rapport du vérificateur des comptes de l'entreprise.

2.1.13 Droits. Des droits de \$50 sont payables lors de toute demande de permis ou de renouvellement de permis.

Sous-section 2.2

Garantie

2.2.1 Garantie. L'exploitant ne peut faire affaires avant d'avoir déposé entre les mains du ministre une garantie du paiement en capital, intérêts et frais des sommes dues par lui à tout propriétaire d'un animal mis en vente dans son établissement.

Cette garantie doit être d'un montant de \$15,000 dans le cas d'un chiffre d'affaires hebdomadaire inférieur à \$75,000 et de \$30,000 dans le cas d'un chiffre d'affaires hebdomadaire de \$75,000 et plus.

2.2.2 Forme de la garantie. La garantie doit être fournie et déposée sous l'une ou l'autre des formes suivantes:

- a) en espèces;
- b) par chèque visé ou mandat-poste à l'ordre du ministre des finances;
- c) en obligations de la province de Québec ou en bons et obligations du Canada;
- d) en bons d'une compagnie d'assurance ou de fidéicommiss;
- e) par lettre de crédit bancaire; ou
- f) par une police de garantie émise par une compagnie autorisée à se porter caution judiciaire en vertu de la Loi des compagnies de garantie (S.R.Q., 1964, chapitre 288).

2.2.3 Garde de la garantie. Toute garantie reçue par le ministre doit sans délai être transmise au ministre des finances qui la garde en fidéicommiss pour la durée du permis et toute période additionnelle de 90 jours suivants l'annulation ou le non-renouvellement du permis.

prescribed in the form in Schedule 2.1.A. and in section 2.1.2, the operator must inform the Minister thereof not later than 15 days following such change or modification.

2.1.12 Financial statements of operator. The operator must submit each year to the Minister, within 4 months following the end of his fiscal year, 2 copies of his financial statement certified by a chartered accountant, including the balance sheet, the operating statement of the said fiscal year and the auditor's report of accounts of the business.

2.1.13 Fees. A fee of \$50 shall be paid at the time of every application for a permit or renewal of a permit.

Subdivision 2.2

Security

2.2.1 Security. The operator may not engage in business before depositing with the Minister a security guaranteeing the payment in capital, interests and expenses of the amounts owed by him to the owner of an animal offered for sale in his establishment.

This security must be of an amount of \$15,000 in the case of a weekly turnover of less than \$75,000 and of \$30,000 in the case of a weekly turnover of \$75,000 and more.

2.2.2 Form of security. The security must be furnished and deposited in one of the following forms:

- (a) in cash;
- (b) by certified cheque or money order made to the order of the Minister of Finance;
- (c) in bonds of the Province of Québec or bonds of Canada;
- (d) in bonds of an insurance or trust company;
- (e) by letter of bank credit; or
- (f) by guarantee policy issued by a company authorized to act as legal surety under the Guarantee Companies Act (R.S.Q., 1964, ch. 288).

2.2.3 Keeping of security. Every security received by the Minister must be forwarded without delay to the Minister of Finance who shall keep it in trust for the duration of the permit and every additional period of 90 days following cancellation or non-renewal of the permit.

2.2.4 Durée de la police de garantie. Toute police de garantie doit être maintenue en vigueur pour la période prévue à l'article 2.2.3.

2.2.4 Duration of guarantee policy. Every guarantee policy must be kept in force for the period prescribed in section 2.2.3.

SECTION 3

Lieux et organisation des établissements

Sous-Section 3.1

Normes de construction et d'équipement

3.1.1 Aménagement. L'établissement doit avoir un éclairage d'au moins 50 pieds - bougies, une ventilation effectuant au moins 4 changements d'air à l'heure et une alimentation en eau potable.

Il doit être nettoyé et désinfecté avant et après chaque opération de vente aux enchères.

Les compartiments et tous les accessoires avec lesquels les animaux pourront prendre contact doivent être aménagés pour prévenir les chutes et les blessures.

3.1.2 Locaux obligatoires. L'établissement doit comprendre les locaux suivants:

- a) une aire de réception;
- b) un enclos d'examen et de retenue;
- c) un enclos d'attente avant la vente;
- d) une aire de vente;
- e) un enclos de séjour avant l'expédition;
- f) une aire d'expédition;
- g) une aire d'entreposage séparée pour la litière et les aliments nécessaires dans les cas de séjour prolongé des animaux;
- h) une aire d'entreposage pour la litière usée;
- i) un bureau d'inspecteur exclusivement réservé à l'inspecteur; et
- j) des lavabos et cabinets d'aisance, distincts pour les 2 sexes, pour le personnel et le public.

3.1.3 Restriction à l'admission du public. Le public n'est pas admis dans les enclos d'animaux ou dans les endroits de manipulation des animaux. Des affiches à ces fins doivent être disposées à la vue du public.

3.1.4 Aménagement de l'aire de réception. L'aire de réception doit répondre aux conditions suivantes:

DIVISION 3

Premises and organization of establishments

Subdivision 3.1

Standards of construction and equipment

3.1.1 Installation. The lighting in establishment must be of not less than 50 footcandles, its ventilation must ensure the renewal of air not less than 4 times per hour and it must have a supply of potable water.

It must be cleaned and disinfected before and after each auction.

The compartments and all the equipment which may come into contact with the animals must be designed to prevent falls and injuries.

3.1.2 Compulsory rooms. The establishment must have the following rooms:

- (a) a receiving area;
- (b) an examination and detention pen;
- (c) a waiting pen prior to sale;
- (d) a sale area;
- (e) an accomodation area for animals before shipping;
- (f) a shipping area;
- (g) a warehousing area with separate premises for litter and the food required in the case of a prolonged stay of animals;
- (h) a storage area for waste litter;
- (i) an office reserved exclusively for the inspector; and
- (j) wash basins and lavatories for use by the personnel and the public, separate for men and women.

3.1.3 Restricted admission of public. The public shall not be admitted to animal pens or places for the handling of animals. Signs to this effect must be posted up in public view.

3.1.4 Installation of receiving area. The receiving area must meet the following conditions:

a) elle est munie d'un quai en béton d'une hauteur minima de 2 pieds de nature à faciliter les opérations de déchargement et pouvant s'adapter à tous les genres de véhicules;

b) la surface du plancher doit être antidérapante et disposée en pente pour permettre l'évacuation des eaux de lavage;

c) le quai utilisé pour l'arrivée et la sortie des animaux doit être couvert; et

d) elle doit permettre l'examen sommaire des animaux à l'arrivée.

3.1.5 Aménagement de l'enclos d'examen et de retenue. L'enclos d'examen et de retenue est réservé à l'examen et à la retenue de tout animal qui, à son entrée, semble malade ou qui est blessé. Il doit répondre aux mêmes exigences de construction que les autres enclos.

3.1.6 Aménagement de l'enclos d'attente avant la vente. L'enclos d'attente avant la vente doit permettre de séparer les diverses espèces animales et répondre aux exigences suivantes:

a) le plancher doit être en béton et disposé en pente de manière à permettre l'évacuation des eaux de lavage vers un orifice d'évacuation; et

b) les murs et les cloisons doivent être exempts d'aspérité.

3.1.7 Aménagement de l'aire de vente. L'aire de vente doit comprendre une balance, une arène de vente et des gradins pour le public.

3.1.8 Aménagement de l'enclos de séjour avant l'expédition. L'enclos de séjour avant l'expédition doit répondre aux normes de construction de l'enclos d'attente avant la vente et être en plus muni d'abreuvoirs et de mangeoires.

3.1.9 Aménagement de l'aire d'expédition. L'aire d'expédition doit être aménagée comme l'aire de réception de façon à permettre les opérations de chargement et de manipulation des animaux.

3.1.10 Équipement obligatoire. L'établissement doit comporter l'équipement suivant:

a) un boyau d'arrosage pouvant assurer un débit d'au moins 1 pouce d'eau et assez long pour atteindre tous les endroits à l'intérieur de l'établissement;

b) les appareils pour le lavage, nettoyage et désinfection de l'établissement et des véhicules;

(a) it must be provided with a concrete dock at least 2 feet high to facilitate unloading operations and capable of being adjusted for all kinds of vehicles;

(b) the surface of the floor must be non-slippery and sloped to permit the drainage of washing water;

(c) the dock used for the arrival and departure of animals must be covered; and

(d) it must permit a brief examination of animals at the time of arrival.

3.1.5 Installation of examination and detention pen. The examination and detention pen is reserved for the examination and detention of every animal appearing to be diseased or injured at the time of arrival. It must meet the same construction requirements as the other pens.

3.1.6 Installation of waiting pen before sale. The waiting pen before sale must allow for the separation of the various species of animals and meet the following requirements:

(a) it must have a concrete floor which is sloped so as to permit the drainage of washing water into a drainage hole; and

(b) its walls and partitions must not be rough.

3.1.7 Installation of sale area. The sale area must have a set of scales, a sale arena and stepped rows of seats for the public.

3.1.8 Installation of accomodation pen for animals before shipping. The accomodation pen for animals before shipping must meet the construction standards of the waiting pen prior to sale and in addition it must be equipped with drinking facilities and feeding troughs.

3.1.9 Installation of shipping area. The shipping area must be installed in the same manner as the receiving area so as to permit the loading and handling of animals.

3.1.10 Compulsory equipment. The establishment must include the following equipment:

(a) a hose pipe capable of ensuring a flow of at least 1 inch of water and sufficiently long to reach all points within the establishment;

(b) appliances for washing, cleaning and disinfecting the establishment and vehicles;

c) des sorties de secours, des extincteurs chimiques de même qu'un éclairage indiquant les sorties d'urgence;

d) un système de chauffage et de ventilation; et

e) une balance pour la pesée des animaux.

3.1.11 Balance. La balance doit répondre aux exigences suivantes:

a) elle doit être placée dans l'aire de vente à la vue du public;

b) elle doit avoir une capacité minimale de 2,000 livres avec lecture automatique et imprimante pour le poids, numéro consécutif, date et mesure ainsi qu'un tableau indicateur de poids avec chiffres minima de 9 pouces; lorsque la balance est vide, le tableau indicateur doit indiquer le chiffre 0;

c) tout billet de pesée doit être rempli en quadruplicata sur la formule reproduite à l'annexe 3.1.D;

d) elle doit être équipée d'une plate-forme d'une largeur minimale de 4 pieds et d'une longueur minimale de 7 pieds sur laquelle est installé un enclos;

e) elle doit comporter un détecteur de mouvement pour empêcher la machine imprimante de fonctionner avant que l'indicateur soit complètement arrêté;

f) elle doit être dotée de 2 stabilisateurs hydrauliques pour minimiser l'oscillation;

g) elle doit être dotée de stabilisateurs à la base de la balance pour rendre la plate-forme stable;

h) elle ne doit comporter aucun fléau ou autre accessoire extérieur découvert;

i) l'unité de pesanteur doit être automatique;

j) la graduation ne doit pas dépasser 2 livres pour une capacité de 2,000 livres et ne dépassant pas 5 livres pour une capacité supérieure; et

k) elle doit être convertible au système métrique.

(c) emergency exits, fire extinguishers as well as lights indicating emergency exits;

(d) a heating and ventilation system; and

(e) a set of scales for weighing animals.

3.1.11 Scales. The set of scales must meet the following requirements:

(a) it must be placed in the sale area in view of the public;

(b) it must have a minimum capacity of 2,000 pounds with automatic reading and printing the weight, consecutive number, date and measurement as well as a weight indicator table with figures of at least 9 inches; when the scales are empty, the indicator table must indicate the figure 0;

(c) every weight card must be completed in four copies in the form in Schedule 3.1.D;

(d) it must be equipped with a platform at least 4 feet in width and at least 7 feet in length on which a pen is installed;

(e) it must have a motion detector to prevent the printer from operating until the indicator is stationary;

(f) it must be equipped with 2 hydraulic stabilizers to minimize oscillation;

(g) it must be equipped with stabilizers at the base of the scales to stabilize the platform;

(h) it must have no beam or other uncovered exterior device;

(i) the unit of weight must be automatic;

(j) the graduating must not exceed 2 pounds for a capacity of 2,000 pounds and not exceeding 5 pounds for a greater capacity; and

(k) it must be convertible to the metric system.

Sous-Section 3.2

Normes d'opérations / Registres et rapports

3.2.1 Assurances. L'exploitant doit assurer et tenir assuré contre l'incendie tout animal gardé dans son établissement pour en couvrir totalement la perte.

Subdivision 3.2

Standards of operation / Registers and reports

3.2.1 Insurance. The operator must insure and maintain insured against fire every animal kept in his establishment with full coverage in the case of loss.

Lors de la demande ou du renouvellement du permis il doit déposer entre les mains du ministre une attestation de l'assurance prescrite au premier alinéa.

3.2.2 Heures ouvrables. L'exploitant doit fournir au ministre une cédule indiquant les heures d'ouverture et de réception des animaux à son établissement. Lorsque cette cédule est modifiée l'exploitant doit en aviser le ministre sans délai. Elle doit être affichée dans l'établissement.

3.2.3 Mémoire de réception. À la réception d'animaux, l'exploitant doit remplir un mémoire de réception indiquant les date et heure d'arrivée, nom du propriétaire, quantité et catégorie d'animaux et le ou les numéros d'identification des animaux. Ce mémoire doit être conforme à la formule reproduite à l'annexe 3.2.E.

3.2.4 Billet de pesée. L'exploitant doit conserver une copie de tous les billets de pesée indiquant le poids, la date, l'heure et le numéro de vente, la catégorie de l'animal, ainsi que le prix de vente. Une copie est remise au ministre au plus tard dans les 7 jours suivant la transaction.

3.2.5 Registre des consignations. L'exploitant doit tenir un registre des consignations indiquant la date, le nom de l'expéditeur, les catégories d'animaux, le montant brut de la vente, les déductions admises de transport, commission, frais de vente, de même que le montant net de la remise et le numéro de chèque. Ce registre doit être conforme à la formule reproduite à l'annexe 3.2.F.

3.2.6 Registre des ventes. L'exploitant doit tenir un registre des ventes comportant les numéros des factures, les montants perçus, ainsi que la ou les dates d'acquiescement des factures. Ce registre doit être conforme à la formule reproduite à l'annexe 3.2.G.

3.2.7 Registre de contrôle. L'exploitant doit tenir un registre de contrôle des opérations permettant la réconciliation des comptes de vente et consignation.

3.2.8 Liste des chèques non-encaissés. L'exploitant doit tenir une liste mensuelle comportant les numéros ainsi que les montants des chèques émis pour la vente des animaux et non présentés pour encaissement.

3.2.9 Conservation des documents. L'exploitant doit conserver les registres et mémoires de réception pendant une période d'au moins 2 ans.

3.2.10 Présence d'un inspecteur. Les opérations de réception des animaux à un établissement ainsi que la vente

At the time of application for or renewal of a permit, he must file with the Minister a certificate of the insurance prescribed in the first paragraph.

3.2.2 Working hours. The operator must furnish to the Minister a schedule indicating the time of opening and receiving animals in his establishment. If this schedule is modified, the operator must notify the Minister thereof without delay. It must be posted up in the establishment.

3.2.3 Receiving account. Upon receiving animals, the operator must complete a receiving account indicating the date and time of arrival, the name of the owner, the quantity and class of animals and the identification number (s) of the animals. This account must be in compliance with the form in Schedule 3.2.E.

3.2.4 Weight card. The operator must keep a copy of all weight cards indicating the weight, date, time and sale number, the class of animal as well as the sale price. A copy is forwarded to the Minister not later than 7 days following the transaction.

3.2.5 Register of consignments. The operator must keep a register of consignments indicating the date, name of the consignor, the classes of animals, the gross amount of the sale, the deductions allowed for transportation, the commission, sale costs, as well as the net amount of the remittance and the cheque number. This register must be in compliance with the form in Schedule 3.2.F.

3.2.6 Register of sales. The operator must keep a register of sales including the invoice numbers, the amounts collected as well as the date (s) of discharge of invoices. This register must comply with the form in Schedule 3.2.G.

3.2.7 Control register. The operator must keep a register for the control of operations permitting the reconciliation of the sales accounts and the consignment.

3.2.8 List of non-deposited cheques. The operator must keep a monthly list comprising the numbers and amounts of the cheques issued for the sale of animals and not deposited for payment.

3.2.9 Keeping of documents. The operator must keep the registers and receiving accounts for a period of at least 2 years.

3.2.10 Presence of an inspector. The receiving of animals in an establishment as well as the sale by auction must

par catégorie et en transmettre une copie au ministre. Toute modification à ces taux doit être transmise au ministre avant d'entrer en vigueur.

Sous-Section 3.3

Compte spécial en fidéicommis

3.3.1 Ouverture d'un compte spécial en fidéicommis. L'exploitant doit déposer dans un compte spécial en fidéicommis dans une banque à charte ou autre institution autorisée par la loi à recevoir des dépôts, tous les fonds provenant d'une vente aux enchères.

3.3.2 Retrait. L'exploitant doit retirer du compte spécial en fidéicommis toute somme d'argent représentant:

- a) les frais de sa commission;
- b) les avances qu'il a consenties au vendeur;
- c) les frais de transport de tout animal;
- d) tous autres frais convenus avec le vendeur; et
- e) le montant revenant au vendeur par suite du prix obtenu de la vente aux enchères déduction faite des montants mentionnés aux paragraphes *a*, *b*, *c* et *d*.

Tout retrait doit être uniquement fait par chèque.

3.3.3 Entrées. L'exploitant doit inscrire dans un livre de comptabilité toutes les sommes qu'il dépose dans ce compte spécial en fidéicommis et les sommes qu'il en retire.

3.3.4 Comptabilité en fidéicommis. La comptabilité en fidéicommis doit être tenue à jour régulièrement et l'exploitant doit concilier au dernier jour de chaque mois tel livre de comptabilité et ses états des dépôts et retraits bancaires.

3.3.5 Chèques. Les chèques tirés dans ce compte de dépôt devront contenir le nom de l'exploitant ainsi que les mots « Compte de fidéicommis ».

3.3.6 Renseignements. L'exploitant est tenu, relativement à ce compte spécial en fidéicommis, d'exhiber toutes les pièces nécessaires et de fournir les explications et renseignements requis par toute personne autorisée par le ministre à agir à titre d'inspecteur.

class and forward a copy thereof to the Minister. Any modification to these rates must be forwarded to the Minister before coming into force.

Subdivision 3.3.

Special trust account

3.3.1 Opening of a special trust account. The operator must deposit in a special trust account in a chartered bank or other institution authorized by the Act to receive deposits, all the funds derived from an auction.

3.3.2 Withdrawal. The operator must withdraw from the special trust account any sum of money representing:

- (a) the commission fees;
- (b) the advances granted to the vendor;
- (c) the transportation fees for each animal;
- (d) all other fees agreed upon with the vendor; and
- (e) the amount due to the vendor based on the price obtained from the sale by auction less the amounts referred to in subparagraphs *a*, *b*, *c* and *d*.

Every withdrawal must be made solely by cheque.

3.3.3 Entries. The operator must enter in a book of account all the sums that he deposits in such special trust account and the sums he withdraws therefrom.

3.3.4 Trust accounting. The trust accounting must be kept up-to-date on a regular basis and the operator must reconcile on the last day of each month such book of account and his statements of bank deposits and withdrawals.

3.3.5 Cheques. The cheques drawn in this deposit account must contain the name of the operator as well as the words "Trust Account".

3.3.6 Information. The operator is bound, with respect to such special trust account, to produce all necessary documents and to furnish the explanations and information required by any person authorized by the Minister to act as inspector.

aux enchères doivent être effectuées uniquement en présence d'un inspecteur qui doit en faire une surveillance constante.

3.2.11 Animaux dont la vente est prohibée. Nul ne peut vendre dans un établissement un animal incurable ou atteint d'une maladie contagieuse et déclaré tel par un inspecteur médecin-vétérinaire advenant l'entrée de cet animal dans l'établissement.

Cet animal est alors placé sous saisie par cet inspecteur et dirigé vers un abattoir où main-levée est accordée selon les résultats de l'examen « ante mortem » ou « post mortem ».

Si cet animal ne peut être abattu dans un abattoir, il doit être abattu par son propriétaire et dirigé vers un atelier d'équarrissage où main-levée est accordée.

3.2.12 Animal soupçonné d'être malade. Tout animal qui, lors d'un examen visuel par un inspecteur à sa réception à un établissement, est soupçonné d'être malade ou qui est blessé doit être dirigé dans l'enclos d'examen et de retenue pour être examiné par un inspecteur médecin-vétérinaire avant la vente aux enchères.

Advenant que l'animal soit trouvé malade par l'inspecteur médecin-vétérinaire, sans qu'il ne s'agisse d'un état visé à l'article 3.2.11, il doit être placé sous saisie par cet inspecteur, vendu comme tel et, après la vente, dirigé vers l'abattoir où main-levée est accordée selon les résultats de l'examen « ante mortem » ou « post mortem ».

3.2.13 Registre des animaux malades. Un registre doit être tenu pour les animaux visés à l'article 3.2.12, donnant le nom du propriétaire de l'animal, le nom de l'acheteur, l'endroit où il sera abattu ainsi que le numéro d'identification.

3.2.14 Destination des animaux vendus. Tout animal ayant fait l'objet d'une vente aux enchères ne peut être amené ou reçu dans un établissement pour faire l'objet d'une nouvelle vente aux enchères.

3.2.15 Restriction d'achat. L'exploitant de l'établissement, le commissaire-priseur ou toute personne représentant ou agissant directement ou indirectement pour le compte ou le bénéfice de l'un d'eux, ne peut enchérir, ni se porter acquéreur lors d'une vente aux enchères qui y est tenue.

3.2.16 Paiement. L'acheteur doit payer son achat dans un délai n'excédant pas 60 heures du moment de l'achat.

3.2.17 Tableau des commissions. L'exploitant doit placer à la vue du public un tableau des taux de commission

be made solely in the presence of an inspector who must exercise constant supervision over these operations.

3.2.11 Prohibited sale of animals. No person may sell in an establishment an incurable animal or an animal affected with a contagious disease and declared as such by a veterinary surgeon at the time of entry of such animal in the establishment.

This animal is then seized by such inspector and directed to a slaughterhouse where a release is granted depending on the results of the "ante mortem" or "post mortem" examination.

If such animal cannot be slaughtered in a slaughterhouse, it must be slaughtered by its owner and directed to a dismembering plant where a release is granted.

3.2.12 Animal suspected of being diseased. Every animal suspected of being diseased or that is found to be injured following a visual examination carried out by an inspector at the time of its arrival in an establishment must be directed to the examination and detention pen for examination by a veterinary surgeon before the auction.

Where the animal is found by the veterinary surgeon inspector to be diseased, without it being a condition contemplated in section 3.2.11, it must be seized by such inspector, sold as such and, after its sale, directed to the slaughterhouse where a release is granted depending on the results of the "ante mortem" or "post mortem" examination.

3.2.13 Register of diseased animals. A register must be kept for the animals contemplated in section 3.2.12, stating the name of the owner of the animal, the purchaser's name, the place where it will be slaughtered as well as the identification number.

3.2.14 Destination of animals sold. Every animal that is the object of a sale by auction shall not be brought or received by an establishment for the purpose of a new sale by auction.

3.2.15 Purchase restriction. The operator of an establishment, the auctioneer or any person representing or acting directly or indirectly on behalf of or for the benefit of one of them, may not raise the price nor act as purchaser at an auction held therein.

3.2.16 Payment. The purchaser must pay his purchase within a time limit not exceeding 60 hours from the moment of the purchase.

3.2.17 Table of commissions. The operator must post up in public view a table of the rates of commission per

SECTION 4

Inspection et répression

4.1 Procès-verbal d'infraction, d'information et de prélèvement. L'inspecteur, témoin d'une infraction, recueillant une information ou opérant un prélèvement, en dresse immédiatement procès-verbal où il consigne les circonstances propres à établir l'infraction, décrire l'information ou relater le prélèvement.

4.2 Saisie ou confiscation. Toute saisie ou confiscation de tout animal qui ne satisfait pas aux exigences de la Loi et des règlements de même que des matières et objets ayant servi à commettre l'infraction doit être constatée par un procès-verbal.

4.3 Procédures de saisie ou confiscation. Lors de la saisie ou de la confiscation d'un animal, l'inspecteur fixe à l'oreille de cet animal une plaque métallique portant la mention « saisi » ou « confisqué », suivant le cas et cette opération est relatée au procès-verbal.

4.4 Mainlevée. Mainlevée de la saisie est donnée par écrit par tout inspecteur lorsque le contrevenant s'est conformé à la Loi.

4.5 Procès-Verbal. Tout procès-verbal prescrit aux articles 4.1, 4.2 et 4.3 doit être rédigé conformément à la formule reproduite à l'annexe 4.A.

4.6 Triple exemplaire. Tout procès-verbal est rédigé en triple exemplaire.

Le premier exemplaire est envoyé par l'inspecteur dans les 24 heures au ministère de l'agriculture. Un exemplaire est laissé au propriétaire ou détenteur de l'animal ou de l'objet.

810-o

DIVISION 4

Inspection and enforcement

4.1 Notice of offence, information and sample. The inspector who witnesses an offence, collects an information or performs a sampling, shall immediately draw up a report in which he shall record the circumstances apt to establish the offence, describe the information or report the sampling.

4.2 Seizure or confiscation. Every seizure or confiscation of an animal that does not meet the requirements of the Act and the regulations as well as the substances and objects used in committing the offence must be established in a report.

4.3 Seizure or confiscation procedures. Upon the seizure or confiscation of an animal, the inspector shall secure a metal tag to the ear of the animal bearing the indication "seized" or "confiscated" as the case may be, and this fact shall be stated in the report.

4.4 Release. A release of the seizure shall be granted in writing by any inspector when the offender has complied with the Act.

4.5 Report. Every report prescribed in sections 4.1, 4.2 and 4.3 must be drafted in the form in Schedule 4.A.

4.6 Triplicate report. Every report must be drafted in triplicate.

The first copy shall be sent by the inspector to the Department of Agriculture within 24 hours. A copy shall be left with the owner or holder of the animal or object.

810-o

ANNEXE 2.1.A

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DU QUÉBEC

LOI DE LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX

SECTION IV

VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

DEMANDE DE PERMIS

A- Renseignements sur l'exploitant	
1- Nom de l'exploitant	(individu, société ou corporation)
2- Adresse de l'exploitant	
Téléphone	
Pour une corporation, indiquer l'adresse de son siège social; lorsque le siège social est situé à l'extérieur du Québec, indiquer la principale place d'affaires au Québec. Pour une société, indiquer l'adresse de sa principale place d'affaires au Québec.	
3- Adresse postale	
Code postal	
4- Groupe juridique	
a) Personne physique faisant affaires seule sous son nom	<input type="checkbox"/>
b) Personne physique faisant affaires seule sous une raison sociale enregistrée (nom et adresse de la personne)	<input type="checkbox"/>
c) Personnes physiques faisant affaires ensemble sous une raison sociale enregistrée (responsabilité des associés non limitée) Noms et adresses des associés	<input type="checkbox"/>
d) Société à capital-actions ou à capital social (compagnie, (responsabilité limitée) corporation, coopérative, etc.) Noms et adresses des principaux officiers	<input type="checkbox"/>
Président	
Secrétaire-trésorier	

N.B.: Dans le cas des paragraphes b, c, ou d, joindre aux présentes le certificat du protonotaire de la Cour Supérieure du district judiciaire où l'exploitant fait affaires attestant qu'il s'est conformé à la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés. Dans le cas du paragraphe d, joindre également une copie de la charte ou des lettres patentes.

SCHEDULE 2.1.A.

GOVERNMENT OF QUÉBEC

DEPARTMENT OF AGRICULTURE OF QUÉBEC

ANIMAL HEALTH PROTECTION ACT

DIVISION IV

LIVESTOCK AUCTIONS

PERMIT APPLICATION

1- Information on the operator	
1- Name of operator	(individual, partnership or corporation)
2- Address of operator	
Telephone No.	
In the case of a corporation, indicate address of its corporate seat; if the corporate seat is situated outside Québec, indicate principal place of business in Québec. In the case of a partnership, indicate address of its principal place of business in Québec.	
3- Postal address.	
Postal code.	
4- <i>Legal status</i>	
(a) Physical person carrying on business alone under his own name	<input type="checkbox"/>
(b) Physical person carrying on business alone under a registered firm name (name and address of the person)	<input type="checkbox"/>
.....	
(c) Physical persons carrying on business together under a registered firm name (unlimited liability of the partners) Names and addresses of partners	<input type="checkbox"/>
.....	
.....	
(d) Joint stock company (compagny, corporation, cooperatives, etc.) (limited liability) Names and addresses of principal officers	<input type="checkbox"/>
President.	
Secretary-treasurer	

N.B.: In the case of paragraph *b*, *c* or *d*, annex the certificate of the prothonotary of the Superior Court of the judicial district in which the operator carries on business attesting that he (it) has complied with the Companies and Partnerships Declaration Act. In the case of paragraph *d*, also annex a copy of the charter or of the letters patent.

5- L'inspection

L'exploitant a-t-il déjà été condamné pour une infraction à la présente loi ou à l'un de ses règlements? Oui Non

6- Le permis de l'exploitant a-t-il déjà été suspendu ou annulé? Non

Si oui, expliquez.

B- Renseignements opérationnels sur l'exploitant

Espèce d'animaux qui seront mis en vente dans l'établissement

BOVINS CHEVALINS PORCINS OVINS

C- Documents spéciaux à fournir

1- trois exemplaires des plans et devis de l'établissement et des modifications projetées.

2- une copie conforme de l'autorisation de la municipalité concernée.

3- une copie conforme de l'attestation du Ministère du Travail et de la Main d'oeuvre relative au règlement concernant les établissements industriels et commerciaux.

4- une copie conforme du certificat « Du service de protection de l'environnement » du Gouvernement du Québec approuvant le site et les conditions d'alimentation en eau potable de l'établissement et la disposition des eaux usées provenant de son atelier.

5- garantie prévue aux articles 2.2.1 et 2.2.2 du règlement.

6- consentement écrit de l'exploitant autorisant la banque ou institution dépositaire des comptes en fidéicommiss requis par le présent règlement à en permettre l'inspection par le Ministre ou ses inspecteurs ou à en donner une copie certifiée véritable de tout ou partie des opérations.

7- preuve d'assurance contre la perte par incendie des animaux se trouvant dans l'établissement.

Fait à (signature du requérant)

le (qualité du signataire)

Pour le paiement des droits de \$50.00.

5- Inspection

Has the operator ever been convicted of an offence under this Act or under one of its regulations? Yes No

6- Has the operator's permit ever been suspended or cancelled? No

If yes, state reasons.....

B- Operational data on operator

Species of animals to be offered for sale in the establishment

BOVINES EQUINES HOGS SHEEP

C- Special documents to be provided

- 1- three copies of the plans and specifications of the establishment and the proposed modifications.
- 2- a true copy of the authorization of the municipality concerned.
- 3- a true copy of the certificate of the Department of Labour and Manpower relative to the Regulation respecting industrial and commercial establishments.
- 4- a true copy of the certificate of the "environment protection services" of the Government of Québec approving the site and the conditions of supply of potable water in the establishment and the drainage of waste water from the plant.
- 5- the security prescribed in sections 2.2.1 and 2.2.2 of the Regulation.
- 6- the written consent of the operator authorizing the bank or institution that is the trustee of the trust accounts required by this Regulation to permit the inspection thereof by the Minister or his inspectors or to give a certified true copy of all or part of the operations.
- 7- proof of insurance against loss by fire of animals kept in the establishment.

Made at (signature of applicant)

on (capacity of signatory)

For payment of the fee of \$50.00.

ANNEXE 2.1.B

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DU QUÉBEC

LOI DE LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX

SECTION IV

VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE PERMIS

Par la présente, je soussigné,
 (en lettres moulées)

fais la demande au nom de l'exploitant (individu, société ou corporation):
 (en lettres moulées)

.....
 (en lettres moulées)

de renouveler le permis d'exploitation de vente à l'enchère d'animaux vivants délivré à l'exploitant précité pour les espèces animales suivantes:

Bovins	<input type="checkbox"/>	Numéro du permis:
Chevalins	<input type="checkbox"/>	Numéro du permis:
Porcins	<input type="checkbox"/>	Numéro du permis:
Ovins	<input type="checkbox"/>	Numéro du permis:

CHANGEMENTS depuis ma dernière demande:

.....

.....

Fait à
 (signature de l'exploitant)

le
 (qualité du signataire)

« Cette formule dûment complétée et signée doit être expédiée en double au ministère de l'Agriculture, Hôtel du Gouvernement, Québec ».

SCHEDULE 2.1.B.

GOVERNMENT OF QUÉBEC

DEPARTMENT OF AGRICULTURE OF QUÉBEC

ANIMAL HEALTH PROTECTION ACT

DIVISION IV

LIVE STOCK AUCTIONS

APPLICATION FOR RENEWAL OF A PERMIT

I, the undersigned,
 (Block letters)

hereby apply in the name of the operator (individual, partnership or corporation):
 (Block letters)

for the renewal of the permit to operate auctions of live stock issued to the aforementioned operator for the following species of animals:

Bovines	<input type="checkbox"/>	Permit No.:
Equines	<input type="checkbox"/>	Permit No.:
Hogs	<input type="checkbox"/>	Permit No.:
Sheep	<input type="checkbox"/>	Permit No.:

CHANGES since my last application:

.....

.....

Made at
 (signature of operator)

on
 (capacity of signatory)

"This form duly completed and signed must be forwarded in duplicate to the Department of Agriculture, Parliament Buildings, Québec".

ANNEXE 2.1.C

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DU QUÉBEC

LOI DE LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX

SECTION IV

VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

Permis exploitant No:

Nom de l'exploitant:

Espèces autorisées:

Lieux des opérations:

— Ce présent permis autorise la personne qui le détient à exploiter son commerce suivant la Loi de la Protection Sanitaire des Animaux.

— La demande de renouvellement doit parvenir au ministre 60 jours avant l'expiration du présent permis.

— Ce permis est personnel et ne peut en conséquence être transféré à une autre personne.

— À la suite d'une infraction ou d'une inobservance des conditions de délivrance, ce permis peut être suspendu, annulé ou non renouvelé.

— Dans le cas d'une annulation, un délai de 12 mois est requis avant qu'un nouveau permis soit délivré.

— Dans l'un ou l'autre des cas, le détenteur sera entendu avant que le ministre ne se prononce à son sujet.

— Ce permis doit être affiché dans l'établissement à un endroit où il peut être facilement vu du public.

— Ce permis prend effet le:

— Ce permis expire le:

Québec, le

.....
Ministre de l'Agriculture

SCHEDULE 2.1.C.

GOVERNMENT OF QUÉBEC

DEPARTMENT OF AGRICULTURE OF QUÉBEC

ANIMAL HEALTH PROTECTION ACT

DIVISION IV

LIVE STOCK AUCTIONS

Operator's permit No.:

Name of operator:

Species authorized:

Place of operations:

- This permit authorizes its holder to operate his business in accordance with the Animal Health Protection Act.
- The application for renewal must be received by the Minister 60 days before the expiry of the present permit.
- This permit is personal and may therefore not be transferred to another person.
- In the case of an offence or failure to comply with the conditions for issuance, this permit may be suspended, cancelled or not be renewed.
- In the case of cancellation, a new permit shall not be issued before the expiry of 12 months thereafter.
- In one or other of these cases, the holder will be heard before the Minister decides on the matter.
- This permit must be posted up in the establishment in a place conspicuous to the public.

— This permit takes effect on:

— This permit expires on:

Québec, this

.....
Minister of Agriculture.

ANNEXE 3.1.D.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DU QUÉBEC

LOI DE LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX

SECTION IV

VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

Vendeur									
Acheteur									
Poids		No. Vente		Date		Heure		Identification	
Chevaux	Bouillons	Taureaux	Vaches	Taures	Veaux	Prix		Montant	
Moutons	Porcs	Porcelets	Truies	Mâles	Divers				

NOM DE L'ÉTABLISSEMENT

SCHEDULE 3.1.D.
GOVERNMENT OF QUÉBEC
DEPARTMENT OF AGRICULTURE OF QUÉBEC
 ANIMAL HEALTH PROTECTION ACT
DIVISION IV
 LIVE STOCK AUCTIONS

NAME OF ESTABLISHMENT									
Vendor									
Purchaser									
Weight		Sale No.		Date		Time			
Horses	Steer	Bulls	Cows	Heifers	Calves	Price		Amount	
Sheep	Hogs	Piglets	Sows	Boars	Miscellaneous	Price		Amount	

ANNEXE 3.2.F

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DU QUÉBEC

LOI DE LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX

SECTION IV

VENTES AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

REGISTRE DES CONSIGNATIONS

Établissement.....Nom.....

Adresse.....

Date	Expéditeur	Chevaux	Bouillons	Taureaux	Vaches	Veaux	Moutons	Porcs	Porcelets	Truies	Mâles	Divers

GOVERNMENT OF QUÉBEC

DEPARTMENT OF AGRICULTURE OF QUÉBEC

ANIMAL HEALTH PROTECTION ACT

DIVISION IV

LIVE STOCK AUCTIONS

REGISTER OF CONSIGNMENTS

Establishment..... Name

Address

Date	Shipper	Horses	Steer	Bulls	Cows	Calves	Sheep	Hogs	Piglets	Sows	Boars	Miscella- neous

ANNEXE 3.2.G.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DU QUÉBEC

LOI DE LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX

SECTION IV

VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

REGISTRE DES VENTES

Vaches	Transport	Commission	Avance	Divers	Net	Chèque	No. chèque	Date	Facture No.	No. de l'acheteur	Montant	Date de paiement

SCHEDULE 3.2.G.

GOVERNMENT OF QUÉBEC

DEPARTMENT OF AGRICULTURE OF QUÉBEC

ANIMAL HEALTH PROTECTION ACT

DIVISION IV

LIVE STOCK AUCTIONS

REGISTER OF SALES

Sales	Transport	Commission	Advance	Miscellaneous	Net	Cheque	Cheque No.	Date	Invoice No.	Purchaser's name	Amount	Date of payment

ANNEXE 4.A.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DU QUÉBEC

LOI DE LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX

SECTION IV

VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

PROCÈS-VERBAL D'INSPECTION

- CONSTATATION
 PRÉLÈVEMENT

- SAISIE NO:
 CONFISCATION

Je, soussigné, résidant à
..... agissant en ma
..... (lettres moulées)
qualité d'inspecteur en vertu de la loi ci-haut mentionnée, déclare ce qui suit:

1- Le à heure(s)
..... (date, mois, année)
 a.m.
, à
 p.m. (endroit, route ou chemin)

j'ai procédé à l'inspection de
..... (quantité, espèces animales)
.....
.....

Propriété de
..... (nom du propriétaire des animaux)
qui se trouvaient dans
..... (désignation du local ou véhicule, No du permis
.....
..... ou enregistrement)

appartenant à
..... (nom, occupation et adresse du propriétaire du local ou véhicule)
.....
.....

et sous la responsabilité de
..... (nom et adresse)
.....
.....

SCHEDULE 4.A.

GOVERNMENT OF QUÉBEC

DEPARTMENT OF AGRICULTURE OF QUÉBEC

ANIMAL HEALTH PROTECTION ACT

DIVISION IV

LIVE STOCK AUCTIONS

REPORT OF INSPECTION

- FINDING
- SAMPLING

- SEIZURE NO:
- CONFISCATION

I, the undersigned, residing at
 (Block letters) acting in my
 capacity as inspector under the abovementioned Act, declare the following:

1- On at, o'clock
 (date, month, year)
 a.m.
 p.m., at (place, highway or road)

I have inspected
 (quantity, species of animals)

owned by
 (name of owner of animals)

which were in
 (designation of premises or vehicle,
 permit or registration No.)

owned by
 (name, occupation and address of the owner of the premises or vehicle)

and under the responsibility of
 (name and address)

2- J'ai examiné ces animaux et j'ai fait les observations suivantes:

.....

.....

.....

.....

.....

3- D'après la lettre de voiture
 la déclaration du détenteur ces animaux étaient
 les registres du détenteur expédiés par

.....
 (nom et adresse)

et destinés à
 (nom et adresse)

4- Étant donné que
 (constatation, motif de la saisie ou de la confiscation)

.....
 (geste posé par l'inspecteur)

.....
 (prélèvement d'échantillons, s'il y a lieu)

.....
 (déclaration reçue ou autres observations)

Des faits ci-haut relatés, j'ai dressé, à toutes fins que de droit, le présent procès-verbal que M
 (détenteur ou représentant)

..... à

.....
 (accepté ou refusé)

..... de signer avec moi, après
 lecture faite, pour être transmis au ministère de l'Agriculture.

2- I have inspected these animals and make the following observations:.....

.....
.....
.....
.....
.....

3- According to the way-bill
the declaration of the holder
the registers of the holder

the animals were shipped by
(name and address)

and intended for
(name and address)

4- Seeing that
(finding, reason for seizure or confiscation)

.....
.....
.....

(action taken by the inspector)

.....
.....
.....

(taking of samples, where applicable)

.....
.....
.....

(declaration received or other observations)

From the abovementioned facts, I have drawn up, for all legal purposes, this report that

Mr..... has

(holder or representative)

.....

(accepted or refused)

to sign with me, after due reading, to be forwarded to the Department of Agriculture.

Un exemplaire de cet acte a été délivré, séance tenante, à

.....

Fait en triple expédition à
(endroit)

ce
(date, mois, année)

.....

Signature du détenteur ou représentant

Signature de la personne autorisée

.....

Annexe(s) incluse(s)

810-o

A copy of this deed was delivered forthwith to

.....

Made in triplicate at
(place)

on
(date, month, year)

.....
(signature of holder or representative)

.....
(signature of authorized person)

Document(s) attached

810-o

A.C. 2870-75, 16 juillet 1975

Règ. 75-363, 18 juillet 1975

**LOI DE LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS
DU QUÉBEC**
(1971, ch. 20)

Cidre — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement modifiant le règlement sur le cidre.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 37, paragraphe a et b de la Loi de la Société des alcools du Québec (1971, ch. 20), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, après consultation de la société, faire des règlements pour:

a) statuer sur les conditions de fabrication, de conservation, de manutention de boissons, sur les récipients qui les contiennent et sur les inscriptions ou indications qui doivent y être apposées;

b) prescrire le classement des boissons alcooliques et établir à cette fin les classes, catégories ou dénominations particulières appropriées.

ATTENDU QUE les fabricants de cidre désirent vendre sur les marchés internationaux.

ATTENDU QU'il est important, pour assurer leur croissance économique, qu'ils profitent des mêmes avantages commerciaux offerts, par les législations et réglementations en vigueur dans les pays concurrents;

ATTENDU QUE les fabricants de cidre désirent convertir leurs normes au système métrique et qu'ils sont prêts dès maintenant à embouteiller leur cidre dans des contenants de capacité de 750 millilitres ou 26.397 onces liquides;

ATTENDU QUE la Société a été consultée à ce sujet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des Finances:

QUE l'Arrêté en conseil 1464 du 24 avril 1974 modifié par l'Arrêté en conseil 4052 du 13 novembre 1974 concernant le Règlement sur le cidre soit de nouveau modifié par l'amendement.

QUE cet amendement soit publié dans la Gazette officielle du Québec joint au présent Arrêté en conseil.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 2870-75, 16 July 1975

Reg. 75-363, 18 July 1975

**QUEBEC LIQUOR
CORPORATION ACT**
(1971, ch. 20)

Cider — amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation amending the Regulation respecting cider.

WHEREAS under subparagraphs *a* and *b* of section 37 of the Québec Liquor Corporation Act (1971, ch. 20), the Lieutenant-Governor in Council may, after consultation with the Corporation, make regulations to:

(a) prescribe the conditions for the making, preservation and handling of alcoholic beverages, their receptacles and the inscriptions or indications to be inscribed thereon;

(b) prescribe the classification of alcoholic beverages and establish for such purpose the appropriate particular classes, categories or names;

WHEREAS the cider makers wish to sell on international markets;

WHEREAS it is important, to ensure their economic growth, that they enjoy the same commercial advantages offered by the laws and regulations in force in competitive countries;

WHEREAS the cider makers wish to convert their standards to the metric system and whereas they are ready to begin immediately the bottling of their cider in receptacles of a capacity of 750 millilitres or 26.397 fluid ounces;

WHEREAS the Corporation has been consulted with respect thereto;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Finance:

THAT Order in Council 1464 dated 24 April 1974, amended by Order in Council 4052 dated 13 November 1974, concerning the Regulation respecting cider be further amended by amendment;

THAT such amendment, annexed to this Order in Council, be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement modifiant le règlement sur le cidre

1. L'article 60 du règlement sur le cidre édicté par l'arrêté en conseil 4052 du 13 novembre 1974, est remplacé par l'article suivant:

« 60. RÉCIPIENTS AUTORISÉS

Les récipients servant au conditionnement, à la vente ou à la livraison, doivent être conçus, fabriqués, remplis et fermés de telle façon que la quantité nette du contenu soit de 6, 12, 40, 160 onces liquides ou 750 millilitres (26.397 onces liquides) et être approuvés par le ministre. »

2. L'article 70 est un nouvel article ajouté au règlement sur le cidre édicté par l'arrêté en conseil 1464 du 24 avril et l'arrêté en conseil 4052 du 13 novembre 1974. Le nouvel article 70 est le suivant:

« 70. CIDRE EXPÉDIE HORS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Le cidre expédié hors de la province de Québec est exempté des dispositions des articles 54 à 57, 59, 60, des paragraphes b à f de l'article 63 et des articles 64, 66 et 68. »

809-o

Regulation amending the Regulation respecting cider

1. Section 60 of the Regulation respecting cider, enacted under Order in Council 4052 dated 13 November 1974, is replaced by the following section:

« 60. AUTHORIZED RECEPTACLES:

Receptacles used for conditioning, sale and delivery must be designed, made, filled and closed so that the net quantity of the contents be 6, 12, 40 or 160 fluid ounces or 750 millilitres (26.397 fluid ounces) and be approved by the Minister. »

2. Section 70 is a new section added to the Regulation respecting cider, enacted under Order in Council 1464 dated 24 April and Order in Council 4052 dated 13 November 1974. The new section 70 is as follows:

« 70. CIDER SHIPPED OUTSIDE OF QUEBEC

Cider shipped outside the Province of Québec shall be exempt from the provisions of sections 54 to 57, 59 and 60, paragraphs b to f of section 63 and sections 64, 66 and 68. »

809-o

A.C. 2875-75, 16 juillet 1975
Reg. 75-364, 18 juillet 1975

LOI DES TERRES ET FORÊTS
 (S.R.Q., 1964, ch. 92)

Valeur résiduelle des travaux

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la détermination de la valeur résiduelle des travaux et autres améliorations effectués sur les concessions forestières révoquées

ATTENDU QUE l'article 98 de la Loi des Terres et Forêts (S.R.Q., 1964, chapitre 92) tel qu'amendé par l'article 27 du chapitre 28 des Lois de 1974, prévoit que la valeur résiduelle des travaux de nature permanente, des travaux d'inventaire, d'aménagement et d'arpentage et des autres améliorations effectués par les personnes dont les concessions forestières sont révoquées soit établie par règlement.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Terres et Forêts:

QUE le Règlement dont le texte est annexé au présent arrêté en conseil soit approuvé;

QUE l'arrêté en conseil numéro 2797-75 du 9 juillet 1975 et le règlement qui y est annexé soient abrogés.

Le greffier du Conseil exécutif,
 GUY COULOMBE.

Règlement concernant la détermination de la valeur résiduelle des travaux de nature permanente, d'aménagement et d'arpentage et des autres améliorations effectués sur les concessions forestières révoquées

Article 1.

La valeur résiduelle est établie comme suit:

a) Pour les chemins permanents: en tenant compte du coût de remplacement, moins la dépréciation calculée en proportion des volumes de bois coupé dans les concessions révoquées au cours des dix (10) dernières années et ajustée en fonction de l'indice général des prix à la consommation, (1961 = 100);

b) Pour les autres travaux de nature permanente, les travaux d'arpentage et autres améliorations: en tenant compte du coût de remplacement diminué de la dépréciation nécessitée par leur état physique et leur utilité éventuelle.

O.C. 2875-75, 16 July 1975
Reg. 75-364, 18 July 1975

LANDS AND FORESTS ACT
 (R.S.Q., 1964, ch. 92)

Residual value of works

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the determination of the residual value of works and other improvements effected on cancelled timber limits.

WHEREAS section 98 of the Lands and Forests Act (R.S.Q., 1964, ch. 92), as amended by section 27 of chapter 28 of the Statutes of 1974, prescribes that the residual value of the permanent works, inventory, management and survey work and other improvements effected by such persons whose timber limits are cancelled be established by Regulation.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

THAT the Regulation annexed to this Order in Council be approved;

THAT Order in Council 2797-75 dated 9 July 1975 and the Regulation which is annexed thereto be revoked.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting the determination of the residual value of permanent works, management and survey work and other improvements effected on cancelled timber limits.

Section 1.

The residual value shall be established as follows:

(a) For permanent roads: taking into account the cost of replacement, less the depreciation computed in proportion to the volumes of timber cut in the cancelled limits in the course of the last ten (10) years and adjusted in relation to the general consumer price index (1961 = 100);

(b) For other permanent works survey work and other improvements: taking into account the cost of replacement decreased by the depreciation entailed by their physical condition and their eventual use.

Article 2.

Sous réserve des dispositions de la Loi des Terres et Forêts et des règlements, le processus d'évaluation se fait dans le respect des règles de l'art édictées dans le livre intitulé « Principes et concepts généraux en évaluation foncière », édition de Rodage, publié par l'Éditeur officiel du Québec.

Article 3.

Le coût de remplacement est établi:

a) Pour la machinerie: suivant le « Répertoire des taux de location » émis sous l'autorité du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement et effectif le 1er mai 1975;

b) Pour les salaires: suivant les taux en vigueur selon la convention collective de travail entre le Gouvernement du Québec et le Syndicat des Fonctionnaires provinciaux du Québec (Ouvriers) alors en vigueur;

c) Pour les matériaux de construction: suivant les prix courants.

Article 4.

Sauf pour les plans quinquennaux d'exploitation, les travaux d'inventaire et d'aménagement sont évalués suivant leur coût de revient dépréciés en ligne droite sur les dix (10) dernières années précédant la révocation.

810-o

Section 2.

Subject to the provisions of the Lands and Forests Act and Regulations, the method of evaluation must comply with the rules of the science decreed in the book entitled « Principes et concepts généraux en évaluation foncière », Rodage edition, published by the Québec Official Publisher.

Section 3.

The cost of replacement shall be established:

(a) For machinery: according to the « Répertoire des taux de location » issued under the authority of the Department of Public Works and Supply and effective on 1 May 1975;

(b) For salaries: according to the rates in force under the collective labour agreement between the Government of Québec and the Syndicat des Fonctionnaires provinciaux du Québec (Ouvriers) then in force;

(c) For building materials: according to current prices.

Section 4.

Save in the case of quinquennial operation plans, inventory works and management shall be evaluated according to their cost price depreciated in a straight line over the ten (10) last years preceding cancellation.

810-o

A.C. 2878-75, 16 juillet 1975
Reg. 75-365, 18 juillet 1975

LOI DES PARCS PROVINCIAUX
 (S.R.Q., 1964, ch. 201)

Modification Parc de la Gaspésie

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Parc Provincial de la Gaspésie.

ATTENDU QU'en vertu de la Loi des parcs provinciaux (S.R.Q., 1964, ch. 201) le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements relatifs à l'administration du parc provincial de la Gaspésie;

ATTENDU QU'il y a lieu de dispenser certaines personnes des formalités d'enregistrement aux barrières dudit parc;

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil 5070, du 18 décembre 1946, doit être modifié en conséquence;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche;

QUE l'article 1 de cet arrêté en conseil soit modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

« Toutefois, les personnes traversant le parc par la Route 229 de Ste-Anne-des-Monts à New-Richmond ou par le tronçon de route entre les routes 299 et 198 de Ste-Anne-des-Monts à Murdochville, ainsi que par la route de la Mine Madeleine à partir de la route 299 jusqu'à Marsoui, sont autorisées à effectuer cette traversée sans être tenues de se procurer le permis de circulation mentionné au paragraphe précédent ».

QUE l'article 2 de cet arrêté en conseil soit abrogé et remplacé par le suivant:

« Nul ne peut exercer dans les limites du parc une activité quelconque sans être détenteur du droit d'accès à ladite activité. Les documents attestant ces droits pourront être obtenus aux postes d'accueil prévus à cette fin. »

« Toute personne doit exhiber les documents mentionnés dans le présent règlement à la demande d'un officier dûment autorisé par le ministre ».

QUE l'article 7 de cet arrêté en conseil soit modifié en y retranchant les mots suivants: « à moins d'avoir obtenu un permis » et en y ajoutant le paragraphe suivant:

« Toutefois, cette prohibition ne s'applique pas aux personnes mentionnées à l'article 1 ainsi qu'à celles munies du droit d'accès prévu au présent règlement ».

QUE l'article 16 de cet arrêté en conseil soit abrogé.

QUE l'article 18 de cet arrêté en conseil soit modifié en y retranchant les mots « et est passible de l'amende prévue à l'article 45 ».

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à la

O.C. 2878-75, 16 July 1975
Reg. 75-365, 18 July 1975

PROVINCIAL PARKS ACT
 (R.S.Q., 1964, ch. 201)

Gaspesian Park — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Gaspesian Provincial Park.

WHEREAS under the Provincial Parks Act (R.S.Q., 1964, ch. 201), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations respecting the management of the Gaspesian Provincial Park;

WHEREAS it is expedient to exempt certain persons from the formalities of registering at the gates of the said Park;

WHEREAS Order in Council 5070 dated 18 December 1946 must be amended accordingly;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT section 1 of the said Order in Council be amended by adding the following paragraph:

« However, persons crossing the Park by Route 299 from Ste-Anne-des-Monts to New Richmond or by that part of the road between Routes 299 and 198 from Ste-Anne-des-Monts to Murdochville, as well as by the Mine Madeleine road from Route 299 to Marsoui, are authorized to make such crossing without being bound to obtain the travel permit referred to in the preceding paragraph ».

THAT section 2 of the said Order in Council be revoked and replaced by the following:

« No person may carry on an activity within the limits of the Park unless he is the holder of a right-of-way for such activity. The documents attesting to such rights may be obtained from the welcoming stations provided for that purpose.

« Every person must show the documents referred to in this Regulation at the request of an officer duly authorized by the Minister ».

THAT section 7 of the said Order in Council be amended by deleting the words « unless a permit has been obtained » and by adding the following paragraph:

« However, this prohibition shall not apply to the persons referred to in section 1 as well as to those having the right-of-way prescribed in this Regulation ».

THAT section 16 of the said Order in Council be revoked.

THAT section 18 of the said Order in Council be amended by deleting the words », such an offence renders one liable to the fine as provided in section 45 ».

date de sa publication dans la Gazette Officielle du Québec.

THAT this Order in Council come into force on the date of its publication in the Québec Official Gazette.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

808-o

808-o

A.C. 930-75, 5 mars 1975
Règ. 75-366, 23 juillet 1975

LOI DU MINISTÈRE DES AFFAIRES
 SOCIALES
 (1970, ch. 42)

Délégation de signature, modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à l'arrêté en conseil 2068-74 du 4 juin 1974, concernant l'adoption d'un règlement relatif à la signature de certains documents du Ministère des Affaires sociales.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 de la Loi du ministère des Affaires sociales (1970, ch. 42), nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou un fonctionnaire, mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'il est opportun d'autoriser monsieur René Boileau, directeur de la formation et du perfectionnement, à signer certains documents du ministère des Affaires sociales;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

QUE l'arrêté en conseil 2068-74 du 4 juin 1974, (modifié par l'arrêté en conseil 2702-74 du 24 juillet 1974), soit modifié, en ajoutant après le paragraphe L, un paragraphe M:

« M. QUE monsieur René Boileau, directeur de la formation et du perfectionnement, soit autorisé à signer avec la même autorité que le ministre, les documents suivants:

1. Les contrats d'affiliation conclus entre une institution d'enseignement qui est reconnue par le ministre de l'Éducation et le ministre des Affaires sociales conformément à l'article 88 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, ch. 48, mod. 1974, ch. 42) »;

QUE le présent arrêté soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et prenne effet à compter du jour de sa publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
 GUY COULOMBE..

O.C. 930-75, 5 March 1975
Reg. 75-366, 23 July 1975

SOCIAL AFFAIRS
 DEPARTMENT ACT
 (1970, ch. 42)

Delegation of signature — amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to Order in Council 2068-74 dated 4 June 1974 concerning the enactment of a Regulation respecting the signature of certain documents of the Department of Social Affairs.

WHEREAS under section 8 of the Social Affairs Department Act (1970, ch. 42), no deed, document or writing shall bind the Department or be attributed to the Minister unless it is signed by him, the Deputy-Minister or an officer and only, in the case of the latter, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS it is expedient to authorize Mr. René Boileau, Director of Training and Upgrading, to sign certain documents of the Department of Social Affairs;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT Order in Council 2068-74 dated 4 June 1974 (amended by Order in Council 2702-74 dated 24 July 1974), be amended by adding after paragraph L, the following paragraph M:

“M. THAT Mr. René Boileau, Director of Training and Upgrading, be authorized to sign with the same authority as the Minister the following documents:

1. Contracts of affiliation concluded between a teaching institution recognized by the Minister of Education and the Minister of Social Affairs in accordance with section 88 of the Act respecting health services and social services (1971, ch. 48, am. 1974, ch. 42)”;;

THAT this Order in Council be published in the *Québec Official Gazette* and take effect from the day of its publication.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

A.C. 3012-75, 23 juillet 1975
Règ. 75-369, 29 juillet 1975

LOI DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE JAMES
(1971, ch. 34)

Ordonnance numéro 101

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT l'ordonnance numéro 101 de la municipalité de la Baie James

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi de développement de la région de la Baie James (1971, ch. 34), soit approuvée l'ordonnance numéro 101 adoptée par le conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

Que ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait de la quarante-quatrième assemblée du conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la municipalité de la Baie James, tenue jeudi le 12 juin 1975.

ATTENDU que par les ordonnances no 79 et no 95 le conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James, siégeant à titre de substitut du conseil municipal, a autorisé la Municipalité à procéder à la formation et à l'organisation d'une localité groupant les deux (2) paroisses de Villebois et Beaucanton.

Sur proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M. Cliche, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 101:

PRÉAMBULE: QUE le conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James, siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Municipalité de la Baie James, (ci-après désigné conseil municipal), à ce autorisé par les dispositions des articles 36-37 et 38 de la Loi du développement de la région de la Baie James, (1971, ch. 34) (ci-après désignée Loi de la Baie

O.C. 3012-75, 23 July 1975
Reg. 75-369, 29 July 1975

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(1971, ch. 34)

Order No. 101

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING Order No. 101 of the James Bay Municipality

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order No. 101, a copy of which is annexed hereto, made by the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the forty-fourth meeting of the Board of Directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, held on Thursday, 12 June 1975

WHEREAS under Orders No. 79 and No. 95, the Board of Directors of the James Bay Development Corporation substituting for the municipal council, authorized the Municipality to form and organize a locality grouping the two (2) parishes of Villebois and Beaucanton,

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Boulva, duly seconded by Mr. Cliche:

Order No. 101:

PREAMBLE: THAT the Board of Directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council (hereinafter referred to as the municipal council), authorized for this purpose by the provisions of sections 36, 37 and 38 of the James Bay Region Development Act (1971, ch. 34) (hereinafter referred to as the James Bay Act) orders the following:

James) ordonne ce qui suit: étant donné qu'au moins 500 personnes habitent en permanence les agglomérations de Villebois et Beaucanton.

ARTICLE 1. — Une localité telle que définie à la Loi de la Baie James est formée et constituée sous le nom de « Localité de Rousseau ».

ARTICLE 2. — Les limites du territoire de la localité de Rousseau, d'une superficie d'environ 252 milles carrés, sont délimitées selon la description technique préparée par M. Victor Sylvestre, arpenteur-géomètre de Val-d'Or, en date du 13 juin 1975 sous le numéro B.J. 10 de ses minutes, le tout tel qu'en font foi les copies du plan et de la description technique, dont copies certifiées conformes font partie intégrante de la présente ordonnance comme annexe « A ».

ARTICLE 3. — La localité est divisée en deux quartiers comme suit:

1. — Quartier Villebois,
2. — Quartier Beaucanton.

Le territoire de ces quartiers est décrit à l'annexe B de la présente ordonnance.

ARTICLE 4. — Le conseil local est composé de cinq (5) membres comme suit:

- 1 — Trois (3) pour le quartier Villebois,
- 2 — Deux (2) pour le quartier Beaucanton.

ARTICLE 5. — Les membres du conseil local sont élus pour trois (3) ans; l'époque et le mode de la première élection seront ultérieurement prescrits par le conseil municipal.

ARTICLE 6. — La première séance générale du conseil local sera tenue le 17 novembre 1975, aux fins d'élire un président et un vice-président, de nommer un secrétaire et de prendre connaissance de tout item apparaissant à l'ordre du jour.

ARTICLE 7. — Un budget annuel doit être préparé par le conseil local et soumis au conseil municipal pour adoption.

ARTICLE 8. — Le conseil local peut et doit, après adoption de son budget, procéder à l'administration de la localité, conformément à ce budget aux directives du conseil municipal ou du gérant, et selon les dispositions de la présente ordonnance.

Le conseil local doit soumettre au conseil municipal, pour adoption:

- a) tout projet nécessaire et requis à l'administration, la réalisation et la gestion de son budget.
- b) toute demande pour l'affectation du produit des emprunts ou pour tout autre crédit requis.
- c) toute demande pour virements de fonds ou de crédits déjà votés.
- d) tout rapport recommandant l'octroi de franchises et de privilèges.

considering that the conglomerations of Villebois and Beaucanton are permanently inhabited by at least 500 persons:

SECTION 1. — A locality as defined in the James Bay Act is formed and constituted under the name of "Locality of Rousseau".

SECTION 2. — The territorial boundaries of the locality of Rousseau, containing approximately 252 square miles, are defined in accordance with the technical description prepared by Mr. Victor Sylvestre, land surveyor of Val d'Or, dated 13 June 1975, bearing No. B.J. 10 of his minutes, the whole as attested to by the copies of the plan and the technical description, certified true copies of which are an integral part of this Order as Schedule "A".

SECTION 3. — The locality is divided into two wards as follows:

- 1 — Villebois Ward,
- 2 — Beaucanton Ward.

The territory of such wards is described in Schedule B to this Order.

SECTION 4 — The local council is composed of five (5) members as follows:

- 1 — Three (3) for the Villebois Ward,
- 2 — Two (2) for the Beaucanton Ward.

SECTION 5. — The members of the local council shall be elected for three (3) years; the period and mode of the first election shall be prescribed subsequently by the municipal council.

SECTION 6 — The first general meeting of the local council shall be held on 17 November 1975 for the purposes of electing a chairman and a vice-chairman, appointing a secretary and of taking cognizance of any item entered on the agenda.

SECTION 7 — An annual budget must be prepared by the local council and submitted to the municipal council for adoption.

SECTION 8 — The local council has the right to and must, after the adoption of its budget, proceed to the administration of the locality in accordance with the budget, the directives of the municipal council or the manager and the provisions of this Order.

The local council must submit the following to the municipal council for adoption:

- (a) any plan necessary and required for the administration, implementation and management of its budget;
- (b) every application for the appropriation of the proceeds of loans or for any other appropriation required;
- (c) every application for a transfer of funds or appropriations already voted;
- (d) every report recommending the granting of franchises and privileges;

e) toute question de la compétence du conseil municipal.

ARTICLE 9. — Le conseil municipal délègue, pour les fins de la présente ordonnance, à M. Richard Champagne, gérant de la Municipalité de la Baie James, la surveillance et le contrôle de l'administration courante du budget adopté conformément à la présente ordonnance.

ARTICLE 10. — Le gérant doit countersigner tout document à caractère officiel originant du conseil local y compris les chèques et autres effets.

ARTICLE 11. — Le gérant doit faire rapport au conseil municipal de l'administration du conseil local.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil et de demander au Lieutenant-Gouverneur en conseil que la présente ordonnance entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette Officielle du Québec*.

Canada,
Province de Québec,
Municipalité de la Baie James.

DESCRIPTION TECHNIQUE

LOCALITÉ DE ROUSSEAU

La localité de Rousseau comprend une partie des cantons de Lavergne, Lemaire, Paradis, Perron et Rousseau et ses limites sont les suivantes:

Partant du coin Nord-Ouest du lot 1, rang VIII, canton de Perron, coin situé dans la ligne séparative des provinces de Québec et d'Ontario, de là, la limite Nord des lots 1 à 61 du rang VIII du canton de Perron jusqu'au coin Nord-Est du lot 61 du dit canton;

de là, la limite Est des lots 61 rang VIII, 61 rang VII, et 61 rang VI du canton de Perron, jusqu'au coin Sud-Ouest du lot 1 rang VI du canton de Rousseau;

de là, la limite Sud des lots 1 à 8 du rang VI du canton de Rousseau jusqu'au coin Sud-Ouest du lot 9 rang VI du dit canton;

de là, la limite Ouest des lots 9 rang VI et 9 rang VII, du canton de Rousseau jusqu'au coin Nord-Ouest du lot 9 rang VII du dit canton;

de là, la limite Sud des lots 9 à 24 du rang VIII du canton de Rousseau jusqu'au coin Sud-Ouest du lot 25, rang VIII du dit canton;

de là, la limite Ouest des lots 25 rang VIII et 25 rang IX du canton de Rousseau jusqu'au coin Nord-Ouest du lot 25 rang IX du dit canton;

de là, la limite Sud des lots 25 à 35 rang X, canton de Rousseau jusqu'au coin Sud-Ouest du lot 36 rang X du dit canton;

(e) all matters under the jurisdiction of the municipal council.

SECTION 9. — The municipal council shall, for the purposes of this Order, delegate to Mr. Richard Champagne, manager of the James Bay Municipality, the supervision and control of the day-to-day administration of the budget adopted in accordance with this Order.

SECTION 10. — The manager must countersign every official document emanating from the local council including cheques and other instruments.

SECTION 11. — The manager must report to the municipal council on the administration of the local council.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council and that the Lieutenant-Governor in Council be petitioned to bring it into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Canada,
Province of Quebec,
James Bay Municipality.

TECHNICAL DESCRIPTION

LOCALITY OF ROUSSEAU

The locality of Rousseau includes part of the townships of Lavergne, Lemaire, Paradis, Perron and Rousseau and its boundaries are as follows:

Commencing at the northwest corner of lot 1, range VIII, township of Perron, corner situated on the dividing line between the provinces of Québec and Ontario, thence the northern limit of lots 1 to 61 of range VIII of the township of Perron to the northeast corner of lot 61 of the said township;

thence the eastern limit of lots 61 range VIII, 61 range VII and 61 range VI of the township of Perron to the southwest corner of lot 1 range VI of the township of Rousseau;

thence the southern limit of lots 1 to 8 of range VI of the township of Rousseau to the southwest corner of lot 9 range VI of the said township;

thence the western limit of lots 9 range VI and 9 range VII of the township of Rousseau to the northwest corner of lot 9 range VII of the said township;

thence the southern limit of lots 9 to 24 of range VIII of the township of Rousseau to the southwest corner of lot 25, range VIII of the said township;

thence the western limit of lots 25 range VIII and 25 range IX of the township of Rousseau to the northwest corner of lot 25 range IX of the said township;

thence the southern limit of lots 25 to 35 range X, township of Rousseau, to the southwest corner of lot 36 range X of the said township;

de là, la limite Ouest des lots 36 rang X, canton de Rousseau, 36 rang I, 36 rang II, 36 rang III, et 36 rang IV du canton de Paradis jusqu'au coin Nord-Ouest du lot 36 rang IV du canton de Paradis;

de là, la limite Nord des lots 36 à 62 rang IV, canton de Paradis, jusqu'au coin Nord-Est du lot 62 rang IV du dit canton;

de là, dans le canton Lemaire, une ligne de direction Est astronomique d'environ 5 milles de longueur;

de là, dans le canton Lemaire, une ligne de direction Sud astronomique d'environ 4 milles de longueur jusqu'au coin Nord-Ouest du lot 32 rang X, canton de Lavergne;

de là, la limite Ouest des lots 32 rang X, 32 rang IX, 32 rang VIII, 32 rang VII, 32 rang VI, 32 rang V, 32 rang IV, 32 rang III, 32 rang II et 32 rang I du canton de Lavergne jusqu'au coin Sud-Ouest du lot 32 rang I, du dit canton;

de là, la limite Sud des cantons Lavergne, Rousseau et Perron jusqu'au coin Sud-Ouest du lot 1 rang I, canton de Perron, coin situé dans la ligne séparative des provinces de Québec et d'Ontario;

de là, la limite Ouest des lots 1 rang I, 1 rang II, 1 rang III, 1 rang IV, 1 rang V, 1 rang VI, 1 rang VII et 1 rang VIII du canton de Perron jusqu'au coin Nord-Ouest du lot 1 rang VIII, du dit canton, limite étant située dans la ligne séparative des provinces de Québec et d'Ontario.

La superficie de ce territoire est d'environ 252 milles carrés.

Cette description est conforme au plan préparé par le soussigné, daté du 13 juin 1975, minute no. B.J. 10.

Val-d'Or, le 13 juin 1975.

SYLVESTRE & ASSOCIÉS
Par: V. Sylvestre A.G.

816-o

thence the western limit of lots 36 range X, township of Rousseau, 36 range I, 36 range II, 36 range III and 36 range IV of the township of Paradis to the northwest corner of lot 36 range IV of the township of Paradis;

thence the northern limit of lots 36 to 62 range IV, township of Paradis, to the northeast corner of lot 62 range IV of the said township;

thence, in the township of Lemaire, an astronomical easterly line of approximately 5 miles in length;

thence, in the township of Lemaire, an astronomical southerly line of approximately 4 miles in length to the northwest corner of lot 32 range X, township of Lavergne;

thence the western limit of lots 32 range X, 32 range IX, 32 range VIII, 32 range VII, 32 range VI, 32 range V, 32 range IV, 32 range III, 32 range II and 32 range I of the township of Lavergne to the southwest corner of lot 32 range I of the said township;

thence the southern limit of the townships of Lavergne, Rousseau and Perron to the southwest corner of lot 1 range I, township of Perron, corner situated on the dividing line between the provinces of Québec and Ontario;

thence, the western limit of lots 1 range I, 1 range II, 1 range III, 1 range IV, 1 range V, 1 range VI, 1 range VII and 1 range VIII of the township of Perron to the northwest corner of lot 1 range VIII of the said township, the said limit being situated on the dividing line between the provinces of Québec and Ontario.

Such territory contains approximately 252 square miles.

This description complies with the plan prepared by the undersigned, dated 13 June 1975, minute No. B.J. 10.

Val-d'Or, 13 June 1975

SYLVESTRE & ASSOCIÉS
Per: V. Sylvestre, L.S.

816-o

A.C. 3013-75, 23 juillet 1975
Règ. 75-370, 29 juillet 1975

LOI DE DÉVELOPPEMENT
DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES
(1971, ch. 34)

Ordonnance numéro 102

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 102 de la municipalité de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi de développement de la région de la Baie James (1971, ch. 34), soit approuvée l'ordonnance numéro 102 adoptée par le conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait de la quarante quatrième
assemblée du conseil d'administration
de la Société de développement
de la Baie James siégeant à titre de
substitut du conseil municipal de la
municipalité de la Baie James,
tenue jeudi le 12 juin 1975

Sur proposition de M. MacDonald, dûment appuyée par M. Ernst, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 102:

QUE la Municipalité demande au Ministre des Affaires Municipales l'autorisation de dresser et de déposer un rôle d'évaluation municipale pour la localité de Rousseau, le tout selon les termes et conditions apparaissant à la recommandation de M. Richard Champagne, gérant municipal, dont copie dûment paraphée par le secrétaire est versée au dossier de la présente assemblée.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil et de demander au Lieutenant-Gouverneur en conseil que la présente ordonnance entre en vigueur à compter de son approbation.

O.C. 3013-75, 23 July 1975
Reg. 75-370, 29 July 1975

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT
(1971, ch. 34)

Order No. 102

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING Order No. 102 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order No. 102, a copy of which is annexed hereto, made by the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the forty-fourth
meeting of the board of directors of the
James Bay Development Corporation
substituting for the James Bay
Municipal Council
held on Thursday, 12 June 1975

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. MacDonald, duly seconded by Mr. Ernst:

Order No. 102:

THAT the Municipality apply to the Minister of Municipal Affairs for the authorization to draw up and table a municipal valuation roll for the locality of Rousseau, the whole in accordance with the terms and conditions set forth in the recommendation of Mr. Richard Champagne, municipal manager, a copy of which is duly initialed by the secretary and filed with the record of this meeting.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council and that the Lieutenant-Governor in Council be petitioned to bring it into force upon its approval.

A.C. 3014-75, 23 juillet 1975

Règ. 75-371, 29 juillet 1975

LOI DE DÉVELOPPEMENT
DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES
(1971, ch. 34)

Ordonnance numéro 103

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 103 de la municipalité de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi de développement de la région de la Baie James (1971, ch. 34), soit approuvée l'ordonnance numéro 103 adoptée par le conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait de la quarante quatrième
assemblée du conseil d'administration
de la Société de développement
de la Baie James siégeant à titre de
substitut du conseil municipal de la
municipalité de la Baie James,
tenue jeudi le 12 juin 1975

Sur proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M. MacDonald, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 103:

D'AUTORISER le gérant de la Municipalité de la Baie James, M. Richard Champagne à négocier et conclure pour et au nom de la Municipalité une entente de service en vertu de laquelle la ville Lebel-sur-Quévillon fournira les services communautaires et récréatifs aux résidents de la Municipalité de la Baie James, habitant sa zone d'influence moyennant une participation au revenu perçu par la Municipalité de la Baie James dans ladite zone d'influence.

D'AUTORISER la Municipalité de la Baie James à verser une avance de \$25,000.00 à la ville Lebel-sur-Qué-

O.C. 3014-75, 23 July 1975

Reg. 75-371, 29 July 1975

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(1971, ch. 34)

Order No. 103

Present The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 103 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order No. 103, a copy of which is annexed hereto, made by the board of directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the forty-fourth
meeting of the board of directors of the
James Bay Development Corporation
substituting for the James Bay Municipal
Council held on Thursday, 12 June 1975

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Boulva, duly seconded by Mr. MacDonald:

Order No. 103:

THAT the Manager of the James Bay Municipality, Mr. Richard Champagne, be authorized to negotiate and conclude for and in the name of the Municipality an agreement of service under which the Town of Lebel-sur-Quévillon shall provide community and recreational services to the residents of the James Bay Municipality, living within its zone of influence in consideration of participation in the revenue collected by the James Bay Municipality in the said zone of influence.

THAT the James Bay Municipality be authorized to pay an advance of \$25,000 to the Town of Lebel-sur-

villon à même le produit de la redistribution de la taxe de vente aux fins susdites.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil et de demander au Lieutenant-Gouverneur en conseil que la présente ordonnance entre en vigueur à compter de son approbation.

816-o

Quévillon from the proceeds of the redistribution of the sales tax for the aforesaid purposes.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council and that the Lieutenant-Governor in Council be petitioned to bring it into force effective upon its approval.

816-o

A.C. 3094-75, 23 juillet 1975
Règ. 75-376, 29 juillet 1975

LOI DES MINES
 (1965, ch. 34)

Soustraction au jalonnement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT la soustraction au jalonnement d'une étendue de terrain située dans le canton de Bagot, district électoral de Dubuc.

ATTENDU QUE le Comité-directeur Ferchibal prévoit l'érection éventuelle d'un terminal ferroviaire, d'une usine de bouletage et l'installation de facilités de chargement sur le plateau du Cap à l'Ouest au Saguenay;

ATTENDU QU'il y a lieu de prévenir tout jalonnement de nuisance dans le territoire requis par ledit Comité-directeur;

Attendu qu'en vertu de l'article 268, paragraphe e) de la Loi des mines (1965, ch. 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et soustraire par règlement tout terrain qui, dans son opinion, peut être nécessaire à l'établissement d'ateliers de traitement, d'usines de fonte, d'affineries ou de voies de transport, ou à l'aménagement de forces hydrauliques ou à l'emmagasinement d'eau, ou à toutes autres fins.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE soient réservés et soustraits au jalonnement les terrains ci-après décrits:

Une étendue de terrain située dans le district électoral de Dubuc, comprenant une partie du canton de Bagot et plus particulièrement décrite comme suit:

Les lots 1 à 7 incl. du rang VI Nord-Est;

Les lots 1 à 8 incl. du rang V Nord-Est;

Les lots 1 à 10 incl. du rang IV Nord-Est;

Les lots 1 à 6 incl. du rang Nord-Est Anse à Benjamin;

Les lots 1 à 9 incl. du rang de l'Anse à Benjamin;

Les lots 1 à 15 incl. du rang Partie de l'Anse Poulette;

Les lots 1 à 6 incl. du rang Nord du Cap Ouest;

Les lots C, B, A et 3 à 5 incl. du rang Sud du Cap Ouest.

Cette étendue de terrain comprend une superficie approximative de 2474 acres.

Le tout tel qu'indiqué en rouge sur un plan du canton de Bagot No C-4451 à l'échelle de 40 chaînes = 1 pouce (½ mille = 1 pouce), lequel plan est initialé par le sous-ministre des richesses naturelles et fait partie des archives de ce ministère.

O.C. 3094-75, 23 July 1975
Reg. 75-376, 29 July 1975

MINING ACT
 (1965, ch. 34)

Withdrawal from staking

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the withdrawal from staking of a parcel of land located in the Township of Bagot, electoral district of Dubuc.

WHEREAS the Ferchibal Steering Committee foresees the eventual erection of a railway terminal, a pellet plant and the installation of loading facilities on the Cap à l'Ouest plateau at Saguenay;

WHEREAS it is expedient to prevent any prejudicial staking on the territory required by the said Steering Committee;

WHEREAS in accordance with paragraph 1 of section 268 of the Mining Act (1965, ch. 34), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to reserve and withdraw from staking any land which, in his opinion, may be necessary for the establishment of mills smelters, refineries or means of transportation, or for the development of water power or water storage, or for any other purpose;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT the lands hereinafter described be reserved and withdrawn from staking:

A parcel of land located in the electoral district of Dubuc, comprising a part of the Township of Bagot and more particularly described as follows:

Lots 1 to 7 incl. of Range VI Northeast;

Lots 1 to 8 incl. of Range V Northeast;

Lots 1 to 10 incl. of Range IV Northeast;

Lots 1 to 6 incl. of the Northeast Range

Anse à Benjamin;

Lots 1 to 9 incl. of the Anse à Benjamin Range;

Lots 1 to 15 incl. of the Range Part of Anse Poulette;

Lots 1 to 6 incl. of the North Range of Cap Ouest;

Lots C, B, A and 3 to 5 incl. of the South Range of Cap Ouest.

This parcel of land contains an area of 2474 acres, more or less.

The whole as indicated in red on a plan of the Township of Bagot No. C-4451 whose scale is 40 chains = 1 inch (½ mile = 1 inch), which plan is initialed by the Deputy Minister of Natural Resources and filed in the Archives of that Department.

QUE ce règlement ait force de loi à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

818-o

THAT this Regulation have force of law effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

818-o

A.C. 3109-75, 23 juillet 1975
Règ. 75-377, 29 juillet 1975

**LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION
 COLLECTIVE**
 (S.R.Q., 1964, ch. 143)

**Barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames
 Chicoutimi — Modifications**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Chicoutimi.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Chicoutimi, rendue obligatoire par le décret 977 du 14 juin 1960 et amendements, ont présenté au ministre du travail et de la main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret:

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 23 avril 1975;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le décret 977 soit modifié de la façon suivante:

Le greffier du Conseil exécutif,
 GUY COULOMBE.

1. La zone 1 du champ d'application territorial défini à l'article 101 est remplacée par la suivante:

« **Zone 1:** les cités de Chicoutimi, Jonquière et Alma, les villes de Chicoutimi-Nord, Port-Alfred et Bagotville, les municipalités de Grande-Baie, Rivière-du-Moulin et le territoire situé à moins de 5 milles de leurs limites. »

2. L'article 102 est remplacé par le suivant:

« **102. Jours fériés, chômés et payés:**

(a) **Coiffeurs pour hommes:** les jours suivants sont des jours fériés, chômés et payés: le jour de l'an, le 2 janvier, la saint-Jean-Baptiste, le jour du Canada, Noël et le 26 décembre.

O.C. 3109-75, 23 July 1975
Reg. 75-377, 29 July 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
 (R.S.Q., 1964, ch. 143)

**Barbering and hairdressing trades — Chicoutimi region
 — Amendments**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the Chicoutimi region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the barbering and hairdressing trades in the Chicoutimi region, rendered obligatory by Decree No. 977 of June 14, 1960 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Québec Official Gazette* of April 23, 1975;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree No. 977 be amended as follows:

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1. Zone 1 of the territorial jurisdiction defined in section 101 is replaced by the following:

« **Zone 1:** The cities of Chicoutimi, Jonquière and Alma, the towns of Chicoutimi Nord, Port-Alfred and Bagotville, the municipalities of Grande-Baie, Rivière-du-Moulin and the territory comprised within a five-mile radius of their limits. »

2. Section 102 is replaced by the following:

« **102. General Holidays with Pay:**

(a) **Men's hairdressers:** the following days are general holidays with pay: New Year's Day, January 2, St. John the Baptist Day, Canada Day, Christmas and December 26.

b) L'employé permanent qui travaille le lundi précédant un jour férié, chôme et payé doit bénéficier d'un jour de congé payé dans les 30 jours suivant le jour férié, à une date déterminée par l'employeur. »

3. Le nouvel article 106-A suivant est ajouté

« **106-A.** Le salarié qui justifie de 7 ans de service continu dans un même salon doit bénéficier d'une 3e semaine de congé payé durant la période du 1er mai au 31 octobre à une date déterminée par l'employeur. L'indemnité afférente à cette 3e semaine de congé est égale à 2% de ses gains durant la période donnant droit au congé. »

4. L'horaire de travail et les exceptions inscrits à l'article 112 (Durée du travail) chez les coiffeurs pour hommes de la zone 1 sont remplacés par les suivants:

« 44½ heures par semaine réparties de la façon suivante:

- Le lundi: chôme, excepté dans les cas mentionnés ci-dessous;
- les mardi, mercredi et jeudi: de 8h à 17h30;
- le vendredi: de 8h à 21h;
- le samedi: de 8h à 17h.

Exceptions:

- 1) Lorsque les 23 et 30 juin tombent un mardi, un mercredi, un jeudi ou un vendredi, les salons peuvent ouvrir de 8h à 21h et lorsqu'ils tombent un lundi ou un samedi, les salons peuvent ouvrir de 8h à 17h30.
 - 2) Lorsque les 24 et 31 décembre tombent un jour autre qu'un dimanche, les salons peuvent ouvrir de 8h à 17h30.
 - 3) Les 3 jours ouvrables qui précèdent le 24 décembre, les salons peuvent ouvrir de 8h à 21h.
 - 4) Du 15 juin au 15 septembre, les heures d'ouverture des salons le samedi sont de 8h à midi. »
5. L'article 114 est remplacé par le suivant:

« **114.** Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés ne peuvent exiger du public des prix inférieurs aux prix suivants pour les services énumérés ci-dessous:

	<i>Zones I et II</i>
Coupe de cheveux ordinaire: adultes	\$2.50
enfants de moins de 14 ans	2.00
Coupe de cheveux au rasoir ou sculptée, y compris le shampooing et l'ondulation	5.00

(b) The permanent employee working on the Monday preceding a general holiday with pay shall be entitled to a holiday with pay within 30 days following the general holiday, on a date determined by the employer."

3. The following new section 106-A is added:

"**106-A.** The employee who has 7 years of continuous service in the same salon is entitled to a 3rd week of vacation with pay scheduled within May 1 to October 31 on a date determined by the employer. The vacation pay for this 3rd week of vacation shall be 2% of the employee's wages earned during the qualifying period."

4. In section 112 (Hours of work), the work schedule and the exceptions for men's hairdressers in Zone 1 are replaced by the following:

"44½ hours per week scheduled as follows:

- Monday: non-working day, except for the cases mentioned below;
- Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 5:30 p.m.;
- Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;
- Saturday: 8:00 a.m. to 5:00 p.m.

Exceptions:

- (1) When June 23 and 30 fall on a Tuesday, Wednesday, Thursday or Friday, hours of work shall be from 8:00 a.m. to 9:00 p.m. and when they fall on a Monday or Saturday, hours of work shall be from 8:00 a.m. to 5:00 p.m.
 - (2) When June 24 and 31 fall on a day other than Sunday, hours of work shall be from 8:00 a.m. to 5:30 p.m.
 - (3) On the three working days preceding December 24, hours of work shall be from 8:00 a.m. to 9:00 p.m.
 - (4) From June 15 to September 15, hours of work shall be from 8:00 a.m. to 12:00 p.m."
- (5) Section 114 is replaced by the following:

"**114.** Professional employers, employers, artisans and employees shall not charge less than the following prices for the services mentioned hereafter:

	<i>Zones I and II</i>
Ordinary haircut, adults	\$2.50
Ordinary haircut, children; under 14	2.00
Razor or sculpted cut including shampoo and set	5.00

Shampooing et ondulation	3.00	Shampoo and set	3.00
Teinture des cheveux	6.50	Hair dyeing	6.50
Rasage ou taillage de la barbe	2.00	Beard shave or trim	2.00

N.B. Les prix minimaux déterminés ci-dessus s'appliquent lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche. »

N.B. The minimum prices mentioned above apply to work done on a wig or hairpiece.”

6. L'article 120 est remplacé par le suivant:

6. Section 120 is replaced by the following:

« **120.** Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés ne peuvent exiger du public des prix inférieurs aux prix suivants pour les services énumérés ci-dessous:

“**120.** Professional employers, employers, artisans and employees shall not charge less than the following prices for the services mentioned hereafter:

	<i>Zones I et II</i>		<i>Zones I and II</i>
Coupe de cheveux	\$ 3.00	Haircut	\$ 3.00
Shampooing ordinaire	1.25	Ordinary shampoo	1.25
Ondulation au séchoir et fer	4.00	Set (dryer and curling iron)	4.00
Retouche de teinture ou cocktail-shampoo	7.50	Dye touch-up or cocktail shampoo	7.50
Retouche de décoloration avec teinture (toner)		Bleaching touch-up with toner without set	15.00
sans mise en plis	15.00		
Givrage ou mèches	20.00	Streaks	20.00
Indéfrisable à froid au autre	12.50	Cold wave (or other)	12.50
Ondulation (mise en plis) coiffure haute	5.50	Set (upswept styles)	5.50
Teinture complète cheveux vierges	9.00	Complete coloration of untouched hair	9.00

N.B. Les prix minimaux déterminés ci-dessus s'appliquent lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche. »

N.B. The minimum prices mentioned above apply to work done on a wig or hairpiece.”

815-o

815-o

A.C. 3110-75, 23 juillet 1975

Règ. 75-378, 29 juillet 1975

LOI DES DÉCRETS
DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, ch. 143)

**Coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames
— Saint-Jean — Modifications**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux
coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans
la région de Saint-Jean.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de
convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), les
parties contractantes à la convention collective de travail
relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour
dames dans la région de Saint-Jean, rendue obligatoire
par le décret 666 du 15 juin 1955 et amendements, ont
présenté au ministre du travail et de la main-d'oeuvre
une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la
décision au lieutenant-gouverneur en conseil certaines
modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la
Gazette officielle du Québec du 26 mars 1975;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre
l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation
du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le décret 666 soit modifié de la façon suivante:

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1. Les articles 101 à 106 sont remplacés par les sections
suivantes:

« Deuxième Partie

**DISPOSITIONS APPLICABLES À
TOUS LES ASSUJETTIS**

1.00 Champ d'application territorial:

Les districts électoraux dont il est fait mention dans
les parties III et IV sont tels qu'ils étaient délimités par
la Loi de la Division territoriale avant ses amendements
du 21 décembre 1972 (1972, ch. 4).

2.00 Durée du travail:

2.01 La durée normale de travail est de 35 heures étalées
entre les heures d'ouverture et de fermeture dans les
parties III et IV du présent décret.

O.C. 3110-75, 23 July 1975

Reg. 75-378, 29 July 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 143)

**Men's and ladies' hairdressers — Saint-Jean region
— Amendments**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting men's
and ladies' hairdressers in the Saint-Jean region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement De-
crees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the contract-
ing parties to the collective labour agreement respecting
men's and ladies' hairdressers in the Saint-Jean region,
rendered obligatory by Decree No. 666 of June 15, 1955
and amendments, have petitioned the Minister of La-
bour and Manpower, to submit to the Lieutenant-Gov-
ernor in Council, for consideration and decision, cer-
tain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the
Québec Official Gazette of March 26, 1975;

WHEREAS no objection has been brought forth against
the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation
of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree No. 666 be amended as follows:

1. Sections 101 to 106 are replaced by the following
divisions:

“Part II

**PROVISIONS APPLYING TO ALL
THOSE GOVERNED**

1.00 Territorial Jurisdiction:

The electoral districts mentioned in Parts III and IV
are those as defined by the Territorial Division Act
before its amendments of December 21, 1972 (1972, ch.
4).

2.00 Hours of Work:

2.01 Standard working hours are 35 hours scheduled
between the opening and closing times provided for in
Part III and IV of this decree.

2.02 Période de repas: Le salarié a droit à une (1) heure sans paie pour le repas du midi et à une (1) heure sans paie pour le repas du soir lorsque le travail se termine à 20 heures ou plus tard.

3.00 Congé annuel:

3.01 Période de référence: La période de référence s'étend de la période d'un an précédant la date anniversaire d'embauchage d'un salarié.

3.02 Le salarié qui, au 1er juin, justifie de moins d'un an de service continu chez un même employeur ou dans un même salon a droit à un congé continu dont la durée est déterminée à raison d'un jour par mois de service sans que la durée totale excède 2 semaines.

3.03 Le salarié qui, au 1er juin, justifie d'au moins 1 an de service continu chez un même employeur ou dans un même salon, a droit à un congé annuel continu d'une durée de 2 semaines.

3.04 Le salarié qui, au 1er juin, justifie de six (6) ans de service continu chez un employeur doit recevoir un congé dont la durée est de trois (3) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 6% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

3.05 Indemnité de congé annuel: L'indemnité afférente au congé annuel de 2 semaines ou moins est de 4% du total des gains du salarié durant la période de référence et cette indemnité lui est payable avant son départ en vacances.

3.06 Le salarié qui bénéficie de trois semaines de congé peut, après entente avec son employeur, prendre sa troisième semaine à une autre période que celle déterminée à l'article 3.08.

3.07 Indemnité compensatrice: Lors de la résiliation de son contrat de travail, le salarié doit recevoir l'indemnité de congé acquis durant la période de référence précédant son départ, si le congé n'a pas été pris, plus l'indemnité qui lui est due pour la période écoulée depuis la date anniversaire de son embauchage.

3.08 Période de congé: Le congé annuel doit être accordé dans la période comprise entre le 31 mai et le 1er août et l'employeur est tenu d'aviser le salarié au moins 6 semaines avant la date fixée pour le début de son congé.

3.09 Congé obligatoire: Il est interdit à l'employeur de remplacer le congé annuel par une indemnité compensatrice.

2.02 Meal Period: The employee is entitled to 1 hour off without pay for his noon meal and 1 hour off without pay for his evening meal when work ends at 8:00 p.m. or later.

3.00 Annual Vacation:

3.01 Qualifying Period: The qualifying period extends over a period of one year from the employment date to the said date the following year.

3.02 The employee who, on June 1, has less than one year of continuous service with the same employer or in the same salon, is entitled to a continuous vacation whose duration is determined on the basis of 1 day for each month of service, the total duration not to exceed 2 weeks.

3.03 The employee who, on June 1, has at least 1 year of continuous service with the same employer or in the same salon is entitled to an annual vacation of 2 continuous weeks.

3.04 The employee who, on June 1, has 6 years of continuous service with the same employer is entitled to three (3) weeks of vacation. The vacation pay is equal to 6% of the employee's total wages earned during the qualifying period.

3.05 Vacation Pay: The vacation pay for 2 weeks of vacation or less is 4% of the employee's total wages earned during the qualifying period and is payable before the employee leaves on vacation.

3.06 The employee who has 3 weeks of vacation may, upon agreement with his employer, take his third week at a period other than that determined in section 3.08.

3.07 Severance Pay: When his work contract is cancelled, the employee shall receive the vacation pay acquired during the qualifying period preceding his departure, if not taken, plus any vacation pay owing to him for the period elapsed since the end of the qualifying period.

3.08 Vacation Period: The annual vacation shall be granted in the period between May 31 and August 1 and the employer shall notify the employee at least 6 weeks prior to the date scheduled for his vacation.

3.09 Compulsory Vacation: The employer may not replace the annual vacation by a monetary compensation.

3.10 Disposition spéciale relative aux congés annuels payés: Lorsque les dispositions du présent décret relatives aux congés annuels payés sont ou deviennent moins avantageuses pour le salarié que les dispositions prévues dans l'Ordonnance numéro 3, 1072 de la Commission du salaire minimum ou dans toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer, les dispositions du présent décret sont ajustées automatiquement au niveau de celles de ladite ordonnance.

4.00 Dispositions diverses:

4.01 Délai-congé: Tout salarié qui justifie de 3 semaines de service continu doit recevoir un préavis de 7 jours, lorsqu'il est licencié pour manque de compétence ou par suite d'une réduction de personnel.

4.02 Disposition spéciale relative aux salaires: Malgré toute autre disposition du présent décret, tout salarié doit toucher au moins la rémunération hebdomadaire qu'il recevrait si elle était calculée selon le taux auquel le salarié de 18 ans et plus a droit selon l'Ordonnance numéro 4, 1972 de la Commission du salaire minimum ou selon toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

5.00 Durée du décret:

5.01 Le décret demeure en vigueur jusqu'au 1er avril 1976. Par la suite, il se renouvelle automatiquement d'année en année, à moins que l'une des parties contractantes ne s'y oppose et en avise par écrit le ministre du travail et de la main-d'oeuvre et toute autre partie contractante au cours du mois de février de l'année 1976 ou de toute année subséquente.

3.10 Special Provision respecting Annual Vacation with Pay: When the provisions of this decree respecting annual vacation with pay are or become less favorable for the employee than the provisions provided for in Ordinance No. 3, 1972 of the Minimum Wage Commission, or in any further ordinance which could amend or replace it, the provisions of this decree are automatically adjusted to the level of the said ordinance.

4.00 Miscellaneous provisions:

4.01 Notice of Dismissal: Any employee who has 3 weeks of continuous service shall receive seven days' notice of termination of employment when he is dismissed for incompetence or due to a reduction in personnel.

4.02 Special Provision Respecting Wages: Notwithstanding any other provision of this decree, no employee shall receive less than the weekly wage which he would otherwise receive if it were calculated according to the rate established for an employee 18 years of age or over under Ordinance No. 4, 1972 of the Minimum Wage Commission, or under any further ordinance which could amend or replace it.

5.00 Term of the decree:

5.01 This decree remains in force until April 1, 1976. It is then automatically renewed from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives written notice to the contrary to the Minister of Labour and Manpower and to any other contracting party during the month of February 1976 or February of any subsequent year.

Troisième Partie

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX COIFFEURS POUR HOMMES

6.00 Champ d'application territorial:

6.01 Le champ d'application territorial de la présente partie comprend les districts électoraux de Saint-Jean, Iberville et Missisquoi ainsi que les villes de Laprairie, Saint-Rémi et Napierville et les municipalités comprises en entier ou en partie dans le territoire situé à moins de six (6) milles de leurs limites.

7.00 Heures d'ouverture:

7.01 Aucun client ne peut être admis dans un salon de coiffure dans les cas suivants:

Part III

SPECIAL PROVISIONS RESPECTING MEN'S HAIRDRESSERS

6.00 Territorial Jurisdiction:

6.01 The territorial jurisdiction of this Part includes the electoral districts of Saint-Jean, Iberville and Missisquoi and the cities of Laprairie, Saint-Rémi and Napierville, and the municipalities completely or partly comprised in the territory located within a 6-mile radius of their limits.

7.00 Working Hours:

7.01 No customer shall be admitted to a hairdressing salon in the following cases:

a) le dimanche, le lundi ou au cours d'un des jours fériés prévus à l'article 8.01;

b) en dehors de l'horaire suivant:
mardi, mercredi et jeudi: de 9h à 18h;
vendredi: de 9h à 20h;
samedi: de 8h à 17h.

7.02 Lorsque le jour de Noël et le premier de l'an tombent un jour normalement ouvrable, les salons peuvent ouvrir le lundi qui précède chacun de ces jours et les heures d'ouverture sont celles du mardi lorsque ces jours fériés tombent un vendredi ou un samedi; dans les autres cas, elles sont celles prévues aux articles 7.03 et 7.04.

7.03 Lorsque les veilles de Noël et du premier de l'an sont des jours ouvrables, les heures d'ouverture sont de 8h à 17h.

7.04 Pour les 2 jours ouvrables qui précèdent la veille de Noël ou la veille du premier de l'an, les heures d'ouverture sont de 8h à 21h.

7.05 Travail après les heures de fermeture: Le travail requis par un client et commencé avant l'heure de clôture peut être exécuté même après cette heure pourvu qu'en aucun cas ce travail ne dure plus d'une (1) heure après l'heure de clôture.

7.06 Exceptions: Il est permis à un coiffeur qualifié de rendre des services en dehors de l'horaire prévu dans la présente section dans les cas suivants:

a) Décès: à l'époux, au père, aux frères et aux enfants de la personne décédée;

b) dans les hôpitaux, les orphelinats, les prisons et aux malades à domicile.

8.00 Jours fériés, chômés et payés

8.01 Sauf pour le salarié temporaire, les jours fériés suivants sont des jours chômés et payés lorsqu'ils tombent un jour faisant partie de la semaine normale de travail: le jour de l'an, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet, la fête du travail, le jour de Noël et le 26 décembre.

8.02 Lorsqu'un jour férié, chômé et payé tombe durant le congé annuel d'un salarié, ce dernier bénéficie d'un jour de congé additionnel à la fin de ce congé.

8.03 Lorsqu'un jour férié tombe un jour ne faisant pas partie de la semaine normale de travail, l'employeur doit

(a) Sunday, Monday, or on one of the general holidays provided for in section 8.01;

(b) outside of the following schedule:
Tuesday, Wednesday and Thursday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Friday: 9:00 a.m. to 8:00 p.m.;
Saturday: 8:00 a.m. to 5:00 p.m.

7.02 When Christmas Day and New Year's Day fall on a regular working day, salons may open on the Monday preceding each of these days and working hours are those for Tuesdays when these holidays fall on a Friday or Saturday; in other cases, working hours are those provided for in sections 7.03 and 7.04.

7.03 When Christmas Eve and New Year's Eve are working days, working hours are from 8:00 a.m. to 5:00 p.m.

7.04 On the 2 working days preceding Christmas Eve or New Year's Eve, working hours are from 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

7.05 Work after Closing Hours: Work required by a customer and begun before closing time may be continued after that hour provided that, in no case, such work exceeds one hour following closing time.

7.06 Exceptions: A qualified hairdresser is allowed to work outside of the schedule provided for in this division in the following cases:

(a) Death: for the spouse, father, brothers and children of the deceased person;

(b) in hospitals, orphanages, jails and for sick persons at home.

8.00 General Holidays with Pay:

8.01 Except for the temporary employee, the following holidays are paid holidays when they fall on a day included in the regular workweek: New Year's Day, January 2, St. John the Baptist Day, July 1, Labour Day, Christmas Day and December 26.

8.02 When a general holiday with pay falls during an employee's annual vacation, he shall have an extra holiday added at the end of his vacation.

8.03 When a general holiday falls on a day not included in the regular workweek, the employer shall replace this

remplacer ce jour férié par un jour de congé payé dans les trente (30) jours de travail qui suivent le jour férié. Ce jour de congé payé peut être accordé à une autre date, lorsqu'elle est déterminée par entente entre l'employeur et le salarié.

9.00 Salaires:

9.01 Aucun salarié ne doit toucher moins que la rémunération suivante:

a) pour les heures normales de la semaine, le salarié permanent qualifié « A » ou « B » doit toucher \$10, plus une commission de 60% de toutes les recettes de son travail de la semaine le tout sujet à l'article 4.02;

b) le salarié temporaire, surnuméraire ou remplaçant doit toucher 60% de toutes les recettes de son travail de la semaine, le tout sujet à l'article 4.02;

c) pour les heures normales de la semaine de travail, l'apprenti doit toucher la rémunération suivante:

1) **apprenti, 1^{ère} année d'apprentissage:** \$10, plus une commission de 40% sur toutes les recettes de son travail, le tout sujet aux dispositions de l'article 4.02;

2) **apprenti, 2^e année d'apprentissage:** \$10, plus une commission de 40% sur toutes les recettes de son travail;

3) **apprenti, 3^e année d'apprentissage:** \$10, plus une commission de 55% sur toutes les recettes de son travail.

9.02 Le salarié temporaire, surnuméraire ou remplaçant qualifié, dont on ne peut retenir les services pour moins de 2 jours consécutifs, doit également fournir ses services durant cette période.

10.00 Prix minimaux des services:

Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minimaux suivants pour les services énumérés ci-dessous:

— Coupe de cheveux ordinaire	\$ 3.00
— Coupe de cheveux au rasoir ou sculptés, y compris shampoing et ondulation	5.75
— Shampoing et ondulation	4.00
— Teinture des cheveux	7.25
— Permanente	15.25

2. L'article 107 devient la section 11.00

3. Les articles 108 à 110 sont radiés.

4. Les articles 111 à 117 sont remplacés par les sections suivantes:

holiday by a holiday with pay within the 30 working days following the holiday. This holiday with pay may be granted at another date upon agreement between employer and employee.

9.00 Wages:

9.01 No employee shall receive less than the following wage:

(a) for the regular hours in the week, the permanent qualified employee "A" and "B" shall receive \$10 plus a 60% commission on all the receipts of his work for the week, subject to the provisions of section 4.02;

(b) the temporary, supernumerary or substitute employee shall receive 60% on all the receipts of his work for the week, subject to the provisions of section 4.02;

(c) for the regular hours in the workweek, the apprentice shall receive the following wage:

(1) **Apprentice, 1st year of apprenticeship:** \$10 plus a 40% commission on all the receipts of his work, subject to the provisions of section 4.02;

(2) **Apprentice, 2nd year of apprenticeship:** \$10 plus a 40% commission on all the receipts of his work;

(3) **Apprentice, 3rd year of apprenticeship:** \$10 plus a 55% commission on all the receipts of his work.

9.02 The temporary, supernumerary or substitute qualified employee whose services shall not be retained for less than 2 consecutive workdays, shall be available to work the said consecutive days.

10.00 Minimum Prices for Services: Professional employers, employers, artisans and employees shall demand from the public the following minimum prices for the services listed below:

— Ordinary haircut	\$ 3.00
— Razor or sculpted cut, including shampoo and set	5.75
— Shampoo and set	4.00
— Hair dyeing	7.25
— Permanent wave	15.25"

2. Section 107 becomes division 11.00

3. Sections 108 to 110 are deleted.

4. Sections 111 to 117 are replaced by the following divisions:

« Quatrième Partie

"Part IV

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES
CONCERNANT LES COIFFEURS POUR DAMESSPECIAL PROVISIONS RESPECTING
LADIES' HAIRDRESSERS**12.00 Champ d'application territorial:****12.00 Territorial Jurisdiction:**

12.01 Le champ d'application territorial de la présente partie du décret comprend:

12.01 The territorial jurisdiction of this Part of the Decree comprises:

a) les districts électoraux de Saint-Jean, Iberville, Missisquoi et Brome;

(a) the electoral districts of Saint-Jean, Iberville, Missisquoi and Brome;

b) les villes de Laprairie, Saint-Rémi et Napierville et le territoire compris dans un rayon de six (6) milles de leurs limites, à l'exception de la ville de Brossard.

(b) the cities of Laprairie, Saint-Rémi and Napierville and the territory comprised within a 6-mile radius of their limits, except for the city of Brossard.

13.00 Jours fériés, chômés et payés:**13.00 General Holidays with Pay:**

13.01 Les jours fériés suivants sont des jours chômés et payés: le premier jour de l'an, le 2 janvier, le 24 juin, le 1er juillet, la fête du travail, l'action de grâce, le jour de Noël et le 26 décembre.

13.01 The following holidays are holidays with pay: New Year's Day, January 2, June 24, July 1, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and December 26.

13.02 Lorsqu'un jour férié, chômé et payé tombe durant la période de congé annuel d'un salarié, ce dernier bénéficie d'un jour additionnel à la fin de cette période.

13.02 When a general holiday with pay falls during an employee's annual vacation, he is entitled to an extra day at the end of this period.

14.00 Heures d'ouverture:**14.00 Working Hours:**

14.01 Aucun client ne peut être admis dans un salon de coiffure dans les cas suivants:

14.01 No customer shall be admitted in a hairdressing salon in the following cases:

a) le dimanche, le lundi ou au cours d'un des jours fériés prévus à l'article 13.01;

(a) Sunday, Monday or during one of the holidays provided for in section 13.01;

b) en dehors des heures d'ouverture suivantes:

(b) outside of the following working hours:

1) les mardi et mercredi: de 9h à 19h;

(1) Tuesday and Wednesday: 9:00 a.m. to 7:00 p.m.;

2) le jeudi: de 9h à 20h;

(2) Thursday: 9:00 a.m. to 8:00 p.m.;

3) le vendredi: de 9h à 21h;

(3) Friday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;

4) le samedi: de 8h à 17h.

(4) Saturday: 8:00 a.m. to 5:00 p.m.

14.02 Lorsque le jour de Noël et le premier de l'an tombent un jour normalement ouvrable, les salons peuvent ouvrir le lundi qui précède chacun de ces jours et les heures d'ouverture sont celles du mardi lorsqu'ils tombent un vendredi ou un samedi; dans les autres cas, elles sont celles prévues aux articles 14.03 et 14.04.

14.02 When Christmas Day and New Year's Day fall on a regular working day, salons may open on the Monday preceding each of these days and working hours are those for Tuesdays when they fall on a Friday or a Saturday; in other cases, they are those provided for in sections 14.03 and 14.04.

14.03 Lorsque les veilles de Noël et du premier de l'an sont des jours ouvrables, les heures d'ouverture sont de 8h à 18h.

14.03 When Christmas Eve and New Year's Eve are working days, working hours are from 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

14.04 Pour les 2 jours ouvrables qui précèdent la veille de Noël ou la veille du premier de l'an, les heures d'ouverture sont de 8h à 21h.

14.05 Travail à domicile: Seuls sont autorisés à aller exercer leur métier à domicile, les coiffeurs pour dames qualifiés, ceci durant les heures régulières de travail déterminées dans la présente section.

14.06 Exceptions: Il est permis de rendre des services en dehors des heures mentionnées dans la présente section dans les cas suivants:

- a) pour services aux malades dans les hôpitaux;
- b) pour services aux morts;
- c) mariage: la mariée;
- d) mortalité: à l'épouse, à la mère, aux soeurs et aux enfants de la personne décédée.

15.00 Salaires

15.01 Aux fins de la présente section l'expression « taux de l'ordonnance » désigne le taux fixé pour un salarié âgé de 18 ans et plus durant les heures de la semaine normale, par l'ordonnance numéro 4, 1972 de la Commission du salaire minimum et ses modifications ou par toute ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

15.02 Pour les heures de la semaine normale, l'employé permanent de classe « A » ou « B » doit toucher au moins:

- a) un salaire hebdomadaire de base égal au produit du taux de l'ordonnance majoré de \$0.25, par le nombre d'heures effectuées;
- b) une commission variable sur les recettes hebdomadaires de son travail excédant le double de son salaire hebdomadaire de base, qui s'applique à chaque tranche de recettes excédentaires de la façon suivante:

Recettes		Commission sur recettes excédentaires	
jusqu'à	\$250.	25%	
de \$250.01 à	\$300.	30%	
de \$300.01 à	\$400.	40%	
dépassant	\$400.	45%	

15.03 Pour chaque heure effectuée, le manucure doit toucher au moins le taux de l'ordonnance majoré de \$0.25.

14.04 On the two working days which precede Christmas Eve and New Year's Eve, working hours are from 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

14.05 Homework: Only ladies' hairdressers holding a qualification certificate shall be authorized to render services at the home of customers within the regular working hours determined in this division.

14.06 Exceptions: It is permitted to render services outside of the hours mentioned in this division in the following cases:

- (a) services rendered to sick persons in hospitals;
- (b) services rendered to deceased persons;
- (c) weddings: the bride;
- (d) death: to the spouse, mother, sisters and children of the deceased.

15.00 Wages:

15.01 For the purposes of this division, the term "ordinance rate" means the rate determined for an employee 18 years of age and over, during the hours of the standard week under Ordinance No. 4, 1972 of the Minimum Wage Commission and its amendments or under any further ordinance which could amend or replace it.

15.02 For the hours of the standard workweek, the permanent employee in Class "A" or "B" shall receive at least:

- (a) a basic weekly wage equal to the ordinance rate increased by \$0.25 and multiplied by the number of hours worked;
- (b) a variable commission on the weekly receipts of his work exceeding double his basic weekly wage, which applies to each portion of excess receipts as follows:

Receipts		Commission on excess receipts	
up to	\$250.	25%	
from 250.01 to	\$300.	30%	
from \$300.01 to	\$400.	40%	
in excess of	\$400.	45%	

15.03 For each hour worked, the manicurist shall receive at least the ordinance rate increased by \$0.25.

15.04 L'employé temporaire, surnuméraire ou remplaçant doit toucher une rémunération minimale équivalente à 40% des recettes de son travail, sans que la rémunération exigible ne soit inférieure au produit du taux de l'ordonnance majoré de \$0.25, par le nombre d'heures effectuées.

15.05 Pour les heures de la semaine normale, l'apprenti doit toucher un salaire hebdomadaire de base qui ne soit pas inférieur au produit du taux de l'ordonnance par le nombre d'heures de la semaine normale de travail.

15.06 L'apprenti coiffeur pour dames de 2e ou 3e année lorsqu'il est affecté expressément à une cliente, doit toucher en plus de son salaire hebdomadaire de base, une commission sur les recettes de son travail calculée selon le paragraphe *b* de l'article 15.02, pourvu qu'aucune commission ne soit payable à un autre salarié pour des services rendus à cette cliente.

16.00 Prix minima des services:

16.01 Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés ne peuvent exiger du public des prix inférieurs aux prix suivants pour les services énumérés ci-dessous:

— Coupe de cheveux	\$ 3.00
— Shampooing	1.50
— Ondulation	3.00
— Coiffure au séchoir et fer avec shampooing ..	5.00
— Permanente	12.50
— Teinture complète (sous ondulation)	9.00
— Retouche de teinture et shampooing colorant	7.00
— Décoloration (sans ondulation)	7.00
— Décoloration des mèches (sans ondulation)	15.00

Note: Les prix minimaux fixés ci-dessus s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou une postiche. »

5. L'article 118 devient la section 17.00

6. Les articles 118A à 121 sont radiés.

815-o

15.04 The temporary, supernumerary or substitute employee shall receive a minimum wage equal to 40% of the receipts of his work, and such wage shall not be lower than the ordinance rate increased by \$0.25 and multiplied by the number of hours worked.

15.05 For the hours in the standard week, the apprentice shall receive a basic weekly wage that shall not be lower than the ordinance rate multiplied by the number of hours in the regular workweek.

15.06 An apprenticed ladies' hairdresser in his 2nd or 3rd year, when he is assigned to only one customer, shall receive, in addition to his basic weekly wage, a commission on the receipts of his work calculated according to subsection *b* of section 15.02, provided that a commission is not payable to another employee for services rendered to the said customer.

16.00 Minimum Prices for Services:

16.01 Professional employers, employers, artisans and employees shall not demand from the public prices inferior to the following prices for the services listed below:

— Haircut	\$ 3.00
— Shampoo	1.50
— Set	3.00
— Set with dryer or curling iron, including shampoo	5.00
— Permanent wave	12.50
— Dyeing (complete) without set	9.00
— Colour touch-ups and colour rinse	7.00
— Colour stripping (without set)	7.00
— Streaks (without set)	15.00

Note: Minimum prices listed above also apply to work performed on a wig or a hairpiece."

5. Section 118 becomes division 17.00

6. Sections 11A to 121 are deleted.

815-o

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

A.C. 3111-75, 23 juillet 1975

Règ. 75-379, 29 juillet 1975

**LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION
COLLECTIVE**

(S.R.Q., 1964, ch. 143)

**Corrections à l'arrêté en conseil 2146-75 du 22 mai 1975,
— employés de garages, Québec**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections à l'arrêté en conseil 2146-75 du 22 mai 1975 relatif aux employés de garages dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE l'arrêté en conseil 2146-75 du 22 mai 1975 relatif aux employés de garages dans la région de Québec, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 11 juin 1975 soit corrigé de la façon suivante:

1. Au poste 4, le taux de salaire hebdomadaire de l'employé de bureau apparaissant à l'article 20.01, doit se lire \$100.75 au lieu de \$98.80.

2. Au poste 4, l'expression « 38 heures » apparaissant à l'article 21.06, doit se lire « 38¾ heures ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

815-o

O.C. 3111-75, 23 July 1975

Reg. 75-379, 29 July 1975

**COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 143)**

Garage Employees, Québec — Corrections

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING corrections to Order in Council No. 2146-75 of May 22, 1975, respecting Garage Employees, Québec region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Order in Council No. 2146-75 of May 22, 1975, respecting Garage Employees, Québec region, published in the *Québec Official Gazette* of June 11, 1975, be corrected as follows:

1. In item 4, the weekly wage rate of the office employee appearing in section 20.01 shall read \$100.75 instead of \$98.80.

2. In item 4, the expression "38 hours" appearing in section 21.06 shall read "38¾ hours".

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

815-o

A.C. 3112-75, 23 juillet 1975
Règ. 75-380, 29 juillet 1975

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION
COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, ch. 143)

Garages — Québec — Correction

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT une correction à l'arrêté en conseil 2147-75 du 22 mai 1975 relatif aux employés de garages dans la région de Québec

IL EST ORDONNÉ sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE l'arrêté en conseil 2147-75 du 22 mai 1975 relatif aux employés de garages dans la région de Québec, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 11 juin 1975 soit corrigé de la façon suivante:

Au poste 1, le taux de salaire du commis d'entrepôt de 4^e année doit se lire \$118.27 au lieu de \$110.50.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

815-o

O.C. 3112-75, 23 July 1975
Reg. 75-380, 29 July 1975

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 143)

Garage Employees, Québec region — Correction

The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING a correction to Order in Council No. 2147-75 of May 22, 1975, respecting Garage Employees, Québec region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Order in council No. 2147-75 of May 22, 1975, respecting Garage Employees, Québec region, published in the *Québec Official Gazette* Of June II, 1975, be corrected as follows:

In item I, the wage rate of the warehouse-clerk, 4th year, shall read \$118.27 instead of \$110.50.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

815-0

A.C. 3405-75, 23 juillet 1975
Règ. 75-383, 29 juillet 1975

LOI DE L'AIDE SOCIALE
(1969, ch. 63)

Règlement général — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement modifiant le règlement 1 de la Loi de l'aide sociale.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 48 de la Loi de l'aide sociale (1969, ch. 63), le lieutenant-gouverneur en conseil possède un pouvoir de réglementation;

ATTENDU QU'aux termes de l'arrêté en conseil 3491 du 17 septembre 1970, des règlements ont été adoptés sous l'empire de cette loi;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire de modifier de nouveau certaines dispositions de ce règlement.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

QUE sous l'autorité de l'article 48 de la Loi de l'aide sociale (1969, ch. 63), le règlement 1 de l'aide sociale soit modifié de nouveau de la façon prévue au texte annexé à l'arrêté en conseil faisant suite aux présentes;

QUE ces modifications entrent en vigueur lors de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

**Règlement modifiant le règlement 1
de l'aide sociale**

1. Le paragraphe *c* de l'article 2.06 du règlement 1 de l'aide sociale est modifié en remplaçant les mots et chiffres « au paragraphe *g* de l'article 4.02 » par ce qui suit: « à l'article 4.04. ».

2. Le paragraphe *a* de l'article 4.03 dudit règlement est modifié en ajoutant au début ce qui suit: « Sous réserve du paragraphe *e* de l'article 4.05. ».

3. L'article 4.04 *b* dudit règlement est modifié en ajoutant à la fin ce qui suit: « , sauf pour la valeur des biens visés, au paragraphe *a* de l'article 4.03. ».

4. Le paragraphe *e* de l'article 4.05 dudit règlement est modifié en remplaçant la référence: « 4.02 *f* » par la référence suivante: « *a* de l'article 4.03 ».

O.C. 3405-75, 23 July 1975
Reg. 75-383, 29 July 1975

SOCIAL AID ACT
(1969, ch. 63)

General regulation — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a Regulation amending Regulation 1 on social aid.

WHEREAS under section 48 of the Social Aid Act (1969, ch. 63), the Lieutenant-Governor in Council has regulatory powers;

WHEREAS under Order in Council 3491 dated 17 September 1970, regulations were made pursuant to the said Act;

WHEREAS it has become necessary to further amend certain provisions of the said Regulation.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT under the authority of section 48 of the Social Aid Act (1969, ch. 63), Regulation 1 on social aid be further amended in the manner prescribed in the text annexed to this Order in Council.

THAT these amendments come into force upon their publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

**Regulation amending Regulation 1
on social aid**

1. Paragraph *c* of section 2.06 of Regulation 1 on social aid is amended by replacing the words and figures "in paragraph *g* of section 4.02" by the following: "in section 4.04".

2. Paragraph *a* of section 4.03 of the said Regulation is amended by adding the following at the beginning: "Subject to paragraph *e* of section 4.05."

3. Section 4.04 *b* of the said Regulation is amended by adding the following at the end: ", except for the value of the property contemplated, in paragraph *a* of section 4.03."

4. Paragraph *e* of section 4.05 of the said Regulation is amended by replacing the reference: "4.02 *f*" by the following reference: "*a* of section 4.03".

5. Le paragraphe *c* de l'article 6.01 dudit règlement est modifié en remplaçant les mots et chiffres « au paragraphe *g* de l'article 4.02 » par ce qui suit: « à l'article 4.04. ».

6. L'article 7.03 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« 7.03 Une personne cesse de faire partie d'une famille dans les cas suivants:

a) pour un conjoint: après une séparation de fait lorsque les déclarations recueillies et les circonstances du cas permettent de conclure raisonnablement à une séparation indéfinie;

b) pour un enfant:

1) à compter du mois où il ne répond plus à la définition d'enfant à charge;

2) à compter du mois où il est placé en famille d'accueil ou centre d'accueil. ».

813-o

5. Paragraph *c* of section 6.01 of the said Regulation is amended by replacing the words and figures "in paragraph *g* of section 4.02" by the following: "in section 4.04."

6. Section 7.03 of the said Regulation is replaced by the following:

"7.03 A person ceases to be a member of a family:

(a) in the case of a consort: after a *de facto* separation when the declarations made and the circumstances of the case lead to the reasonable conclusion that there is a separation for an indefinite period;

(b) in the case of a child:

(1) from the month when he ceases to be classified as a dependent child;

(2) from the month when he is placed with a foster family or reception centre."

813-o

A.C. 3426-75, 23 juillet 1975
Règ. 75-384, 29 juillet 1975

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
 (1972, ch. 19)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'arrondissement historique de La Prairie.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 45 de la Loi sur les biens culturels (1972, ch. 19) le lieutenant-gouverneur en conseil peu, sur la recommandation du Ministre qui prend l'avis de la Commission, déclarer arrondissement historique, un territoire, une municipalité ou une partie de municipalité en raison de la concentration de monuments ou de sites historiques qui s'y trouvent;

ATTENDU QUE le territoire situé à l'intérieur des limites de la Ville de La Prairie constitue un arrondissement historique tel que défini précédemment;

ATTENDU QUE la Commission des biens culturels du Québec à sa réunion du 10 février 1975, a recommandé au Ministre des Affaires culturelles de déclarer le territoire de la Ville de La Prairie, « arrondissement historique ».

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre des Affaires culturelles:

QUE le territoire dont la description suit soit déclaré arrondissement historique:

« Un certain territoire situé à l'intérieur des limites de la Ville de La Prairie le tout tel que renfermé dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du point d'intersection de la limite Est de l'expropriation par le Ministère du Transport avec l'axe de la Rivière Saint-Jacques;

de là, successivement les limites Est et Nord-Est de l'expropriation par le Ministère du Transport;

la limite Sud-Est des lots 303 du cadastre officiel de la Paroisse de La Prairie de la Madeleine et 40 du cadastre officiel du Village de La Prairie et son prolongement vers le Sud-Ouest à travers la rue du Boulevard;

la limite Sud-Est du lot 41 de cedit cadastre jusqu'au point d'intersection du prolongement vers le Nord de la limite Est du lot 304-267 du cadastre officiel de la Paroisse de La Prairie de la Madeleine;

de là, à travers le lot 304 le long d'une ligne située dans le prolongement vers le Nord de la limite Est du lot 304-267;

la limite Nord-Ouest des lots 304-267, 304-266, 304-265, 304-264, 304-263, 304-262, 304-248-9, 304-248-8, 304-248-7 du cadastre officiel de la Paroisse de La Prai-

O.C. 3426-75, 23 July 1975
Reg. 75-384, 29 July 1975

CULTURAL PROPERTY ACT
 (1972, ch. 19)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the historic district of La Prairie.

WHEREAS under section 45 of the Cultural Property Act (1972, ch. 19), the Lieutenant-Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, who shall obtain the advise of the Commission, declare a territory, municipality or part of a municipality to be a historic district because of the concentration of monuments or historic sites found there;

WHEREAS the territory located within the limits of the City of La Prairie constitutes a historic district as defined above;

WHEREAS the Québec Cultural Property Commission, at its meeting of 10 February 1975, recommended to the Minister of Cultural Affairs that he declare the territory of the City of La Prairie a "historic district".

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the territory whose description follows be declared a historic district:

"A certain territory located within the limits of the City of La Prairie the whole as bounded by the following limits, namely:

Starting at the point of intersection of the eastern limit of the expropriation by the Department of Transport with the centre line of the St. Jacques River;

Thence, successively, the eastern and north-eastern limits of the expropriation by the Department of Transport;

the southeastern limit of lots 303 of the official cadastre of the Parish of La Prairie de la Madeleine and 40 of the official cadastre of the Village of La Prairie and its extension southwest across Boulevard Street;

the southeastern limit of lot 41 the said cadastre to the point of intersection of the extension northward of the eastern limit of lot 304-267 of the official cadastre of the Parish of La Prairie de la Madeleine;

thence, across lot 304 along the line located on the extension northward of the eastern limit of lot 304-267;

the northwestern limit of lots 304-267, 304-266, 304-265, 304-264, 304-263, 304-262, 304-248-9, 304-248-8, 304-248-7 of the official cadastre of the Parish of La

rie de la Madeleine et la limite Nord-Ouest du lot 184 32-5 du cadastre officiel du Village de La Prairie;

de là, à travers le Chemin de Saint-Jean;

la limite Nord-Ouest du lot 207 et son prolongement à travers la rue Capital;

la limite Sud-Est du lot 212;

la limite Nord-Est du lot 216;

la limite Nord-Ouest du lot 216-5;

de là, à travers la rue Saint-Georges jusqu'au point d'intersection de la ligne de division entre les lots 249-3 et 249-4;

la limite Sud-Est des lots 249-3, 251-2 et son prolongement à travers la rue Saint-Charles;

la limite Sud-Est des lots 279-5, 279-4, 280-1, 280-2;

de là, à travers la rue Saint-Paul jusqu'au point d'intersection de la ligne de division entre les lots 299-1 et 299-4;

la limite Sud-Est des lots 299-1, 299-2, 299-3, 300-3, 300-2, 300-1;

de là, à travers la rue Saint-Henri jusqu'au point d'intersection de la ligne de division entre les lots 673-193 et 673-195 du cadastre officiel de la Paroisse de La Prairie de la Madeleine;

la limite Sud-Est des lots 673-195 et 673-196 et son prolongement vers le Sud-Ouest à travers la rue Levée et à travers le lot 673 jusqu'à l'axe de la rue Longtin;

de là, vers le Nord-Ouest, suivant l'axe de la rue Longtin et son prolongement jusqu'à un point situé à une distance de trois cents pieds (300.0) de la limite actuelle des hautes eaux;

de là, suivant une ligne parallèle et située à une distance de trois cents pieds (300.0) de la limite actuelle des hautes eaux jusqu'à un point situé dans le prolongement vers le Nord-Ouest de la limite Sud-Ouest du lot 297 du cadastre officiel de la Paroisse de La Prairie de la Madeleine;

de là, à travers le Fleuve Saint-Laurent, suivant une ligne située dans le prolongement de la limite Sud-Ouest du lot 297 jusqu'à l'axe de la Rivière Saint-Jacques;

l'axe de la Rivière Saint-Jacques jusqu'au point de départ.

Le tout tel que montré sur un plan préparé par Gérard Bégis, arpenteur-géomètre, daté le 3 février 1975 et portant le numéro 3-251-10789-D-2.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Prairie de la Madeleine and the northwestern limit of lot 184-32-5 of the official cadastre of the Village of La Prairie;

thence, across St. Jean Road;

the northwestern limit of lot 207 and its extension across Capital Street;

the southeastern limit of lot 212;

the northeastern limit of lot 216;

the northwestern limit of lot 216-5;

thence, across St. Georges Street to the point of intersection of the dividing line between lots 249-3 and 249-4;

the southeastern limit of lots 249-3, 251-2 and its extension across St. Charles Street;

the southeastern limit of lots 279-5, 279-4, 280-1, 280-2;

thence, across St. Paul Street up to the point of intersection of the dividing line between lots 299-1 and 299-4;

the southeastern limit of lots 299-1, 299-2, 299-3, 300-3, 300-2, 300-1;

thence, across St. Henri Street to the point of intersection of the dividing line between lots 673-193 and 673-195 of the official cadastre of the Parish of La Prairie de la Madeleine;

the southeastern limit of lots 673-195 and 673-196 and its extension southwesterly across Levée Street and across lot 673 to the center line of Longtin Street;

thence, northwesterly, following the center line of Longtin Street and its extension up to a point located at a distance of three hundred feet (300.0) from the present high water mark;

thence, following a parallel line and situated at a distance of three hundred feet (300.0) from the present high water mark to a point located on the extension northwesterly of the southwestern limit of lot 297 of the official cadastre of the Parish of La Prairie de la Madeleine;

thence, across the St. Lawrence River, following a line located on the extension of the southwestern limit of lot 297 to the centre line of the St. Jacques River;

the centre line of the St. Jacques River to the starting point.

The whole as indicated in a plan executed by Gérard Bégis, land-surveyor, dated 3 February 1975 and numbered 3-251-10789-D-2.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

A.C. 3064-75, 23 juillet 1975
Règ. 75-385, 29 juillet 1975

LOI DES LOTERIES ET COURSES
 (1969, ch. 28)

Le 6/36

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le « Règlement relatif au 6/36 » (règlement relatif à la Loto-Perfecta)

ATTENDU QUE la Société d'Exploitation des Loteries et Courses du Québec a adopté un nouveau « Règlement relatif au 6/36 » dans le but de remplacer le « Règlement relatif à la Loto-Perfecta » édicté par l'arrêté-en-conseil #3210-73 du 5 septembre 1973, pour entrer en vigueur lors du lancement de ce nouveau jeu;

ATTENDU QUE les règlements de la Société doivent, pour entrer en vigueur, être approuvés par le Lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du 3e alinéa de l'article 54 de la Loi des Loteries et Courses (1969, ch. 28);

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Finances:

QUE le Règlement relatif au 6/36 annexé au présent arrêté en conseil soit approuvé;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette Officielle* et entre en vigueur au moment fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

QUE le « Règlement relatif à la Loto-Perfecta » édicté par arrêté en conseil #3210-73 du 5 septembre 1973 soit abrogé à la date d'entrée en vigueur de ce nouveau règlement.

Le greffier du Conseil exécutif,
 GUY COULOMBE.

Règlement relatif au 6/36
ou autrement appelé Loto-Perfecta

Section I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET DÉFINITIONS

1. Définitions: Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent:

A) « agent »: représentant d'un concessionnaire en charge d'un centre de valisation et détenant un permis à cet effet;

O.C. 3064-75, 23 July 1975
Reg. 75-385, 29 July 1975

LOTTERIES AND RACES ACT
 (1969, ch. 28)

The "6/36"

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the "Regulation respecting the 6/36" (Regulation respecting Loto-Perfecta)

WHEREAS the *Société d'exploitation des loteries et courses du Québec* made a new "Regulation respecting the 6/36" for the purpose of replacing the "Regulation respecting Loto-Perfecta" enacted under Order in Council 3210-73 dated 5 September 1973, to come into force upon the launching of that new game;

WHEREAS, under the third paragraph of section 54 of the Lotteries and Races Act (1969, ch. 28), to come into force, the by-laws of the Corporation must be approved by the Lieutenant-Governor in Council;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Finance:

THAT the Regulation respecting the 6/36 annexed to this Order in Council be approved;

THAT this Regulation be published in the *Official Gazette* and come into force at the time fixed by the Lieutenant-Governor in Council;

THAT the "Regulation respecting Loto-Perfecta" enacted under Order in Council 3210-73 dated 5 September 1973 be revoked upon the date of coming into force of this new Regulation.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting the 6/36
otherwise called Loto-Perfecta

Division I

GENERAL PROVISIONS AND DEFINITIONS

1. Definitions: In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

(a) "agent": the representative of a concessionaire in charge of a validation centre and holding a permit to that effect;

- b)** « centre de validation »: endroit où un billet peut être validé;
- (b)** "validation centre": the place where a ticket may be validated;
- c)** « clôture »: l'heure fixée par la Société comme étant l'heure limite à laquelle, avant chaque tirage, les coupons sont acceptés au bureau de la Société à Montréal;
- (c)** "deadline": the time fixed by the Corporation as being the time limit for acceptance of coupons, before each draw, at the Corporation's office in Montreal;
- d)** « concessionnaire »: corporation ou société responsable des centres de validation et de l'acheminement des coupons à la Société dans un district;
- (d)** "concessionnaire": a corporation or partnership in charge of validation centres and the forwarding of coupons to the Corporation in a district;
- e)** « coupon »: coupons de participation émis par la Société pour fins de participation au 6/36;
- (e)** "coupon": participation coupons issued by the Corporation for purposes of participation in the 6/36;
- f)** « district »: aires territoriales attribuées à un concessionnaire et ne comprenant pas les hippodromes et leurs dépendances.
- (f)** "district": the territorial divisions assigned to a concessionnaire and not including racetracks and their dependencies;
- g)** « enjeu »: somme d'argent jouée par un participant sur un coupon;
- (g)** "wager": the sum of money staked by a participant on a coupon;
- h)** « mise »: 6 numéros différents entre 1 et 36 inclusivement sur lesquels un participant engage un montant de \$1.;
- (h)** "bet": 6 different numbers between 1 and 36 inclusive on which a participant wagers an amount of \$1;
- i)** « participant »: personne prenant part au 6/36 en remplissant un coupon et payant l'enjeu conformément aux dispositions du présent règlement;
- (i)** "participant": a person taking part in the 6/36 by completing a coupon and paying the wager in accordance with the provisions of this Regulation;
- j)** « prix »: somme d'argent qui revient à un participant qui a prévu une mise gagnante;
- (j)** "prize": the sum of money to be paid to a participant who made a winning bet;
- k)** « Société »: Société d'exploitation des loteries et courses du Québec instituée par l'article 54 de la loi des loteries et courses (1969, ch. 28);
- (k)** "Corporation": the *Société d'exploitation des loteries et courses du Québec* constituted by section 54 of the Lotteries and Races Act (1969, ch. 28);
- l)** « tableau »: grille servant à inscrire une mise;
- (l)** "board": grid on which the participant enters a bet;
- m)** « tirage »: détermination des numéros gagnants au moyen d'un boulier et d'une courses de chevaux;
- (m)** "draw": the determining of winning numbers by means of a tumbler and a horse race;
- n)** « valider »: certifier un coupon au moyen d'une valideuse;
- (n)** "to validate": to certify a coupon by means of a validating machine;
- o)** « valideuse »: machine propriété de la Société qui a pour objet de certifier les coupons.
- (o)** "validating machine": machine owned by the Corporation and used to certify coupons.
- 2. Système de loterie:** La Société organise et conduit, suivant le présent règlement, un système de loterie sous le nom de 6/36.
- 2. Lottery scheme:** The Corporation organizes and conducts according to this Regulation a lottery scheme under the name of 6/36.
- 3. Publicité:** Aucune publicité et aucune utilisation du logo, sigle, appellation ou autre chose servant à identifier les loteries de la Société ne peut être faite sans une autorisation écrite de la Société.
- 3. Advertising:** No person shall advertise or use the logo, sigla, name or other characteristics used to identify lotteries of the Corporation without the written authorization of the Corporation.

Section II

COUPONS

4. Coupons: Les coupons sont fournis sur demande aux centres de validation et sont composés des parties suivantes:

a) partie A: partie d'un coupon constituant l'original et devant être remise à la Société avant la clôture;

b) partie B: partie d'un coupon reproduisant l'original et devant être remise au participant;

c) partie C: partie d'un coupon qui sert à reproduire la partie A sur la partie B et devant être remise à la Société avant la clôture.

5. Coupon « régulier »: Le coupon « régulier » permet à un participant de faire, 1, 2, 3, 4 ou 5 mises, au choix du participant, en mettant à l'enjeu 1, 2, 3, 4 ou 5 dollars, soit un dollar par mise.

6. Coupon « combinaisons »: Le coupon « combinaisons » permet à un participant de choisir, 5, 7, 8 ou 9 numéros en mettant à l'enjeu un dollar pour chaque mise à laquelle permet d'arriver le nombre de numéros choisi. Une participation au moyen d'un coupon combinaisons équivaut à faire 31, 7, 28 ou 84 mises tout en ne complétant qu'un seul coupon.

7. Coupon « 5 semaines »: Le coupon « 5 semaines » permet à un participant de faire 1, 2, 3 ou 4 mises, au choix du participant, en mettant à l'enjeu 5, 10, 15 ou 20 dollars, soit, pour chaque mise, un dollar pour le tirage dont le numéro est inscrit sur le coupon par la valideuse plus un dollar pour chacun des quatre autres tirages immédiatement subséquents.

Section III

INSCRIPTION, VALIDATION
ET REMISE À LA SOCIÉTÉ

8. Inscription: Tout coupon doit être rempli par le participant lui-même et sous sa responsabilité exclusive.

9. Couleur de l'inscription: Toutes les inscriptions sur un coupon doivent être faites à l'encre bleue ou noire.

Division II

COUPONS

4. Coupons: Coupons are supplied upon request at the validation centres and are composed of the following parts:

(a) Part A: that part of a coupon which is the original and which must be returned to the Corporation before the deadline;

(b) Part B: that part of a coupon on which the original is reproduced and which must be given to the participant;

(c) Part C: that part of a coupon used to reproduce Part A on Part B and which must be given to the Corporation before the deadline.

5. "Single" coupon: The "single" coupon permits a participant to make 1, 2, 3, 4 or 5 bets, according to the participant's choice, and to wager 1, 2, 3, 4 or 5 dollars, that is to say one dollar on each bet.

6. "Combination" coupon: The "combination" coupon permits a participant to choose 5, 7, 8 or 9 numbers and to wager one dollar on each bet obtained from the number of selected combinations. Participation by means of a combination coupon is equivalent to making 31, 7, 28 or 84 bets by completing one coupon only.

7. "5-week" coupon: The "5-week" coupon permits a participant to make 1, 2, 3 or 4 bets, according to the participant's choice, and to wager 5, 10, 15 or 20 dollars, that is to say one dollar on each bet for the draw whose number is printed on the coupon by the validating machine plus one dollar for each of the other four draws immediately following.

Division III

FILLING IN, VALIDATION AND RETURN
TO THE CORPORATION

8. Filling in: Every coupon must be completed by the participant himself and under his sole responsibility.

9. Colour to be used: All markings on a coupon must be made in blue or black ink.

10. Lieu de l'inscription: Aucun coupon ne doit comporter d'inscriptions autres que celles qui sont nécessaires; et ces dernières doivent toutes être apposées sur la partie A.

11. Contenu de l'inscription: Le participant doit inscrire son nom et son adresse à l'endroit indiqué à cette fin et effectuer chacune des autres inscriptions au moyen d'un « X » claire, lisible et placé à l'intérieur de la case appropriée.

12. Coupon « régulier » et « 5 semaines »: Dans le cas d'un coupon « régulier » ou « 5 semaines », le participant doit utiliser le tableau de gauche pour une première mise et le ou les tableaux qui suivent immédiatement pour ses autres mises, le cas échéant, n'utiliser que le nombre de tableaux correspondant au nombre de mises qu'il entend engager et rayer d'un « X », sur chaque tableau utilisé, 6 numéros différents pour ainsi former une mise sur ce tableau.

13. Coupon « combinaisons »: Dans le cas d'un coupon « combinaisons », le participant rayer d'un « X »

a) sur le tableau, un nombre de numéros différents correspondant au nombre de numéros qu'il entend jouer, et

b) à droite du tableau, une seule case correspondant au nombre de numéros joués.

14. Altération: Nulle modification ou altération ne peut être apportée aux inscriptions faites sur un coupon.

15. Conditions de validation: Un coupon est dûment validité:

a) lorsqu'il est dûment rempli par le participant;

b) lorsque les 3 parties ne sont pas détachées l'une de l'autre;

c) contre paiement, par le participant, de l'enjeu dont le montant est imprimé sur ce coupon au moyen de la valideuse.

16. Impressions de la valideuse: Lors de la validation, la valideuse imprime sur le coupon 14 chiffres dont l'ordre se lit de gauche à droite:

a) les 2 premiers chiffres désignent le numéro du tirage pour lequel le coupon est validé;

b) les 4 chiffres suivants identifient la valideuse;

10. Part to be filled in: A coupon shall contain only the required markings and all markings shall be entered in Part A.

11. Content: The participant shall write his name and address in the space indicated for such purpose and enter the other information by means of a clearly legible "X" to be placed in the appropriate square.

12. "Single" and "5-week" coupon: In the case of a "single" or "5-week" coupon, the participant shall use the board on the left for his first bet and the board immediately following for his other bet or bets, as the case may be; he shall use only the number of boards corresponding to the number of bets he intends to make and indicate by an "X", on each board used, 6 different numbers to thus form a bet on such board.

13. "Combination" coupon: In the case of a "combination" coupon, the participant shall indicate by an "X":

(a) on the board, a number of different numbers corresponding to the number of numbers he intends to bet, and

(b) on the right of the board, only one square corresponding to the number of numbers bet.

14. Modification: Once the coupon is filled in, no change or modification may be made thereto.

15. Conditions for validation: A coupon is duly validated when:

(a) it has been duly completed by the participant;

(b) the 3 parts are not detached from one another;

(c) payment is made by the participant of the wager the amount of which is printed on the coupon by means of the validating machine.

16. Printing by the validating machine: At the time of validation, the validating machine prints 14 numbers on the coupon reading from left to right:

(a) the first 2 numbers designate the number of the draw for which the coupon is validated;

(b) the next 4 numbers identify the validating machine;

c) les 5 chiffres suivants attribuent un numéro de validation au coupon;

d) les 3 derniers chiffres indiquent l'enjeu du participant.

17. Remise: Lorsqu'un coupon est validé, l'agent doit remettre la partie B au participant et les parties A et C avec les enjeux correspondants au concessionnaire. Ce dernier doit faire parvenir les parties A et C et les enjeux correspondants, avant la clôture pour le tirage dont le numéro est inscrit sur le coupon par la valideuse, au bureau principal de la Société à Montréal. Quant aux enjeux faits aux hippodromes Blue Bonnets Raceways Inc. et Richelieu Raceway Inc., les parties A et C et les enjeux correspondants doivent être remis à un représentant officiel de la Société préposé à cette fin.

18. Divergence: En cas de divergence entre la partie A et la partie B d'un coupon, la partie A fait foi et, en cas de divergence entre la partie A et le microfilm qui en est pris lorsqu'elle est reçue par la Société, le microfilm fait foi.

Section IV

REJET DU COUPON VALIDE

19. Coupon rejeté: La Société rejette tout coupon:

a) qui n'est pas complété suivant le présent règlement;

b) qui donne lieu à quelque ambiguïté que ce soit;

c) qui n'est pas validé selon le présent règlement, ou dont la partie A n'est pas remise à la Société avant la clôture pour le tirage correspondant au numéro inscrit sur le coupon par la valideuse.

20. Effet du rejet: Le détenteur d'un coupon rejeté n'a droit à aucun prix et aucun remboursement n'est versé à l'égard d'un tel coupon.

21. Interprétation: Nonobstant les dispositions de l'article 19, dans le cas de doute, tout coupon est interprété contre le participant; cependant, sans restreindre la généralité de ce qui précède:

1) dans le cas d'un coupon « régulier » ou « 5 semaines »:

(c) the next 5 numbers assign a validation number to the coupon;

(d) the last 3 numbers indicate the wager made by the participant.

17. Return: Once a coupon is validated, the agent must give Part B to the Participant and Parts A and C with the corresponding wagers to the concessionaire. The latter must forward Parts A and C and the corresponding wagers, before the deadline for the draw the number of which is printed on the coupon by the validating machine, to the main office of the Corporation in Montreal. As to wagers made at the Blue Bonnets Raceways Inc. and the Richelieu Raceway Inc., Parts A and C and the corresponding wagers must be given to an official representative of the Corporation appointed for such purpose.

18. Discrepancy: In the case of discrepancy between Part A and Part B of a coupon, Part A shall prevail and, in the case of a discrepancy between Part A and the microfilm taken thereof when received by the Corporation, the microfilm shall prevail.

Division IV

REJECTION OF A VALIDATED COUPON

19. Rejected coupon: The Corporation shall reject every coupon:

(a) that is not completed in accordance with this Regulation;

(b) that gives rise to any ambiguity;

(c) that is not validated in accordance with this Regulation, or whose Part A is not returned to the Corporation before the deadline for the draw corresponding to the number printed on the coupon by the validating machine.

20. Effect of rejection: The holder of a rejected coupon shall not be entitled to any prize and no reimbursement shall be made with respect to such coupon.

21. Interpretation: Notwithstanding section 19, in case of doubt, a coupon shall be interpreted against the participant; however, without restricting the generality of the foregoing:

(1) in the case of a "single" or "5-week" coupon:

a) si le nombre de numéros joués sur un tableau est supérieur à 6 ou inférieur à 4 le tableau n'est pas considéré « misé » et le coupon est rejeté quant à ce tableau;

b) le nombre de tableaux misés par le participant fait foi à l'encontre du montant imprimé par la valideuse;

2) dans le cas d'un coupon « combinaison »:

a) si le participant a indiqué le montant mis à l'enjeu à droite du tableau, dans la case appropriée, et

i) que le montant imprimé par la valideuse ne correspond pas au montant indiqué par le participant, le montant indiqué par le participant fait foi; cependant, si le nombre de numéros joués ne correspond pas au montant indiqué par le participant mais correspond au montant indiqué par la valideuse, le montant indiqué par la valideuse fait foi;

ii) que le nombre de numéros joués ne correspond ni au nombre de numéros correspondant au montant indiqué par le participant ni au nombre de numéros correspondant au montant imprimé par la valideuse,

A) si le nombre de numéros joués est inférieur au nombre de numéros correspondant au montant indiqué par le participant, le nombre de numéros joués fait foi à l'encontre du nombre de numéros correspondant au montant indiqué par le participant et le nombre de combinaisons misées retenu par la Société sera le suivant:

(AA) aucune combinaison ne sera retenue si moins de 4 numéros ont été joués;

(AB) une seule combinaison sera retenue si seulement 4, 5 ou 6 numéros ont été joués alors que le montant indiqué par le participant l'a été pour un montant correspondant à un nombre supérieur de numéros joués;

(AC) 7 combinaisons seront retenues si seulement 7 numéros ont été joués alors que le nombre de numéros correspondant au montant indiqué par le participant l'a été pour un nombre de numéros supérieur;

(AD) 28 combinaisons seront retenues si seulement 8 numéros ont été joués alors que le nombre de numéros correspondant au montant indiqué par le participant est 9;

(a) if the number of numbers selected on a board exceeds 6 or is less than 4, the board shall not be considered "wagered" and the coupon shall be rejected with respect to that board;

(b) the number of boards on which the participant wagered shall prevail over the amount printed by the validating machine;

(2) in the case of a "combination" coupon:

(a) if the participant has indicated the amount wagered in the appropriate square on the right of the board, and

(i) the amount printed by the validating machine does not correspond to the amount indicated by the participant, the amount indicated by the participant shall prevail; however, if the number of selected numbers does not correspond to the amount indicated by the participant but does correspond to the amount indicated by the validating machine, the amount indicated by the validating machine shall prevail;

(ii) the number of selected numbers does not correspond either to the number of numbers corresponding to the amount indicated by the participant or to the number of numbers corresponding to the amount printed by the validating machine,

(A) if the number of selected numbers is less than the number of numbers corresponding to the amount indicated by the participant, the number of selected numbers shall prevail over the number of numbers corresponding to the amount indicated by the participant and the number of combinations bet accepted by the Corporation shall be the following:

(AA) no combination will be accepted if less than 4 numbers were selected;

(AB) only one combination will be accepted if only 4, 5 or 6 numbers were selected and the amount indicated by the participant was indicated for an amount corresponding to a greater number of selected numbers;

(AC) 7 combinations will be accepted if only 7 numbers were selected and the number of numbers corresponding to the amount indicated by the participant was indicated for a greater number of numbers;

(AD) 28 combinations will be accepted if only 8 numbers were selected and the number of numbers corresponding to the amount indicated by the participant is 9;

(B) si le nombre de numéros joués est **supérieur** au nombre de numéros correspondant au montant indiqué par le participant, le coupon est rejeté;

(b) si le participant n'a pas indiqué le montant dans la case appropriée à la droite du tableau ou si le participant a indiqué plus d'un montant, le montant imprimé par la valideuse fait foi; cependant, si dans l'un ou l'autre cas le nombre de numéros joués ne correspond pas au nombre de numéros correspondant au montant imprimé par la valideuse, et

(i) que le nombre de numéros joués est **inférieur** au nombre de numéros correspondant au montant imprimé par la valideuse, le nombre de numéros joués fait foi à l'encontre du nombre de numéros correspondant au montant imprimé par la valideuse et le nombre de combinaisons mises retenues par la Société sera le suivant:

(A) aucune combinaison ne sera retenue;

(AA) si moins de 4 ou plus de 9 numéros ont été joués.

(AB) si le montant imprimé par la valideuse est inférieur à \$7.

(AC) si 9 numéros ont été joués et que le montant imprimé par la valideuse est inférieur à \$84.;

(AD) si 8 numéros ont été joués et que le montant imprimé par la valideuse est inférieur à \$28.;

(AE) si plus de 5 numéros ont été joués alors que le montant imprimé par la valideuse est \$31.;

(B) une seule combinaison sera retenue:

(BA) si seulement 4 numéros ont été joués et que le montant imprimé par la valideuse est supérieur à \$6.;

(BB) si seulement 5 ou 6 numéros ont été joués et que le montant imprimé par la valideuse est différent de \$31. et supérieur à \$6.;

(C) 7 combinaisons seront retenues si seulement 7 numéros ont été joués et que le montant imprimé par la valideuse est différent de \$31. et supérieur à \$6.;

(D) 28 combinaisons seront retenues si seulement 8 numéros ont été joués et que le montant imprimé par la valideuse est différent de \$31. et supérieur à \$27.;

(B) if the number of selected numbers **exceeds** the number of numbers corresponding to the amount indicated by the participant, the coupon shall be rejected;

(b) if the participant has not indicated the amount in the appropriate square on the right of the board or if the participant has indicated more than one amount, the amount printed by the validating machine shall prevail; however, if in either case, the number of selected numbers does not correspond to the number of numbers corresponding to the amount printed by the validating machine, and

(i) the number of selected numbers is **less** than the number of numbers corresponding to the amount printed by the validating machine, the number of selected numbers shall prevail over the number of numbers corresponding to the amount printed by the validating machine and the number of combinations bet accepted by the Corporation will be the following:

(A) no combination will be accepted;

(AA) if less than 4 or more than 9 numbers have been selected;

(AB) if the amount printed by the validating machine is less than \$7;

(AC) if 9 numbers have been selected and the amount printed by the validating machine is less than \$84;

(AD) if 8 numbers have been selected and the amount printed by the validating machine is less than \$28;

(AE) if more than 5 numbers have been selected and the amount printed by the validating machine is \$31;

(B) only one combination will be accepted:

(BA) if only 4 numbers have been selected and the amount printed by the validating machine exceeds \$6;

(BB) if only 5 or 6 numbers have been selected and the amount printed by the validating machine is not \$31 but is over \$6;

(C) 7 combinations will be accepted if only 7 numbers have been selected and the amount printed by the validating machine is not \$31 but is over \$6;

(D) 28 combinations will be accepted if only 8 numbers have been selected and the amount printed by the validating machine is not \$31 but is over \$7;

(E)84 combinaisons seront retenues si seulement 9 numéros ont été joués et que le montant imprimé par la valideuse est supérieur à \$83.

ii) que le nombre de numéros joués est **supérieur** au nombre de numéros correspondant au montant imprimé, le coupon est rejeté.

Section V

RESPONSABILITÉ DE LA SOCIÉTÉ, DU CONCESSIONNAIRE ET L'AGENT

22. Nature du mandat: En faisant valider un coupon par un agent et en lui versant son enjeu, un participant constitue cet agent et le concessionnaire dont il est le représentant comme ses mandataires aux fins de validation et de remise à la Société, mais les risques résultant de l'acheminement du coupon sont supportés exclusivement par le participant.

23. Responsabilité des mandataires: Afin d'exclure toute possibilité de revendication frauduleuse, les concessionnaires et leurs agents n'encourent, aucune responsabilité envers le participant dans les cas fortuits et de force majeure, et leur responsabilité dans tous les autres cas, tant en matière contractuelle que délictuelle, y compris les cas de négligence de leur part ou de leurs préposés, est limitée pour chaque participant ou autre personne au montant de l'enjeu sur le coupon.

24. Responsabilité de la Société: La Société n'encourt aucune responsabilité envers qui que ce soit dans les cas fortuits ou de force majeure. Dans tous les autres cas, la Société n'encourt aucune responsabilité envers qui que ce soit à moins que le coupon ne soit dûment rempli par le participant conformément au présent règlement, ne soit validé officiellement pour un tirage, et que les parties A et C du coupon ne soient remises à la Société avant la clôture.

Section VI

LE PERMIS

25. Détenteur du permis: Nul ne peut opérer un centre de validation sans être détenteur d'un permis par la Société.

26. Sortes de permis: Le permis peut être émis sous forme de carte d'identité ou de certificat, le tout conformément à l'annexe A. Le certificat ne donne droit de valider que dans l'établissement pour lequel il est émis et la carte d'identité donne droit de valider partout dans le district pour lequel elle est émise.

(E)84 combinations will be accepted if only 9 numbers have been selected and the amount printed by the validating machine exceeds \$83;

(ii) the number of selected numbers **exceeds** the number of numbers corresponding to the amount printed, the coupon shall be rejected.

Division V

LIABILITY OF THE CORPORATION, THE CONCESSIONNAIRE AND THE AGENT

22. Nature of mandate: In having a coupon validated by an agent and in paying his wager, a participant constitutes such agent and the concessionnaire of whom the agent is the representative his mandators upon validating the coupons and returning them to the Corporation, but the risks inherent to the returning of the coupon shall be born exclusively by the participant.

23. Liability of mandators: In order to rule out any possibility of fraudulent claim, the concessionnaires and their agents shall not incur any liability toward the participant as a result of a fortuitous event and force majeure, and their liability in all other cases, whether contractual or delictual, including negligence on their part or on the part of their employees, shall be limited to the amount wagered on the coupon with respect to each participant or other person.

24. Liability of the Corporation: The Corporation shall not incur any liability toward any person as a result of a fortuitous event or force majeure. In all other cases, the Corporation shall not incur any liability whatsoever toward any person unless the coupon is duly completed by the participant in accordance with this Regulation, is officially validated for a draw, and parts A and C of the coupon are remitted to the Corporation prior to the deadline.

Division VI

PERMIT

25. Permit holder: No person shall operate a validation centre unless he is the holder of a permit issued by the Corporation.

26. Types of permits: The permit may be issued in the form of an identification card or certificate, the whole in accordance with Schedule A. The certificate entitles to validate only in the establishment for which it is issued and the identification card entitles to validate everywhere within the district for which it is issued.

Section VII

TIRAGE

27. Mode de tirage: La Société procède à la détermination des numéros gagnants au moyen d'un boulier et d'une course de chevaux de la façon suivante:

a) le boulier, qui permet de mélanger 36 boules identiques numérotées de 1 à 36 inclusivement et qui est constitué de 10 pochettes identifiées de « A » à « J » inclusivement, est actionné et fonctionne jusqu'à ce que chacune des 10 pochettes ait accueilli une des 36 boules du boulier;

b) une course de chevaux, soumise à des règles spéciales et aux règles de course en vigueur au Québec, est tenue simultanément afin de sélectionner 7 pochettes parmi les 10 pochettes du boulier.

28. Détermination des numéros gagnants: Sous réserve des dispositions des articles 29 et 30, les numéros contenus dans les 7 pochettes sélectionnées au moyen de la course deviennent les numéros gagnants du tirage correspondant de la façon suivante: les numéros contenus dans les pochettes dont les lettres sont identiques aux lettres des 6 premiers chevaux à se présenter au fil d'arrivée sont les numéros gagnants, et le numéro contenu dans la pochette dont la lettre est identique à la lettre du septième cheval à se présenter au fil d'arrivée est le numéro gagnant dit « complémentaire ».

29. Annulation de l'épreuve: Si l'épreuve ne peut être tenue à la date fixée pour le tirage, ou est annulée dû au fait que moins de 7 chevaux ont terminé la course, ou est annulée pour quelque cause que ce soit et ne peut être reprise en temps utile, le tirage se fait uniquement par le boulier en retenant les numéros contenus dans les pochettes portant les lettres A, B, C, D, E, et F pour la détermination des numéros gagnants, et le numéro contenu dans la pochette « G » pour la détermination du numéro gagnant « complémentaire ».

30. Tête-à-tête: Si plus d'un cheval termine l'épreuve à une même position parmi les 7 premières, en vertu des règles de l'épreuve,

a) si le tête-à-tête se produit à la septième position, la détermination des numéros gagnants se fait conformément aux dispositions de l'article 28 et seul le nombre de numéros gagnants « complémentaires » est augmenté proportionnellement;

b) si le tête-à-tête se produit à une ou plusieurs des 6 premières positions

Division VII

DRAW

27. Method of draw: The Corporation shall determine winning numbers by means of a tumbler and a horse race, in the following manner:

(a) the tumbler, which permits to mix 36 identical balls numbered from 1 to 36 inclusive and which comprises 10 slots identified from "A" to "J" inclusive, is powered and operates until each of the 10 slots contains one of the 36 balls of the tumbler;

(b) a horse race, subject to special rules and to the racing rules in force in Québec, shall be held simultaneously in order to select 7 slots from among the 10 slots of the tumbler.

28. Determination of winning numbers: Subject to the provisions of sections 29 and 30, the numbers contained in the 7 slots selected by means of the race shall become the winning numbers for the corresponding draw in the following manner: the numbers contained in the slots whose letters are identical to the letters of the first 6 horses to arrive at the finish line shall be the winning numbers, and the number contained in the slot whose letter is identical to the letter of the seventh horse to arrive at the finish line shall be the winning number called "complementary".

29. Cancellation of event: Where the race cannot be held on the date fixed for the draw, or is cancelled because less than 7 horses finished the race, or is cancelled for any reason whatsoever and cannot be resumed within the prescribed time, the draw shall be performed solely by means of the tumbler by retaining the numbers contained in the slots bearing letters A, B, C, D, E and F for the determination of the winning numbers, and the number contained in slot "G" for the determination of the "complementary" winning number.

30. Dead heat: If more than one horse finishes the race at the same position from among the first 7, pursuant to the rules of the event;

(a) where the dead heat occurs at the seventh position, the winning numbers shall be determined in accordance with the provisions of sections 28 and only the number of "complementary" winning numbers shall be increased in proportion;

(b) where the dead heat occurs at one or several of the first 6 positions

i) et qu'il est possible de distinguer le septième cheval à se présenter au fil d'arrivée des 6 premiers chevaux, seulement les lettres des 7 premiers chevaux à se présenter au fil d'arrivée sont retenues et la détermination des numéros gagnants se fait conformément aux dispositions de l'article 28 sans que cela n'affecte en rien le nombre de numéros gagnants;

ii) et qu'il n'est pas possible de distinguer le septième cheval à se présenter au fil d'arrivée des 6 premiers chevaux, le numéro gagnant « complémentaire » est annulé et les numéros contenus dans les pochettes dont les lettres correspondent aux lettres des 7 premiers chevaux à se présenter au fil d'arrivée, ou aux lettres du plus petit nombre de premiers chevaux supérieur à 7 (si le nombre de premiers chevaux à se présenter au fil d'arrivée ne peut être réduit à 7), indépendamment de l'ordre de leur arrivée au fil, deviennent les numéros gagnants qui se trouvent ainsi augmentés en fonction du nombre de pochettes sélectionnées.

(i) and it is possible to distinguish the seventh horse to arrive at the finish line from the first 6 horses only the letters of the first 7 horses to arrive at the finish line shall be retained and the winning numbers shall be determined in accordance with the provisions of section 28, and this shall not affect in any way the number of winning numbers;

(ii) and it is not possible to distinguish the seventh horse to arrive at the finish line from the first 6 horses, the "complementary" winning number shall be cancelled and the numbers contained in the slots whose letters correspond to the letters of the first 7 horses to arrive at the finish line, or to the letters of the smallest number of first horses higher than 7 (if the number of first horses to arrive at the finish line cannot be reduced to 7), regardless of their order of finish shall become the winning numbers this increased according to the number of slots selected.

Section VIII

DÉTERMINATION DE GAGNANTS ET DES PRIX

31. Gagnants: Sont gagnants les participants détenant un coupon non rejeté et comportant une ou des mises:

a) **6/6:** c'est-à-dire une mise dont les 6 numéros correspondent aux numéros déterminés gagnants selon les dispositions de la section VII;

b) **5/6+:** c'est-à-dire une mise dont seulement 5 numéros correspondent aux numéros déterminés gagnants conformément aux dispositions de la section VII et dont le sixième numéro correspond au numéro gagnant « complémentaire »;

c) **5/6:** c'est-à-dire une mise dont seulement 5 numéros correspondent aux numéros déterminés gagnants selon les dispositions de la section VII et dont le sixième numéro ne correspond pas au numéro gagnant « complémentaire »;

d) **4/6:** c'est-à-dire une mise dont seulement 4 numéros correspondent aux numéros déterminés gagnants conformément aux dispositions de la section VII.

32. Répartition des prix: Quarante-huit pourcent (48%) de l'ensemble des enjeux reçus par la Société pour un tirage donné constitue la masse des prix qui est divisée en quatre parties non égales comme suit:

Division VIII

DETERMINATION OF WINNERS AND PRIZES

31. Winners: Participants who hold a non-rejected coupon which includes one or several bets on the following shall be winners:

(a) **6/6:** that is a bet of which 6 numbers correspond to the numbers determined as winners in accordance with the provisions of Division VII;

(b) **5/6+:** that is a bet of which only 5 numbers correspond to the numbers determined as winners in accordance with the provisions of Division VII and of which the sixth number corresponds to the "complementary" winning number;

(c) **5/6:** that is a bet of which only 5 numbers correspond to the numbers determined as winners in accordance with the provisions of Division VII and of which to sixth number does not correspond to the "complementary" winning number;

(d) **4/6:** that is a bet of which only 4 numbers correspond to the numbers determined as winners in accordance with the provisions of Division VII.

32. Distribution of prizes: Forty-eight per cent (48%) of the total wagers received by the Corporation for a given draw shall constitute the pool prize which is divided into four unequal parts as follows:

a) 20% de la masse des prix est partagé entre les gagnants ayant misé un ou des « 6/6 » au prorata de leur nombre de mises 6/6; cependant, si, pour un tirage donné, il n'y a aucun gagnant « 6/6 » la partie de la masse des prix attribuable à cette catégorie de gagnants est ajoutée en totalité à la partie de la masse des prix à être partagée entre les gagnants ayant misé un ou des « 6/6 » sur ce tirage;

b) 12% de la masse des prix est partagé entre les gagnants ayant misé sur un ou des « 5/6+ » au prorata de leur nombre de mises « 5/6+ »; cependant,

(i) si pour un tirage donné, il n'y a aucun gagnant « 5/6+ », cette partie de la masse des prix est ajoutée en totalité à la partie de la masse des prix à être partagée entre les gagnants ayant misé un ou des « 6/6 » du tirage immédiatement subséquent au prorata de leur nombre de mises « 6/6 » sur ce tirage;

(ii) si, pour un tirage donné, le numéro gagnant « complémentaire » a été annulé conformément aux dispositions du sous paragraphe ii du paragraphe B de l'article 30, cette partie de la masse des prix est ajoutée en totalité à la partie de la masse des prix à être partagée entre les gagnants ayant misé un ou des « 6/6 » de ce même tirage et ce au prorata de leur nombre de mises « 6/6 » sur ce tirage;

c) 18% de la masse des prix est partagé entre les gagnants ayant misé un ou des « 5/6 », au prorata de leur nombre de mises « 5/6 »; cependant, si, pour un tirage donné, il n'y a aucun gagnant « 5/6 », cette partie de la masse des prix est ajoutée en totalité à la partie de la masse des prix à être partagée entre les gagnants ayant misé un ou des « 4/6 » de ce même tirage et ce au prorata de leur nombre de mises « 4/6 »;

d) 50% de la masse des prix est partagé entre les gagnants ayant misé un ou des « 4/6 » au prorata de leur nombre de mises « 4/6 »;

33. Fonds de réserve: Deux pourcent (2%) de l'ensemble des enjeux reçus par la Société pour un tirage constitue un fonds de réserve que la Société utilise comme suit:

a) payer tout prix pour un coupon gagnant qui aurait été exclu du calcul des prix, pour quelque raison que ce soit, alors que les prescriptions du présent règlement ont été suivies;

b) verser le montant nécessaire pour parfaire de sorte qu'aucun prix ne soit inférieur à \$1.10 pour chaque en-

(a) 20% of the pool prize shall be divided among the winners who bet one or several "6/6" in proportion to their number of 6/6 bets; however, where, for a given draw, there is no "6/6" winner, that part of the pool prize attributable to that category of winners shall be added in whole to the part of the pool prize to be divided among the winners who bet one or several "6/6" in the draw immediately following in proportion to their number of "6/6" bets for that draw;

(b) 12% of the pool prize shall be divided among the winners who bet on one or several "5/6+" in proportion to their number of "5/6+" bets; however,

(i) where for a given draw, there is no "5/6+" winner, that part of the pool prize shall be added in whole to the part of the pool prize to be divided among the winners who bet one or several "6/6" for the draw immediately following, in proportion to their number of "6/6" bets for that draw;

(ii) where, for a given draw, the "complementary" winning number has been cancelled in accordance with the provisions of subparagraph (ii) of paragraph (B) of section 30, that part of the pool prize shall be added in whole to the part of the pool prize to be divided among the winners who bet one or several "6/6" for that same draw in proportion to their number of "6/6" bets for that draw;

(c) 18% of the pool prize shall be divided among the winners who bet one or several "5/6", in proportion to their number of "5/6" bets; however, where, for a given draw, there is no "5/6" winner, that part of the pool prize shall be added in whole to the part of the pool prize to be divided among the winners who bet one or several "4/6" for that same draw, in proportion to their number of "4/6" bets;

(d) 50% of the pool prize shall be divided among the winners who bet one or several "4/6" in proportion to their number of "4/6" bets;

33. Reserve fund: Two per cent (2%) of the total bets received by the Corporation for a draw shall constitute a reserve fund which the Corporation shall use as follows:

(a) to pay every prize for a winning coupon which would have been excluded in computing prizes, for any reason whatsoever, where all the prescriptions of this Regulation were followed;

(b) to pay the necessary amount to make up the difference so that no prize is less than \$1.10 for each one

jeu d'un dollar, dans tous les cas où un gagnant obtiendrait un prix dont le montant serait inférieur à \$1.10 pour chaque enjeu d'un dollar;

dollar wager, in all cases where a winner would obtain a prize of less than \$1.10 for each one dollar wager;

c) verser à l'agent qui a validé un coupon gagnant « 6/6 » et/ou « 5/6+ » et/ou « 5/6 » un prix égal à 1% du montant attribué en prix pour ledit coupon si le prix est effectivement versé au gagnant selon les prescriptions du présent règlement;

(c) to pay to the agent who validated a "6/6" and/or "5/6+" and/or "5/6" winning coupon a prize equal to 1% of the amount attributed in prizes for the said coupon where the prize is actually paid to the winner according to the prescriptions of this Regulation;

d) augmenter d'un montant forfaitaire la masse des prix ou une partie de la masse des prix d'un tirage donné;

(d) to increase by a lump sum the pool prize or a part of the pool prize for a given draw;

e) remettre, périodiquement, un montant forfaitaire au fonds consolidé du gouvernement du Québec.

(e) to remit, periodically, a lump sum to the consolidated fund of the Government of Québec.

34. Paiement des prix: Les prix sont payés par chèque émis aux noms des gagnants tels qu'ils apparaissent sur le coupon et les chèques sont expédiés par la poste à l'adresse indiquée sous ce nom, ou remis au participant sur production et remise de la partie « B » du coupon gagnant.

34. Payment of prizes: The prizes shall be paid by cheque issued in the name of the winners as entered on the coupon and the cheque shall be mailed to the address indicated below that name, or remitted to the participant upon presentation and remittance of part "B" of the winning coupon.

35. Délai de réclamation: La Société est libérée de toute responsabilité et de toute obligation relativement à toutes les opérations du 6/36 entourant un tirage à l'expiration des 30 jours suivant la date de tirage sauf dans la mesure où elle a reçu un ou des avis écrits de réclamation avant l'expiration de ce délai.

35. Time allowed for claim: The Corporation shall be released from any liability and obligation with respect to all 6/36 operations in connection with a draw upon the expiry of 30 days following the date of the draw, unless it has received a or several written notices of claim prior to the expiry of the said period.

36. Publicité: La Société peut en tout temps utiliser les noms, adresses et photos des gagnants ainsi que tout autre renseignement fourni par les gagnants sans que ces derniers ne puissent réclamer ni prétendre à des droits de diffusion, d'impression ou autres.

36. Advertising: The Corporation may at all times use the name, address and photograph of winners as well as other information furnished by the winners and the latter shall not demand or claim broadcasting, printing or other rights.

ANNEXE « A »

SCHEDULE "A"

AGENT No



loto-québec



CETTE CARTE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA SOCIÉTÉ ET SON ÉMISSION EST RÉGIE PAR LE "RÈGLEMENT RELATIF À LA MINI-LOTO, À L'INTER-LOTO ET À LA SUPER-LOTO".

LA SOCIÉTÉ NE SE REND PAS RESPONSABLE DE L'UTILISATION DE CETTE CARTE POUR DES FINS AUTRES QUE LA VENTE DE BILLETS DE MINI-LOTO, INTER-LOTO ET SUPER-LOTO.


THIS CARD IS THE PROPERTY OF THE SOCIÉTÉ AND ITS ISSUE IS GOVERNED BY THE "REGULATION RESPECTING THE MINI-LOTO, INTER-LOTO AND SUPER-LOTO".

THE SOCIÉTÉ IS NOT RESPONSIBLE FOR THE USE OF THIS CARD FOR OTHER PURPOSES THAN THE SALE OF TICKETS OF MINI-LOTO, INTER-LOTO AND SUPER-LOTO.

DISTRICT DE VENTE
SALE DISTRICT

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES LOTERIES ET COURSES DU QUÉBEC
500, PLACE D'ARMES, C.P. 908, MONTRÉAL 126.
(514) 873-5213



 loto-québec

Ce certificat est la propriété de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec et son émission est régie par le "Règlement relatif à la mini-loto, à l'inter-loto et à la super-loto". La Société ne se rend pas responsable de l'utilisation de ce certificat pour des fins autres que la vente de billets de mini-loto, inter-loto et super-loto.

This certificate is the property of the Société d'exploitation des loteries et courses du Québec and its issue is governed by the "Regulation respecting the mini-loto, inter-loto and super-loto". The Société is not responsible for the use of this certificate for other purposes than the sale of mini-loto, inter-loto and super-loto tickets.

AGENT

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES LOTERIES
ET COURSES DU QUÉBEC.

PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL



Règ. 75-386, 30 juillet 1975

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, ch. 19)

Le ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, ch. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 29 octobre 1973, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

Maison et dépendances sises au numéro civique 100, Grande-Côte (Route 29) à Lorraine, et, situées sur le terrain connu et désigné comme étant partie du lot treize (P13) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse, division d'enregistrement de Terrebonne.

Le ministre des Affaires culturelles,
DENIS HARDY.

Québec, ce 23 juillet 1975.

817-o

Reg. 75-386, 30 July 1975

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, ch. 19)

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, ch. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property hereinafter described and that such classification shall take effect from 29 October 1973, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

A house and dependencies at civic number 100 Grande-Côte (Route 29) in Lorraine and situated on the lot known and designated as part of lot thirteen (Pt. 13) of the official cadastre of the parish of Ste-Thérèse, Terrebonne registration division.

DENIS HARDY,
Minister of Cultural Affairs.

Québec, 23 July 1975.

817-o

Règ. 75-387, 30 juillet 1975

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, ch. 19)

Le ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, ch. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 18 octobre 1973, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

Un édifice appelé « Église Sault-au-Récollet » sis sur le boulevard Gouin est à Montréal et situé sur le lot deux cent un (201) du cadastre officiel de la paroisse de la Visitation de la Bienheureuse Vierge Marie, division d'enregistrement de Montréal.

Le ministre des Affaires culturelles,
DENIS HARDY.

Québec, ce 23 juillet 1975.

817-o

Reg. 75-387, 30 July 1975

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, ch. 19)

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, ch. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property hereinafter described and that such classification shall take effect from 18 October 1973, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

A building called "Église Sault-au-Récollet" on Gouin Boulevard East in Montreal and situated on lot two hundred and one (201) of the official cadastre of the parish of the Visitation de la Bienheureuse Vierge Marie, Montreal registration division.

DENIS HARDY,
Minister of Cultural Affairs.

Québec, 23 July 1975.

817-o

Règ. 75-388, 30 juillet 1975

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, ch. 19)

Tombeau d'autel — Église Sault-au-Récollet

Le ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, ch. 19), qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 18 mars 1974, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

AUTEUR: École Quévillon

DÉSIGNATION: Tombeau d'autel

MATÉRIAUX: Pin et tilleul

DIMENSIONS: H: 0,95,0 m
Plateau 1,89,0 m X 0,96,0 m

LOCALISATION TEMPORAIRE: Atelier de monsieur Roger Auclair à Ste-Thérèse de Blainville

Le ministre des Affaires culturelles,
DENIS HARDY.

Québec, ce 23 juillet 1975.

817-o

Reg. 75-388, 30 July 1975

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, ch. 19)

Altar tomb — Sault-au-Récollet Church

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, ch. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property hereinafter described and that such classification shall take effect from 18 March 1974, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

AUTHOR: Quévillon School

DESIGNATION: Alter tomb

MATERIALS: Pine and basswood

DIMENSIONS: H: 0,95 m
Table 1,89 m X 0,96 m

TEMPORARY LOCATION: Mr. Roger Auclair's workshop at Ste-Thérèse de Blainville

DENIS HARDY,
Minister of Cultural Affairs.

Québec, 23 July 1975.

817-o

Règ. 75-389, 30 juillet 1975

LOI SUR LES BIENS CULTURELS

(1972, ch. 19)

Le ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, ch. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 12 décembre 1974, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

La maison Sénécal, sise au 5425, boulevard des Prairies, à Ville de Brossard, et située sur les terrains connus et désignés comme étant une partie des lots deux cent quatre-vingt-six et deux cent quatre-vingt-sept (P286 et P287) du cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine, division d'enregistrement de Laprairie.

Le ministre des Affaires culturelles,
DENIS HARDY.

Québec, ce 23 juillet 1975.

817-o

Reg. 75-389, 30 July 1975

CULTURAL PROPERTY ACT

(1972, ch. 19)

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, ch. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property hereinafter described and that such classification shall take effect from 12 December 1974, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

The Sénécal house situated at 5425 des Prairies Boulevard, in the Town of Brossard and situated on the lots known and designated as part of lots two hundred and eighty-six and two hundred and eighty-seven (P286 and P287) in the official cadastre of the Parish of Laprairie de la Magdeleine, Laprairie registration division.

DENIS HARDY,
Minister of Cultural Affairs.

Québec, 23 July 1975.

817-o

Règ. 75-390, 30 juillet 1975

LOI SUR LES BIENS CULTURELS

(1972, ch. 19)

Le ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, ch. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 4 décembre 1974, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

Site archéologique et historique du complexe commercial de pêche de Pabos, dans le comté de Gaspé sur le Golfe St-Laurent, décrit comme suit:

Lot « B » du cadastre officiel de la municipalité de Pabos Mills, rang St-Hubert sud, comté de Gaspé; lot de figure irrégulière, borné vers le nord-ouest par la Baie du Grand Pabos, vers le nord-est par l'entrée de la même baie; vers le sud-ouest par les lots « A » et « C » du même cadastre, et vers le sud-est, par la Baie des Chaleurs. Le lot « B » comprend aussi une île située dans la Baie du Grand Pabos, au nord-ouest de la parcelle du lot précédemment décrit et appelée « Île Beau Séjour ».

Le ministre des Affaires culturelles,
DENIS HARDY.

Québec, ce 23 juillet 1975.

817-o

Reg. 75-390, 30 July 1975

CULTURAL PROPERTY ACT

(1972, ch. 19)

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, ch. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property hereinafter described and that such classification shall take effect from 4 December 1974, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

Archaeological and historic site of the commercial fishing complex of Pabos in the County of Gaspé on the Gulf of St. Lawrence, described as follows:

Lot « B » of the official cadastre of the Municipality of Pabos Mills, range St. Hubert south, County of Gaspé; lot of irregular configuration, bounded northwesterly by Baie du Grand Pabos, northeasterly by the entrance to the same bay; southwesterly by lots « A » and « C » of the same cadastre and southeasterly by Baie des Chaleurs. Lot « B » also includes an island situated in Baie du Grand Pabos, to the north-west of the parcel of the lot described previously and called « Île Beau Séjour ».

DENIS HARDY,
Minister of Cultural Affairs.

Québec, 23 July 1975.

817-o

Règ. 75-391, 30 juillet 1975

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, ch. 19)

Le ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, chap. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 16 janvier 1975, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

Maison sise au numéro civique 2328 de l'avenue Royale à Courville et située sur le terrain connu et désigné comme étant le lot quarante-cinq (45) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Beauport, division d'enregistrement de Québec.

Le ministre des Affaires culturelles,
DENIS HARDY.

Québec, ce 23 juillet 1975

817-o

Reg. 75-391, 30 July 1975

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, ch. 19)

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, ch. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property hereinafter described and that such classification shall take effect from 16 January 1975, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

A house situated at civic number 2328 Royale Avenue at Courville and situated on the lot known and designated as lot forty-five (45) in the official plan and book of reference of the parish of Beauport, Québec registration division.

DENIS HARDY,
Minister of Cultural Affairs.

Québec, 23 July 1975.

817-o

Règ. 75-392, 30 juillet 1975

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, ch. 19)

Le ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, ch. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 16 janvier 1975, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

Un site appelé "Site archéologique Mandeville", situé sur une partie de la subdivision cinq du lot cent neuf (P109-5) du cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph de Richelieu (ville de Tracy), borné à l'est par la rivière Richelieu, au sud par les lots P109-6 et P109-4; à l'ouest par le lot P107-5 et au nord par le lot P109-4 dudit cadastre.

Le ministre des Affaires culturelles,
DENIS HARDY.

Québec, ce 23 juillet 1975

817-o

Reg. 75-392, 30 July 1975

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, ch. 19)

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, ch. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property hereinafter described and that such classification shall take effect from 16 January 1975, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

A site called "Site archéologique Mandeville", situated on a part of subdivision five of lot one hundred and nine (P109-5) of the official cadastre of the parish of St-Joseph de Richelieu (City of Tracy), bounded on the east by the Richelieu River, on the south by lots P109-6 and P109-4; on the west by lot P107-5 and on the north by lot P109-4 of the said cadastre.

DENIS HARDY,
Minister of Cultural Affairs.

Québec, 23 July 1975.

817-0

Règ. 75-393, 30 juillet 1975

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, ch. 19)

Le ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, ch. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 28 juin 1975, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

RÉFÉRENCE: Québec, collection particulière

PROPRIÉTAIRE: Succession Marcel Tanguay

CATÉGORIE: Arts graphiques

IDENTIFICATION: Peinture

DATE: 1810

TITRE: Médaillon de gauche: Maréchal Ney, Médaillon du centre: Napoléon 1^{er}, Médaillon de droite: Prince Murat

AUTEUR: Louis David

PROVENANCE: France

SIGNÉ-DATE: David 1810 (coin inférieur)

MATÉRIAUX: Cadre de cuivre Encadrement original sur fond de velours Papier

TECHNIQUE: Pastel

FORME OU STRUCTURE: Médaillon

ÉTAT DE CONSERVATION: Bon

DIMENSIONS: Cadre: H: 0,23.0m, L: 0,41.5m, Médaillon H: 0,10.0m, L: 0,07.5m

Le ministre des Affaires culturelles,
DENIS HARDY.

Québec, ce 23 juillet 1975.

817-o

Reg. 75-393, 30 July 1975

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, ch. 19)

The Minister of Cultural Affairs Gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, ch. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property hereinafter described and that such classification shall take effect from 28 June 1975, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

REFERENCE: Québec, private collection

OWNER: Marcel Tanguay Estate

CATEGORY: Graphic arts

IDENTIFICATION: Painting

DATE: 1810

TITLE: Left medallion: Marshal Ney, Centre medallion: Napoleon 1st, Right medallion: Prince Murat

ARTIST: Louis David

ORIGIN: France

SIGN-DATE: David 1810 (lower corner)

MATERIALS: Copper frame. Original frame on velvet back Paper

TECHNIQUE: Pastel

FORM OR STRUCTURE: Medallion

STATE OF PRESERVATION: Good

DIMENSIONS: Frame H: 0,23m, W: 0,415m, Medallion H: 0,10m, W: 0,075m

DENIS HARDY,
Minister of Cultural Affairs.

Québec, 23 July 1975.

817-o

Règ. 75-394, 30 juillet 1975

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, ch. 19)

Le ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, ch. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 28 janvier 1975, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

Horloge

RÉFÉRENCE: Québec, collection particulière

PROPRIÉTAIRE: Succession Marcel Tanguay

CATÉGORIE: Mobilier

IDENTIFICATION: Meuble civil

DÉSIGNATION: Horloge

DATE: Fin du 17^{ième} siècle, début du 18^{ième}

AUTEUR: Charles Balthazar

PROVENANCE: Provient des ancêtres du père, monsieur Édouard Boudreau, de la mère de monsieur Marcel Tanguay. L'ancêtre Boudreau était pilote au long cours.

Devient la propriété des Tanguay vers 1900, à la suite de la mort d'un ancêtre Boudreau.

INSCRIPTION: « Balthazar était horloger à Paris, sous Louis XIV. On rencontre assez fréquemment encore des horloges et des pendules signées de ce nom datant de 1670 à 1715.

Balthazar fut, avec Thuret et les Leroy, des premiers en France qui adoptèrent l'horloge à pendule ou à balancier, dont le principe indiqué par Galilée appliqué dès 1657 par Christian Huyghens en Hollande. Huyghens, savant physicien hollandais, fut appelé en 1665 par Louis XIV à Paris où il publia entre autres son « Traité de la Percussion » et son « Horlogium Oscillatorium », qui parut en 1673. Il fut le premier membre étranger de l'Académie des sciences de Paris, que Colbert fonda en 1666. »

Dr V.P. Corbut

Le ministre des Affaires culturelles,
DENIS HARDY.

Québec, ce 23 juillet 1975.

817-o

Reg. 75-394, 30 July 1975

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, ch. 19)

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, ch. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property hereinafter described and that such classification shall take effect from 28 January 1975, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

Clock

REFERENCE: Québec, private collection

OWNER: Marcel Tanguay Estate

CATEGORY: Furniture

IDENTIFICATION: Civil furniture

DESIGNATION: Clock

DATE: End of the 17th century, beginning of the 18th

ARTIST (Clockmaker): Charles Balthazar

ORIGIN: Originates from the ancestors of the father, Mr. Edouard Boudreau, of the mother of Mr. Marcel Tanguay. The ancestor, Mr. Boudreau, was a deep-sea pilot.

It became the property of the Tanguay's towards 1900, upon the death of a Boudreau ancestor.

INSCRIPTION: "Balthazar était horloger à Paris, sous Louis XIV. On rencontre assez fréquemment encore des horloges et des pendules signées de ce nom, datant de 1670 à 1715.

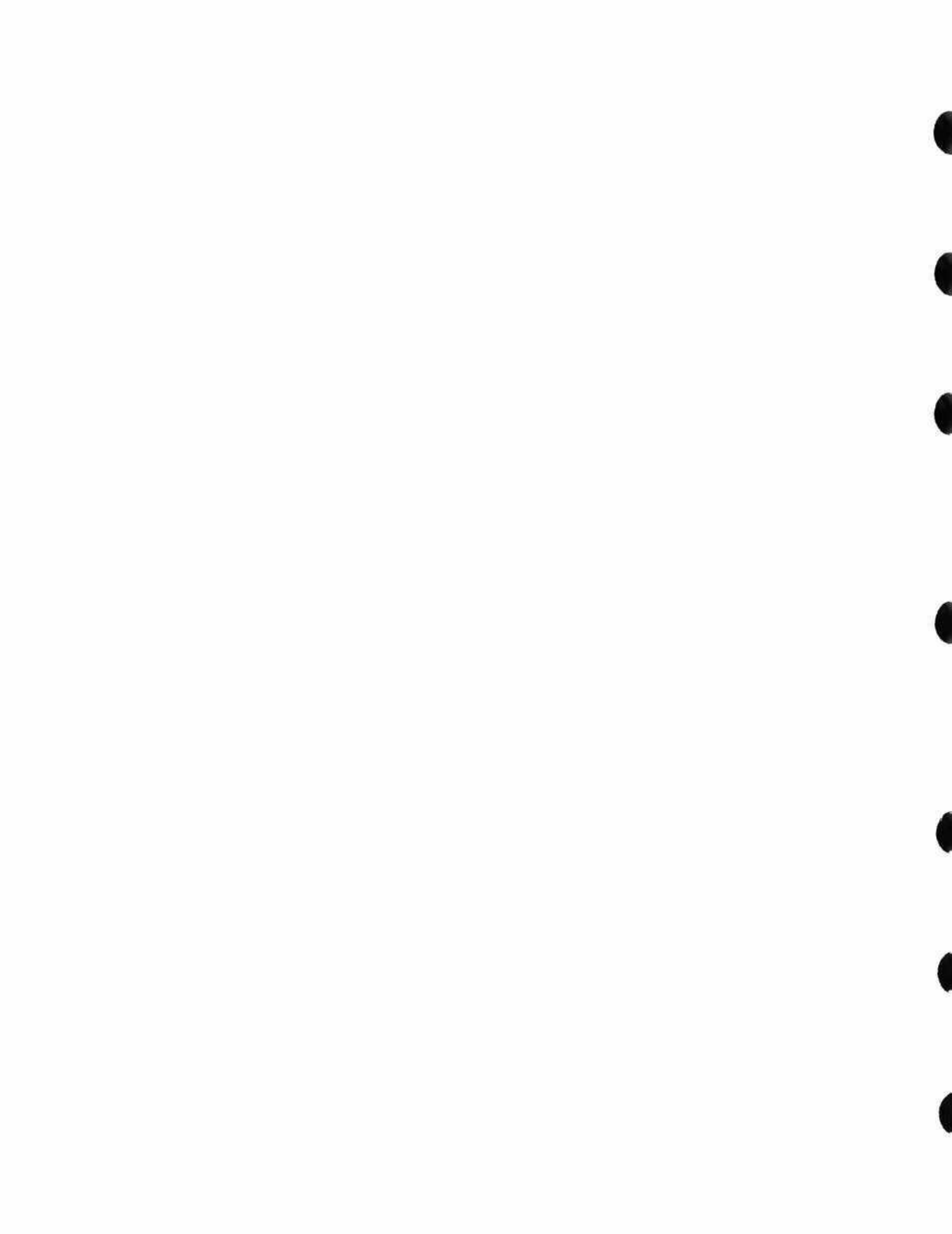
Balthazar fut, avec Thuret et les Leroy, des premiers en France qui adoptèrent l'horloge à pendule ou à balancier, dont le principe indiqué par Galilée appliqué dès 1657 par Christian Huyghens en Hollande. Huyghens, savant physicien hollandais, fut appelé en 1665 par Louis XIV à Paris où il publia entre autres son "Traité de la Percussion" et son "Horlogium Oscillatorium", qui parut en 1673. Il fut le premier membre étranger de l'Académie des sciences de Paris, que Colbert fonda en 1666."

Dr. V.P. Corbut

DENIS HARDY,
Minister of Cultural Affairs.

Québec, 23 July 1975.

817-o



Décision, 9 juillet 1975
Règ. 75-395, 29 juillet 1975

LOI DES PRODUCTEURS AGRICOLES
 (1972, ch. 37)

CONTRIBUTION

Contribution devant être versée par les Fédérations spécialisées de producteurs à l'Union des producteurs agricoles.

Prenez avis que lors de son assemblée du 9 juillet courant, et tel que prévu à l'article 34 de la Loi des producteurs agricoles, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement spécial « B » suivant déposé par l'Union des producteurs agricoles.

Régie des marchés agricoles du Québec,
Le secrétaire,
 M^E GILLES LE BLANC.

RÈGLEMENT SPÉCIAL « B »

Concernant la contribution des fédérations spécialisées à l'Union des producteurs agricoles.

Il est décrété ce qui suit:

1 — les fédérations spécialisées administrant un plan conjoint de producteurs, versent à l'Union des producteurs agricoles une contribution annuelle n'excédant pas 20% des montants exigibles des producteurs soumis au plan conjoint. Dans le cas des fédérations spécialisées suivantes, les contributions seront établies comme suit:

1) La fédération des producteurs de lait industriel du Québec: 20% d'un prélevé de 2½ cents les 100 lb

2) La fédération des producteurs de lait du Québec 20% d'un prélevé de 3½ cents les 100 lb

3) La fédération des producteurs de bois du Québec: 11.42% d'un prélevé de 35 cents la corde

4) La fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec: 15% d'un prélevé de ½ cent la douzaine.

5) La fédération des producteurs de volailles du Québec: 20% d'un prélevé de 12½ cents des 100 lb

2 — Ces contributions sont versées mensuellement à l'Union des producteurs agricoles au prorata des montants perçus pour le mois précédent, des producteurs soumis au plan conjoint, par la fédération spécialisée

Decision, 9 July 1975
Reg. 75-395, 29 July 1975

FARM PRODUCERS ACT
 (S.Q., 1972, ch. 37)

CONTRIBUTION

Contribution payable by the specialized federations of producers to the *Union des producteurs agricoles*

Notice is given that at its meeting held on 9 July 1975 and pursuant to section 34 of the Farm Producers Act, the Québec Agricultural Marketing Board approved the following special By-Law "B" filed by the *Union des producteurs agricoles*.

Québec Agricultural Marketing Board,
 GILLES LE BLANC, Advocate,
Secretary.

SPECIAL BY-LAW "B"

Concerning the contribution from the specialized federations to the *Union des producteurs agricoles*.

It is decreed as follows:

1 — Specialized federations administering a producer's joint plan, shall pay to the *Union des producteurs agricoles* an annual contribution not exceeding 20% of the amounts payable by the producers subject to the joint plan. In the case of the following specialized federations, the contributions are determined as follows:

(1) the *Fédération des producteurs de lait industriel du Québec*: 20% of a levy of 2½ cents per 100 lbs

(2) the *Fédération des producteurs de lait du Québec*: 20% of a levy of 3½ cents per 100 lbs

(3) the *Fédération des producteurs de bois du Québec*: 11.42% of a levy of 35 cents per cord

(4) the *Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec*: 15% of a levy of ½ cent per dozen

(5) the *Fédération des producteurs de volailles du Québec*: 20% of a levy of 12½ cents per 100 lbs

2. The contributions shall be paid monthly to the *Union des producteurs agricoles* pro rata to the amounts collected for the preceding month by the specialized federation from the producers subject to the joint plan.

3 — Une part représentant 47.3% des contributions perçues par l'Union des producteurs agricoles des fédérations spécialisées, est répartie entre les fédérations régionales affiliées, les fédérations spécialisées ne participant pas dans le partage, compte ayant été tenu dans l'établissement de leur contribution, des quote-parts qui auraient pu leur revenir et revenir aux syndicats spécialisés qui les composent

4 — Le présent règlement spécial « B » antérieur, lequel est abrogé. Cependant, toute contribution ou partie de contribution due en vertu du règlement antérieur demeure due.

Le présent règlement sujet à l'approbation de la Régie des Marchés agricoles, entrera en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME du règlement spécial « B » tel qu'amendé et adopté par l'assemblée générale des producteurs, en date du 22 novembre 1973.

Le secrétaire-général,
JEAN-MARC KIROUAC.

811-o

3. A portion representing 47.3% of the contributions collected by the *Union des producteurs agricoles* from the specialized federations shall be divided between the affiliated regional federations, the specialized federations not participating in the apportionment account having been taken, in establishing their contribution, of the aliquot part which could have been reimbursed them and the syndicates that are members thereof.

4. This By-law replaced former Special By-law "B" which is revoked. However, any contribution or part of a contribution due pursuant to the former By-law shall remain due.

This By-law subject to approval of the Agricultural Marketing Board shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

CERTIFIED TRUE COPY of special By-law "B" as amended and passed by the general meeting of producers held on 22 November 1973.

JEAN-MARC KIROUAC,
Secretary General.

811.o

A.C. 3439-75, 30 juillet 1975
Règ. 75-400, 4 août 1975

LOI DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE
DES PERMIS D'ALCOOL
(1971, ch. 19)

Règlement général

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement général adopté en vertu de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE sous l'autorité de l'article 10 de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool (1971, ch. 19), modifié par l'article 6 du chapitre 14 des lois de 1974, qui est entré en vigueur par proclamation le 1^{er} juillet 1975, le règlement général adopté en vertu de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool, dont copie est annexée, soit adopté.

QUE le présent règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à compter de cette publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement général adopté en vertu de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool

Section I

DÉFINITIONS

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par les expressions et mots suivants:

a) « association coopérative »: une association coopérative formée en vertu de la Loi des associations coopératives (Statuts refondus, 1964, chapitre 292);

b) « boissons alcooliques »: toute boisson alcoolique au sens du paragraphe 4^e de l'article 2 de la Loi;

c) « Commission »: la Commission de Contrôle des Permis d'Alcool du Québec (1971, chap. 19);

O.C. 3439-75, 30 July 1975
Reg. 75-400, 4 August 1975

LIQUOR PERMIT CONTROL COMMISSION
ACT
(1971, ch. 19)

General Regulation

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the General Regulation made under the Liquor Permit Control Commission Act

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT, pursuant to section 10 of the Liquor Permit Control Commission Act (1971, ch. 19) amended by section 6 of Chapter 14 of the 1974 Statutes, which came into force by proclamation on 1 July 1975, the General Regulation made under the Liquor Permit Control Commission Act, a copy of which is annexed hereto, be enacted.

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force upon such publication.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

General Regulation made under the Liquor Permit Control Commission Act

Division I

DEFINITIONS

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expression mean:

(a) "cooperative association": a cooperative association formed under the Cooperative Associations Act (R.S.Q., 1964, ch. 292);

(b) "alcoholic beverages": every alcoholic beverage within the meaning of paragraph 4 of section 2 of the Act;

(c) "Commission": the Québec Liquor Permit Control Commission (1971, ch. 19);

- d)** « détenteur de permis »: un détenteur de permis en vertu de la Loi de la Commission de Contrôle des Permis d'Alcool;
- e)** « établissement »: un établissement au sens du paragraphe 12° de l'article 2 de la Loi;
- f)** « hôtel »: un hôtel au sens du paragraphe 12°a de l'article 2 de la Loi;
- g)** « Loi »: la Loi de la Commission de Contrôle des Permis d'Alcool (1971, chapitre 19);
- h)** « motel »: un motel au sens du paragraphe 14°a de l'article 2 de la Loi;
- i)** « présentation d'oeuvres musicales »: l'interprétation d'oeuvres musicales par un orchestre ou une personne, accompagnée ou non de chant;
- j)** « présentation de spectacles »: la présentation de spectacles de variétés, y compris la danse;
- k)** « pratique de la danse »: la pratique de la danse par les clients d'un établissement;
- l)** « Secrétaire général »: le Secrétaire général nommé en vertu de l'article 41 de la Loi;
- m)** « syndicat coopératif »: un syndicat coopératif formé en vertu de la Loi des syndicats coopératifs (Statuts réformés, 1964, chapitre 294);
- (d)** "permit holder": the holder of a permit under the Liquor Permit Control Commission Act;
- (e)** "establishment": an establishment within the meaning of paragraph 12 of section 2 of the Act;
- (f)** "hotel": a hotel within the meaning of paragraph 12a of section 2 of the Act;
- (g)** "Act": the Liquor Permit Control Commission Act (1971, ch. 19);
- (h)** "motel": a motel within the meaning of paragraph 14a of section 2 of the Act;
- (i)** "presentation of music": the performance of music by an orchestra or a person, whether or not accompanied by singing;
- (j)** "Staging of shows" (spectacles): the presentation of variety shows, including dancing;
- (k)** "dancing": the act of dancing by the patrons of an establishment;
- (l)** "secretary-general": the secretary-general appointed under section 41 of the Act;
- (m)** "cooperative syndicate": a cooperative syndicate formed under the Cooperative Syndicates Act (R.S.Q., 1964, ch. 294).

1.02 À moins que le contexte n'indique un sens différent, toute autre définition contenue dans l'article 2 de la Loi s'applique au présent règlement.

1.02 Unless the context indicates otherwise, every other definition contained in section 2 of the Act shall apply to this Regulation.

Section II

Division II

DEMANDE DE PERMIS

APPLICATION FOR A PERMIT

2.01 Le requérant doit faire sa demande de permis au Secrétaire général.

2.01 The applicant submits his application for a permit to the secretary-general.

2.02 Sauf dans le cas d'un permis de réunion, un requérant doit joindre à une demande de permis les documents suivants:

2.02 Except in the case of a reunion permit the applicant must annex to his application for a permit, the following documents:

a) une photographie récente d'au moins six mois du requérant;

(a) a recent photograph, of not more than six Months, of the applicant;

b) si le requérant est né au Canada, une copie de son acte de naissance certifié et signé par un dépositaire des registres des actes de l'état civil;

(b) if the applicant was born in Canada, a copy of his act of birth certified and signed by a depository of the registers of acts of civil status;

c) si le requérant est devenu citoyen canadien par naturalisation, une copie authentifiée par un officier du ministère de l'immigration du certificat attestant qu'il est citoyen canadien;

d) si le requérant n'est pas citoyen canadien:

i) une déclaration assermentée du requérant qu'il réside au Québec depuis au moins un an; et

ii) une déclaration assermentée par laquelle il s'engage à demander la citoyenneté canadienne dès qu'il pourra le faire en vertu de la Loi sur la citoyenneté canadienne (Statuts du Canada);

e) un formulaire mis à sa disposition par le Secrétaire général contenant des renseignements concernant le requérant, formulaire dont un exemplaire est annexé au présent règlement. (Annexe A)

f) un bilan relatif aux affaires du requérant, non antérieur à plus de trois mois à la date de la demande de permis, préparé par un comptable ou sur le formulaire fourni par le Secrétaire général et signé par le requérant;

g) une copie conforme du bail ou de l'acte d'achat de l'établissement dans lequel l'exploitation d'un permis est prévue ou, le cas échéant, de la promesse d'achat ou de louage ou de tout autre document constatant la propriété ou la possession des pièces dans lesquelles l'exploitation d'un permis est prévue;

h) sauf dans le cas d'une épicerie, d'un club ou d'un pavillon de chasse ou de pêche, des plans de l'établissement qui doivent avoir été, le cas échéant, approuvés conformément à la Loi de l'Hôtellerie (Statuts refondus, 1964, chapitre 205) et, lorsqu'il s'agit d'un établissement déjà construit, une photographie de l'extérieur de l'établissement et de chacune des pièces dans lesquelles le permis sera exploité.

Lorsqu'il s'agit d'un établissement dans lequel un permis est déjà exploité, la Commission peut, si l'établissement ne subit pas de modification, rendre sa décision avant la production des plans visés au présent paragraphe, mais l'émission du permis concerné est alors conditionnelle à la production desdits plans dans le délai que la Commission détermine dans ladite décision;

i) sous réserve du troisième alinéa de l'article 2.15, une preuve que le requérant détient, s'il y a lieu, le permis émis en vertu de la Loi de l'hôtellerie et le permis municipal requis;

(c) if the applicant became a Canadian citizen by naturalization, a copy of the certificate attesting that he is a Canadian citizen certified by an officer of the Department of Immigration;

(d) if the applicant is not a Canadian citizen:

(i) a sworn declaration of the applicant that he has been residing in Québec for at least one year; and

(ii) a sworn declaration whereby he undertakes to apply for Canadian citizenship as soon as he is able to do so under the Canadian Citizenship Act (Statutes of Canada);

(e) a form provided by the secretary-general containing information on the applicant, a copy of which form is annexed to this Regulation (Schedule A);

(f) a balance sheet of the applicant's financial status, which does not precede by more than three months the date of application for a permit, prepared by an accountant or prepared on the form provided by the secretary-general and which the applicant must sign;

(g) a true copy of the lease or deed of sale of the establishment in which the permit is to be used or, where applicable, the promise of sale or lease or any other document establishing the ownership or possession of the rooms in which the permit is to be used;

(h) except in the case of a grocery, club or hunting or fishing lodge, plans of the establishment which must, where applicable, have been approved in accordance with the Hotels Act (R.S.Q., 1964, ch. 205) and, in the case of an establishment already built, a recent photograph of the exterior of the establishment and of each room in which the permit will be used.

In the case of an establishment in which a permit is already in use, the Commission may, if the establishment is not altered, render its decision before filing of the plans contemplated in this paragraph, but the permit in question shall then be issued on the condition that the said plans be filed within the time limit determined by the commission;

(i) subject to the third paragraph of section 2.15, proof that the applicant holds, where applicable, the permit issued under the Hotels Act and the required municipal permit;

j) dans le cas d'une demande de permis d'épicerie, lorsqu'un commerce d'épicerie est déjà exploité dans l'établissement visé par la demande de permis, une déclaration détaillée de la valeur du stock des marchandises indiquant la valeur au prix coûtant de chacune des catégories de marchandises générales et de denrées alimentaires. Lorsque le requérant projette l'établissement d'un commerce d'épicerie, la Commission peut rendre sa décision avant la production de la déclaration visée au présent paragraphe, si elle est convaincue qu'il s'agira d'une épicerie au sens de la Loi et du présent règlement; un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de la réception du permis concerné est accordé au requérant pour produire ladite déclaration;

k) sous réserve du premier alinéa de l'article 2.15, une déclaration de la raison sociale sous laquelle, le cas échéant, le requérant exploitera un permis.

2.03 Si le requérant est une personne physique qui demande un permis pour le compte d'une société, les paragraphes *a*, *b*, *c*, *e* et *f* de l'article 2.02, en plus de s'appliquer au requérant, s'appliquent à tous les associés.

De plus, dans ce cas, le requérant doit produire l'autorisation de faire une demande de permis signée par son associé ou ses associés.

2.04 Si le requérant est une personne physique qui demande un permis pour le bénéfice d'un syndicat coopératif, d'une association coopérative, d'une corporation, d'une association de pomiculteurs ou d'un club, il doit fournir, en plus des documents visés à l'article 2.02, les documents suivants:

a) une résolution certifiée par le secrétaire de ce syndicat coopératif, cette association coopérative, corporation, association de pomiculteurs ou de ce club pour le bénéfice duquel le permis est demandé, autorisant le requérant à faire une demande;

b) un bilan certifié par un comptable des affaires, selon le cas, de ce syndicat coopératif, cette association coopérative, corporation, association de pomiculteurs ou de ce club;

c) une liste des noms, adresses et occupations des administrateurs et leur numéro d'assurance sociale; cette liste devant être certifiée par le secrétaire;

d) dans le cas d'une corporation qui n'est pas un club:

i) une copie des lettres patentes d'incorporation et, le cas échéant, des lettres patentes supplémentaires;

(j) in the case of an application for a grocery permit, where a grocery business is already being operated in the establishment contemplated in the application for a permit, a detailed declaration of the value of the stock of merchandise indicating the cost price for each category of general merchandise and food products. When the applicant intends to set up a grocery business, the Commission may render its decision before filing of the declaration contemplated in this paragraph, if it is convinced that it will be a grocery within the meaning of the Act and this Regulation; a time limit of ninety days from the date of receipt of the permit in question shall be granted the applicant for filing the said declaration;

(k) subject to the first paragraph of section 2.15 a declaration of the firm name under which, where applicable, the applicant will use the permit.

2.03 If the applicant is a physical person who applies for a permit on behalf of a partnership, paragraphs *a*, *b*, *c*, *e* and *f* of section 2.02 shall, in addition to applying to the applicant, apply to all the partners.

In such case, the applicant must also file the authorization to apply for a permit signed by his partner or partners.

2.04 If the applicant is a physical person who applies for a permit on behalf of a cooperative syndicate, a cooperative association, a corporation, an apple growers' association or a club, he must, in addition to the documents contemplated in section 2.02, furnish the following documents:

(a) a resolution certified true by the secretary of that cooperative syndicate, cooperative association, corporation, apple growers' association or club on behalf of which the permit is requested, authorizing the applicant to make such application;

(b) a balance sheet of the financial status, as the case may be, of that cooperative syndicate, cooperative association, corporation, apple growers' association or club certified by an accountant;

(c) a list of the names, addresses and occupations of the directors and their social insurance number to be certified by the secretary;

(d) in the case of a corporation that is not a club:

(i) a copy of the letters patent of incorporation and, where applicable, of supplementary letters patent;

ii) une liste certifiée conforme par le secrétaire de la corporation des noms et adresses des actionnaires indiquant le nombre d'actions que chacun des actionnaires détient. Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique pas dans le cas d'une corporation publique inscrite à une Bourse reconnue ni d'une municipalité ou d'une corporation de la Couronne;

iii) le formulaire visé au paragraphe *e* de l'article 2.02 en ce qui concerne le président, le vice-président, le secrétaire et, le cas échéant, le trésorier;

e) dans le cas d'un syndicat coopératif, d'une association coopérative ou d'une association de pomiculteurs:

i) une preuve de la formation de ce syndicat coopératif ou de cette association coopérative ou association de pomiculteurs, notamment par la production d'une copie de la déclaration d'association approuvée par le Ministre des institutions financières, compagnies et coopératives ou par celle d'un extrait de la publication faite dans la *Gazette officielle du Québec*;

ii) une copie des règlements certifiée par le secrétaire;

f) dans le cas d'un club:

i) une liste certifiée par le secrétaire de ce club indiquant les noms, adresses et occupation des membres;

ii) une copie des lettres patentes d'incorporation et, s'il y a lieu, des lettres patentes supplémentaires;

iii) une copie des règlements certifiée par le secrétaire du club.

2.05 Dans le cas où un requérant qui détient un permis pour le bénéfice d'une société ou d'une corporation fait une demande pour détenir ledit permis pour son propre compte, la seule formalité requise est la production d'une résolution certifiée conforme par le secrétaire d'une telle corporation autorisant le requérant à devenir détenteur dudit permis pour son propre compte ou, selon le cas, d'une déclaration des associés au même effet ou d'une preuve de la dissolution de ladite société.

Toutefois, lorsqu'une corporation ou une société visée au présent article a cédé audit requérant la possession ou la propriété du commerce concerné, le requérant doit produire, en plus de l'un des documents visés au premier alinéa, une copie de l'un ou l'autre, selon le cas, des documents visés au paragraphe *g* de l'article 2.02.

2.06 Si le requérant demande un transfert de permis à la suite du décès ou de la faillite du détenteur de permis ou, le cas échéant, après avoir été nommé administra-

(ii) a list certified true by the secretary of the corporation of the names and addresses of the shareholders indicating the number of shares held by each of them. However, this paragraph shall not apply in the case of a public corporation registered with a recognized Stock Exchange or a Crown municipality or corporation;

(iii) the form contemplated in paragraph *e* of section 2.02 in the case of the president, vice-president, secretary and, where applicable, the treasurer;

(e) in the case of a cooperative syndicate, a cooperative association or an apple growers' association:

(i) proof of the formation of that cooperative syndicate, cooperative association or apple growers' association, in particular by the filing of a copy of the memorandum of association approved by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, or by that of an extract of the publication made thereof in the *Québec Official Gazette*;

(ii) a copy of the by-laws certified by the secretary;

(f) in the case of a club:

(i) a list certified by the secretary of that club indicating the names, addresses and occupations of the members;

(ii) a copy of the letters patent of incorporation and, where applicable, of supplementary letters patent;

(iii) a copy of the by-laws certified by the secretary of the club.

2.05 Where an applicant who holds a permit on behalf of a partnership or a corporation makes application to hold the said permit for his own account, the only formality required shall be the filing of a resolution certified true by the secretary of that corporation authorizing the applicant to become the holder of the said permit for his own account or, as the case may be, of a declaration of the partners to the same effect or proof of the dissolution of the said partnership.

However, where a corporation or a partnership contemplated in this section has assigned the possession or ownership of the business in question to the applicant, the applicant must file, in addition to one of the documents contemplated in the first paragraph, a copy of one or other, as the case may be, of the documents contemplated in paragraph *g* of section 2.02.

2.06 If the applicant applies for the transfer of a permit following the death or bankruptcy of the permit holder or, where applicable, after being appointed provisional

teur provisoire en vertu d'un jugement nommant un séquestre, il doit compléter le formulaire que le secrétaire général met à sa disposition et y annexer, en plus d'un certificat de décès ou de sépulture du détenteur de permis, les documents suivants:

a) en tant qu'exécuteur testamentaire: une preuve de son statut;

b) en tant qu'héritier: une déclaration assermentée de la majorité des autres héritiers l'autorisant à faire cette demande de transfert ou, à défaut d'autres héritiers, une déclaration assermentée du requérant à l'effet qu'il est le seul héritier ainsi que, le cas échéant, une copie du testament;

c) en tant que syndic à la faillite: une preuve de sa nomination. Un tel syndic doit toutefois transmettre à la Commission même, après l'émission d'un permis, une déclaration des inspecteurs de la faillite constatant son mandat;

d) en tant que séquestre: une copie du jugement du tribunal en vertu duquel il a été nommé;

e) en tant que liquidateur: une copie certifiée du jugement de liquidation ou, le cas échéant, de faillite.

Toute demande de transfert visé au présent article doit être faite dans les soixante jours de la date du décès du détenteur de permis ou, selon le cas, de la nomination d'un syndic, d'un séquestre ou d'un liquidateur.

Les paragraphes *a* à *f* de l'article 2.02 s'appliquent aux cas visés aux paragraphes *a* et *b* du présent article.

2.07 Dans le cas où la demande de permis a pour objet de remplacer la personne physique au nom de laquelle est émis un permis pour le bénéfice d'une corporation, d'une société, d'un syndicat coopératif, d'une association coopérative, d'un club ou d'une association de pomiculteurs, le requérant doit joindre à sa demande les documents prévus aux paragraphes *a* à *f* de l'article 2.02 ainsi que la résolution prévue au paragraphe *a* de l'article 2.04 ou, dans le cas d'une société, l'autorisation prévue au deuxième alinéa de l'article 2.03.

2.08 Dans le cas d'une demande de changement de l'emplacement de l'établissement ou de la pièce dans un établissement dans laquelle un permis est exploité ou dans le cas d'une demande de changement de catégorie de permis prévu à l'article 2.09, le requérant doit joindre à sa demande:

a) le cas échéant, le document prévu au paragraphe *g* de l'article 2.02;

administrator in virtue of a judgment appointing a receiver, he must complete the form provided by the secretary-general and annex thereto, in addition to a certificate of death or burial of the permit holder, the following documents:

(a) as the testamentary executor: proof of his status;

(b) as heir: a sworn declaration by the majority of the other heirs authorizing him to make such application for a transfer or, where there are no other heirs, a sworn declaration by the applicant to the effect that he is the sole heir as well as a copy of the will, if any;

(c) as trustee in bankruptcy: proof of his appointment. Such trustee must, however, forward directly to the Commission, after the issuance of a permit, a declaration by the bankruptcy inspectors attesting to his mandate;

(d) as receiver: a copy of the court judgment under which he was appointed;

(e) as liquidator: a certified copy of the judgment of winding up or, where applicable, of bankruptcy.

Every application for a transfer contemplated in this section must be made within sixty days following the date of the permit holder's death or, as the case may be, of the appointment of a trustee, a receiver or a liquidator.

Paragraphs *a* to *f* of section 2.02 shall apply in the cases contemplated in subparagraphs *a* and *b* of this section.

2.07 Where the application for a permit is made to replace the physical person in whose name a permit is issued of behalf of a corporation, a partnership, a cooperative syndicate, a cooperative association, a club or an apple growers' association, the applicant must annex to his application the documents prescribed in paragraphs *a* to *f* of section 2.02 as well as the resolution prescribed in paragraph *a* of section 2.04 or, in the case of a partnership, the authorization prescribed in the second paragraph of section 2.03.

2.08 In the case of an application for a change in the location of the establishment or the room in an establishment where a permit is used or in the case of an application for a change of class of a permit referred to in section 2.09, the applicant must annex to his application:

(a) where applicable, the document prescribed in paragraph *g* of section 2.02;

b) les documents prévus aux paragraphes *h* et *i* de l'article 2.02;

c) le cas échéant, le document prévu au paragraphe *a* de l'article 2.04;

2.09 Une demande de changement de catégorie pour transformer un permis en vigueur exploité dans une pièce en un autre permis devant être exploité dans la même pièce peut être faite uniquement dans le cas de la transformation des permis de restaurant, brasserie et taverne l'un pour l'autre.

Le présent article s'applique de plus:

a) à la transformation d'un permis de brasserie ou de taverne en un permis de brasserie ou de taverne autorisant la présentation d'oeuvres musicales ou l'inverse;

b) à la transformation d'un permis de restaurant en un permis de restaurant autorisant la présentation d'oeuvres musicales ou la pratique de la danse ou l'inverse;

c) à la transformation d'un permis de bar en un permis de bar autorisant la pratique de la danse ou la présentation de spectacles ou l'inverse;

2.10 Une demande de modification de permis pour charger l'emplacement d'un établissement en vertu de l'article 69 de la Loi peut être faite uniquement dans le cas où l'emplacement de cet établissement n'est pas changé du territoire d'une municipalité au territoire d'une autre municipalité.

2.11 Pour que, conformément au paragraphe *d* de l'article 39 de la Loi, les garanties puissent être jugées suffisantes que la Loi de la Commission de Contrôle des Permis d'Alcool ou toute autre loi ainsi que les règlements seront observés:

a) le détenteur d'un permis pour le bénéfice d'une corporation ou d'une société doit être:

i) un des actionnaires majoritaires de cette corporation ou, le cas échéant, un des associés de cette société; ou

ii) la personne qui administre l'établissement soit à titre de gérant ou à tout autre titre comme membre du personnel de direction de l'établissement à condition que cette personne participe activement à l'administration de l'établissement;

b) le détenteur d'un permis pour le bénéfice d'un club, d'un syndicat coopératif, d'une association coopérative ou d'une association de pomiculteurs doit être:

(b) the documents prescribed in paragraphs *h* and *i* of section 2.02;

(c) where applicable, the document prescribed in paragraph *a* of section 2.04.

2.09 An application for a change of class made to convert a permit in force used in one room into another permit to be used in the same room may only be made in the case of restaurant permits, public house or "pub" permits and tavern permits, which may be interconverted.

This section shall apply:

(a) to the conversion of a public house or "pub" or tavern permit into a public house or "pub" or tavern permit authorizing the presentation of music, or vice versa;

(b) to the conversion of a restaurant permit into a restaurant permit authorizing the presentation of music or dancing, or vice versa;

(c) to the conversion of a bar permit into a bar permit authorizing dancing or the staging of shows, or vice versa.

2.10 An application for a change of permit made to change the location of an establishment under section 69 of the Act may be made only if the location of that establishment is not changed from the territory of one municipality to the territory of another municipality.

2.11 So that the guarantees that he will comply with the Liquor Permit Control Commission Act or any other Act and the regulations may be deemed sufficient in accordance with subparagraph *d* of section 39 of the Act:

(a) the holder of a permit on behalf of a corporation or a partnership must be:

(i) one of the majority shareholders of that corporation or, where applicable, one of the partners of that partnership; or

(ii) the person who administers the establishment either as manager or in any other capacity as member of the management personnel of the establishment provided such person actively participates in the administration of the establishment.

(b) the holder of a permit on behalf of a club, a cooperative syndicate, a cooperative association or an apple growers' association must be:

i) un membre du conseil d'administration de ce club ou syndicat coopératif ou de cette association coopérative ou de cette association de pomiculteurs; ou

ii) une des personnes visées au sous-paragraphe ii du paragraphe a;

c) le détenteur d'un permis pour son propre compte doit être le propriétaire du commerce.

2.12 Lorsqu'un requérant qui a déjà fait une demande de permis refusé par la Commission refait de nouveau une demande, il n'est pas tenu de produire les documents déjà produits lors de la première demande s'ils sont encore valables.

2.13 Le Secrétaire général peut requérir la production de tout document nécessaire pour compléter une demande de permis.

2.14 Le requérant doit joindre à toute demande prévue dans la présente section un chèque visé ou un mandat de poste au montant de cinquante dollars, fait à l'ordre de la Commission de Contrôle des Permis d'Alcool du Québec, à titre de frais pour l'étude du dossier; ce montant ne peut, en aucune circonstance, faire l'objet d'un remboursement.

2.15 La Commission peut accepter que la production d'une déclaration de raison sociale soit faite après qu'une ordonnance accordant un permis a été rendue ou un permis a été émis. Le présent alinéa s'applique à tout autre document dont la Commission ne juge pas la production antérieure essentielle à l'émission d'un tel permis.

D'autre part, lorsqu'une copie de lettres patentes ou de lettres patentes supplémentaires doit être produite, la Commission peut étudier le dossier d'un requérant en se basant sur le rapport favorable du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives et fixer un délai pour la production subséquente des lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires.

De plus, la Commission peut rendre une décision sur une demande avant la production du permis visé par la Loi de l'Hôtellerie ou du permis municipal requis, l'émission du permis demandé ou de l'autorisation requise étant toutefois conditionnelle à ladite production.

2.16 Toute demande d'exploiter un permis en-dehors d'une pièce conformément à l'article 75 de la Loi doit être faite sous forme de requête assermentée exposant les motifs de la demande. Cette requête doit être complétée par des plans indiquant la situation de l'endroit

(i) a member of the board of directors of that club, cooperative syndicate, cooperative association or apple growers' association; or

(ii) one of the persons contemplated in subparagraph ii of paragraph a;

(c) the holder of a permit for his own account must be the owner of the business.

2.12 Where an applicant who has already made an application for a permit that was refused by the Commission submits a new application, he is not bound to file the documents already filed with his initial application if they are still valid.

2.13 The secretary-general may require the filing of any document necessary to complete an application for a permit.

2.14 The applicant must annex to every application referred to in this Division a certified cheque or money order in the amount of fifty dollars, made to the order of the Québec Liquor Permit Control Commission, as a fee for examining the record; this amount shall, under no circumstances, be reimbursed.

2.15 The Commission may accept that the filing of a declaration of firm name be made after an order granting a permit has been rendered or a permit has been issued. This paragraph shall apply to any other document whose filing prior to the issuance of the permit is not considered by the Commission to be essential.

On the other hand, when a copy of the letters patent or supplementary letters patent must be filed, the Commission may study an applicant's record on the basis of a favourable report submitted by the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives and fix a deadline for the subsequent filing of the said letters patent or supplementary letters patent.

In addition, the Commission may render a decision on an application prior to the filing of the permit contemplated by the Hotels Act or of the required municipal permit, the issuance of the permit applied for or the authorization required being, however, subject to the said filing.

2.16 Every application for the use of a permit outside a room in accordance with section 75 of the Act must be submitted under the form of a sworn petition stating the grounds for the application. Such petition must be completed by plans indicating the situation of the place in

où un permis serait exploité en-dehors d'une pièce ainsi que les dimensions de cet endroit.

Toute demande d'exploiter un permis de bar dans une chambre d'hôtel au moyen d'un système en vertu duquel un voyageur se sert lui-même, conformément à l'article 75 de la Loi, doit aussi être faite sous forme de requête assermentée précisant de quelle façon ladite exploitation sera conforme aux dispositions de l'article 12.08 des présents règlements.

Section III

PERMIS

Permis de club

3.01 Un permis de club n'est accordé qu'à une association de personnes qui, en plus de se conformer aux autres conditions prévues par la Loi et le présent règlement:

a) est constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies du Québec (Statuts refondus, 1964, chapitre 271) ou par une loi spéciale;

b) exploite un établissement exclusivement pour ses membres et leurs invités et ceci sans but lucratif pour aucun de ses membres;

c) remplit les conditions suivantes:

i) avoir un nombre suffisant de membres actifs pour assurer la permanence de l'association, ce nombre ne devant pas être inférieur à cent;

ii) charger une cotisation suffisamment élevée ou posséder autrement les avoirs financiers nécessaires pour assurer la bonne administration de l'établissement;

iii) posséder, au sens du paragraphe *h* de l'article 39 de la Loi, l'immeuble ou les pièces qui conviennent aux fins de l'exploitation d'un permis.

3.02 Aux fins du paragraphe *b* de l'article 3.01, les règlements du club doivent contenir des dispositions régissant l'admission d'une personne comme membre du club et l'utilisation des services du club par les invités des membres. Ces règlements doivent au moins assujettir l'entrée d'une personne comme membre du club à l'approbation préalable du conseil d'administration du club.

3.03 Dans le cas d'un club constitué pour des fins sportives, la Commission peut exiger, pour apprécier l'utilité publique de l'exploitation d'un permis de club demandé, que le club groupe des membres actifs provenant de plusieurs municipalités. Pour obtenir un permis, un

which a permit would be used outside a room as well as the dimensions of that place.

Every application for the use of a bar permit in a hotel room by means of a system by which a traveller serves himself, in accordance with section 75 of the Act, must also be submitted under the form of a sworn petition specifying in which way the said use shall comply with the provisions of section 12.08 of this Regulation.

Division III

PERMITS

Club permit

3.01 A club permit shall be granted only to an association of persons who, in addition to complying with the other conditions prescribed by the Act and this Regulation:

(a) is incorporated under the Companies Act (R.S.Q., 1964, ch. 271) or under a special act;

(b) operates an establishment exclusively for its members and their guests without profit for any of its members;

(c) meets the following conditions:

(i) has a sufficient number of active members to ensure the continued existence of the association, such number not being less than one hundred;

(ii) charges sufficiently high subscription rates or otherwise possesses the financial resources necessary to ensure the proper administration of the establishment;

(iii) owns the immovable or the rooms which, within the meaning of paragraph (*h*) of section 39 of the Act, are suitable for the use of the permit.

3.02 For the purposes of paragraph *b* of section 3.01, the by-laws of the club must contain provisions governing the acceptance of a person as member of the club and the use of the club's services by the members' guests. These by-laws must at least subject the acceptance of a person as member of the club to the prior approval of the board of directors of the club.

3.03 In the case of a club formed for athletic purposes, the Commission may require, to determine the public interest in the use of a club permit applied for that the club consist of active members from several municipalities.

club de « moto-neige » doit avoir été reconnu conformément aux règlements adoptés en vertu de la Loi des Transports (1972, chapitre 55).

3.04 Un permis de club peut être exploité dans les dépendances de ce club, en plus de l'être dans l'établissement principal, pourvu que la Commission l'indique au permis.

Permis de réceptions

4.01 Un permis de réceptions est, conformément à l'article 36 de la Loi, un permis annuel.

4.02 Ce permis ne doit être accordé par la Commission que dans les cas suivants:

a) pour les fins des réceptions tenues dans une université ou sur son campus universitaire pour des fins universitaires;

b) à un détenteur d'un permis de bar qui désire:

i) que des réceptions de groupes incluant des mineurs soient tenues dans une pièce servant à l'exploitation d'un tel permis de bar, qu'il s'agisse d'une réception à l'occasion d'une noce ou de toute autre réception;

ii) que des réceptions soient tenues dans une pièce de son établissement dans laquelle aucun autre permis n'est exploité;

c) à un détenteur d'un permis de restaurant qui désire:

i) que des réceptions au cours desquelles des boissons alcooliques sont servies ou vendues sans que ce soit nécessairement à l'occasion d'un repas soient tenues dans une pièce servant à l'exploitation d'un tel permis de restaurant;

ii) vendre des boissons alcooliques au cours des réceptions visées au sous-paragraphe *ii* du paragraphe *b*.

4.03 Le détenteur d'un permis de réception visé au paragraphe *a* de l'article 4.02 doit transmettre à la Commission au plus tard le 15 de chaque mois une liste des réceptions prévues pour le mois suivant avec une mention de la date de ces réceptions et désignation de chaque local dans lequel chacune de ces réceptions sera tenue. Dans ce cas, les réceptions peuvent être tenues dans tout local de l'université ou du campus universitaire indiqué sur une liste transmise au préalable à la Commission.

Ce permis est émis sous forme d'une autorisation écrite dont copie doit être affichée dans la salle où une réception a lieu.

To obtain a permit, a "snowmobile" club must have been recognized in accordance with the regulations made under the Transport Act (1972, ch. 55).

3.04 A club permit may, in addition to being used in the main establishment, be used in the dependencies of that club provided it is indicated by the Commission in the permit.

Reception permit

4.01 A reception permit is, in accordance with section 36 of the Act, an annual permit.

4.02 This permit may be granted by the Commission only in the following cases:

(a) for the purposes of receptions held in a university or on its campus for university purposes;

(b) to the holder of a bar permit who wishes:

(i) that group receptions including minors be held in a room in which a bar permit is in use, whether it be a wedding reception or any other reception;

(ii) that receptions be held in a room in his establishment in which no other permit is used;

(c) to the holder of a restaurant permit who wishes:

(i) that receptions during which alcoholic beverages are served or sold, without it being necessary to serve a meal, be held in a room intended for the use of such restaurant permit;

(ii) sell alcoholic beverages during the receptions contemplated in subparagraph *ii* of paragraph *b*.

4.03 The holder of a reception permit contemplated in paragraph *a* of section 4.02 must forward to the Commission not later than the 15th of each month a list of the receptions planned for the following month indicating the date of such receptions and the designation of the rooms in which each of these receptions will be held. In such case, the receptions may be held in any room of the university or university campus indicated on a list forwarded beforehand to the Commission.

This permit is issued in the form of a written authorization a copy of which must be posted up in the hall where the reception is held.

4.04 Dans le cas d'un permis de réceptions visé aux paragraphes *b* et *c* de l'article 4.02, chacune des réceptions doit être tenue en vertu d'un contrat écrit identifiant le groupe qui participe à une réception et spécifiant l'heure à laquelle la réception débute et se termine. Ce permis de réceptions ne peut toutefois être exploité en-dehors des heures permises en vertu du paragraphe *n* de l'article 72 de la Loi.

4.05 Un permis de réceptions ne peut être accordé ni exploité à l'encontre de règlements municipaux relatifs à la sécurité dans les édifices publics.

Permis de réunion

A) TENEUR DE LA DEMANDE DE PERMIS

5.01 Le requérant doit faire une demande motivée indiquant:

- a) le but de la réunion;
- b) la durée maximum de la réunion;
- c) le nombre d'invités prévus;
- d) la quantité requise de bière, vin et spiritueux;
- e) le prix d'admission à la réunion et, s'il s'agit d'une demande de permis de réunion pour vendre des boissons alcooliques, le prix de la bière, du vin, du cidre ou des spiritueux;
- f) les revenus et déboursés prévisibles et, s'il s'agit d'un permis de réunion pour vendre des boissons alcooliques, l'utilisation prévue des profits qui ne peuvent servir qu'à des fins charitables, sociales, éducationnelles, sportives ou politiques.

5.02 Le requérant d'un permis de réunion doit établir qu'il est propriétaire ou locataire de la salle où la réunion doit avoir lieu ou que la corporation, la société ou le club qu'il représente en est propriétaire ou locataire.

Le cas échéant, le requérant doit établir qu'il est spécialement autorisé à utiliser gratuitement une telle salle.

5.03 Toute demande de permis de réunion dûment complétée et accompagnée des documents requis doit être parvenue au Secrétaire général au moins dix jours avant la réunion. La Commission peut refuser d'étudier toute demande qui parvient après ce délai.

4.04 In the case of a reception permit contemplated in paragraphs *b* and *c* of section 4.02, each reception must be held in virtue of a written contract identifying the group that will attend the reception and specifying the hour when the reception will start and finish. This reception permit may not, however, be used outside the hours permitted under subparagraph *n* of section 72 of the Act.

4.05 A reception permit may not be granted or used contrary to the municipal by-laws relating to safety in public buildings.

Reunion permit

(A) FORM OF THE APPLICATION FOR A PERMIT

5.01 The applicant must make a justified application indicating:

- (a) the purpose of the reunion;
- (b) the maximum duration of the reunion;
- (c) the number of guests expected;
- (d) the quantity of beer, wine and spirits required;
- (e) the admission price for the reunion and, in the case of an application for a reunion permit to sell alcoholic beverages, the price of the beer, wine, cider or spirits;
- (f) the anticipated revenues and expenses and, in the case of a reunion permit to sell alcoholic beverages, the intended application of the profits which may be used only for charitable, social, educational, athletic or political purposes.

5.02 The applicant for a reunion permit must establish that he is the owner or lessee of the hall where the reunion is to be held or that the corporation, partnership or club which he represents is the owner or lessee thereof.

Where applicable, the applicant must establish that he is specially authorized to use such hall free of charge.

5.03 Every application for a reunion permit duly completed and accompanied by the required documents must be received by the secretary-general at least ten days before the reunion. The Commission may refuse to study any application which is received after that date.

B) PERMIS DE RÉUNION POUR VENDRE**(B) REUNION PERMIT TO SELL**

5.04 La Commission n'émet de permis de réunion pour « vendre » au nom d'une personne physique que pour le bénéfice d'un parti politique ou d'une corporation sans but lucratif qui poursuit un but charitable, sportif ou des fins d'éducation.

5.04 The Commission shall issue a reunion permit to "sell" in the name of a physical person only for the benefit of a political party or a non-profit corporation that pursues a charitable, athletic or educational goal.

Dans le cas d'un parti politique, aucun permis ne peut être émis pour une réunion au cours d'une élection dans laquelle un tel parti est impliqué. Lorsqu'il s'agit d'une élection partielle, le présent alinéa, en plus de s'appliquer au comté dans lequel une élection partielle a lieu, s'applique de plus à tous ses comtés limitrophes.

In the case of a political party, no permit may be issued for a reunion during an election in which that party is involved.

Au sens du présent article, une corporation sans but lucratif est une corporation constituée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271), de la Loi des clubs de récréation (Statuts refondus, 1964, chapitre 298) ou d'une loi spéciale et dont les revenus ne sont pas répartis entre les membres. Par exception, la Commission peut émettre des permis de réunion pour vendre dans ces cas qui ne sont pas visés par le présent article à l'occasion de compétitions sportives provinciales ou nationales reconnues par le Haut Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports ou des Jeux Olympiques 1976, pour exploitation dans les municipalités dans lesquelles sont tenues ces compétitions ou ces jeux.

In the case of a by-election, this paragraph, in addition to applying to the county in which a by-election is held, shall also apply to all counties adjacent thereto.

Within the meaning of this section, a non-profit corporation is a corporation incorporated under Part III of the Companies Act (R.S.Q., 1964, ch. 271), the Amusement Clubs Act (R.S.Q., 1964, ch. 298) or a special act, and whose revenues are not distributed among the members. By way of exception, the Commission may issue reunion permits to sell in cases not contemplated by this section during provincial or national sports competitions recognized by the High Commission On Youth, Recreation and Sport or the 1976 Olympic Games, for use in the municipalities in which these competitions or games are held.

L'alinéa précédent s'applique de plus à l'égard des festivals d'envergure provinciale, notamment le Carnaval d'hiver de Québec, le Carnaval de Chicoutimi, le Festival Western de Saint-Tite, le Festival d'été de Baie St-Paul, les Vingt-Quatre heures de La Tuque, la Traversée du Lac St-Jean, le Festival d'été de Québec et le Festival d'été de Longueuil.

The preceding paragraph shall also apply with respect to festivals on a provincial scale, in particular the Québec Winter Carnival, the Chicoutimi Carnival, the St. Tite Western Festival, the Baie St. Paul Summer Festival, the La Tuque 24-hours, the Lac St. Jean swim crossing the Québec Summer Festival and the Longueuil Summer Festival.

5.05 La Commission n'émet au plus, par année civile, que six « permis de réunion pour vendre » pour le bénéfice de la même corporation.

5.05 The Commission shall issue not more than six "reunion permits to sell" per calendar year for the benefit of the same corporation.

C) PERMIS DE RÉUNION POUR SERVIR**(C) REUNION PERMIT TO SERVE**

5.06 Les « permis de réunion pour servir » sont émis au nom d'une personne physique pour son propre compte ou pour le bénéfice d'une corporation.

5.06 "Reunion permits to serve" are issued in the name of a physical person for his own account or on behalf of a corporation.

5.07 La Commission n'émet au plus que douze « permis de réunion pour servir » au cours d'une même année civile à une même personne physique, que ces permis soient émis pour son propre compte ou pour le bénéfice d'une corporation. De plus, la Commission ne peut émettre plus de douze « permis de réunion pour servir » pour le bénéfice de la même corporation au cours d'une même année civile.

5.07 The Commission shall issue not more than twelve "reunion permits to serve" during the same calendar year to any one physical person, whether these permits are issued for his own account or on behalf of a corporation. In addition, the Commission shall not issue more than twelve "reunion permits to serve" for the benefit of any one corporation during the same calendar year.

Toute municipalité a l'autorisation générale de servir des boissons alcooliques à l'occasion de réunions pour

Every municipality shall have the general authorization to serve alcoholic beverages at meetings for muni-

des fins municipales lorsque de telles réunions sont tenues dans un hôtel de ville; les municipalités ne sont alors pas tenues de faire une demande de permis de réunion.

D) NOMBRE TOTAL DES PERMIS DE RÉUNION PAR ANNÉE

5.08 Sous réserve des articles 5.05 et 5.07, le nombre total des permis de réunion, qui sont émis au nom d'une même personne physique pour le bénéfice d'une corporation ou, le cas échéant, pour son propre compte, ne peut excéder douze par année civile. Le nombre total des permis de réunion émis pour le bénéfice de la même corporation ne peut excéder douze par année civile.

E) HEURES INDIQUÉES AU PERMIS

5.09 Un permis de réunion n'est valide qu'aux heures consécutives indiquées au permis.

Toutefois un même permis peut autoriser la vente de boissons alcooliques pendant des heures et des périodes non consécutives au cours d'un carnaval, d'une manifestation sportive d'envergure régionale ou provinciale ou au cours d'une exposition agricole, commerciale ou industrielle, sur les lieux d'une telle exposition.

Un permis dont l'exploitation est ainsi répartie entre divers jours ne constitue, aux fins des articles 5.05, 5.07 et 5.08, qu'un seul permis. Les droits doivent être toutefois versés comme si plusieurs permis couvrant chacune des heures consécutives au cours d'une même journée avaient été émis.

F) PUBLICITÉ

5.10 Ni le requérant ou le détenteur d'un permis de réunion ni la corporation à l'avantage de laquelle un tel permis est exploité ne doit faire de publicité dans les médias d'information tels que la presse, la radio, le cinéma ou la télévision indiquant expressément que des boissons alcooliques seront vendues ou servies au cours d'une réunion.

G) DISPOSITIONS GÉNÉRALES

5.11 Un permis de réunion ne peut être accordé ni exploité à l'encontre d'un règlement municipal concernant la sécurité dans les édifices publics ni à l'encontre des règlements adoptés en vertu de la Loi des loteries et courses (1969, chapitre 28).

5.12 Aucun permis de réunion ne peut être accordé pour être exploité:

a) dans un établissement dans lequel est déjà exploité un permis autre qu'un permis de réunion;

cipal purposes when such meetings are held in a city hall; the municipalities shall not then be bound to apply for a reunion permit.

(D) TOTAL NUMBER OF REUNION PERMITS PER YEAR

5.08 Subject to sections 5.05 and 5.07, the total number of reunion permits issued in the name of the same physical person on behalf of a corporation or, where applicable, for his own account, shall not exceed twelve per calendar year. The total number of reunion permits issued for the benefit of the same corporation shall not exceed twelve per calendar year.

(E) HOURS INDICATED IN THE PERMIT

5.09 A reunion permit shall be valid only for the consecutive hours indicated in the permit.

However, the same permit may authorize the sale of alcoholic beverages during non-consecutive hours and periods during a carnival, a sports event on a regional or provincial scale or during an agricultural, commercial or industrial exhibition, on the grounds of such exhibition.

A permit whose use is thus spread over various days shall constitute, for the purposes of section 5.05, 5.07 and 5.08, only one permit. The duties must, however, be paid as if several permits each covering consecutive hours during the same day had been issued.

(F) ADVERTISING

5.10 Neither the applicant, the holder of a reunion permit nor the corporation on behalf of which such permit is used shall explicitly state in its advertising in the news media such as in newspapers, on radio, in movies or on television that alcoholic beverages will be sold or served during the reunion.

(G) GENERAL PROVISIONS

5.11 A reunion permit shall not be granted nor used contrary to a municipal by-law concerning safety in public buildings nor contrary to the regulations made under the Lotteries and Races Act (1969, ch. 28).

5.12 No reunion permit shall be granted to be used:

(a) in an establishment where a permit other than a reunion permit is already in use;

b) dans une pièce d'un établissement ou dans un établissement faisant l'objet d'une demande de permis autre qu'un permis de réunion;

c) dans une pièce d'un établissement ou dans un établissement faisant l'objet d'une suspension ou d'une annulation de permis.

5.13 Sauf dans le cas d'un parti politique, un détenteur de permis de réunion doit produire à la Commission un compte rendu de l'utilisation des revenus provenant d'une réunion. La Commission peut refuser l'émission de tout permis subséquent tant que ce rapport n'a pas été produit.

5.14 Nonobstant l'article 3.03 du Règlement concernant la promotion de la vente des boissons alcooliques et la publicité sur les boissons alcooliques adopté en vertu de l'article 109 de la Loi par l'arrêté en conseil numéro 4617-74 en date du 18 décembre 1974, un détenteur de permis de réunion peut posséder ou servir de la bière qu'il n'a pas achetée directement d'un détenteur de permis d'épicerie dans les cas visés aux articles 5.15 et 5.16 du présent règlement ainsi que dans le cas où un permis de réunion est accordé pour une dégustation faite aux fins d'une étude de marché.

H) AUTORISATION SPÉCIALE

5.15 La Commission peut émettre un permis de réunion gratuit, sous forme d'autorisation écrite de servir des boissons alcooliques, à un diplomate ou à un consul qui désire, dans l'exécution de ses fonctions, servir des boissons alcooliques en dehors de la chancellerie ou de sa résidence pourvu que tout règlement à ce sujet de la Société des Alcools du Québec ait été observé.

5.16 La Commission peut accorder un permis pour servir à un fabricant de boissons alcooliques à l'occasion du lancement d'une nouvelle marque de boissons alcooliques.

Permis d'épicerie

6.01 Au sens du présent article, l'expression « denrées alimentaires » signifie tout produit qui sert à l'alimentation d'une personne; elle ne comprend toutefois pas les eaux gazeuses, la bière ni les bonbons.

Pour accorder un permis d'épicerie la Commission apprécie notamment:

a) l'importance de l'inventaire des denrées alimentaires dans l'établissement concerné, lequel ne peut être inférieur à environ \$2,000;

(b) in a room of an establishment or in an establishment which is the object of an application for a permit other than a reunion permit;

(c) in a room of an establishment or in an establishment which is the object of a permit suspension or cancellation.

5.13 Except in the case of a political party, the holder of a reunion permit must file with the Commission a report on the utilization of the revenues derived from a reunion. The Commission may refuse the issuance of any subsequent permit as long as such report has not been filed.

5.14 Notwithstanding section 3.03 of the Regulation respecting sales promotion of alcoholic beverages and advertising of alcoholic beverages made under section 109 of the Act by Order in Council 4617-74 dated 18 December 1974, the holder of a reunion permit may possess or serve beer that he has not purchased directly from the holder of a grocery permit in the cases contemplated in sections 5.15 and 5.16 of this Regulation and also in the case where a reunion permit is granted for a tasting competition organized for marketing research purposes.

(H) SPECIAL AUTHORIZATION

5.15 The Commission may issue a reunion permit free-of-charge, in the form of a written authorization to serve alcoholic beverages, to a diplomat or consul who wishes, in the performance of his duties, to serve alcoholic beverages outside the chancellery or his residence provided that every regulation of the Québec Liquor Corporation in that respect has been complied with.

5.16 The Commission may grant to a manufacturer of alcoholic beverages a permit to serve alcoholic beverages upon the launching of a new brand of alcoholic beverages.

Grocery permit

6.01 Within the meaning of this section, the word "foodstuffs" means every product used for the nourishment of a person; it does not include, however, soft drinks, beer or candies.

In granting a grocery permit, the Commission evaluates in particular:

(a) the size of the inventory of the foodstuffs in the establishment concerned, which may not be less than approximately \$2,000;

b) le chiffre des ventes hebdomadaires de denrées alimentaires, lequel ne peut être inférieur à environ \$400 par semaine;

c) l'importance relative des ventes de denrées alimentaires par rapport aux ventes de marchandises générales dans le même établissement: le montant provenant des ventes de denrées alimentaires devant représenter au moins 51% de l'ensemble des ventes. La Commission, pour apprécier cette importance relative, ne tient pas compte du montant provenant, le cas échéant, de la vente de bière;

d) la diversité des denrées alimentaires vendues dans l'établissement dans les trois variétés suivantes: fruits et légumes, épicerie, viande. Aucun permis d'épicerie ne doit toutefois être accordé pour être exploité dans un magasin dont le but principal est la vente de légumes ou de viande.

6.02 Aucun permis d'épicerie ne peut être exploité dans la même pièce que celle où un commerce de restaurant est opéré.

6.03 Lorsqu'une personne qui demande un permis d'épicerie exploite également un autre commerce, celui-ci ne peut être exploité dans le même local que l'épicerie; de plus, chacun des commerces doit faire l'objet d'une comptabilité distincte: tout montant provenant des ventes de chacun des commerces doit être facilement identifiable.

Le présent article ne vise toutefois pas à interdire la vente accessoire de marchandises générales dans une épicerie.

6.04 Lorsqu'un permis d'épicerie a été accordé avant l'entrée en vigueur du présent règlement, les paragraphes *b*, *c* et *d* de l'article 6.01 ne sont applicables à son détenteur qu'à compter du 1er mai 1976. De plus, jusqu'à cette date, un tel permis peut être transféré conformément à l'article 67 de la Loi nonobstant les paragraphes *b*, *c* et *d* de l'article 6.01. Dans ce dernier cas, un nouveau détenteur doit toutefois se conformer auxdits paragraphes à compter du 1er mai 1976.

Permis de poste de commerce

7.01 La Commission doit indiquer sur tout permis de poste de commerce le ou les endroits où son détenteur peut l'exploiter.

Ce permis autorise la vente de boissons alcooliques aux endroits indiqués par la Commission comme s'il s'agissait, dans l'un ou l'autre de ces endroits, de l'exploitation d'un permis de restaurant, de bar, de taverne, de brasserie, d'épicerie ou de club.

(b) the weekly turnover of foodstuffs, which may not be less than approximately \$400 per week;

(c) the relative volume of foodstuffs sales in relation to the sales of general merchandise in the same establishment: the amount derived from foodstuffs sales must represent at least 51% of the total sales. The Commission, in order to evaluate such relative volume shall not take into account the amount derived from, where applicable, the sale of beer;

(d) the diversity of foodstuffs sold in the establishment in the following three varieties: fruit and vegetables, groceries, meat. No grocery permit shall however, be granted to be used in a store whose main purpose is the sale of vegetables or meat.

6.02 No grocery permit may be used in the same room as that in which a restaurant business is operated.

6.03 Where a person who applies for a grocery permit also carries on another business, the latter shall not be operated in the same premises as the grocery store; in addition, each of the businesses must be the object of separate accounting: every amount resulting from sales in each of the businesses must be readily identifiable.

This section does not, however, prohibit the accessory sale of general merchandise in a grocery store.

6.04 Where a grocery permit has been granted prior to the coming into force of this Regulation, paragraphs *b*, *c* and *d* of section 6.01 shall apply to its holder only from 1 May 1976. Moreover, up to that date such permit may be transferred in accordance with section 67 of the Act, notwithstanding paragraph *b*, *c*, and *d* of section 6.01.

In the latter case, the new holder must however, comply with the said paragraphs from 1 May 1976.

Trading post permit

7.01 The Commission must indicate on every trading post permit the place (s) where its holder may use it.

Such permit shall authorize the sale of alcoholic beverages in the places indicated by the Commission as if it were, in any one of those places, the use of a restaurant permit, bar permit, tavern permit, public house or "pub" permit, grocery permit, or club permit.

Copie de ce permis doit être affichée dans chaque endroit où il est exploité.

Permis de pavillon de chasse ou de pêche

8.01 La Commission ne peut délivrer un permis de pavillon de chasse ou de pêche qu'à un requérant qui détient un permis de pourvoyeur de chasse et de pêche en vertu de l'article 61 de la Loi de la Conservation de la faune (1969, chapitre 58).

8.02 Un permis de pavillon de chasse ou de pêche est exploité dans le pavillon principal servant aux personnes qui logent dans l'établissement ou qui y séjournent.

Il peut toutefois être exploité dans toute autre bâtisse située sur le territoire de chasse ou de pêche concerné que la Commission indique au permis.

Permis de vendeur de cidre

9.01 Un permis de vendeur de cidre peut être accordé pour être exploité dans un magasin d'alimentation spécialisé dans la vente de certaines denrées alimentaires soit la vente de légumes, de viande, de fruits, de fromage, de produits alimentaires importés ou de produits de la ferme, ce magasin devant avoir une dimension d'au moins trois cent pieds carrés.

Il peut aussi être accordé pour être exploité dans un magasin d'alimentation qui est une épicerie au sens de la loi et du présent règlement ou qui fait partie d'une chaîne de magasins au sens de l'article 20a de la Loi.

Il peut aussi être accordé à un fabricant de cidre.

Permis de taverne ou de brasserie

10.01 Tout établissement dans lequel est exploité un permis de taverne ou un permis de brasserie doit être pourvu d'une enseigne extérieure indiquant clairement qu'il s'agit d'une taverne ou d'une brasserie.

10.02 Des repas peuvent être servis dans un établissement dans lequel est exploité un permis de taverne ou de brasserie à condition que le détenteur d'un tel permis soit aussi détenteur du permis approprié en vertu de la Loi de l'hôtellerie.

10.03 Conformément à l'article 17 de la Loi, un permis de brasserie ou de taverne peut, sur autorisation de la Commission, permettre la présentation d'œuvres musicales dans la pièce indiquée au permis mais non la présentation de spectacles.

A copy of such permit must be posted up in each place where it is in use.

Hunting and fishing lodge permit

8.01 The Commission shall only issue a hunting and fishing lodge permit to an applicant who holds a hunting and fishing outfitter licence pursuant to section 61 of the Wild-life Conservation Act (1969, c. 58).

8.02 A hunting and fishing lodge permit is used in the main lodge used by the persons who lodge at the establishment or stay therein.

It may, however, be used in any other building situated within the hunting or fishing territory concerned which is indicated by the Commission on the permit.

Cider seller's permit

9.01 A cider seller's permit may be granted to be used in a grocery store specialized in the sale of certain foodstuffs, namely, the sale of vegetables, meat, fruit, cheese, imported foodstuffs or farm products, and such store being at least three hundred square feet.

It may also be granted to be used in a grocery store which is a grocery within the meaning of the Act and this Regulation or which forms part of a chain of stores within the meaning of section 20a of the Act. It may also be granted to a cider manufacturer.

Tavern permit or public house or "pub" permit

10.01 Every establishment in which a tavern permit or a public house or "pub" permit is in use must be equipped with an exterior sign clearly indicating that it is a tavern or public house or "pub".

10.02 Meals may be served in an establishment where a tavern or a public house or "pub" permit is in use provided that the holder of such permit be also the holder of the appropriate permit under the Hotels Act.

10.03 In accordance with section 17 of the Act, a public house or "pub" permit or a tavern permit may, upon the authorization of the Commission, entitle the holder to provide music in the room indicated on the permit but not to stage shows.

10.04 On doit pouvoir accéder à la pièce qui sert à l'exploitation d'un permis de brasserie ou de taverne par une entrée particulière.

10.05 Lorsque la Commission permet l'exploitation d'un permis de brasserie ou de taverne en dehors de la pièce dans laquelle l'exploitation principale de ce permis doit être faite, elle doit l'indiquer au permis. Un tel endroit doit être situé à proximité de la pièce principale dans laquelle le permis est principalement exploité.

10.06 Il est défendu de permettre au public l'accès d'une taverne ou d'une brasserie les jours où l'exploitation d'un permis de taverne ou de brasserie est interdite par la loi, même s'il s'agit d'un établissement dans lequel on sert des repas.

Permis de restaurant

11.01 Lorsque la Commission permet l'exploitation d'un permis de restaurant en-dehors de la pièce dans laquelle l'exploitation principale de ce permis doit être faite, notamment dans ses dépendances ou aux abords d'une piscine ou sur une terrasse située à proximité, elle doit l'indiquer au permis.

11.02 L'établissement dans lequel un permis de restaurant est exploité doit être pourvu d'une cuisine ou d'une installation permettant d'y servir des aliments d'une quantité ou d'une variété suffisantes pour constituer le repas du midi ou du soir d'une personne.

11.03 Pour qu'un permis de restaurant autorise la présentation d'œuvres musicales ou la pratique de la danse, il est nécessaire que la Commission l'indique clairement au permis.

11.04 La surface de plancher réservée à la pratique de la danse doit être d'une superficie minimum de soixante-quatre pieds carrés.

Permis de bar

12.01 Lorsqu'il est nécessaire qu'un établissement soit situé dans un hôtel ou un motel pour que la Commission accorde un permis de bar en vertu de l'article 16 de la Loi, la Commission ne peut émettre un tel permis sans l'émission préalable d'un permis d'hôtel ou de motel en vertu de la Loi de l'hôtellerie.

12.02 L'article 11.03 s'applique « *mutatis mutandis* » à l'exploitation d'un permis de bar qui autorise la présentation de spectacles, la pratique de la danse ou ces deux activités.

10.04 The room which is used for the use of a public house or "pub" permit or tavern permit must be accessible through a special entrance.

10.05 When the Commission permits the use of a public house or "pub" permit or a tavern permit outside the room where the principal use of that permit must be made, it must so indicate on the permit. Such place must be situated near the principal room where the permit is principally used.

10.06 It is forbidden to permit access to a tavern or public house or "pub" to the public on the days where the use of a tavern permit or a public house or "pub" permit is prohibited by the Act, even in the case of an establishment where meals are served.

Restaurant permit

11.01 Where the Commission permits the use of a restaurant permit other than in the room where the principal use of that permit must be made, especially in its dependencies or at a swimming pool or on a terrace situated nearby, it must so indicate on the permit.

11.02 The establishment in which a restaurant permit is used must be equipped with a kitchen or facilities which permit the serving of food in a sufficient quantity or variety to constitute a person's lunch or dinner.

11.03 In order that a restaurant permit entitle the holder to provide music or allow dancing, it is necessary that the Commission so indicate clearly on the permit.

11.04 The floor area reserved for dancing must be at least sixty-four square feet.

Bar permit

12.01 Where it is necessary that an establishment be situated in a hotel or motel in order that the Commission may grant a bar permit pursuant to section 16 of the Act, the Commission shall not issue such permit without the prior issuance of a hotel or motel permit pursuant to the Hotels Act.

12.02 Section 11.03 applies *mutatis mutandis* to the use of a bar permit which authorizes the staging of shows, and allows dancing or both.

12.03 Lorsqu'un permis de bar est accordé pour être exploité dans un établissement par une personne qui doit aussi exploiter un permis de restaurant, ce permis de restaurant doit au moins être exploité aux heures habituelles des repas.

La Commission peut toutefois autoriser l'exploitation d'un tel permis de bar pendant toute période qu'elle détermine sans qu'un tel permis de restaurant soit exploité. Une telle autorisation n'est accordée que lorsqu'il est nécessaire de cesser l'exploitation d'un tel permis de restaurant pour des fins de réparation ou de modification de la pièce dans laquelle il est exploité.

12.04 La surface de plancher réservée soit à la danse, soit à la présentation de spectacles doit être d'une superficie minimum de cent pieds carrés. Le détenteur d'un permis doit fournir les services nécessaires à la pratique de la danse, notamment la musique.

12.05 Lorsqu'un permis autorise la pratique de la danse ou la présentation de spectacles ou les deux activités, le détenteur d'un permis doit veiller à ce que des spectacles soient offerts régulièrement aux clients ou, selon le cas, que ceux-ci puissent pratiquer la danse dans l'établissement en tout temps.

12.06 La Commission ne peut émettre un permis de bar pour exploitation dans une pièce dans laquelle un permis de restaurant est ou doit être exploité sauf si le requérant établit soit lors d'une audience publique, soit d'une entrevue, soit par écrit, que cette pièce servira à l'exploitation respective d'un permis de restaurant et d'un permis de bar à des heures différentes.

12.07 La Commission peut, sous réserve de l'article 13.06, permettre, dans le cas de l'exploitation d'un permis de bar dans un théâtre, un amphithéâtre ou une piste de course, que des boissons alcooliques soient consommés ailleurs que dans la seule pièce où est situé le comptoir de vente de boissons alcooliques, y compris dans les gradins ou sur le terrain réservé aux spectateurs s'il s'agit d'un amphithéâtre ou d'une piste de course.

12.08 Pour que, conformément à l'article 75 de la Loi, la Commission puisse autoriser l'exploitation d'un permis de bar dans une chambre d'hôtel au moyen d'un système en vertu duquel les clients se servent eux-mêmes:

a) l'hôtel concerné doit être un hôtel de trente chambres ou plus;

b) les prix des boissons alcooliques doivent être visiblement indiqués sur l'installation dans laquelle sont contenues les boissons alcooliques;

12.03 When a bar permit is granted to be used in an establishment by a person who must also use a restaurant permit, such restaurant permit must be used at least during usual meal hours.

The Commission may, however, authorize the use of such bar permit during any period which it determines without such restaurant permit being used. Such authorization is granted only when it is necessary to discontinue the use of such restaurant permit for purposes of repairs or modifications to the room where it is used.

12.04 The floor area reserved either for dancing or to stage shows must be at least one hundred square feet. The permit holder must provide the services required to allow dancing, in particular, music.

12.05 When a permit entitles its holder to allow dancing or to stage shows or both, the permit holder must ensure that shows are offered regularly to the patrons or, as the case may be, that the latter are allowed to dance in the establishment at all times.

12.06 The Commission shall not issue a bar permit for use in a room where a restaurant permit is or must be used except where the applicant establishes either at a public hearing, or at an interview, or in writing, that such room will serve for the respective use of a restaurant permit and a bar permit at different hours.

12.07 The Commission may, subject to section 13.06, permit, in the case of the use of a bar permit in a theatre, amphitheatre or at a race-track, that alcoholic beverages be consumed elsewhere than in the only room where the alcoholic beverages sales counter is located, including thereby the stepped rows of seats or the ground reserved for spectators in the case of an amphitheatre or race-track.

12.08 In order that, in accordance with section 75 of the Act, the Commission may authorize the use of a bar permit in a hotel room by means of a system by which patrons serve themselves:

(a) the hotel concerned must be a hotel having thirty rooms or more;

(b) the prices of alcoholic beverages must be conspicuously indicated on the installation which contains the alcoholic beverages;

c) cette installation doit avoir été au préalable approuvée par la Commission;

d) cette installation doit être fermée à clef et être mise à la disposition du locataire seulement après la location de la chambre. Aucune clef ne doit être mise à la disposition d'une personne mineure;

e) cette installation doit être munie d'un mécanisme permettant automatiquement sa fermeture.

Attendu qu'en vertu de l'article 75 de la Loi, un règlement peut soustraire à l'application de certains articles de la Loi, l'exploitation d'un permis de bar dans une chambre d'hôtel au moyen d'un système en vertu duquel les voyageurs se servent eux-mêmes, le paragraphe f de l'article 72 concernant les heures d'exploitation d'un permis de bar ne s'applique pas dans le cas visé par le présent article.

Section IV

RÈGLES GÉNÉRALES RELATIVES AUX PERMIS

13.01 L'établissement dans lequel un permis est exploité doit être conforme aux normes édictées en vertu de la Loi de l'Hôtellerie, s'il y a lieu, et aux dispositions des lois et règlements du Québec et des règlements municipaux concernant la sécurité dans les édifices publics, l'hygiène et la salubrité.

13.02 Le détenteur d'un permis de restaurant, de bar, de brasserie ou de taverne ne peut recevoir un plus grand nombre de personnes en même temps dans toute pièce dans laquelle un permis est exploité que celui déterminé par la Commission.

Pour déterminer ce nombre maximum de personnes, la Commission divise par 12 le nombre de pieds carrés représentant la superficie du plancher de la pièce dans laquelle un permis est exploité en soustrayant toutefois de cette superficie totale la superficie de toute partie du plancher occupée par un comptoir, un objet fixe, une tribune surélevée réservée à un orchestre ou une piste de danse.

La Commission n'est pas tenue toutefois d'appliquer le présent article à un permis de bar exploité dans un amphithéâtre, un théâtre, une gare, une aérogare ou une piste de course.

13.03 Il est défendu à un détenteur de permis de permettre la pratique de la danse, la présentation d'œuvres musicales ou la présentation de spectacles dans un établissement à moins que son permis ne l'y autorise. Ceci n'a pas toutefois pour effet d'empêcher la reproduction d'œuvres musicales par des moyens mécaniques ni l'usage d'une télévision ou radio.

(c) such installation must have been approved by the Commission prior thereto;

(d) the installation must be locked and made available to the tenant only once he has rented the room. No key must be made available to a person under the age of majority;

(e) such installation must be equipped with a mechanism which permits its automatic closing.

Whereas under section 75 of the Act, a regulation may withdraw from the application of certain sections of the Act the use of a bar permit in a hotel room by means of a system by which travellers serve themselves, paragraph f of section 72 respecting the hours during which a bar permit may be used shall not apply in the case contemplated by this section.

Division IV

GENERAL RULES RELATING TO PERMITS

13.01 The establishment in which a permit is used must comply with the standards enacted under the Hotels Act, where applicable, and with the provisions of the laws and regulations of the Province of Québec and with the municipal by-laws respecting safety in public buildings, hygiene and public health.

13.02 The holder of a restaurant permit, bar permit, or public house or "pub" permit or tavern permit shall not admit a greater number of persons at one time to any room where a permit is in use than that determined by the Commission.

To determine such maximum number of persons, the Commission shall divide by 12 the number of square feet of floor area of the room where a permit is in use, subtracting, however, from such total area the area of any part of the floor occupied by a counter, stationary object, platform reserved for an orchestra or a dance floor.

The Commission is not bound, however, to apply this section to a bar permit used in an amphitheatre, theatre, station, airport or at a race-track.

13.03 A permit holder shall not allow dancing, provide music or stage shows in an establishment unless his permit entitles him to so do. This shall not, however, prevent the reproduction of music by mechanical means or the use of a television or radio.

13.04 Toute entente suivant laquelle le service des repas dans un établissement est effectué par une autre personne que le détenteur d'un permis, avec partage des revenus entre cette personne et ce détenteur de permis, doit être au préalable approuvée par la Commission.

13.05 Un détenteur de permis doit veiller à ce que ses clients ne consomment des boissons alcooliques qu'à l'endroit dans lequel la Commission a déterminé qu'un permis peut être exploité.

13.06 La Commission peut, lorsqu'elle accorde une autorisation d'exploiter un permis en dehors d'une pièce en vertu de l'article 75 de la Loi, exiger que le contenant des boissons alcooliques vendues pour consommation en dehors de la pièce où un permis est principalement exploité soit fabriqué en carton, en plastique ou en toute autre matière incassable lorsque l'utilisation de contenants fabriqués d'une autre matière pourrait représenter un danger pour le public.

13.07 La Commission ne peut émettre une autorisation d'exploiter un permis de bar en dehors d'une pièce au même endroit que celui où un permis de restaurant est ou doit être exploité sauf si le requérant établit soit lors d'une audience publique, soit d'une entrevue, soit par écrit, que cet endroit servira à l'exploitation d'un permis de restaurant et d'un permis de bar à des heures différentes.

13.08 Nonobstant les dispositions du premier alinéa de l'article 86 de la Loi, une personne âgée de moins de dix-huit ans peut passer dans un endroit où un permis de bar est exploité en-dehors d'une pièce en vertu d'une autorisation visée à l'article 75 de la Loi, pour se rendre dans une pièce de l'établissement où la Loi n'interdit pas qu'elle soit admise.

Section V

RÈGLES DE PRATIQUE

Introduction des affaires

14.01 Une personne qui désire introduire une affaire devant la Commission doit le faire au moyen d'une demande écrite présentée ou transmise au Secrétaire général.

14.02 Toute procédure devant la Commission doit être accompagnée des documents prescrits par la Loi ou le présent règlement.

14.03 Une personne dont une demande est rejetée ne peut la renouveler avant l'expiration de six mois depuis

13.04 Every agreement under which meal service in an establishment is carried out by a person other than the permit-holder, with the sharing of revenues between such person and the permit-holder, must be approved by the Commission prior thereto.

13.05 A permit-holder must ensure that his patrons consume alcoholic beverages only in the place where the Commission has determined that a permit may be used.

13.06 In granting the authorization to use a permit outside a room pursuant to section 75 of the Act, the Commission may require that the container of the alcoholic beverages sold for consumption outside the room where a permit is principally used be made of cardboard, plastic or any other unbreakable material whenever the use of containers made of another material might represent a danger for the public.

13.07 The Commission shall not issue an authorization to use a bar permit outside a room at the same place as that where the restaurant permit is or must be used except where the applicant establishes either at a public hearing, or at an interview, or in writing, that such place will serve for the use of a restaurant permit and of a bar permit at different hours.

13.08 Notwithstanding the provisions of the first paragraph of section 86 of the Act, a person less than eighteen years of age may pass in a place where a bar permit is used outside a room pursuant to an authorization contemplated in section 75 of the Act, in order to make for a room of the establishment to which the Act does not prohibit his admission.

Division V

RULES OF PRACTICE

Matters brought before the Commission

14.01 A person who wishes to bring a matter before the Commission must do so by means of a written application submitted or forwarded to the secretary-general.

14.02 Every proceeding before the Commission must be accompanied by the documents prescribed by the Act or this Regulation.

14.03 A person whose application is refused may not re-apply prior to the expiry of six months from the date

la date de ce rejet, à moins qu'il ne se produise, dans l'intervalle, des faits nouveaux qui, s'ils avaient existé lors de la demande, auraient pu changer la décision de la Commission.

14.04 Sur réception d'une demande de permis, le Secrétaire général ouvre un dossier. Ce dossier doit être numéroté et contenir cette demande ainsi que tout autre document y afférent.

14.05 Une personne qui désire présenter une opposition dans une affaire devant la Commission doit faire une objection assermentée par écrit dans le délai de quinze jours prévu à l'article 43 de la Loi. L'opposition est réputée faite dans ce délai lorsqu'elle a été postée au Secrétaire général dans ce délai.

Si une objection est présentée par une corporation, une copie certifiée d'une résolution l'autorisant spécialement doit être jointe.

14.06 Lorsqu'une objection transmise au Secrétaire général n'a pas été retenue comme opposition parce qu'elle était tardive ou qu'elle comportait un vice de forme, la Commission, si elle juge nécessaire de ne rendre quand même sa décision qu'après audience publique, peut inviter à se faire entendre la personne qui avait transmis une telle objection.

Instruction des affaires

15.01 La Commission peut décider que plusieurs affaires introduites devant elle, qu'elles le soient ou non par le même requérant, soient instruites en même temps et décidées sur la même preuve ou que la preuve faite dans l'une serve dans l'autre. Elle peut décider également que l'une soit instruite la première, les autres demeurant suspendues jusque-là.

15.02 À la demande d'une partie ou de son procureur, la Commission peut, aux conditions qu'elle détermine, ajourner l'audition d'une affaire à une date fixe ou à la première date disponible. Dans ce dernier cas, le Secrétaire général doit transmettre de nouveaux avis de convocation.

15.03 Si à l'appel d'une affaire pour audition, le requérant ou une autre partie intéressée fait défaut de comparaître, la Commission peut procéder « *ex-parte* » ou ajourner l'audience publique à une date ultérieure de la façon prévue à l'article 15.02.

Audiences de la Commission

16.01 Les articles 293 à 296, 298 à 306, 308, 310 à 312, 314 à 316, 319, 320 et 323 du Code de procédure civile

of such refusal unless, in the meantime, facts occur which, had they existed at the time of the application, could have changed the Commission's decision.

14.04 Upon receipt of an application for a permit, the secretary-general shall open a file. Such file must be numbered and must contain the application as well as every other document relating thereto.

14.05 A person who wishes to file an opposition in a matter before the Commission must file a sworn objection in writing within the fifteen days prescribed in section 43 of the Act. The opposition shall be deemed to have been filed within such period when it has been mailed to the secretary-general within such period.

Where an objection is filed by a corporation, a certified copy of a resolution explicitly authorizing it must be annexed.

14.06 When an objection forwarded to the secretary-general has not been retained as an opposition because it arrived late or was faultily drafted, the Commission may, if it so deems necessary nevertheless to postpone its decision until after holding a public hearing, invite the person who forwarded such objection to be heard.

Hearings

15.01 The Commission may order that several matters brought before it, whether by the same applicant or not, be heard at the same time and decided upon the same proof or that the proof made in one serve in the other. It may also order that one matter be heard first and that the others remain suspended until then.

15.02 Upon the request of a party or his attorney, the Commission may, upon the conditions it determines, adjourn the hearing on a matter to a fixed date or to the first available date. In the latter case, the secretary-general must forward new notices of convocation.

15.03 If at the calling of a matter for hearing, the applicant or another interested party fails to appear, the Commission may proceed *ex-parte* or adjourn the public hearing to a later date in the manner set forth in section 15.02.

Hearings of the Commission

16.01 Articles 293 to 296, 298 to 306, 308, 310 to 312, 314 to 316, 319, 320 and 323 of the Code of Civil Pro-

s'appliquent « *mutatis mutandis* » dans le cas d'une convocation à la requête du procureur général en vertu de l'article 61 de la Loi.

Dans toute autre audience publique visée aux articles 48 ou 59 de la Loi, la Commission applique les règles relatives à l'audition des témoins qui lui permettent le mieux la connaissance et l'appréciation des faits, conformément à l'article 6 de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

16.02 À l'occasion d'une audience publique de la Commission, le Secrétaire général ou toute autre personne qu'il désigne à cette fin dresse un procès-verbal qui doit contenir le nom des parties, des procureurs, des témoins, la liste des pièces produites ainsi que toute décision rendue séance tenante.

16.03 Si lors d'une audience, il apparaît à la Commission qu'un avis de convocation contient une mention inexacte sans laquelle une affaire n'aurait pas été portée au rôle d'audience, la Commission peut rayer cette affaire du rôle, l'ajourner de la façon prévue à l'article 15.02 ou procéder immédiatement si cette dernière mesure est propre à assurer les fins de la justice.

Les droits

17.01 Aucun permis ne peut être délivré par la Commission et aucun renouvellement de permis ne peut être accordé à moins que les droits prescrits n'aient été payés au préalable.

Annulation d'un permis

18.01 La Commission peut, sans audience publique, annuler un permis à la demande écrite de son détenteur ou de son procureur.

Une personne physique qui détient un permis pour le bénéfice d'une corporation, d'une association coopérative, d'un club ou d'un syndicat coopératif, doit joindre à sa demande d'annulation une résolution de cette corporation ou association coopérative ou de ce club ou syndicat coopératif l'autorisant à faire une telle demande.

Une personne physique qui détient un permis pour le bénéfice d'une société doit joindre à sa demande d'annulation une déclaration des associés l'autorisant à faire une telle demande.

À défaut de la résolution ou de la déclaration visée par les deux alinéas précédents, la Commission tient une audition publique dans un délai de quinze jours de la demande d'annulation; la Commission fixe la date d'annulation du permis concerné dans l'ordonnance par laquelle elle décide de cette annulation.

cedure apply *mutatis mutandis* in the case of a convocation upon the request of the Attorney-General pursuant to section 61 of the Act.

In every other public hearing contemplated in section 48, or 59 of the Act, the Commission shall apply the rules respecting the examination of witnesses which allow of its learning and judging the facts as it thinks best, in accordance with section 6 of the Public Inquiry Commission Act (R.S.Q., 1964, ch. 11).

16.02 At a public hearing of the Commission, the secretary-general or any other person designated by him for such purpose shall draw up the minutes which must contain the name of the parties, attorneys, witnesses, the list of exhibits as well as every decision rendered during the sitting.

16.03 If at a hearing, the Commission considers that a notice of convocation contains an inaccurate reference without which the matter would not have been entered on the roll for hearing, the Commission may strike such matter from the roll, adjourn it in the manner prescribed in section 15.02 or proceed immediately if the latter measure is apt to ensure the purposes of justice.

Duties

17.01 No permit shall be issued by the Commission and no renewal of a permit shall be granted unless the prescribed duties have been paid prior thereto.

Permit cancellation

18.01 The Commission may, without a public hearing, cancel a permit upon the written request of its holder or his attorney.

A physical person who holds a permit on behalf of a corporation, cooperative association, club or cooperative syndicate, must annex to his request for cancellation a resolution of such corporation or cooperative association or club or cooperative syndicate authorizing him to make such request.

A physical person who holds a permit on behalf of a partnership must annex to his request for cancellation a declaration of the partners authorizing him to make such request.

In default of the resolution or declaration contemplated by the preceding two paragraphs, the Commission shall hold a public hearing within a period of fifteen days following the request for cancellation; the Commission shall fix the date of cancellation of the permit concerned in the order by which it decides on such cancellation.

Dispositions générales

19.01 Si la date fixée pour faire un acte tombe un samedi ou un jour non juridique, cet acte peut être fait valablement le premier jour juridique suivant.

19.02 Une demande de permis, de modification d'un permis ou d'autorisation prévue par la Loi doit être signée par le requérant ou, le cas échéant, le détenteur de permis.

19.03 Un désistement d'une demande doit être signé par le requérant ou son procureur.

19.04 Le Secrétaire général doit faire publier, conformément à l'article 43 de la Loi, un avis de toute demande de permis autre qu'un permis de réunion.

Il doit aussi faire publier de la même façon:

a) une demande visant l'augmentation, en raison de la transformation des lieux, du nombre de personnes que le détenteur d'un permis peut recevoir en même temps dans l'établissement qu'il exploite;

b) une demande concernant le changement d'emplacement de l'établissement dans lequel un permis est exploité;

c) une demande visant le changement de catégorie d'un permis pour transformer l'un pour l'autre des permis de restaurant, de brasserie ou de taverne;

d) une demande visant à ce qu'un permis détenu par une personne physique pour son propre compte soit désormais détenu par une personne physique pour le compte d'une société ou d'une corporation;

e) une demande visant, dans le cas d'un permis de restaurant, l'autorisation de présenter des oeuvres musicales ou de permettre la pratique de la danse ou, dans le cas d'un permis de bar, de permettre la pratique de la danse ou la présentation de spectacles ou, dans le cas d'un permis de brasserie ou de taverne, l'autorisation de présenter des oeuvres musicales;

f) une demande pour obtenir l'autorisation d'exploiter, conformément à l'article 75 de la Loi, un permis en dehors d'une pièce.

19.05 Le Secrétaire général peut s'abstenir de publier un avis dans le cas d'une demande visant:

a) le transfert d'un permis prévu par la Loi et le présent règlement;

General provisions

19.01 If the date fixed for doing a thing falls on a Saturday or non-judicial day, such thing may be validly done on the next following juridical day.

19.02 An application for a permit, for a modification to a permit or for an authorization prescribed by the Act must be signed by the applicant or, where applicable, the permit-holder.

19.03 The withdrawal of an application must be signed by the applicant or his attorney.

19.04 The secretary-general must cause to be published, in accordance with section 43 of the Act, a notice of every application for a permit except a reunion permit.

He must also cause to be published in the same manner:

(a) an application relative to the increase, due to the conversion of premises, of the number of persons whom the permit-holder may admit at one time to the establishment which he operates;

(b) an application relative to the change of location of the establishment where a permit is in use;

(c) an application relative to the change of class of a permit to convert any one of the restaurant, public house or "pub" or tavern permits to the other;

(d) an application requesting that the permit held by a physical person for his own account be henceforth held by a physical person on behalf of a partnership or corporation;

(e) an application relative to, in the case of a restaurant permit, the authorization to provide music or to allow dancing or, in the case of a bar permit, to allow dancing or to stage shows or, in the case of a public house or "pub" permit or tavern permit the authorization to provide music.

(f) an application to obtain the authorization to use a permit outside a room, in accordance with section 75 of the Act.

19.05 The secretary-general may not publish a notice in the case of an application relative to:

(a) the transfer of a permit provided by the Act and this Regulation;

- b) le remplacement de la personne physique au nom de laquelle un permis est émis pour le bénéfice d'une corporation, d'une société, d'un syndicat coopératif, d'une association coopérative, d'un club ou, le cas échéant, d'une association de pomiculteurs, cette exception étant prévue au quatrième alinéa de l'article 43 de la Loi;
- (b) the replacement of the physical person in whose name a permit is issued on behalf of a corporation, partnership, cooperative syndicate, cooperative association, club or where applicable, apple growers' association, as such exception is prescribed in the fourth paragraph of section 43 of the Act;
- c) l'autorisation de changer la pièce dans laquelle un permis est exploité à condition qu'elle n'entraîne pas une augmentation importante du nombre de personnes qui peuvent être reçues en même temps dans l'établissement concerné;
- (c) the authorization to change the room where a permit is used provided that it does not entail an important increase in the number of persons who may be admitted at one time to the establishment concerned;
- d) la diminution du nombre de personnes qu'un détenteur peut recevoir en même temps dans son établissement;
- (d) the decrease in the number of persons whom a permit-holder may admit at one time to his establishment;
- e) la modification d'un permis pour qu'une personne physique qui détient un permis pour son propre compte le détienne à l'avenir pour le bénéfice d'une corporation, à condition qu'elle en détienne elle-même 90% ou plus des actions;
- (e) the modification to a permit in order that a physical person who holds a permit for his own account may hold it in the future on behalf of a corporation, provided that such person holds 90% or more of the shares;
- f) la modification d'un permis pour qu'une personne physique qui détient un permis pour le bénéfice d'une corporation ou d'une société le détienne à l'avenir pour elle-même.
- (f) the modification to a permit in order that a physical person who holds a permit on behalf of a corporation or partnership may hold it in the future on his own behalf.

19.06 Lorsqu'une municipalité modifie le numéro de rue d'un établissement, la Commission corrige le permis qui est exploité dans cet établissement sur la simple production d'une lettre du secrétaire-trésorier ou greffier de ladite municipalité qui l'informe d'un tel changement.

19.06 When a municipality modifies the street number of an establishment, the Commission shall correct the permit which is used in such establishment upon the mere filing of a letter from the secretary-treasurer or clerk of the said municipality notifying it of such change.

19.07 La Commission ne peut modifier les heures d'exploitation d'un permis en vertu du troisième alinéa de l'article 72 de la Loi que lorsqu'une requête motivée lui a été présentée pour justifier une telle modification à l'égard d'un établissement dans lequel se tient une manifestation importante à l'occasion d'un festival d'envergure provinciale ou de compétitions sportives d'envergure provinciale.

19.07 The Commission may modify the hours during which a permit may be used pursuant to the third paragraph of section 72 of the Act only when a well-founded petition has been submitted to it to justify such modification relative to an establishment where a notable celebration is to be held during a festival or sports competitions on a provincial scale.

19.08 Pour les fins de l'application du paragraphe 18° de l'article 2 de la Loi, la Commission se reporte aux chiffres des populations indiqués dans le *Répertoire des municipalités* du Bureau de la statistique du Québec.

Elle peut toutefois accepter comme preuve les résultats d'un dénombrement fait par une municipalité et constaté par un écrit du secrétaire-trésorier ou du greffier de ladite municipalité, si ces statistiques sont postérieures aux renseignements contenus au *Répertoire* précité.

19.08 For the purposes of the application of paragraph 18 of section 2 of the Act, the Commission shall refer to the number of inhabitants indicated in the *Répertoire des municipalités* of the Québec Statistics Bureau. It may however accept as evidence the results of a census made by a municipality and certified in writing by the secretary-treasurer or clerk of the said municipality, where such statistics are subsequent to the information contained in the above mentioned *Répertoire*.

ANNEXE « A »

ÉCRIRE EN LETTRES MOULÉES

Concernant l'affaire					
Nom de famille			Nom et sobriquet		
Adresse — N ^o et rue		N ^o d'apt	C.P. ou R.R.	Ville (village, municipalité)	Comté
Numéros de téléphone		Date de naissance		Numéro d'assurance sociale	
Place d'affaires	Domicile	Jour	Mos	Année	
Si marié(e), nom de famille du (de la) conjoint(e)			Prénom du (de la) conjoint(e)		
Date de naissance		Nombre d'enfants		Si marié(e), sous quel régime matrimonial	
Jour	Mos	Année	(18 ans ou moins)	Communauté <input type="checkbox"/> Séparation <input type="checkbox"/>	
à charge				Date du mariage	
				Jour	Mos
				Année	
				Endroit du mariage	
Avez-vous déjà détenu un ou des permis pour la vente de boissons alcooliques ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>					
Si oui, donner catégorie du ou des permis			Durée		Endroit
			De _____ A _____		
Raison de l'abandon du commerce					
Vente <input type="checkbox"/> Faillite <input type="checkbox"/> Suspension de permis <input type="checkbox"/> Abandon des affaires <input type="checkbox"/> Annulation du permis <input type="checkbox"/>					
Une demande de permis de ventes de boissons alcooliques vous a-t-elle déjà été refusée ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>					
Si oui, quand _____ Localité _____					
Raison : _____					
Adresse domiciliaire des 5 dernières années :					
1. _____		4. _____			
2. _____		5. _____			
3. _____					
Emploi des 5 dernières années					
Année	Nom de l'employeur		Adresse		No de téléphone

Déclaration assermentée

Je soussigné (e), domicilié (e) au numéro _____ de la rue _____
dans la province de _____ déclare dûment assermenté (e) ce qui suit:

- Je connais personnellement les faits énoncés dans la demande qui précède que j'ai lue;
- toutes les déclarations qu'elle contient sont vraies à ma connaissance.

Et j'ai signé: _____

Assermenté devant moi à _____
dans le comté de _____
ce _____ jour d' _____ 19 _____
district de _____
signature _____

Commissaire à l'assermentation ou toute personne autorisée
par la loi à recevoir un serment

706-o

A.C. 3442-75, 30 juillet 1975
Règ. 75-401, 4 août 1975

LOI DES HEURES D'AFFAIRES
DES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX
(1969, ch. 60)

Rougemont — Endroit déclaré touristique

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité de Rougemont, comté de Rouville.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (1969, ch. 60), le Lieutenant-gouverneur en conseil peut pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits comme étant des endroits touristiques, soustrayant ainsi les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité de Rougemont, comté de Rouville, pour la période s'étendant du 1er juin 1975 au 1er décembre 1975, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la loi des heures d'affaires des établissements commerciaux;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du Commerce:

QUE SOIT déclaré endroit touristique, le territoire de la municipalité de Rougemont, comté de Rouville, pour la période s'étendant du 1er juin 1975 au 1er décembre 1975, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.

QUE le présent règlement soit publié dans la *Gazette Officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

820-o

O.C. 3442-75, 30 July 1975
Reg. 75-401, 4 August 1975

COMMERCIAL ESTABLISHMENTS
BUSINESS HOURS ACT
(1969, ch. 60)

Rougemont — Place declared tourist area

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the Municipality of Rougemont, county of Rouville.

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (1969, ch. 60), the Lieutenant-Governor in Council may, for the purposes of the said Act, declare certain places to be tourist areas, thereby exempting the commercial establishments located therein from the application of the said act;

WHEREBY it is deemed expedient to declare the territory of the Municipality of Rougemont, county of Rouville, to be a tourist area for the period extending from 1 June 1975 to 1 December 1975 for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the Municipality of Rougemont, county of Rouville, be declared a tourist area for the period extending from 1 June 1975 to 1 December 1975, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act.

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

820-o

A.C. 3449-75, 30 juillet 1975

Rég. 75-402, 4 août 1975

LOI DES DÉCRETS
DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143)**Bois ouvré — Province**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT l'extension juridique d'une convention collective de travail relative à l'industrie du bois ouvré dans le Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.), les parties contractantes mentionnées ci-dessous ont présenté au ministre du travail et de la main-d'oeuvre une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association provinciale de l'industrie du bois ouvré du Québec Inc.;

D'UNE PART, ET

La Centrale des syndicats démocratiques (secteur du bâtiment et bois);

D'AUTRE PART,

pour les employeurs, les artisans et les salariés des métiers et occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle du Québec* du 11 décembre 1974:

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et occupations visés et dans le champ d'application territorial indiqué dans ladite requête;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.).

1.00 Interprétation

Aux fins d'application du présent décret, les expressions suivantes désignent:

1.01 Chef d'équipe: salarié qui, de façon habituelle, dirige et surveille des salariés, tout en étant affecté lui-même à la production.**O.C. 3449-75, 30 July 1975**

Reg. 75-402, 4 August 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 143)**Woodworking — Province**

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the legal extension of a Collective Labour Agreement respecting the woodworking industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the contracting parties mentioned hereinbelow have petitioned the Minister of Labour and Manpower to render obligatory the collective labour agreement entered into:

ON THE ONE PART:

"L'Association provinciale de l'industrie du bois ouvré du Québec Inc."; and,

ON THE OTHER PART:

"La Centrale des syndicats démocratiques (secteur du bâtiment et bois)"

for the employers, artisans and employees of the trades and occupations concerned, and according to the conditions described in the *Québec Official Gazette* of December 11, 1974;

WHEREAS the provision of the said agreement have acquired preponderant significance and importance for the establishment of working conditions in the trades and occupations concerned and in the territorial jurisdiction in the said petition;

WHEREAS the objections brought forth have been duly considered pursuant to the Act;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the said petition be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.).

1.00 Interpretation

For the purposes of this decree, the following words and terms mean:

1.01 Shift leader: employee who regularly directs and supervises the work of other persons while doing production work himself.

1.02 Ébéniste: salarié qui, d'après les tracés de débitage, accomplit de façon habituelle tous les travaux de préparation, d'assemblage et de finition, en atelier, d'ouvrages visés par le champ d'application.

1.03 Ouvrier d'atelier classe A: salarié justifiant de 3 ans d'expérience qui fait la lecture des schémas, et qui, au moyen d'outils et de machines, prépare et assemble le bois et autres matériaux ou produits en éléments préfabriqués destinés aux bâtiments de tous genres.

1.04 Ouvrier d'atelier classe B: salarié qui, au moyen d'outils ou de machines, prépare et assemble le bois et autres matériaux ou produits en éléments préfabriqués destinés aux bâtiments de tous genres.

1.05 Conducteur de machines, classe A: tout salarié qui scie, rabots ou corroye le bois et qui règle, entretient, modèle les fers, scies ou couteaux de sa machine, ou en fait la mise au point.

1.06 Conducteur de machines, classe B: tout salarié qui scie, rabote ou corroie le bois.

1.07 Machiniste: salarié qui affûte les scies, entretient ou répare les machines ou l'outillage et qui fabrique, modèle ou affûte les couteaux de machines. Il est classifié de la façon suivante:

classe A: lorsqu'il justifie de 2 ans d'expérience;

classe B: lorsqu'il justifie d'un an d'expérience;

classe C: lorsqu'il justifie de moins d'un an d'expérience.

1.08 Mécanicien de machines fixes: le « mécanicien de machines fixes » défini dans la Loi des mécaniciens de machines fixes (S.R.Q. 1964, ch. 157) et ses modifications.

1.09 Gardien: salarié qui fait, en dehors des heures normales de production, la surveillance, le ménage, de menus travaux d'entretien ou le chauffage dans le cas d'installations non visées par la Loi des mécaniciens de machines fixes (S.R.Q. 1964, ch. 157) et ses modifications.

1.10 Expéditionnaire: tout salarié qui, essentiellement, livre ou reçoit des produits ou matériaux pour le compte de l'entreprise, il peut, occasionnellement, conduire un tracteur ou chariot élévateur.

1.11 Conducteur de chariot élévateur: salarié qui conduit et entretient les engins de manutention.

1.12 Peinture, classe A: salarié affecté à la préparation et à l'application de teinture, couleur, peinture, vernis, laque synthétique ou autre produit.

1.02 Cabinet maker: employee who, according to sawing marks, regularly does in the shop all preparatory and joinery work and finishing of joinery work subject to the jurisdiction.

1.03 Shop worker, Class A: employee, having 3 years of service who reads specifications and who uses tools and machines in order to prepare and join wood and other components or products made of prefabricated components intended for all types of buildings;

1.04 Shop worker, Class B: employee who uses tools and machines in order to prepare and join wood/and other components or products made of prefabricated components intended for all types of buildings;

1.05 Machine operator, Class A: any employee who saws, planes, trims wood and who adjusts, maintains, sets the irons, saws or blades of his machine or sets the machine.

1.06 Machine operator, Class "B": any employee who saws, planes or trims wood.

1.07 Machinist: employee who sharpens saws, maintains or repairs machines or equipment and who makes, designs and sharpens machine blades. He is classified as follows:

class A: when he has 2 years experience;

class B: when he has 1 year's experience;

class C: when he has less than 1 year's experience.

1.08 Stationary engineman: the "stationary engineman" defined in the Stationary Enginemen's Act (R.S.Q., 1964, ch. 157) and its amendments.

1.09 Watchman: employee who, outside of regular working hours, carries out any work such as watching, cleaning and minor maintenance work and heating in the case of heating installations which are not covered by the Stationary Enginemen's Act (R.S.Q., 1964, ch. 157) and its amendments.

1.10 Shipper/receiver: any employee who mainly sends and receives any product or materials on behalf of the enterprise: he may occasionally operate a tractor or lift truck;

1.11 Lift truck operator: employee who drives and maintains handling equipment.

1.12 Painter, Class A: employee assigned to the preparation and application of dyes, colours, paints, varnishes, synthetic shellac or other products.

1.13 Peintre, classe B: salarié qui applique des couches d'apprêt, de teinture ou de peinture.

1.14 Classeur de bois: salarié qui classe ou mesure le bois.

1.15 Vérificateur: salarié qui, au moyen d'outils, s'assure de la qualité et des normes de fabrication ou qui, au moyen d'outils, vérifie l'installation d'ouvrages de menuiserie.

1.16 Étudiant: salarié qui fréquente une maison d'éducation de façon habituelle et dont la durée d'emploi n'excède pas 13 semaines par année.

1.17 Salarié polyvalent: salarié qui effectue des travaux qui relèvent de plusieurs emplois sans que la durée du travail visé par chacun n'excède 20 heures au cours de la semaine.

1.18 Manoeuvre: salarié pour lequel aucun autre emploi n'est prévu dans la présente section.

2.00 Champ d'application

2.01 Territorial: Le champ d'application territorial du décret s'étend à tout le Québec.

2.02 Industriel: Le champ d'application industriel du décret s'étend aux travaux en atelier pour ce qui suit:

a) les travaux de menuiserie nécessaires pour la fabrication de portes et fenêtres de bois, de boiseries, de moulures ou d'accessoires en bois destinés aux bâtiments, ainsi que l'assemblage avec d'autres produits ou matériaux accessoires à leur fabrication;

b) la fabrication de meubles ou armoires de bois destinés à être fixés à demeure aux bâtiments de tous genres;

c) la fabrication de meubles ou armoires de bois d'après des plans et devis individuels pour un client en particulier, pourvu que ces objets ne soient pas destinés à la vente à plus d'un acheteur au détail.

2.03 Exclusions: Le décret ne s'applique pas à ce qui suit:

a) les articles ou ouvrages fabriqués par un manufacturier de bâtiments fixes ou mobiles lorsqu'ils sont incorporés aux bâtiments qu'il fabrique;

b) la préparation du bois en transit;

1.13 Painter, Class B: employee who applies primer, dye and paint.

1.14 Grader: employee who classifies or measures wood.

1.15 Checker: employee who uses tools for the purpose of checking the quality and standards of fabrication or for checking the installation of joinery work.

1.16 Student: employee who usually attends classes in an educational institution and who does not work more than 13 weeks during the same year.

1.17 Multi-skilled employee: employee who performs work included in many employments; the duration of the work in any such employment not to exceed 20 hours during the week.

1.18 General hand: employee for whom no other employment is provided for in this division.

2.00 Jurisdiction:

2.01 Territorial: The territorial jurisdiction of the decree covers the entire province of Québec.

2.02 Industrial: The industrial jurisdiction of the decree extends to the following work performed in shops:

(a) joinery operations necessary to the manufacture of wooden doors and windows, panelling, moulding or wooden accessories intended for buildings and the assembly with other products or materials accessory to their manufacture;

(b) the manufacture of furniture or wooden cupboards intended to be permanently affixed to all types of buildings;

(c) the manufacture of furniture or wooden cupboards according to individual plans and specifications for a specific client, provided these objects be not intended for sale to more than one retail buyer.

2.03 Exemptions: The decree does not cover the following:

(a) items or objects made by a manufacturer of stationary or mobile buildings when incorporated to the buildings be manufacturers;

(b) the dressing of wood in transit;

c) toute opération propre aux scieries et aux exploitations forestières;

d) le service de réparation après vente effectué par un détaillant pour son commerce;

e) les travaux de revêtement d'une fenêtre de bois lorsqu'ils ne sont pas exécutés par le fabricant de la fenêtre de bois. »

3.00 Durée du travail:

3.01 Sauf pour les gardien et mécanicien de machines fixes, la durée de la semaine normale de travail est de 42½ heures étalées sur 5 jours, du lundi au vendredi.

3.02 Sauf pour les gardien et mécanicien de machines fixes, la journée normale de travail est déterminée par l'employeur, sans que la durée permise n'excède 9½ heures consécutives.

3.03 Pour le mécanicien de machines fixes, la durée de la semaine normale de travail est de 48 heures étalées sur 6 jours de 8 heures consécutives, du lundi au samedi.

3.04 Pour le gardien, la durée de la semaine normale de travail est déterminée par l'employeur, sans que la durée permise n'excède 60 heures, étalées sur 6 jours d'une durée maximale de 10 heures consécutives chacun.

3.05 Le salarié de l'équipe de jour a droit, pour le repas, à une période sans paie d'une durée minimale d'une demi-heure et d'une durée maximale d'une heure.

3.06 Après avoir accompli une période de travail de 4 heures, le salarié de l'équipe de nuit a droit, pour le repas, à une période sans paie d'une durée minimale d'une demi-heure et d'une durée maximale d'une heure.

3.07 Lorsqu'un employeur adopte le régime de 3 équipes, la durée de la semaine normale de travail, sauf pour les gardien et mécanicien de machines fixes, est de 40 heures étalées sur 5 jours de 8 heures consécutives du lundi au vendredi. Lorsque le travail débute à 8 h le lundi pour la première équipe, il se termine à 8 h le samedi pour la 3e équipe.

3.08 Lorsque le régime de 3 équipes est en vigueur, le salarié a droit à une période de 30 minutes avec paie pour le repas.

3.09 Vers le milieu de chaque période de travail de 4 heures, le salarié a droit à une pause de 10 minutes avec paie.

(c) any operation that is particular to sawmills, planning mills and forestry operations;

(d) repair service after sale has been made to a retailer for commercial purposes.

(e) wooden window casement work when not performed by the manufacture of the same.

3.00 Hours of Work:

3.01 Except for watchmen and stationary enginemen, the regular workweek is 42½ hours scheduled over 5 days, from Monday to Friday.

3.02 Except for watchmen and stationary enginemen, the regular workday is set by the employer without the permitted duration exceeding 9½ consecutive hours.

3.03 For stationary enginemen, the regular workweek is 48 hours scheduled over 6 days of 8 consecutive hours, from Monday to Saturday.

3.04 For watchmen, the regular workweek is set by the employer without the permitted duration exceeding 60 hours, scheduled over 6 days of a maximum duration of 10 consecutive hours each.

3.05 During the day shift, the employee is entitled to a meal period without pay of a minimum duration of half an hour and a maximum duration of one hour.

3.06 After having worked for 4 hours, the night shift employee is entitled to a meal period without pay of a minimum duration of half an hour and a maximum duration of one hour.

3.07 When an employer adapts a system of 3 shifts, the regular workweek, except for watchmen and stationary enginemen, is 40 hours scheduled over 5 days of 8 consecutive hours from Monday to Friday. When work begins at 8:00 a.m. on Monday for the 1st shift, it ends at 8:00 a.m. on Saturday for the 3rd shift.

3.08 When the 3-shift system is in force, the employee is entitled to a 30-minute period with pay for his meal.

3.09 For each work period of 4 hours, the employee is entitled to a 10-minute rest period with pay in the middle of the period.

4. Classification des emplois:

4.01 La liste des emplois et les taux horaires minimaux correspondants sont les suivants:

Chef d'équipe	\$3.69
Ébéniste	3.59
Ouvrier d'atelier:	
Classe A	3.25
Classe B	3.06
Conducteur de machines à bois:	
Classe A	3.45
Classe B	3.06
Machiniste:	
Classe A	3.45
Classe B	3.00
Classe C	2.75
Mécanicien de machines fixes	3.30
Gardien	2.60
Expéditionnaire	3.45
Chauffeur de camion	3.50
Conducteur de chariot élévateur	3.30
Peintre:	
Classe A	3.45
Classe B	3.00
Classeur de bois	3.75
Vérificateur	3.25
Étudiant	2.60
Aide, manoeuvre	2.80
Salarié polyvalent	3.25

4.02 Tout salarié autre qu'un salarié polyvalent, affecté à un emploi qui entraîne un taux de salaire supérieur au sien, doit toucher ce taux supérieur pour toute la durée de l'affectation. Il ne doit subir aucune diminution de salaire, lorsqu'il est affecté, pour une période n'excédant pas 2 semaines consécutives, à un emploi qui entraîne un taux de salaire inférieur au sien.

4.03 Sauf pour le gardien, tout salarié doit toucher une prime de \$0.10 l'heure pour chaque heure normale effectuée entre 19 h et minuit et une prime de \$0.15 l'heure pour chaque heure normale effectuée entre minuit et 7 h.

4.04 Les heures effectuées en sus des heures de la journée ou de la semaine normales entraînent une majoration du taux horaire de 50%.

4.05 Les heures supplémentaires effectuées le dimanche ou un jour férié, chômé et payé, entraînent une majoration du taux horaire de 100%.

4.06 Lorsqu'un salarié est rappelé au travail après la fin de sa journée normale de travail, il doit toucher une

4.00 Job Classification:

4.01 Employee classifications and the corresponding minimum hourly rates are the following:

Shift leader	\$3.69
Cabinet maker	3.59
Shop worker:	
Class A	3.25
Class B	3.06
Machine operator:	
Class A	3.45
Class B	3.06
Machinist:	
Class A	3.45
Class B	3.00
Class C	2.75
Stationary engine man	3.30
Watchman	2.60
Shipper/receiver	3.45
Truck driver	3.50
Lift truck operator	3.30
Painter:	
Class A	3.45
Class B	3.00
Grader	3.75
Checker	3.25
Student	2.60
General helper, labourer	2.80
Multi-skilled employee	3.25

4.02 Any employee other than a multi-skilled employee, assigned to an employment which is paid higher than his regular employment, shall receive this higher rate for the complete duration of the assignment. His wage shall not be reduced when he is assigned, for a period not exceeding 2 consecutive weeks, to an employment which is paid less than his employment.

4.03 Except for the watchman, any employee shall receive a \$0.10 per hour premium for each regular hour worked between 7:00 p.m. and midnight and a \$0.15 per hour premium for each regular hour worked between midnight and 7:00 a.m.

4.04 Time and a half shall be paid for hours worked over and above the regular day or week.

4.05 Double time shall be paid for additional hours worked on Sundays or general holidays with pay.

4.06 When an employee is called back to work after the end of his regular workday, he shall receive call back

indemnité de déplacement égale à la moitié de son taux horaire. La rémunération pour cette période et l'indemnité de déplacement doivent évaluer au moins 4 fois le taux que touche le salarié pour une heure normale.

4.07 Tout salarié rappelé au travail avant le début de ses heures normales de travail est rémunéré à son taux horaire majoré de 50% jusqu'au début de ses heures normales de travail.

4.08 Le salarié victime d'un accident du travail qui nécessite une visite à l'hôpital ou chez le médecin, a droit au paiement de toutes les heures de sa journée normale, le jour de l'accident.

4.09 Dispositions spéciales relatives aux salaires: Malgré toute autre disposition de la présente section, l'employeur doit verser au salarié au moins la rémunération hebdomadaire minimale à laquelle un salarié a droit selon l'Ordonnance numéro 4, 1972 de la Commission du salaire minimum ou selon toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

5.00 Jours fériés, chômés et payés:

5.01 Les jours suivants sont des jours fériés, chômés et payés: le premier jour de l'An, le vendredi saint, la fête de la reine, le 24 juin, le 1er juillet, la fête du Travail, le jour d'Action de Grâce, le jour de Noël, le 26 décembre ainsi que la demi-journée qui précède le jour de Noël et la demi-journée qui précède le premier jour de l'An.

5.02 L'indemnité afférente à un jour férié est équivalente au taux horaire du salarié multiplié par le nombre d'heures de sa journée normale de travail et l'indemnité afférente à un demi-jour férié est équivalente à la moitié de la première.

5.03 Pour avoir droit à l'indemnité afférente à un jour férié, le salarié doit avoir travaillé durant la journée normale de travail qui précède le jour férié et durant celle qui le suit. Une absence permise par le décret ou autorisée par l'employeur durant l'un de ces jours, n'affecte pas le droit à l'indemnité afférente à un jour férié.

5.04 L'employeur lié par une convention collective particulière, peut observer des jours fériés autres que ceux prévus à l'article 5.01 pourvu qu'il en observe au moins 10. Dans un tel cas, l'employeur doit en aviser le comité paritaire.

6.00 Congés annuels payés:

6.01 La période de référence s'étend du 1er avril de l'année précédente au 31 mars de l'année en cours.

pay equal to half his hourly rate. The remuneration for this period and the call-back pay shall be equal to at least 4 times the rate received by the employee for one regular hour.

4.07 Any employee called back to work before the beginning of his standard working hours is paid at time and a half his hourly rate until the beginning of his standard working hours.

4.08 Any employee who is the victim of a work accident and is required to be absent in order to visit the doctor or the hospital is entitled to be paid for all the hours of his regular workday, on the day of the accident.

4.09 Special provision respecting wages: Notwithstanding any other provision of this division, the employee shall pay to the employee at least the minimum weekly wage to which an employee is entitled according to Ordinance No. 4, 1972 of the Minimum Wage Commission or to any further ordinance which could amend or replace it.

5.00 General Holidays with Pay:

5.01 The following days are general holidays with pay: New Year's Day, Good Friday, Queen's Birthday, June 24, July 1, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, December 26, as well as the half-day preceding Christmas Day and the half-day preceding New Year's Day.

5.02 The holiday pay is equal to the employee's hourly rate multiplied by the number of hours of his regular workday and the holiday pay for a half holiday is equal to half the regular holiday pay.

5.03 To be entitled to holiday pay the employee shall have worked the regular workday preceding and the regular workday following the holiday. Absence authorized by the decree or by the employer during one of these holidays does not change the entitlement to the holiday pay for a general holiday.

5.04 The employer bound by a defined collective agreement may celebrate holidays other than those mentioned in section 5.01 provided that he celebrates at least 10 of these holidays. In such a case, the employer shall inform the Parity Committee.

6.00 Annual Vacation with Pay:

6.01 The qualifying period extends from April 1 of the preceding year to March 31 of the current year.

6.02 Le salarié qui, le 1er avril, justifie de moins d'un an de service continu chez le même employeur, doit recevoir durant l'année, un congé payé continu d'un jour par mois de service, sans que la durée exigible du congé n'excède 2 semaines. L'indemnité afférente à ce congé est égale à 4% de la rémunération du salarié durant la période de référence.

6.03 Le salarié qui, le 1er avril, justifie d'un an de service continu chez le même employeur, doit recevoir durant l'année, un congé payé de 2 semaines continues. L'indemnité afférente à ce congé est égale à 4% de la rémunération du salarié durant la période de référence.

6.04 Le salarié qui, le 1er avril, justifie de 10 ans de service continu chez le même employeur, doit recevoir durant l'année, un congé payé de 3 semaines dont au moins 2 doivent être continues. L'indemnité afférente à ce congé est égale à 6% de la rémunération du salarié durant la période de référence.

6.05 Lorsque l'emploi d'un salarié prend fin, il doit toucher l'indemnité afférente aux congés payés acquis avant le 1er avril précédent, s'ils n'ont pas été pris, en plus de l'indemnité qui lui est due pour la période écoulée depuis cette date.

6.06 L'indemnité afférente aux congés payés doit être versée au salarié avant son départ en vacances.

6.07 Avant le 15 avril, l'employeur doit aviser tout salarié qui a droit à 2 semaines de congés payés ou plus, de la date à laquelle débutent ses 2 semaines consécutives de congé. Ces dernières doivent être accordées entre le 30 avril et le 1er novembre, à moins qu'un salarié ne fasse la demande expresse à son employeur de les lui accorder à une autre date, convenue avec ce dernier.

6.08 Malgré toute autre disposition du décret, l'employeur doit accorder à tout salarié des conditions au moins égales à celles prévues dans l'Ordonnance numéro 3, 1972 de la Commission du salaire minimum ou dans toute ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

7.00 Paiement du salaire:

7.01 Le salaire doit être versé en entier au plus tard le jeudi suivant la période de paie.

7.02 Le bulletin de paie doit contenir les mentions suivantes:

a) le nom de l'employeur;

6.02 The employee who, on April 1, has less than one year's continuous service with the same employer shall receive during the year a continuous vacation with pay of 1 day for each month's service without the exigible duration of the vacation exceeding 2 weeks. The vacation pay is equal to 4% of the employee's wage during the qualifying period.

6.03 The employee who, on April 1, has one year's continuous service with the same employer shall receive during the year a vacation with pay of 2 continuous weeks. The vacation pay is equal to 4% of the employee's wage during the qualifying period.

6.04 The employee who, on April 1, has 10 years' continuous service with the same employer shall receive during the year 3 weeks' vacation with pay of which at least 2 weeks shall be continuous. The vacation pay is equal to 6% of the employee's wage during the qualifying period.

6.05 When an employee's employment is terminated, he shall receive vacation pay acquired before the preceding April 1, if not taken, and also any vacation pay due to him for the period elapsed since this date.

6.06 The vacation pay shall be paid to the employee before he leaves on vacation.

6.07 Before April 15, the employer shall inform any employee who is entitled to 2 weeks' paid vacation or more of the date on which his 2 consecutive weeks of vacation begin. This vacation shall be granted between April 30 and November 1, unless the employee has asked the employer to grant him his vacation at another date.

6.08 Notwithstanding any other provision of the decree, the employer shall grant any employee conditions at least equal to those provided for in Ordinance No. 3, 1972 of the Minimum Wage Commission or in any further ordinance which could amend or replace it.

7.00 Payment of Wages:

7.01 Wages shall be paid completely on the Thursday following the pay period at the latest.

7.02 The earnings statement shall have the following particulars:

(a) the employer's name;

b) les nom et prénom du salarié;	(b) the employee's full name;
c) l'emploi du salarié;	(c) the employee's employment;
d) la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;	(d) the date of payment and the corresponding work period;
e) le nombre d'heures normales;	(e) the number of standard hours;
f) le nombre d'heures à taux majoré de 50%;	(f) hours paid at time and a half;
g) le nombre d'heures à taux majoré de 100%	(g) hours paid at double time;
h) le taux horaire du salarié;	(h) the employee's hourly rate;
i) la nature et le montant des retenues opérées;	(i) the nature and amount of deductions made;
j) le montant du salaire brut;	(j) the amount of gross wages;
k) le montant du salaire net.	(k) the amount of take-home pay.

8.00 Congé de deuil:

8.01 Lors du décès de son conjoint, de son enfant, de son père ou de sa mère, tout salarié a droit à un congé de 3 jours consécutifs. Chaque jour d'ouverture compris dans ces 3 jours entraîne une indemnité égale au taux horaire du salarié multiplié par le nombre d'heures de sa journée normale de travail.

8.02 Lors du décès d'un frère ou d'une soeur, le salarié a droit à un jour de congé avec paie, le jour des funérailles, si elles ont lieu durant un jour faisant partie de sa semaine normale de travail.

9.00 Durée

9.01 Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1976. Par la suite, il se renouvelle automatiquement d'année en année, à moins que l'une des parties contractantes ne s'y oppose et en avise par écrit le ministre du travail et de la main-d'oeuvre et toute autre partie contractante au cours du mois de février de l'année 1976 ou de toute année subséquente.

8.00 Bereavement Leave:

8.01 On the death of his spouse, child, father or mother, any employee is entitled to 3 consecutive days' leave. Each working day included in these 3 days shall be paid at the employee's hourly rate multiplied by the number of hours of his regular workday.

8.02 On the death of a brother or sister, the employee is entitled to one day's leave with pay (the funeral day), if it occurs on a day included in his regular workweek.

9.00 Term of the Decree:

9.01 The decree remains in force until March 31, 1976. It then renews itself automatically from year to year thereafter, unless one of the contracting parties is opposed and gives a written notice to the Minister of Labour and Manpower and to any other contracting party during the month of February of 1976 or of any subsequent year.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

A.C. 3450-75, 30 juillet 1975
Règ. 75-403, 4 août 1975

**LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION
 COLLECTIVE**
 (S.R.Q., 1964, ch. 143)

Cercueils, Province — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication des cercueils dans la province.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication des cercueils dans la province, rendue obligatoire pour le décret 101 du 31 janvier 1957 et amendements, ont présenté au ministre du travail et de la main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 28 mai 1975;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le décret 101 soit modifié de la façon suivante:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

- 1. **Champ d'application territorial:** Le champ d'application territorial du présent décret s'étend à tout le Québec. »

2. Les paragraphes *a* et *b* de l'article III sont remplacés par les suivants:

« III. **Taux minimaux de salaires**

a-1) Les taux minimaux de salaires des salariés, y compris les salariés du sexe féminin, travaillant à la fabrication des cercueils, définie dans le champ d'application industriel du présent décret, de même que ceux des chauffeurs de chaudières, des gardiens-chauffeurs de chaudières, des conducteurs de machines fixes, des gardiens, des préposés à l'expédition, des préposés au transport, à l'entretien ou à la réparation des machines, des immeubles, sont les suivants:

a-2) Salaire horaire moyen de l'atelier:

À compter du jour de la publication du présent décret dans la *Gazette officielle du Québec*, le salaire horaire moyen doit être d'au moins \$3.25.

O.C. 3450-75, 30 July 1975
Reg. 75-403, 4 August 1975

**COLLECTIVE AGREEMENT
 DECREES ACT**
 (R.S.Q., 1964, ch. 143)

Casket Manufacturing, Province — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Casket Manufacturing in the Province.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Manufacturing of Caskets in the Province, rendered obligatory by Decree No 101 of January 31, 1957 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of May 28, 1975;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree No. 101 be amended as follows:

1. Section 1 is replaced by the following:

“1. **Territorial jurisdiction:** The territorial jurisdiction of this decree applies to the entire province of Québec.”

2. Subsections *a* and *b* of section III are replaced by the following:

“III. **Minimum Wage Rates:**

(a-1) Minimum wage rates for male and female employees engaged in the manufacturing of caskets, as defined in the industrial jurisdiction of this decree, as well as those of boiler firemen, watchmen-firemen, stationary enginemen, watchmen and men whose work is concerned with the shipping, transportation, maintenance and repair of machines and buildings, are as follows:

(a-2) Plant Average Hourly Wage Rate:

As of the date of publication of this decree in the *Québec Official Gazette*, the average hourly wage rate shall be at least \$3.25.

Pour établir le salaire horaire moyen de l'atelier, on divise le montant global des salaires gagnés par tous les salariés que vise le présent décret par le chiffre total des heures de travail effectuées.

Cependant, il faut exclure du montant global des salaires gagnés les montants versés à titre de majoration pour heures supplémentaires, de même que les salaires touchés par les personnes qui occupent un emploi de contremaître ou un poste supérieur à celui de contremaître.

b) Taux de salaires minimaux :

L'échelle minimale des salaires horaires pour tous les salariés, sans tenir compte des majorations pour heures supplémentaires, doit être en tout temps au moins \$0.10 supérieur au taux horaire prévu pour les salariés ayant plus de 18 ans pour les heures normales prescrites par l'Ordonnance numéro 4, 1972 de la Commission du salaire minimum et amendements ou dans toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer. »

3. Les paragraphes *d* et *e* de l'article V sont remplacés par les suivants :

«*d*) La semaine normale de travail des préposés à l'entretien et à la réparation ne doit pas dépasser 45 heures.

La journée normale de travail ne doit pas dépasser 9 heures par jour du lundi au samedi, sans restriction quant à l'heure du commencement et de la cessation du travail. Tout travail exécuté en dehors des heures normales mentionnées dans le présent paragraphe doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 50%.

e) La semaine normale de travail des gardiens, des chauffeurs de camions, des chauffeurs de chaudières et des mécaniciens de machines fixes ne doit pas dépasser 45 heures par semaine, sans autre restriction.

Tout travail exécuté après 45 heures doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 50%. »

4. Les paragraphes *a* et *e* de l'article VI sont remplacés par les suivants :

« VI. Jours fériés et payés :

a) Tout salarié qui justifie d'au moins 60 jours de travail chez son employeur a droit aux jours fériés et payés qui suivent :

Le premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, le lundi de Pâques, la Confédération, la fête du Travail, le jour de Noël et le 26 décembre.

Ces fêtes sont payées peu importe qu'elles tombent un jour de travail ou non.

To calculate the plant average wage, the total earnings of all employees governed by this decree are divided by the total hours worked.

However, overtime increases and wages received by any person holding a position as foreman or in a higher category than that of the foreman are to be excluded from total earnings.

(b) Minimum Wage Rates:

The minimum hourly wage scale for all employees, excluding overtime increases for overtime hours, shall be at least \$0.10 above the hourly rate provided for employees 18 years of age or over for regular hours prescribed by Ordinance No. 4, 1972 of the Minimum Wage Commission and amendments or by any further ordinance which could amend or replace it."

3. Subsections *d* and *e* of section V are replaced by the following:

“(d) The regular workweek for employees whose work is concerned with maintenance and repairs shall not exceed 45 hours.

The regular workday shall not exceed 9 hours per day from Monday to Saturday without restriction as to the starting and stopping time. Time and a half shall be paid for all work performed over and above the standard hours mentioned in this subsection.

(e) The regular workweek for watchmen, truck drivers, boiler foremen and stationary enginemen shall not exceed 45 hours per week, with no other restriction.

Time and a half shall be paid for any work performed over and above 45 hours.”

4. Subsections *a* and *e* of section VI are replaced by the following:

“VI. Holidays with pay:

(a) Any employee who has at least 60 days of work with his employer is entitled to the following holidays with pay:

New Year's Day, January 2, St. John the Baptist Day, Easter Monday, Canada Day, Labour Day, Christmas and December 26.

These holidays are paid irrespective of whether they fall on a working day or not.

e) Toutefois, un employeur peut choisir une liste de 8 jours fériés et payés autre que celle prévue au paragraphe a du présent article pour autant qu'il la soumette au préalable par écrit au comité paritaire. »

5. Les sous-paragraphes 1, 2, 3, et 4 du paragraphe a de l'article X sont remplacés par les suivants:

« X. Congé payé annuel:

a) Droit au congé: tout salarié a droit:

1) S'il n'a pas 1 année de service continu chez son employeur à un congé payé annuel continu dont la durée est déterminée à raison de 1 jour par mois de travail sans que la durée totale du congé exigible excède 2 semaines.

L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% du salaire brut gagné par le salarié au cours de la période de référence.

2) S'il a 1 année ou plus mais moins de 5 années de service continu chez son employeur, à un congé payé annuel continu de 2 semaines.

L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% du salaire brut gagné par le salarié au cours de la période de référence.

3) S'il a 5 années ou plus mais moins de 10 années de service continu chez son employeur à un congé payé annuel continu de 2 semaines.

L'indemnité afférente au congé est égale à 5% du salaire brut gagné par le salarié au cours de la période de référence.

4) S'il a 10 années ou plus mais moins de 15 années de service continu chez son employeur, à un congé payé annuel continu de 3 semaines.

L'indemnité afférente audit congé est égale à 6% du salaire brut gagné par le salarié au cours de la période de référence.

5) S'il a 15 années ou plus de service continu chez son employeur, à un congé annuel continu de 3 semaines.

L'indemnité afférente audit congé est de 7% du salaire brut gagné par le salarié au cours de la période de référence.

6) **Congé obligatoire:** Il est interdit à un employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé payé annuel prescrit aux sous-paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5, sauf dans le cas de la 3^e semaine, s'il y a entente entre l'employeur et l'intéressé. »

(e) However, an employer may choose a list of 8 holidays with pay other than that provided for in subsection a of this section, provided he submits such new list in writing to the Joint Committee."

5. Items 1, 2, 3 and 4 of subsection a of section X shall be replaced by the following:

"X. Annual Vacation with Pay:

(a) Vacation entitlement: Every employee is entitled to:

(1) One day's vacation with pay annually for each month worked to a maximum of 2 weeks if he has less than one year's continuous service with his employer.

The vacation pay is equal to 4% of the gross wages earned by the employee during the qualifying period.

(2) Two weeks' continuous vacation annually if he has one year but less than four years' continuous service with his employer.

The vacation pay is equal to 4% of the gross wages earned by the employee during the qualifying period.

(3) Two weeks' continuous vacation annually if he has five or more years but less than two years' continuous service with his employer.

The vacation pay is equal to 5% of the gross wages earned by the employee during the qualifying period.

(4) Three weeks' continuous vacation annually if he has ten or more years but less than fifteen years' continuous service with his employer.

The vacation pay is equal to 6% of the gross wages earned by the employee during the qualifying period.

(5) Three weeks' continuous vacation annually if he has fifteen or more years' continuous service with his employer.

The vacation pay is equal to 7% of the gross wages earned by the employee during the qualifying period.

(6) **Compulsory vacation:** An employer is forbidden to replace by a monetary compensation the annual vacation with pay prescribed in items 1, 2, 3, 4 and 5, except in the case of the 3rd week and only after agreement between the employer and the employee concerned."

6. L'article XI est remplacé par le suivant:

« XI. Durée du décret

Le décret entre en vigueur à compter de la 1ère période de paie suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1975. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins qu'un groupe prépondérant des parties contractantes patronales ou ouvrières ne donne aux autres parties un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de 60 jours ni de moins de 30 jours avant le 1er janvier de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du travail. »

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

815-o

6. Section XI is replaced by the following:

“XI. Term of the Decree

The decree comes into force with the first complete pay period following the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and remains in force until December 31, 1975. It is then automatically renewed from year to year thereafter unless a preponderant number of the contracting parties of the first or second part notify the other parties in writing to the contrary, within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before January 1st of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour.”

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

815-o

A.C. 3465-75, 30 juillet 1975
Règ. 75-404, 4 août 1975

LOI DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE
DE QUÉBEC
(1969, ch. 83)

Autobus Vanier Ltée — annulation de charte

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'annulation de la charte de « Autobus Vanier Ltée ».

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des Affaires municipales, ce qui suit:

La charte de « Autobus Vanier Ltée » est annulée et ses biens, droits et obligations sont dévolus à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, le tout conformément aux dispositions de l'article 234 du chapitre 83 des lois de 1969, tel qu'amendé par l'article 42 du chapitre 88 des lois de 1971 (Loi de la Communauté urbaine de Québec).

Le présent arrêté a effet à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

819-o

O.C. 3465-75, 30 July 1975
Reg. 75-404, 4 August 1975

QUEBEC URBAN
COMMUNITY ACT
(1969, ch. 83)

Autobus Vanier Ltée — cancellation of charter

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the cancellation of the charter of "Autobus Vanier Ltée".

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Municipal Affairs, that:

The charter of "Autobus Vanier Ltée" be cancelled and its property, rights and obligations devolve upon the Québec Urban Community Transit Commission, the whole in accordance with the provisions of section 234 of chapter 83 of the Statutes of 1969, as amended by section 42 of chapter 88 of the Statutes of 1971 (Québec Urban Community Act).

This Order shall take effect upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

819-o

A.C. 3473-75, 31 juillet 1975
Règ. 75-405, 4 août 1975

LOI DE L'EXÉCUTIF
 (S.R.Q., 1964, ch. 90)

Attributions du Solliciteur général.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certaines attributions particulières du
 Solliciteur général.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier ministre:

QU'en vertu des articles 5 et 7 de la Loi de l'exécutif (S.R.Q., 1964, ch. 9), le Solliciteur général, monsieur Fernand Lalonde, se voit confier, au ministère de la Justice, les fonctions du ministre de la Justice, en cette qualité ou en celle de Procureur général, relativement aux affaires policières et aux poursuites criminelles en général et, de façon spécifique mais non limitative, relativement à la Sûreté du Québec, à la Direction générale de la sécurité publique, y compris le Service de sécurité, à l'Institut de police du Québec, à la Direction générale des affaires criminelles, y compris le Service du contentieux criminel, le Service des fraudes et faillites frauduleuses, l'Institut de médecine légale et de police scientifique, les coroners et commissaires aux incendies et les substituts du Procureur général de même que relativement à la Commission de police du Québec;

QUE les services mentionnés à l'alinéa précédent, qui sont sous le contrôle du ministre de la Justice, en cette qualité ou en celle de Procureur général, soient transférés sous le contrôle du Solliciteur général;

QUE le Solliciteur général exerce les mêmes pouvoirs et remplisse les mêmes devoirs relativement à ces fonctions ou services que le ministre qui en avait précédemment le contrôle et la responsabilité;

QUE les dispositions des articles 5, 9, 10, 12, 13, 14, 16 et 17 de la Loi du ministère de la Justice (1965, ch. 16, Sess. 1), relatives au sous-ministre de la Justice, continuent de s'appliquer à l'égard de ces fonctions et services;

QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
 GUY COULOMBE.

O.C. 3473-75, 31 July 1975
Reg. 75-405, 4 August 1975

EXECUTIVE POWER ACT
 (R.S.Q., 1964, ch. 9)

Functions of the Solicitor-General.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain particular functions of the Solicitor-General.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT, pursuant to sections 5 and 7 of the Executive Power Act (R.S.Q., 1964, ch. 9), the Solicitor-General, Mr. Fernand Lalonde, be entrusted, at the Department of Justice, with the functions of the Minister of Justice, in that capacity or in that of Attorney-General, with respect to police matters and criminal proceedings in general and, in a specific but not restrictive manner, with respect to the Québec Police Force, the Public Security Branch, including the Security Section, the Québec Police Institute, the Criminal Affairs Branch, including the Criminal Law Section, the Fraud and Fraudulent Bankruptcy Branch, the Medico-legal and Scientific Police Institute, the coroners and fire commissioners and the Attorney-General's Prosecutors and also with respect to the Québec Police Commission;

THAT the services referred to in the preceding paragraph, which are under the control of the Minister of Justice, in that capacity or in that of Attorney-General, be transferred to the control of the Solicitor-General;

THAT the Solicitor-General have, with respect to the said duties or branches, the same powers and perform the same duties as the preceding Minister who had control thereof and responsibility therefor;

THAT the provisions of sections 5, 9, 10, 12, 13, 14, 16 and 17 of the Justice Department Act (1965, 1st Session, ch. 16), with respect to the Deputy Minister of Justice, continue to apply in respect of such duties and branches;

THAT this Order in Council be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

A.C. 3505-75, 31 juillet 1975
Règ. 75-406, 4 août 1975

LOI DES DÉCRETS
DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, ch. 143)

Matériaux de construction (marbre) — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à la Section VII (industrie du marbre) du décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la Section VII (Industrie du marbre) du décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret 2203 du 6 décembre 1960 et amendements, ont présenté au ministre du travail et de la main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 28 mai 1975;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le décret 2203 soit modifié de la façon suivante:

Le nouvel article II-A suivant est ajouté:

« II-A. Montant additionnel:

Un montant additionnel de \$0.65 l'heure doit être accordé à tout salarié dont la classification d'emploi apparaît à l'article II. Ce montant additionnel n'entre pas dans le calcul de l'indemnité de congés prévue à l'article VII (**Congés annuels payés**). »

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

815-o

O.C. 3505-75, 31 July 1975
Reg. 75-406, 4 August 1975

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 143)

Building materials (Marble Industry) — amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING and amendment to Section VII (Marble Industry) of the decree for the building materials industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Section VII (Marble Industry) of the decree for the building materials industry in the province of Québec, rendered obligatory by Decree No. 2203 of December 6, 1960 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendment to the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Québec Official Gazette* of May 28, 1975;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree No. 2203 be amended as follows:

The following new section II-A is added:

“II-A. Additional Amount:

An additional amount of \$0.65 per hour must be granted to all employees whose job classification appears in section II. However, this amount shall not serve for purposes of calculating the vacation pay provided for in section VII (**Annual Vacation with Pay**).”

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

815-o

A.C. 3506-75, 31 juillet 1975
Règ. 75-407, 4 août 1975

LOI DES DÉCRETS
DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, ch. 143)

Coiffeurs, Québec — Correction

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction à l'arrêté en conseil 2522-75 du 18 juin 1975 relatif aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE l'arrêté en conseil 2522-75 du 18 juin 1975 soit corrigé de la façon suivante:

À la fin du paragraphe *c* de l'article 9.02 du poste 1, les mots « ou à \$49.75 la 2^e année » doivent se lire « ou à \$50.75 la 2^e année. »

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

815-o

O.C. 3506-75, 31 July 1975
Reg. 75-407, 4 August 1975

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 143)

**Men's and ladies' hairdressers, Québec region
— Correction**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to Order in Council No. 2522-75 of June 18, 1975 respecting men's and ladies' hairdressers in the Québec region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Order in Council No. 2522-75 of June 18, 1975 be corrected as follows:

In item 1, at the end of subsection *c* of section 9.02, the words "or to \$49.75 the 2nd year" shall read "or to \$50.75 the 2nd year."

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

815-o

A.C. 3507-75, 31 juillet 1975

Règ. 75-408, 4 août 1975

**LOI DES DÉCRETS
DE CONVENTION COLLECTIVE**
(S.R.Q., 1964, ch. 143)

Détailants d'essence — Saguenay — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire des détaillants d'essence du Saguenay.

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.), le règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire des détaillants d'essence du Saguenay, approuvé par l'arrêté en conseil 4535-74 du 11 décembre 1974, soit modifié de la façon suivante:

1. Les mots « des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret », apparaissant dans le préambule de l'arrêté en conseil 4535-74 et dans le règlement de prélèvement (numéro 1) y annexé, sont remplacés par les mots « des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret ».

2. Le paragraphe *c* suivant est ajouté à l'article

1- Prélèvement:

« c) les artisans assujettis au décret 1905 du 7 novembre 1962 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½% du salaire du compagnon le plus rémunéré au décret, sans toutefois que le montant exigible n'excède \$0.50 par semaine. »

3. Le paragraphe suivant est ajouté à la fin de

l'article 2- Perception et remise:

« Le prélèvement imposé à l'artisan par le présent règlement est payable au comité paritaire mensuellement, sans mise en demeure au préalable. »

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 3507-75, 31 July 1975

Reg. 75-408, 4 August 1975

**COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT**
(R.S.Q., 1964, ch. 143)

Détailants d'essence — Saguenay — Levy

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the Levy Regulation (Number i) of the "Comité paritaire des détaillants d'essence du Saguenay".

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Levy Regulation (Number 1) of the "Comité paritaire des détaillants d'essence du Saguenay", approved by Order in Council 4535-74 of December 11, 1974 be amended as follows:

1. The words "from professional employers and employees governed by the said decree", appearing in the preamble of Order in Council 4535-74 and in the attached Levy Regulation (Number 1), are replaced by the words "from professional employers, employees and artisans governed by the said decree"

2. The following subsection *c* is added to section

1- Levy:

"c) All artisans governed by Decree No. 1905 of November 7, 1962 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to ½% of the wages of the highest paid journeyman in the decree; however this amount shall not exceed \$0.50 per week."

3. The following subsection is added to the end of

section 2- Collection and Remittance:

"The levy imposable on the artisans, according to this decree, is payable to the Parity Committee monthly, without previous notice."

GUY COULOMBE,
Clerk of Executive Council.

Décision du 28 juillet 1975
Règ. 75-411, 4 août 1975

LOI SUR LA MISE EN MARCHÉ
 DES PRODUITS AGRICOLES
 (1974, ch. 36)

Règlement de quotas — Modification

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT
 DE QUOTAS DE LA FÉDÉRATION
 DES PRODUCTEURS DE VOLAILLES
 DU QUÉBEC**

Prenez avis que lors d'une séance tenue le 28 juillet 1975, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 71 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, les amendements suivants au règlement de quotas de la Fédération des producteurs de volailles du Québec.

Régie des marchés agricoles du Québec,
 ME GILLES LE BLANC,
 Secrétaire.

**Règlement modifiant le Règlement
 de quotas de la Fédération
 des producteurs de volailles du Québec**

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 67 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, ainsi que par les dispositions du plan conjoint qu'elle administre, la Fédération des producteurs de volailles du Québec modifie ainsi qu'il suit son règlement de quotas publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 14 août 1974 et amendé par un règlement d'amendement publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 13 novembre 1974.

1. L'article 9 est remplacé par le suivant:

« 9. Sauf l'éleveur de gros dindons sur parcours, tout éleveur doit pouvoir démontrer à la Fédération, en tout temps, qu'il est propriétaire ou locataire d'une exploitation équivalente à au moins 65% de son quota total.

L'éleveur de gros dindons sur parcours doit pouvoir démontrer à la Fédération, en tout temps, qu'il est propriétaire ou locataire de poulaillers représentant une superficie équivalente à au moins 10% de son quota ».

2. Ajouter après l'article 34, l'article 34a qui se lit comme suit:

Decision, 28 July 1975
Reg. 75-411, 4 August 1975

FARM PRODUCTS
 MARKETING ACT
 (1974, ch. 36)

Quota Regulation — Amendment

**REGULATION AMENDING THE QUOTA
 REGULATION OF THE FÉDÉRATION
 DES PRODUCTEURS DE VOLAILLES
 DU QUÉBEC.**

Notice is given that the Québec Agricultural Marketing Board approved, at its sitting held on 28 July 1975 and pursuant to the powers conferred upon it by section 71 of the Farm Products Marketing Act, the following amendments to the Quota Regulation of the *Fédération des producteurs de volailles du Québec*.

Québec Agricultural Marketing Board,
 GILLES LE BLANC,
 Secretary.

**Regulation amending the quota
 regulation of the Fédération des
 producteurs de volailles du Québec**

Pursuant to the powers conferred upon it by section 67 of the Farm Products Marketing Act and by the provisions of the joint plan it administers, the *Fédération des Producteurs de Volailles du Québec* amends as follows its quota regulation published in the *Québec Official Gazette* of 14 August 1974 and amended by an amending Regulation published in the *Québec Official Gazette* of 13 November 1974.

1. Section 9 is replaced by the following:

« 9. With the exception of the open-lot large turkey poultry farmer, every poultry farmer must be able to prove to the *Fédération* at all times that he is the owner or lessee of a poultry farm equal to at least 65% of his total quota.

The open-lot large turkey poultry farmer must be able to prove to the *Fédération* at all times that he is the owner or lessee of hen houses representing an area equivalent to at least 10% of his quota. »

2. Add the following paragraph to section 34:

« 34. a) Si pour une période et par suite de force majeure, les livraisons d'un éleveur dépassent le poids maximum alloué, la Fédération peut exempter un éleveur de la pénalité ou d'une partie de celle-ci. L'éleveur doit alors démontrer à la Fédération que le nombre maximum de têtes, cédulées pour abattage, est conforme à la demande fixée pour la période et démontrer la nature des forces majeures qui ont causé l'excédent de poids pour la période ».

3. L'article 41 est remplacé par le suivant:

« 41. La Fédération peut accepter un transfert si le cessionnaire prouve qu'il est propriétaire ou locataire d'au moins 65% du quota total en superficie construite au moment de l'entrée en vigueur du transfert ».

4. L'article 47. a est remplacé par le suivant:

« 47. a) Aucun transfert de quota ne peut avoir pour effet de permettre à un éleveur de cumuler des quotas pour une superficie supérieure à 100,000 pieds carrés pour l'ensemble des productions ».

5. L'article 47. b est remplacé par le suivant:

« 47. b) Aucun transfert de quota ne peut être effectué si l'acquéreur est sociétaire ou actionnaire dans une société ou corporation qui détient plus de 100,000 pieds carrés de quota pour l'ensemble des productions ».

6. L'article 48 est remplacé par le suivant:

« 48. Aux fins de l'article 47, et uniquement pour le détenteur d'un quota de gros dindons, le maximum de pieds carrés permissible est de 150,000 pieds carrés sur parcours ».

7. Ajouter après l'article 52, l'article 52A. qui se lit comme suit:

« 52A. Nonobstant l'article 52, le titulaire peut, pour des motifs de force majeure, demander à la Fédération un transfert de quota avant qu'il n'ait effectivement détenu et utilisé le quota pendant au moins 4 périodes consécutives de mise en marché, pour chacune des productions; la Fédération peut alors procéder au transfert si l'éleveur démontre, à sa satisfaction, qu'il a été empêché d'utiliser son quota suite à des forces majeures ».

8. L'article 53 est remplacé par le suivant:

“34.(a) If for a period and due to force majeure, the deliveries of a poultry farmer exceed the maximum weight allowed, the *Fédération* may exempt the poultry farmer from the penalty or a part thereof. The poultry farmer must then show to the *Fédération* that the maximum number of head scheduled for slaughtering complies with the demand fixed for the period and show the nature of the *forces majeures* which caused the excess weight for the period.”

3. Section 41 is replaced by the following:

“41. The *Fédération* may accept a transfer if the transferee proves that he is the owner or tenant of at least 65% of the total quota in area constructed at the time of coming into force of the transfer.”

4. Section 47a is replaced by the following:

“47(a) No transfer of quota may result in a poultry farmer accumulating quotas for an area exceeding 100,000 square feet for the aggregate productions.”

5. Section 47b is replaced by the following:

“47(b) No transfer of quota may take place if the acquirer is a partner or a shareholder of a partnership or corporation that holds quotas for an area of more than 100,000 square feet for the aggregate productions.”

6. Section 48 is replaced by the following:

“48. For the purposes of section 47 and solely concerning the holder of a large-turkey quota, the maximum square feet allowed shall be 150,000 open-lot square feet.”

7. Add after section 52, section 52A which reads as follows:

“52A Notwithstanding section 52, the producer may, for reasons of force majeure, apply to the *Fédération* for a transfer of quota before he has actually held and used the quota for at least 4 consecutive marketing periods for each production; the *Fédération* may then proceed to the transfer if the poultry farmer shows to its satisfaction that he was prevented from using his quota due to forces majeures.”

8. Section 53 is replaced by the following:

« 53. Au cas de cession complète de l'exploitation à un nouvel éleveur, le quota peut être cédé en entier même s'il dépasse 100,000 pieds carrés, pour la production de gros dindons ».

Montréal, ce 21^{ième} jour d'avril 1975.

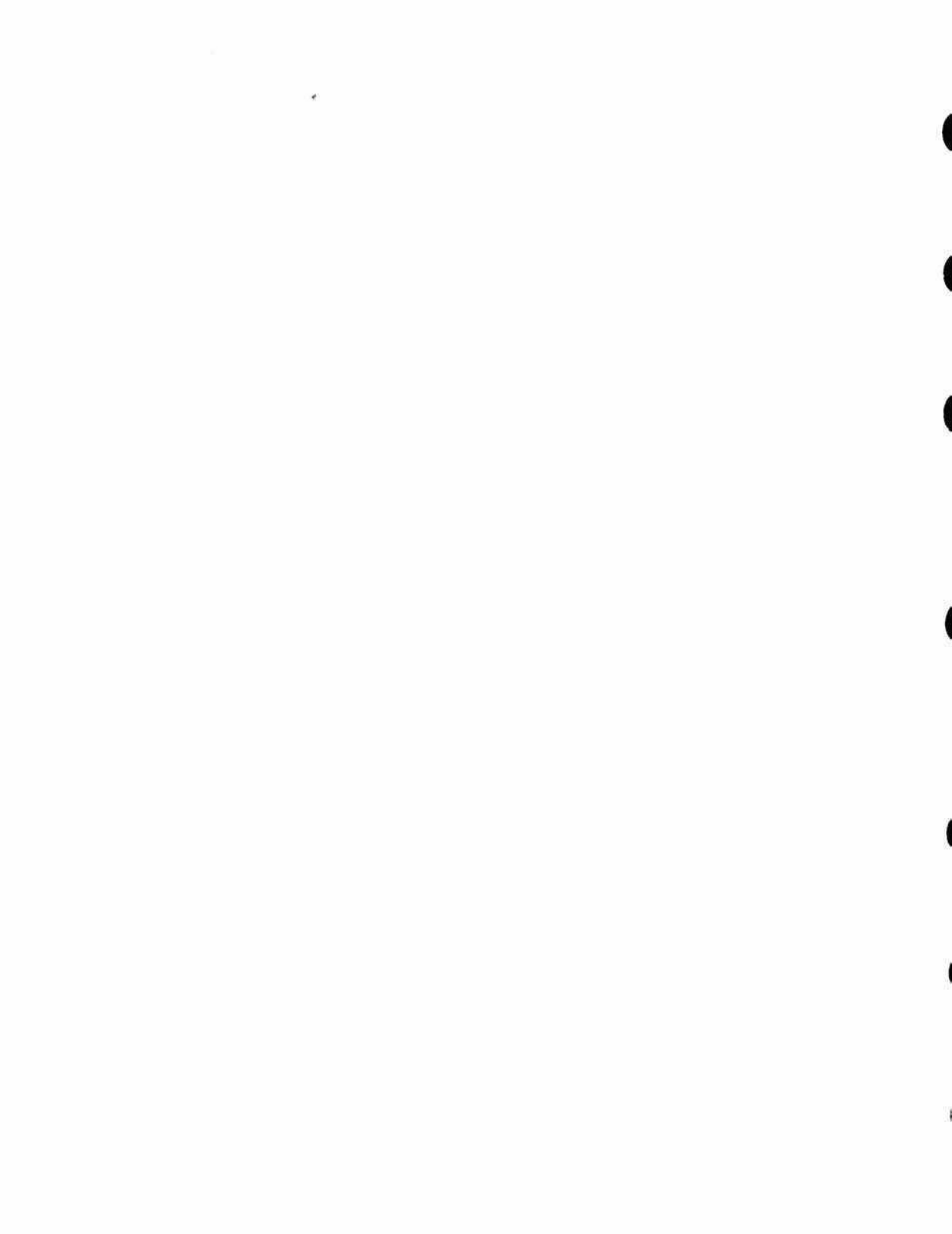
811-o

“53. In the case of a complete transfer of a poultry farm to a new poultry farmer, the quota may be transferred in its entirety, even if it exceeds 100,000 square feet, for the production of large turkeys.”

Montréal, this 21st day of April 1975

JACQUES LABRIE,
Assistant Secretary.

811-o



Décision du 28 juillet 1975

Règ. 75-412, 5 août 1975

LOI SUR LA MISE EN MARCHÉ
DES PRODUITS AGRICOLES
(1974, ch. 36)**Plan conjoint des producteurs de lait du Québec**

Prenez avis que, conformément à l'article 77 de la loi susdite, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé en date du 28 juillet 1975 le règlement ci-après de la Fédération des producteurs de lait du Québec imposant une contribution spéciale pour fins de publicité.

Montréal, le 28 juillet 1975

Le secrétaire,
ME GILLES LE BLANC.

**Règlement imposant une contribution
spéciale pour fins de publicité**

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, la Fédération des producteurs de lait du Québec décrète ce qui suit:

Article 1

La Fédération fixe, impose et perçoit de tout producteur visé par le Plan conjoint, une contribution spéciale de \$0.04 le cent livres de lait, pour fins de publicité.

Article 2

Tout producteur doit payer cette contribution à la Fédération.

Article 3

La Fédération perçoit cette contribution selon les modalités prévues au règlement de pool en les incluant dans les déductions définies et perçues selon les dispositions dudit règlement.

Article 4

Le présent règlement entre en vigueur dès sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

811-o

Decision, 28 July 1975

By-law 75-412, 5 August 1975

FARM PRODUCTS MARKETING ACT
(1974, ch. 36)**Quebec Milk Producers' Joint Plan**

Notice is given that, in accordance with section 77 of the aforesaid Act, the Québec Agricultural Marketing Board approved on 28 July 1975 the following By-law of the *Fédération des producteurs de lait du Québec* imposing a special contribution for advertising purposes.

Montreal, 28 July 1975

GILLES LE BLANC, Advocate,
Secretary.

**By-law imposing a special contribution
for advertising purposes**

Pursuant to the powers conferred upon it, the *Fédération des producteurs de lait du Québec* decrees as follows:

Section 1

The *Fédération* shall fix, impose and collect from any producer contemplated by the Joint Plan a special contribution of \$0.04 per one hundred pounds of milk, for advertising purposes.

Section 2

Every producer must pay such contribution to the *Fédération*.

Section 3

The *Fédération* shall collect such contribution according to the terms and conditions prescribed in the pool by-law by including them in the deductions defined and collected in accordance with the provisions of the said By-law.

Section 4

This By-law shall come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette*.

811-o

A.C. 801-75, du 26 février 1975
Règ. 75-415, 7 août 1975

LOI DES LICENCES
(S.R.Q., 1964, ch. 79)

Réduction de droits

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une réduction du droit exigible, en vertu de l'article 35 de la Loi des licences, chapitre 79, S.R.Q. 1964, à l'égard de certains hippodromes où fonctionne le pari mutuel à l'occasion de courses de chevaux.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 35 de la Loi des licences, le droit exigible pour toute licence permettant de tenir une réunion de courses de chevaux sur un hippodrome généralement reconnu comme rond de courses d'un demi-mille est de trois cents dollars par jour;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 38 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier le tarif établi par l'article 35;

ATTENDU QUE dans l'intérêt du public qui assiste aux courses de chevaux, il convient que les recettes des associations de courses soient suffisantes pour leur permettre d'offrir de bons spectacles;

ATTENDU QUE le montant des bourses versées aux propriétaires de chevaux et l'échelle des salaires payés aux employés de telles associations influent sur la qualité et la conduite des courses;

ATTENDU QUE pour ces motifs c'est la coutume depuis plusieurs années de réduire les droits exigibles, en vertu de l'article 35 de la Loi des licences;

ATTENDU QU'il convient de continuer cette réduction pour tout hippodrome généralement reconnu comme rond de courses d'un demi-mille, situé ailleurs que dans la ville de Montréal ou dans le territoire qui l'environne dans un rayon de trente milles, à la condition que la vente et l'enregistrement des paris sur cet hippodrome se fassent automatiquement et avec des appareils approuvés par le ministère du Revenu du Québec.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du Revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant une réduction du droit exigible, en vertu de l'article 35 de la Loi des licences, chap. 79, S.R.Q. 1964, à l'égard de certains hippodromes où fonctionne le pari mutuel à l'occasion de courses de chevaux »;

O.C. 801-75, 26 February 1975
Reg. 75-415, 7 August 1975

LICENSES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 79)

Reduction of duties

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a reduction of the duty exigible, pursuant to section 35 of the Licenses Act, Chapter 79, R.S.Q., 1964, in respect of certain race tracks at which the *pari mutuel* is operated during horse races;

WHEREAS, under section 35 of the Licenses Act, the duty exigible for every license permitting the holding of a horse race meeting at a race track generally known as a one-half mile track is three hundred dollars per day;

WHEREAS under section 38 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may alter the tariff established by section 35;

WHEREAS in the interest of the horse-racing public, it is advisable that the receipts of the racing associations be sufficient to enable them to provide good entertainment;

WHEREAS the amount of the purses paid to horse owners and the salary rates paid to the employees of such associations have an effect on the quality and operation of races;

WHEREAS, for these reasons, it has been customary for several years to reduce the duties exigible, pursuant to section 35 of the Licenses Act;

WHEREAS it is advisable to continue with such reduction for every race track generally known as a one-half mile track, situated other than in the city of Montreal or in the territory surrounding it within a radius of thirty miles, provided that, at such race track, wagers be sold and recorded automatically and by means of an apparatus approved by the Department of Revenue of Québec.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the Regulation annexed hereto and entitled "Regulation respecting a reduction of the duty exigible, pursuant to section 35 of the Licenses Act, Chap. 79, R.S.Q., 1964, in respect of certain races tracks at which the *pari mutuel* is operated during horse races", be enacted;

QUE le règlement ainsi adopté entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et qu'il s'applique à compter du 1er mai 1975.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement concernant une réduction du droit exigible, en vertu de l'article 35 de la Loi des licences, chapitre 79, S.R.Q. 1964, à l'égard de certains hippodromes où fonctionne le pari mutuel à l'occasion de courses de chevaux.

1. Le droit exigible, en vertu du paragraphe « b » de l'article 35 de la Loi des licences, pour tout hippodrome situé ailleurs que dans la ville de Montréal ou dans le territoire qui l'environne dans un rayon de trente milles est réduit comme suit:

a) à la somme de deux cents dollars pour chaque jour de courses, si l'hippodrome est situé dans la ville de Québec ou dans le territoire qui l'environne dans un rayon de trente milles;

b) à la somme de soixante-quinze dollars par jour si l'hippodrome est situé ailleurs que dans les endroits sus-dits.

2. La réduction s'applique à compter du 1er mai 1975, à la condition que les paris sur ces hippodromes soient vendus et enregistrés automatiquement avec des appareils approuvés par le ministère du Revenu du Québec.

3. Le présent règlement deviendra nul à compter du jour de l'entrée en vigueur, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, de l'article 79 de la Loi sur les loteries et courses, (1969, ch. 28).

821-o

THAT the Regulation thus enacted come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette* and apply effective from 1 May 1975.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting a reduction of the duty exigible, pursuant to section 35 of the Licenses Act, Chapter 79, R.S.Q., 1964, in respect of certain race tracks at which the *pari mutuel* is operated during horse races.

1. The duty exigible, pursuant to paragraph "b" of section 35 of the Licenses Act, for every race track situated other than in the city of Montreal or in the territory surrounding it within a radius of thirty miles is reduced as follows:

(a) to the amount of two hundred dollars for each day of racing, where the race track is situated in the city of Québec or in the territory surrounding it within a radius of thirty miles;

(b) to the amount of seventy five dollars per day where the race track is situated other than in the aforementioned places.

2. The reduction shall apply from 1 May 1975 provided that wagers at such race tracks be sold and recorded automatically by means of an apparatus approved by the Department of Revenue of Québec.

3. This Regulation shall become void from the day of the coming into force, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, of section 79 of the Lotteries and Races Act (1969, ch. 28).

821-o

A.C. 1092-75, 19 mars 1975

Règ. 75-416, 7 août 1975

LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE

(1971, ch. 50)

Tarif des assesseurs

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le tarif des assesseurs nommés par la Cour Provinciale en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de l'article 83 de la Loi sur l'évaluation foncière, il est loisible à la Cour Provinciale dans l'exercice d'une compétence visée à l'article 75, soit de sa propre initiative, soit à la demande d'une partie, de recourir aux services d'un assesseur de son choix;

ATTENDU QUE les honoraires et déboursés d'un assesseur nommé à la demande d'une partie sont des frais taxables laissés à l'adjkication du tribunal et qu'au cas contraire, sont payés par le ministre de la Justice;

ATTENDU QUE dans les deux cas ils sont taxés comme les autres frais taxables mais suivant un tarif établi par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu d'établir un tel tarif;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre des Affaires municipales, ce qui suit:

En vertu de l'article 83 de la Loi sur l'évaluation foncière, les honoraires et déboursés d'un assesseur nommé par la Cour Provinciale sont ceux fixés par le Tarif des Assesseurs nommés par la Cour Provinciale en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière, tarif joint au présent arrêté pour en faire partie intégrante comme s'il était ici au long récéité.

Le présent arrêté en conseil entre en vigueur lors de son adoption par le lieutenant-gouverneur en conseil et sera publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Tarif des assesseurs nommés par la Cour provinciale en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière

I — HONORAIRES:

Les honoraires d'un assesseur nommé par la Cour provinciale en vertu de l'article 83 de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, ch. 50) doivent être calculés en prenant

O.C. 1092-75, 19 March 1975

Reg. 75-416, 7 August 1975

REAL ESTATE ASSESSMENT ACT

(1971, ch. 50)

Tariff of assessors

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the tariff of the assessors appointed by the Provincial Court under the Real Estate Assessment Act.

WHEREAS under the provisions of section 83 of the Real Estate Assessment Act, the Provincial Court may, in the exercise of any competence contemplated in section 75, either of its own motion or at the request of a party, retain the services of an assessor of its choice;

WHEREAS the fees and disbursements of an assessor appointed at the request of a party shall be taxable costs to be adjudicated by the court and in the contrary case, shall be paid by the Minister of Justice;

WHEREAS in both cases they shall be taxed in the same manner as other taxable costs, but in accordance with a tariff established by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to establish such tariff;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Municipal Affairs, as follows:

Pursuant to section 83 of the Real Estate Assessment Act, the fees and disbursements of an assessor appointed by the Provincial Court shall be those fixed by the Tariff of Assessors appointed by the Provincial Court under the Real Estate Assessment Act, the said tariff being annexed to this Order to become an integral part thereof as if it were here repeated in full.

This Order in Council shall come into force upon its enactment by the Lieutenant-Governor in Council and will be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE.
Clerk of the Executive Council.

Tariff of assessors appointed by the Provincial Court under the Real Estate Assessment Act

I. FEES:

The fees of an assessor appointed by the Provincial Court under section 83 of the Real Estate Assessment Act (1971, ch. 50) must be computed in using as a basis

comme base un taux horaire de \$25.00 ou un taux journalier n'excédant pas \$187.50, soit l'équivalent de 7½ heures de travail.

II — DÉPENSES DE VOYAGE:

a) frais de séjour à l'extérieur:

Une indemnité de \$35.00 par jour pour frais de séjour, hôtel et repas, sans pièce justificative, pourvu qu'il y ait preuve de voyage en qualité officielle; toutefois, lorsque pour des raisons exceptionnelles un assesseur encourus des frais de séjour qui excèdent cette indemnité, il sera remboursé sur présentation de pièces justificatives et sur explications jugées satisfaisantes par le tribunal;

b) frais de transport:

Les assesseurs ont droit à une place-fauteuil sur le train et à une place en classe touriste sur l'avion.

Les frais de taxi sont remboursés sur pièces justificatives.

S'ils doivent utiliser leur voiture personnelle dans le cas de voyages à l'extérieur, ils sont remboursés pour le millage effectué à raison de \$0.16 par mille parcouru.

819-o

an hourly rate of \$25 or a daily rate of not more than \$187.50, being the equivalent of 7½ working hours.

II. TRAVEL EXPENSES:

(a) Out of town living allowance;

An indemnity of \$35 per day for the living allowance, hotel and meals, without documentary proof, provided there is proof of a trip in an official capacity; however, when for exceptional reasons an assessor incurs living allowances which exceed such indemnity, he shall be reimbursed upon the presentation of documentary proof and upon explanations deemed satisfactory by the court;

(b) transportation costs:

The assessors shall be entitled to an arm-chair on a train and to a tourist class seat on a plane.

Taxi expenses shall be reimbursed upon documentary proof.

If they must use their own car for trips out of town, they shall be reimbursed for the mileage covered at a rate of \$0.16 per mile covered.

819-o

Avis

Notices

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant la conservation, l'utilisation ou la destruction des dossiers, livres et registres d'un pharmacien cessant d'exercer » adopté par le Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 10 juillet 1974, aux pages 3373 à 3376, a été approuvé le 25 juin 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 2593-75 avec modifications.

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting the preservation, use or destruction of the records, books and registers of a pharmacist who ceases to practise", made by the Bureau of the Order of Pharmacists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 10 July 1974, on pages 3373 to 3376, was approved with amendments on 25 June 1975 under Order in Council 2593-75.

En conséquence, ce règlement, dont le texte apparaît ci-dessous, entre en vigueur tel que modifié le jour de la publications du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Therefore, this Regulation, a copy of which is annexed hereto, shall come into force on the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.*

BERNARD LACHAPELLE,
*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

Règlement concernant la conservation,
l'utilisation ou la destruction
des dossiers, livres et registres
d'un pharmacien cessant d'exercer

Regulation respecting the preservation,
use or destruction of the records, books
and registers of a pharmacist who ceases
to practise

Section 1

Division 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

GENERAL PROVISIONS

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots « dossiers, livres et registres » désignent les dossiers, livres et registres qu'un pharmacien doit tenir dans l'exercice de sa profession, conformément aux dispositions de la loi sur la pharmacie ou de ses règlements ou de tout autre loi ou règlement du Canada ou du Québec.

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the words "records, books and registers" mean the records, books and registers that a pharmacist must keep in the practice of his profession, in accordance with the Pharmacy Act or the regulations made thereunder or with any other law or regulation of Canada or Québec.

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, ch. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Section 2

Division 2

CESSATION D'EXERCICE DÉFINITIVE

PERMANENT CESSATION OF PRACTICE

2.01 Pour les fins de la présente section, le mot « preneur » désigne un pharmacien qui prend possession

2.01 For the purposes of this Division, the word "acquirer" means a pharmacist who takes possession of

des dossiers, livres et registres d'un pharmacien propriétaire de pharmacie qui cesse d'exercer définitivement sa profession pour toute cause autre que le décès.

2.02 Un pharmacien, propriétaire de pharmacie, qui cesse d'exercer définitivement sa profession pour toute cause autre que le décès, doit, s'il trouve preneur, au moins quinze jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice:

a) aviser le secrétaire de l'Ordre qu'il cesse d'exercer définitivement sa profession à compter de telle date;

b) indiquer au secrétaire de l'Ordre le nom, les adresses et les numéros de téléphone du preneur;

c) publier ou faire publier, à partir du 15^e jour précédant la date fixée pour la cessation d'exercice et à tous les trois jours par la suite, pendant une période de 15 jours, dans au moins un journal quotidien de langue française, et s'il y a lieu, dans au moins un journal quotidien de langue anglaise desservant la région où il exerce sa profession, une annonce avertissant le public qu'à compter de la date fixée pour sa cessation d'exercice, tous ses dossiers, livres et registres seront en la possession du preneur, avec indication des adresses, numéro de téléphone et heures de service de ce dernier;

d) placer sur la façade intérieure de sa pharmacie, et à la vue du public, une copie de cette annonce.

2.03 Le preneur doit envoyer au secrétaire de l'Ordre copie de son engagement écrit de prendre possession des dossiers, livres et registres du pharmacien visé à l'article 2.02 au moins 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice.

2.04 Lorsque le pharmacien visé à l'article 2.02 n'a pas trouvé un preneur 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice, il doit immédiatement:

a) publier ou faire publier, à partir du 15^e jour précédant la date fixée pour la cessation d'exercice et à tous les 3 jours par la suite, pendant une période de 15 jours, dans au moins un journal quotidien de langue française, et s'il y a lieu, dans au moins un journal de langue anglaise desservant la région où il exerce sa profession, une annonce avertissant le public qu'à compter de la date fixée pour sa cessation d'exercice, tous ses dossiers, livres et registres seront en la possession du secrétaire de l'Ordre avec indication de ses adresse, numéro de téléphone et heures de bureau;

the records, books and registers of a pharmacist who is the owner of a pharmacy and who ceases to practise his profession permanently for any reason other than death.

2.02 A pharmacist who is the owner of a pharmacy and who ceases to practise his profession permanently for any reason other than death must, if he finds an acquirer, at least fifteen days before the date fixed for the cessation of his practice:

(a) notify the secretary of the Order that he will cease to practise his profession permanently effective on such date;

(b) give to the secretary of the Order the name, addresses and telephone numbers of the acquirer;

(c) publish or cause to be published, commencing on the 15th day prior to the date fixed for the cessation of his practice and every 3 days thereafter for a period of 15 days, in at least one French language daily newspaper and, where applicable, in at least one English language daily newspaper circulated in the region where he practises his profession, a public advertisement to the effect that upon and after the date fixed for the cessation of his practice, all his records, books and registers will be in the possession of the acquirer, indicating the latter's addresses, telephone number and business hours;

(d) post a copy of such advertisement on the interior frontage of his pharmacy, in full view of the public.

2.03 The acquirer must send to the secretary of the Order a copy of his written commitment to take possession of the records, books and registers of the pharmacist contemplated in section 2.02 at least 15 days before the date fixed for the cessation of the practice.

2.04 If the pharmacist contemplated in section 2.02 has not found an acquirer 15 days prior to the date fixed for the cessation of his practice, he must immediately:

(a) publish or cause to be published, commencing on the 15th day prior to the date fixed for the cessation of his practice and every 3 days thereafter for a period of 15 days, in at least one French language daily newspaper and, where applicable, in at least one English language daily newspaper circulated in the region where he practises his profession, a public advertisement to the effect that upon and after the date fixed for the cessation of his practice, all his records, books and registers will be in the possession of the secretary of the Order, indicating the latter's address, telephone number and office hours;

b) placer sur la façade intérieure de sa pharmacie, et à la vue du public, une copie de cette annonce, et

(b) post a copy of such advertisement on the interior frontage of his pharmacy, in full view of the public, and

c) faire parvenir copie de cette annonce au secrétaire de l'Ordre.

(c) forward a copy of the advertisement to the secretary of the Order.

2.05 (01) Le secrétaire de l'Ordre doit conserver en dépôt, pour une période de 2 ans, tous les dossiers, livres et registres qu'il a reçus conformément à l'article 2.04.

2.05 (01) The secretary of the Order must retain, for a period of 2 years, all the records, books and registers that he has received in accordance with section 2.04.

(02) Le secrétaire doit, conformément au Code de déontologie, permettre à un patient du pharmacien visé à l'article 2.02 de prendre connaissance des documents qui le concernent dans tout dossier constitué par ce pharmacien à son sujet et d'obtenir des copies de ces documents.

(02) The secretary must, in accordance with the Code of Ethics, permit every patient of the pharmacist contemplated in section 2.02 to take cognizance of the documents regarding him in any record made by that pharmacist about him and to obtain copies of those documents.

(03) Ce n'est qu'après le délai indiqué au premier paragraphe que le secrétaire peut détruire ces dossiers, livres et registres.

(03) The secretary may only destroy such records, books and registers after the period referred to in the first subsection.

Section 3

Division 3

DÉCÈS

DEATH

3.01 Au cas de décès d'un pharmacien propriétaire d'une pharmacie, le pharmacien nommé en vertu de l'article 28 de la Loi sur la pharmacie devient le gardien provisoire des dossiers, livres et registres du pharmacien décédé.

3.01 Upon the death of a pharmacist who is the owner of a pharmacy, the pharmacist appointed under section 28 of the Pharmacy Act shall become the provisional custodian of the records, books and registers of the deceased pharmacist.

3.02 Si, avant ou après le délai de trois années qui suivent le décès, l'héritier, le légataire, l'exécuteur testamentaire ou le fiduciaire de la succession décide de fermer définitivement la pharmacie, il doit suivre les dispositions de la deuxième section.

3.02 If, before or after a period of 3 years following death, the heir, legatee, testamentary executor or trustee of the estate decides to close the pharmacy permanently he must comply with the provisions of the second Division.

Section 4

Division 4

CESSATION D'EXERCICE TEMPORAIRE

TEMPORARY CESSATION OF PRACTICE

4.01 Au cas où un pharmacien propriétaire de pharmacie devient aliéné ou est interdit et est en conséquence rayé du tableau, le pharmacien nommé en vertu de l'article 29 de la Loi sur la pharmacie devient le gardien provisoire des dossiers, livres et registres du pharmacien aliéné ou interdit.

4.01 If a pharmacist who is the owner of a pharmacy becomes insane or is interdicted and is in consequence struck off the roll, the pharmacist appointed under section 29 of the Pharmacy Act shall become the provisional custodian of the records, books and registers of the aforementioned pharmacist.

4.02 Au cas où un pharmacien propriétaire de pharmacie fait faillite ou cession de ses biens, le pharmacien nommé en vertu de l'article 30 de la Loi sur la pharmacie devient le gardien provisoire des dossiers, livres et registres dudit pharmacien.

4.02 If a pharmacist who is the owner of a pharmacy becomes bankrupt or makes an assignment of his property, the pharmacist appointed under section 30 of the Pharmacy Act shall become the provisional custodian of the records, books and registers of the aforementioned pharmacist.

4.03 Lorsqu'un pharmacien est suspendu ou radié temporairement du tableau de l'Ordre, il perd automatiquement, pour la durée de la suspension ou la radiation, le droit de tenir à jour ou d'utiliser de quelque manière que ce soit, ses dossiers, livres et registres, ou, s'il y a lieu, ceux qui sont conservés et qu'il utilise régulièrement à l'endroit où il exerce sa profession.

4.04 (01) Lorsqu'il s'agit de la suspension ou de la radiation d'un pharmacien, unique propriétaire d'une pharmacie, ou lorsque la suspension ou la radiation frappe simultanément tous les membres d'une société de pharmaciens propriétaires d'une pharmacie, le secrétaire de l'Ordre, après consultation du membre radié ou suspendu, doit voir à ce que ses dossiers, livres et registres soient confiés à un autre membre de l'Ordre exerçant dans la même région.

(02) Le secrétaire de l'Ordre doit avertir le public des changements survenus en plaçant, à la façade intérieure de la pharmacie du pharmacien suspendu ou radié, pendant toute la durée de cette suspension ou radiation, une annonce stipulant que les dossiers, livres et registres du pharmacien suspendu ou radié sont en la possession du pharmacien nommé conformément au premier paragraphe, de telle date à telle date, en spécifiant l'adresse, le numéro de téléphone et les heures de service de ce dernier.

(03) Le pharmacien nommé conformément au premier paragraphe assure la garde provisoire des dossiers, livres et registres du pharmacien suspendu ou radié pendant toute la durée de cette suspension ou radiation.

Le mandat dudit pharmacien se limite à communiquer au patient du pharmacien suspendu ou radié tous les renseignements qu'il juge approprié pour leur traitement et à tenir à jour lesdits dossiers, livres et registres; sans restreindre la généralité de ce qui précède, il ne peut, sous prétexte de son mandat et dans le but de rendre service au pharmacien suspendu ou radié, exercer la pharmacie au sens du premier alinéa de l'article 17 de la Loi sur la pharmacie au profit de ce dernier.

4.05 Le pharmacien qui a la garde des dossiers, livres et registres d'un confrère radié ou suspendu conformément à l'article 4.04 doit les remettre à celui-ci immédiatement après la fin de la période de suspension ou de radiation.

4.03 If a pharmacist is suspended or temporarily struck off the roll of the Order, he shall automatically lose, for the duration of the suspension or striking off, the right to keep up-to-date or to use in any manner whatsoever his records, books and registers or, as applicable, those that are kept and which he uses regularly at the place where he practises his profession.

4.04 (01) In the case of suspension or striking off of a pharmacist who is the sole owner of a pharmacy, or where the suspension or striking off is imposed simultaneously on all members of a partnership of pharmacists who are the owners of a pharmacy, the secretary of the Order must, after consultation with the member who has been struck off or suspended, ensure that his records, books and registers are entrusted to another member of the Order practising in the same region.

(02) The secretary of the Order must notify the public of such changes by posting, on the interior frontage of the pharmacy belonging to the pharmacist who has been suspended or struck off, during the entire duration of such suspension or striking off, an advertisement stipulating that the records, books and registers of the pharmacist who has been suspended or struck off are in the possession of the pharmacist appointed in accordance with the first subsection, from such date to such date, indicating the address, telephone number and business hours of the latter.

(03) The pharmacist appointed in accordance with the first subsection shall be the provisional custodian of the records, books and registers of the pharmacist who has been suspended or struck off for the entire duration of such suspension or striking off.

The mandate of the said pharmacist shall be restricted to giving every patient of the pharmacist who has been suspended or struck off the roll all the information he considers appropriate to their treatment and to keeping such records, books and registers up-to-date; without limiting the generality of the foregoing, he shall not, under pretext of his mandate and for the purpose of assisting the pharmacist who has been suspended or struck off, practise pharmacy within the meaning of the first paragraph of section 17 of the Pharmacy Act to the latter's profit.

4.05 The pharmacist who has custody of the records, books and registers of a fellow-member who has been struck off or suspended in accordance with section 4.04 must return them to him immediately following termination of the period of suspension or striking off.

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS

(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant l'étiquetage des médicaments et des poisons » adopté par le Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 10 juillet 1974, aux pages 3367 et 3368, a été approuvé le 25 juin 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 2594-75 avec modifications.

En conséquence, ce règlement, dont le texte apparaît ci-dessous, entre en vigueur tel que modifié le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.*

Règlement concernant l'étiquetage des médicaments et des poisons

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 La loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Section 2

LES MÉDICAMENTS

2.01 Tout pharmacien, dans l'exercice de sa profession, doit inscrire les renseignements suivants sur l'étiquette identifiant un médicament préparé ou vendu en exécution d'une ordonnance:

A) **Patient:** nom et prénom.

B) **Médicament prescrit:**

a) date du service et numéro de l'ordonnance;

b) dénomination commune ou commerciale;

c) quantité et concentration du médicament;

d) posologie;

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE

(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting the labelling of medications and poisons", made by the Bureau of the Order of Pharmacists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 10 July 1974, on pages 3367 and 3368, was approved with amendments on 25 June 1975 under Order in Council 2594-75.

Therefore, this Regulation, a copy of which is annexed hereto, shall come into force on the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

Regulation respecting the labelling of medications and poisons

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1.01 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, ch. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Division 2

MEDICATIONS

2.01 Every pharmacist must, in the practice of his profession, enter the following information on the label identifying a medication prepared or sold under a prescription:

(A) **Patient:** name and given name;

(B) **Medication prescribed:**

(a) date of dispensing and number of the prescription;

(b) generic or trade name;

(c) quantity and concentration of the medication;

(d) dosage;

- e) mode d'administration du médicament, s'il y a lieu; (e) directions for use of the medication, if any;
- f) mode particulier de conservation du médicament, s'il y a lieu; (f) special directions for preservation of the medication, if any;
- g) renouvellement autorisé; (g) authorized renewal;
- h) précautions particulières, s'il y a lieu, et (h) special precautions, if any;
- i) date de péremption du médicament, s'il y a lieu. (i) expiration date of the medication, if any.
- C) Prescripteur:** nom et prénom. (C) **Prescribing physician:** name and given name;
- D) Identification du pharmacien:** nom et prénom, adresse et numéro de téléphone du pharmacien propriétaire. (D) **Identification of pharmacist:** name and given name, address and telephone number of the pharmacist who is the owner.

2.02 Tout pharmacien, dans l'exercice de sa profession, doit inscrire les renseignements suivants sur l'étiquette identifiant un médicament préparé ou vendu sans ordonnance:

2.02 Every pharmacist must, in the practice of his profession, enter the following information on the label identifying a medication prepared or sold without a prescription:

A) Médicament:

(A) Medication:

- a) dénomination commune ou commerciale, concentration et quantité du médicament; (a) generic or trade name, concentration and quantity of the medication;
- b) posologie moyenne pour adulte ou enfant; (b) average dosage for adult or child;
- c) mode d'administration du médicament, s'il y a lieu; (c) directions for use of the medication, if any;
- d) mode particulier de conservation du médicament, s'il y a lieu; (d) special directions for preservation of the medication, if any;
- e) date de péremption du médicament, s'il y a lieu, et (e) expiration date of the medication, if any; and
- f) précautions particulières, s'il y a lieu. (f) special precautions, if any.
- B) Identification du pharmacien:** nom et prénom, adresse et numéro de téléphone du pharmacien propriétaire. (B) **Identification of pharmacist:** name and given name, address and telephone number of the pharmacist who is the owner.

2.03 L'article 2.02 ne s'applique pas aux médicaments qui sont livrés aux patients dans le contenant original du fabricant.

2.03 Section 2.02 shall not apply to medications delivered to the patient in the original container of the manufacturer.

Section 3

Division 3

LES POISONS

POISONS

3.01 Tout pharmacien dans l'exercice de sa profession doit inscrire les renseignements suivants sur l'étiquette identifiant un poison:

3.01 Every pharmacist must, in the practice of his profession, enter the following information on the label identifying a poison:

A) Poison:

- a) précautions particulières, notamment l'inscription du mot « poison »;
- b) nom du poison, quantité et concentration;
- c) indications en cas d'intoxication;
- d) mode particulier de conservation, s'il y a lieu, et
- e) mode d'utilisation, s'il y a lieu, suivant les intentions déclarées du patient.

B) Identification du pharmacien: nom et prénom, adresse et numéro de téléphone du pharmacien propriétaire.

3.02 L'article 3.01 ne s'applique pas aux poisons livrés dans le contenant original du fabricant.

816-o

(A) Poison:

- (a) special precautions, in particular the inscription of the word "poison";
- (b) name of the poison, quantity and concentration;
- (c) instructions in case of intoxication;
- (d) special directions for preservation, if any; and
- (e) directions for use, if any, according to the intentions expressed by the patient.

(B) Identification of the pharmacist: name and given name, address and telephone number of the pharmacist who is the owner.

3.02 Section 3.01 shall not apply to poisons delivered in the original container of the manufacturer.

816-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

CODE DES PROFESSIONS

PROFESSIONAL CODE

(1973, ch. 43)

(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant la disposition des médicaments et des poisons suite à la fermeture définitive d'une pharmacie » adopté par le Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 10 juillet 1974, aux pages 3369 à 3372, a été approuvé le 25 juin 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 2595-75 avec modifications.

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code, that the "Regulation respecting the disposing of medications and poisons following the permanent closing of a pharmacy", made by the Bureau of the Order of Pharmacists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 10 July 1974, pages 3369 to 3372, was approved with amendments on 25 June 1975 under Order in Council 2595-75.

En conséquence, ce règlement, dont le texte apparaît ci-dessous, entre en vigueur tel que modifié le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Therefore, this Regulation, a copy of which is annexed hereto, shall come into force as amended on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.*

BERNARD LACHAPELLE,
*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

Règlement concernant la disposition des médicaments et des poisons suite à la fermeture définitive d'une pharmacie

Regulation respecting the disposing of medications and poisons following the permanent closing of a pharmacy

Section 1

Division 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

GENERAL PROVISIONS

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants désignent respectivement:

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following terms mean respectively:

a) « pharmacie »: l'endroit où un pharmacien exerce sa profession conformément aux dispositions de l'article 17 de la Loi sur la pharmacie;

(a) "pharmacy": the place where a pharmacist practises his profession in accordance with the provisions of section 17 of the Pharmacy Act;

b) « stupéfiant »: un stupéfiant au sens de la Loi sur les stupéfiants (S.R.C., 1970, ch. N-1);

(b) "narcotic": a narcotic within the meaning of the Narcotic Control Act, R.S.C., 1970, ch. N-1;

c) « drogue contrôlée »: une drogue contrôlée au sens de la Partie III de la Loi des aliments et drogues (S.R.C., 1970, ch. F-27).

(c) "controlled drug": a controlled drug within the meaning of Part III of the Food and Drugs Act, R.S.C., 1970, ch. F-27.

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, ch. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Section 2

**LA PROCÉDURE À SUIVRE
POUR LA DISPOSITION DES MÉDICAMENTS
ET DES POISONS**

2.01 Toute personne qui ferme définitivement une pharmacie doit, en même temps qu'elle avise le secrétaire de l'Ordre conformément à l'article 32 de la Loi sur la pharmacie, faire parvenir à celui-ci une déclaration sous sa signature et dûment assermentée dans laquelle elle indique:

a) que le « Bureau des drogues dangereuses » a été avisé par écrit de sa décision de fermer définitivement sa pharmacie et que copie de cet écrit y est jointe, et

b) la procédure qu'elle entend suivre pour la disposition des médicaments et des poisons, y compris les stupéfiants et les drogues contrôlés, en sa possession à ce moment-là.

2.02 (01) Lorsque la personne visée à l'article 2.01 a trouvé preneur pour tout ou partie de ses médicaments et poisons autres que des stupéfiants et des drogues contrôlées, elle doit remplir la formule A et faire remplir par le preneur la formule B, et les faire parvenir au secrétaire de l'Ordre au même moment qu'elle lui remet la déclaration mentionnée à l'article 2.01, si la transaction a eu lieu à l'intérieur des délais prescrits à l'article 32 de la Loi sur la pharmacie.

(02) Lorsqu'il y a plus d'une vente pour disposer desdits médicaments et poisons, chacune de ces ventes doit faire l'objet d'une formule distincte.

2.03 (01) Lorsque la personne visée à l'article 2.01 n'a pas trouvé preneur pour tout ou partie de ses médicaments et poisons autres que des stupéfiants et des drogues contrôlées, 30 jours avant la date fixée pour la fermeture définitive de sa pharmacie, elle doit immédiatement aviser le secrétaire de l'Ordre:

a) qu'elle n'a pas trouvé preneur pour lesdits médicaments et poisons, et

b) qu'elle demande que le syndic prenne les dispositions nécessaires pour en disposer, ou

c) qu'elle demande la visite d'un membre du Comité d'inspection professionnelle pour que lesdits médicaments et poisons soient détruits en la présence de ce dernier et d'elle-même ou de son représentant.

Division 2

**PROCEDURE TO BE FOLLOWED FOR THE
DISPOSING OF MEDICATIONS
AND POISONS**

2.01 Every person who permanently closes a pharmacy must, at the same time as he notifies the secretary of the Order, in accordance with section 32 of the Pharmacy Act, forward to the latter a duly sworn declaration under his signature in which he indicates:

(a) that the "Bureau of dangerous drugs" has been notified in writing of his decision to permanently close his pharmacy and that a copy of the said writing is annexed thereto; and

(b) the procedure he intends to follow for the disposing of medications and poisons, including narcotics and controlled drugs, in his possession at that time.

2.02 (01) When the person contemplated in section 2.01 has found a buyer for all or part of his medications and poisons other than narcotics and controlled drugs, he must fill in Form A and have the buyer fill in Form B, and send them to the secretary of the Order at the same time as he gives him the declaration set forth in section 2.01, if the transaction took place within the period prescribed in section 32 of the Pharmacy Act.

(02) When there is more than one sale in disposing of the said medications and poisons, each of the said sales shall be the object of a separate form.

2.03 (01) When the person contemplated in section 2.01 has not found a buyer for all or part of his medications and poisons other than the narcotics and controlled drugs, 30 days prior to the date fixed for the permanent closing of his pharmacy, he must immediately notify the secretary of the Order that:

(a) he has not found a buyer for the said medications and poisons; and

(b) he requests that the trustee make the necessary arrangements to dispose thereof, or

(c) he requests that he be visited by a member of the Professional Inspection Committee in order that the said medications and poisons be destroyed in the latter's presence and in his own presence or that of his representative.

(02) À défaut par la personne visée à l'article 2.01 d'aviser le secrétaire de l'Ordre conformément au sous-paragraph *a* ou de demander l'application de l'une ou l'autre des mesures mentionnées aux sous-paragraphes *b* et *c* dans le délai prescrit, le secrétaire de l'Ordre doit voir à ce qu'on dispose desdits médicaments et poisons selon l'un des moyens proposés aux sous-paragraphes *b* et *c*.

(02) Where the person contemplated in section 2.01 fails to notify the secretary of the Order in accordance with paragraph *a* or to request the implementation of one or other of the measures set forth in paragraphs *b* and *c* in the period prescribed, the secretary of the Order must see to it that the said medications and poisons are disposed of in accordance with one of the means set forth in paragraphs *b* and *c*.

FORM A

(Seal of the Order)

ORDER OF PHARMACISTS OF QUÉBEC

Remittance of medications and poisons other than narcotics and controlled drugs to an authorized person by a pharmacist permanently closing his pharmacy

I, the undersigned, Mr., Mrs., Miss. (name)

..... pharmacist, practising my profession at

(given name) (address) (street)

(municipality) (telephone)

give notice to the secretary of the Order that on, I concluded an agreement with Mr., Mrs., Miss.

(day) (month) (year) (name) (given name)

..... domiciled at and practising his (her) profession at

(address) (street) (municipality) (telephone)

or (in the case of a wholesaler, a hospital, etc.) with, located at

(name of institution) (address) (street) (municipality) (telephone)

.....

in order to dispose of all or part (indicate percentage.....%) of the medications and poisons, other than narcotics and controlled drugs, in my possession on the date fixed for the permanent closing of my pharmacy.

I certify that, to my knowledge, the acquirer hereinabove mentioned is a person authorized under the Act to possess and sell the said medications and poisons.

..... Signature of pharmacist-vendor

Date:..... 19.....

FORMULE A

(Sceau de l'Ordre)

L'ORDRE DES PHARMACIENS DU QUÉBEC

Remise des médicaments et des poisons, autres que des stupéfiants et des drogues contrôlées, par un pharmacien fermant définitivement sa pharmacie à une personne autorisée

Je, soussigné (e), M., Mme, Mlle,

(nom)

(prénom)

pharmacien (ne), exerçant ma profession au

(adresse)

.....

(rue)

(municipalité)

(téléphone)

donne avis au secrétaire de l'Ordre que le

(jour)

(mois)

(année)

J'ai conclu une entente avec M., Mme, Mlle

(nom)

(prénom)

....., domicilié (e) au

(profession)

(adresse)

....., et exerçant sa

profession au

(rue)

(municipalité)

(téléphone)

ou (dans le cas d'un grossiste, d'un hôpital, etc.) avec

(adresse)

(rue)

(municipalité)

(téléphone)

.....

(nom de l'institution)

.....située (e) au

(adresse)

(rue)

.....

(municipalité)

(téléphone)

en vue de disposer de tout ou partie (indiquer le pourcentage. . . . %) des médicaments et des poisons, autres que des stupéfiants et des drogues contrôlées, en ma possession à la date fixée pour la fermeture définitive de ma pharmacie.

Je certifie qu'à ma connaissance, l'acquéreur mentionné ci-haut est une personne autorisée par la loi à posséder et à vendre lesdits médicaments et poisons.

.....
Signature du pharmacien-vendeur

Date: Le. 19.....

FORM B

(Seal of the Order)

ORDER OF PHARMACISTS OF QUÉBEC

Remittance of medications and poisons other than narcotics and controlled drugs to an authorized person by a pharmacist permanently closing his pharmacy

I, the undersigned, Mr., Mrs., Miss..... (name)

....., domiciled at (given name) (profession)

..... (address) (street) (municipality) (telephone)

and practising my profession at..... (address) (street)

..... or (in the case of a wholesaler, (municipality)

a hospital, etc.), Mr., Mrs., Miss..... (name) (given name)

....., employee of (function within the institution concerned)

....., located at (name of institution)

..... (address) (street) (municipality) (telephone)

hereby declare that I have concluded an agreement with Mr., Mrs., Miss..... (name) (given name)

pharmacist, practising his (her) profession at.....

..... (address) (street) (municipality) (telephone)

on..... (day) (month) (year)....., in order to acquire all

or part (indicate the percentage %) of the medications and poisons, other than narcotics and controlled drugs, in his (her) possession on the date fixed for the permanent closing of his (her) pharmacy.

And I declare that I am a person authorized under the Act to possess and sell the said medications and poisons.

..... Signature of the acquirer

Date:..... 19.....

FORMULE B

(Sceau de l'Ordre)

L'ORDRE DES PHARMACIENS DU QUÉBEC

Remise des médicaments et des poisons, autres que des stupéfiants et des drogues contrôlées, par un pharmacien fermant définitivement sa pharmacie à une personne autorisée

Je, soussigné (e), M., Mme, Mlle,
 (nom) (prénom)
 domicilié (e) au
 (profession) (adresse)
 (rue) (municipalité) (téléphone)
 et exerçant ma profession au
 (adresse) (rue)
 ou (dans le cas d'un grossiste)
 (municipalité) (téléphone)
 d'un hôpital, etc.), M., Mme, Mlle,
 (nom) (prénom)
 employé (e) de
 (fonction au sein de l'institution intéressée)
 situé (e) au
 (nom de l'institution) (adresse)
 (rue) (municipalité) (téléphone)
 déclare par les présentes avoir conclu une entente avec M., Mme, Mlle,
 (nom) (prénom)
 pharmacien(ne), exerçant sa profession au
 (adresse) (rue) (municipalité) (téléphone)
 le en vue d'acquérir
 (jour) (mois) (année)

tout ou partie (indiquer le pourcentage . . . %) des médicaments et des poisons, autres que des stupéfiants et des drogues contrôlées, en sa possession à la date fixée pour la fermeture définitive de sa pharmacie.

Et je déclare être une personne autorisée par la loi à posséder et à vendre lesdits médicaments et poisons.

.....
 Signature de l'acquéreur

Date: Le 19.....

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

CODE DES PROFESSIONS

PROFESSIONAL CODE

(1973, ch. 43)

(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant la publicité » adopté par le Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 10 juillet 1974, aux pages 3351 à 3354, a été approuvé le 31 juillet 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 3648-75 avec modifications.

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting advertising" made by the Bureau of the Order of Pharmacists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 10 July 1974, pages 3351 to 3354, was approved with amendments on 31 July 1975 under Order in Council 3648-75.

En conséquence, ce règlement, dont le texte apparaît ci-dessous, entrera en vigueur tel que modifié le 1er novembre 1975.

Therefore, this Regulation, a copy of which is annexed hereto, shall come into force as amended on 1 November 1975.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,*

BERNARD LACHAPELLE,

BERNARD LACHAPELLE.

*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

Règlement concernant la publicité

Regulation respecting advertising

Section 1

Division 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

GENERAL PROVISIONS

1.01 Dans le présent règlement, le mot « pharmacie » signifie l'endroit où un pharmacien exerce sa profession conformément à l'article 17 de la Loi sur la pharmacie.

1.01 In this Regulation, the word "pharmacy" means the place where a pharmacist practices his profession in accordance with section 17 of the Pharmacy Act.

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, ch. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Section 2

Division 2

PRINCIPES GÉNÉRAUX

GENERAL PRINCIPLE

2.01 Les éléments qu'un pharmacien peut mentionner au public dans sa publicité concernant les médicaments et poisons qu'il vend en exécution ou non d'une ordonnance et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité sont ceux décrits au présent règlement.

2.01 The items which a pharmacist may include in his public advertisements with respect to the medications and poisons which he sells whether or not under a prescription, and the conditions under which he may advertise are described in this Regulation.

Section 3

Division 3

LE CONTENU ET LA FORME DE LA CARTE PROFESSIONNELLE

CONTENT AND FORM OF THE PROFESSIONAL CARD

3.01 Un pharmacien ne peut inscrire sur sa carte professionnelle autre chose que:

3.01 A pharmacist shall not enter on his professional card any data other than:

- | | |
|--|--|
| a) son nom et celui de ses associés, s'il y a lieu; | (a) his name and that of his partners, where applicable; |
| b) sa profession; | (b) his profession; |
| c) ses titres universitaires; | (c) his university degrees; |
| d) son adresse, son numéro de téléphone et ses heures de service, et | (d) his address, telephone number and office hours, and |
| e) le symbole graphique de l'Ordre. | (e) the graphic sign of the Order. |

3.02 La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 6 centimètres de large et 11 centimètres de long.

3.02 The professional card shall not be more than 6 centimetres in width and 11 centimetres in length.

Section 4

LES MÉDIA D'INFORMATION ET LA PAPETERIE

4.01 Un pharmacien peut annoncer ou permettre qu'on annonce à la radio, à la télévision, dans les journaux, revues, périodiques ou autres imprimés tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 3.01 du présent règlement et à l'article 2.06 du Règlement concernant la tenue de pharmacie.

4.02 (01) À l'occasion de l'ouverture de sa pharmacie, de son entrée dans une pharmacie existante ou à l'occasion de sa première inscription au tableau de l'Ordre, ou lors d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un pharmacien peut publier ou permettre que sa photographie et certaines notes biographiques soient publiées dans des journaux, revues, périodiques ou autres imprimés.

(02) La photographie autorisée au paragraphe (01) ne peut excéder 64 centimètres carrés (soit environ 9 pouces carrés).

4.03 Un pharmacien peut inscrire sur sa papeterie tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 3.01.

4.04 Un pharmacien ne peut se désigner comme tel dans la publicité qu'il fait à la radio, à la télévision, dans des journaux, revues, périodiques ou autres imprimés, concernant des biens offerts en vente en dehors de sa pharmacie.

Section 5

LISTE DE MÉDICAMENTS

5.01 Un pharmacien doit tenir à l'intérieur de sa pharmacie et à la vue du public une liste des médicaments couramment offerts en vente dans sa pharmacie, en y précisant pour chacun d'entre eux:

Division 4

INFORMATION MEDIA AND STATIONERY

4.01 A pharmacist may advertise or allow to be advertised on radio, television, in newspapers, magazines, periodicals or other printed matter all or part of the data set forth in section 3.01 of this Regulation and in section 2.06 of the Regulation respecting the keeping of pharmacies.

4.02 (01) Upon the opening of his pharmacy, when taking up a post in an existing pharmacy or when entered on the roll of the Order for the first time, or upon appointment to a position related to the practice of the profession, a pharmacist may publish or allow to be published his photograph and certain biographical data in newspapers, magazines, periodicals or other printed matter.

(02) The photograph authorized in subsection (01) shall not exceed 64 square centimetres (about 9 square inches).

4.03 A pharmacist may enter on his stationery all or part of the data set forth in section 3.01.

4.04 A pharmacist shall not designate himself as such in advertising on radio, television, in newspapers, magazines, periodicals or other printed matter, goods offered for sale outside his pharmacy.

Division 5

LIST OF MEDICATIONS

5.01 A pharmacist must keep inside pharmacy, in public view, a list of the medications currently offered for sale in his pharmacy, in specifying for each of them:

- a) sa dénomination commerciale; (a) its trade name;
- b) sa dénomination commune, si elle existe; (b) its generic name, if any;
- c) le nom de son fabricant, et (c) the name of the manufacturer, and
- d) le prix de chacun de ses formats commerciaux disponibles en pharmacie et, s'il y a lieu, le montant de tout autre frais, ou (d) the price of each of the commercial sizes available in the pharmacy and, where applicable, the amount of any other costs, or
- e) dans le cas où il n'y a pas de format commercial disponible, son prix à l'unité (comprimé, capsule, suppositoire, ampoule, gramme, millilitre ou autre, selon le cas) et, s'il y a lieu, le montant de tout autre frais. (e) in the case where no commercial size is available, his unit price (tablet, capsule, suppository, ampoule, gram, millilitre or other, as the case may be) and, where applicable, the amount of any other cost.
- 5.02** La liste doit contenir une table indiquant, pour chaque médicament qui y est inscrit et qui possède une dénomination commune, ses diverses dénominations commerciales. **5.02** The list must contain a table indicating, with respect to each medication entered thereon and which has a generic name, its various trade names.
- 5.03** La liste doit être mise à jour périodiquement, au moins une fois par année. **5.03** The list must be updated periodically and at least once a year.
- 5.04** La liste peut contenir des renseignements, tables ou index destinés à en faciliter la consultation par le public. **5.04** The list may contain information, tables or indexes to facilitate public consultation.
- 5.05** Pour la constitution de la liste qu'il doit tenir dans sa pharmacie, un pharmacien peut utiliser une liste de médicaments de caractère officiel ou qui a été préparée par lui-même ou un groupe de pharmaciens. **5.05** In drawing up the list which he must keep in his pharmacy, a pharmacist may use an official list of medications or a list which has been prepared by himself or a group of pharmacists.
- 5.06** La liste ne peut être consultée que sur les lieux de la pharmacie. Sur demande, un pharmacien peut toutefois communiquer par téléphone un renseignement contenu dans cette liste. **5.06** The list may only be consulted in the premises of the pharmacy. Upon request, a pharmacist may, however, communicate by telephone information contained on that list.
- 5.07** Un pharmacien peut afficher dans sa pharmacie l'escompte qu'il accorde sur plusieurs médicaments, pour une période de plus d'une semaine, par rapport au prix de ces médicaments apparaissant sur la liste affichée dans sa pharmacie. **5.07** A pharmacist may post up in his pharmacy the discount which he offers on several medications, for a period of more than one week, in relation to the list posted up in his pharmacy.

Section 6

LA PUBLICITÉ SUR LE LIEU
DE LA PHARMACIE

6.01 (01) Sur l'un des murs extérieurs de l'immeuble où est située sa pharmacie ou sur le terrain où est érigé cet immeuble, un pharmacien propriétaire peut placer une enseigne mentionnant, en lettres d'au plus 20 centimètres de hauteur, son nom suivi du mot « pharmacien ». Cette inscription peut être accompagnée du symbole graphique de l'Ordre, lequel ne doit pas dépasser un mètre carré.

Division 6

ADVERTISING ON THE PREMISES
OF THE PHARMACY

6.01 (01) On one of the outer walls of the building in which his pharmacy is located or on the lot on which the said building is erected, the pharmacist who is the owner of a pharmacy may post up a sign indicating his name followed by the word "pharmacist" in letters not more than 20 centimetres high. This notice may be accompanied by the graphic sign of the Order, which must not exceed one square metre.

(02) Si l'immeuble où est située sa pharmacie se trouve à un carrefour, un pharmacien propriétaire peut placer une telle enseigne sur les murs extérieurs ou sur le terrain faisant face à chacune des routes convergentes.

6.02 (01) À l'intérieur d'une pharmacie ou sur la porte y donnant accès, il peut y avoir une enseigne placée à la vue du public et sur laquelle sont inscrits distinctement, en lettres d'au plus 15 centimètres de hauteur, le nom du pharmacien propriétaire, suivi du mot « pharmacien ».

(02) Au cas où un pharmacien est chargé de la surveillance d'une pharmacie conformément aux articles 28, 29 et 30 de la Loi sur la pharmacie, son nom doit apparaître sur ladite enseigne.

Section 7

LE SYMBOLE GRAPHIQUE DE L'ORDRE

7.01 L'Ordre est représenté par un symbole graphique conforme à l'original déposé par le secrétaire de l'Ordre et contenant les éléments suivants:

un serpent enroulant une coupe — les deux dans un cadre en croix grecque vidée — le tout sur un carré vert aux coins arrondis.

7.02 Toute reproduction de ce symbole doit être conforme à l'original déposé par le secrétaire de l'Ordre et ne peut dépasser 1 mètre carré.

Section 8

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

8.01 Un pharmacien ne peut fournir à une personne autorisée à prescrire en vertu d'une loi du Québec, des blancs ou carnets à prescription portant en écriture ou en imprimerie le nom du prescripteur, son adresse et son numéro de téléphone, joints au nom, à l'adresse ou au numéro de téléphone du pharmacien ou de la pharmacie.

8.02 Un pharmacien ne peut permettre à une personne autorisée à prescrire en vertu d'une loi du Québec de l'annoncer ou d'annoncer sa pharmacie au verso ou au recto d'une feuille imprimée ou manuscrite servant à rédiger une ordonnance médicale quelle qu'elle soit.

8.03 Un pharmacien ne peut, directement ou indirectement, distributeur, qu'il y ait vente ou non, des cadeaux, ristournes, boni, timbres-primés ou autres gratifications quelle qu'en soit la forme.

(02) If the building in which his pharmacy is located is at a crossroads, the pharmacist who is the owner of the pharmacy may post up such sign on the outer walls or on the land facing each of the converging roads.

6.02 (01) Inside a pharmacy or on the door leading thereto, a sign may be placed in public view on which the name of the pharmacist who is the owner thereof, followed by the word "pharmacist", are clearly written in letters not exceeding 15 centimetres.

(02) In the case where a pharmacist is entrusted with the supervision of a pharmacy in accordance with sections 28, 29 and 30 of the Pharmacy Act, his name must appear on the said sign.

Division 7

GRAPHIC OF THE ORDER

7.01 The Order is represented by a graphic sign in accordance with the original held by the secretary of the Order and containing the following elements:

a cup entwined by a serpent — both within a veiled greek cross — the whole on a vert square with rounded corners.

7.02 Any reproduction of this sign must comply with the original kept by the secretary of the Order and shall not exceed 1 square meter.

Division 8

MISCELLANEOUS AND TRANSITIONAL PROVISIONS

8.01 A pharmacist shall not furnish any person, authorized to prescribe under a law of the province of Québec, prescription blanks or note-books bearing in writing or in print the name of the prescriber, his address and telephone number, appearing with the name, the address or telephone number of the pharmacist or pharmacy.

8.02 A pharmacist shall not allow a person, authorized to prescribe under a law of the province of Québec, to advertise that fact or to advertise his pharmacy on the face or back of a printed or handwritten sheet used for writing a medical prescription of whatsoever nature.

8.03 A pharmacist shall not, directly or indirectly, whether or not there is a sale, distribute gifts, refunds, bonuses, trading stamps or any other gratuity under any form whatsoever.

8.04 Un pharmacien ayant un service de livraison à domicile ne peut inscrire sur le véhicule utilisé à cette fin autre chose que ce qui est indiqué à l'article 3.01.

8.05 01) Nonobstant la section 2, un pharmacien propriétaire qui, à la date d'entrée en vigueur du présent règlement affiche sur le lieu de sa pharmacie une enseigne non conforme à la section 6 en ce qui touche la dénomination de la raison sociale de sa pharmacie, peut laisser une telle enseigne en place jusqu'au 1er juillet 1976, conformément à l'article 44 de la Loi sur la pharmacie.

02) Nonobstant la section 2, un pharmacien propriétaire qui, à la date d'entrée en vigueur du présent règlement affiche sur le lieu de sa pharmacie une enseigne non conforme à la section 6 en ce qui touche la dimension de cette enseigne, peut laisser cette dernière en place jusqu'au 1er janvier 1978.

8.06 Le présent règlement entrera en vigueur le 1er novembre 1975.

816-o

8.04 A pharmacist with a home delivery service may not inscribe on the vehicle used for such purpose anything other than that which is indicated in section 3.01.

8.05 (01) Notwithstanding Division 2, a pharmacist who is the owner of a pharmacy and who, on the date of coming into force of this Regulation, had posted up on the premises of his pharmacy a sign which does not comply with Division 6 with respect to the denomination of the firm name of his pharmacy, may allow such sign to remain in place until 1 July 1976, in accordance with section 44 of the Pharmacy Act.

(02) Notwithstanding Division 2, a pharmacist who is the owner of a pharmacy and who, on the date of coming into force of this Regulation, had posted up on the premises of his pharmacy a sign which does not comply with Division 6 regarding the dimension of such sign, may allow such sign to remain in place until 1 January 1978.

8.06 This Regulation shall come into force on 1 November 1975.

816-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant la tenue des dossiers, livres et registres par un pharmacien dans l'exercice de sa profession » adopté par le Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 10 juillet 1974, aux pages 3377 et 3378, a été approuvé le 25 juin 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 2592-75 avec modifications.

En conséquence, ce règlement, dont le texte apparaît ci-dessous, entre en vigueur tel que modifié le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,*
BERNARD LACHAPELLE.

Règlement concernant la tenue
des dossiers, livres et registres
par un pharmacien
dans l'exercice de sa profession

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 La loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Section 2

LE DOSSIER-PATIENT

2.01 Sous réserve des articles 2.04 et 2.05, un pharmacien doit tenir à l'endroit où il exerce sa profession un dossier pour chaque patient pour le compte de qui une ordonnance est exécutée.

2.02 Les renseignements suivants doivent être consignés au dossier de chaque patient:

A) Patient:

- a) ses nom et prénom;
- b) son adresse;

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting the keeping of records, books and registers by a pharmacist in the practice of his profession", made by the Bureau of the Order of Pharmacists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 10 July 1974, pages 3377 and 3378, was approved with amendments on 25 June 1975 under Order in Council 2592-75.

Therefore, this Regulation, a copy of which is annexed hereto, shall come into force as amended on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

Regulation respecting the keeping
of records, books and registers by a
pharmacist in the practice of
his profession

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1.01 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, ch. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Division 2

PATIENT'S RECORD

2.01 Subject to sections 2.04 and 2.05, a pharmacist shall keep at the where he practises his profession a record for each patient in respect of whom a prescription is filled.

2.02 The following information must be entered in the record of each patient:

(A) Patient:

- (a) name and given name;
- (b) address;

- | | |
|---|---|
| c) sa date de naissance, et | (c) date of birth, and |
| d) son sexe. | (d) sex. |
| B) Médicaments prescrits: | (B) Medications prescribed: |
| a) date de service; | (a) date of dispensing; |
| b) numéro de l'ordonnance; | (b) prescription number; |
| c) dénomination commune ou commerciale ou les deux; | (c) generic or trade name or both; |
| d) inscription de la substitution suivant l'article 21 de la loi sur la pharmacie; | (d) mention of the substitution in accordance with section 21 of the Pharmacy Act; |
| e) concentration; | (e) concentration; |
| f) quantité du médicament; | (f) quantity of medication; |
| g) posologie; | (g) dosage; |
| h) fréquence du renouvellement; | (h) frequency of renewal; |
| i) date du renouvellement; | (i) date of renewal; |
| j) quantité du renouvellement; | (j) quantity of renewal; |
| k) au cas de refus d'exécuter une ordonnance, la date et la raison du refus; | (k) in case of refusal to fill a prescription, the date and reason for refusal; |
| l) au cas de refus d'exécuter le renouvellement d'une ordonnance, la date et la raison du refus, et | (l) in case of refusal to renew a prescription, date of and reason for refusal; and |
| m) la non-utilisation d'un fermoir de sécurité, s'il y a lieu. | (m) non-utilization of a safety-closed device, where applicable. |
| C) Prescripteur: nom et adresse. | (C) Prescribing physician: name and address. |
| D) Pharmacien instrumentant: signature ou paraphe. | (D) Dispensing pharmacist: signature or initials. |

2.03 Le dossier-patient doit être tenu à jour aussi longtemps que la personne visée par le dossier demeure un patient du pharmacien. Un dossier-patient ne peut être fermé définitivement qu'après une période d'inactivité d'au moins 2 ans, sauf en cas de décès. Dès qu'un dossier-patient est fermé définitivement, le pharmacien peut le détruire.

2.04 Dans le cas du pharmacien oeuvrant dans un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, ch. 48), le dossier de l'établissement est considéré comme le dossier-patient et le registre des ordonnances prévus au présent règlement, à la condition que le pharmacien ait libre accès au dossier de l'établissement afin d'y inscrire, s'il y a lieu, les

2.03 The patient's record must be kept up-to-date for as long as the person contemplated in the record remains a patient of the pharmacist. A patient's record may be permanently closed only after at least 2 years of inactivity, except in case of death. As soon as a patient's record is permanently closed, the pharmacist may destroy it.

2.04 In the case of a pharmacist practising in an establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, ch. 48), the record of the establishment shall be considered as the patient's record and register of prescriptions referred to in this Regulation, provided that the pharmacist has free access to the record of the establishment for the purpose of

renseignements mentionnés à l'article 2.02. Toute inscription ainsi faite doit être paraphée par le pharmacien.

2.05 Dans le cas où un pharmacien est à l'emploi d'un autre pharmacien, il doit utiliser le dossier-patient ainsi que le livre ou registre mentionné à la section 3 qui est tenu à l'endroit où il exerce sa profession.

2.06 Une personne pour le compte de qui une ordonnance est exécutée peut, sur demande, consulter son dossier.

2.07 Rien dans la présente section ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de tout autre moyen pour la constitution et la tenue du dossier-patient.

Section 3

LES ORDONNANCES

3.01 Sous réserve des articles 2.04 et 2.05, un pharmacien doit tenir à l'endroit où il exerce sa profession, un livre ou registre dans lequel apparaissent les originaux d'ordonnances et sont inscrites les ordonnances verbales. Les originaux d'ordonnances doivent être conservés pour une période d'au moins 2 ans.

816-o

entering, when necessary, the information mentioned in section 2.02. All entries thus made must be initialled by the pharmacist.

2.05 A pharmacist who is employed by another pharmacist must utilize the patient's record as well as the book or register referred to in Division 3 which are kept at the place where he practises his profession.

2.06 A person for whom a prescription is filled may, upon request, consult his record.

2.07 Nothing in this Division must be interpreted as excluding the use of data processing or other means for the constitution and keeping of the patient's record.

Division 3

PRESCRIPTIONS

3.01 Subject to sections 2.04 and 2.05, a pharmacist must keep at the place where he practises his profession a book or register containing all the originals of prescriptions and in which are entered verbal prescriptions. Originals of prescriptions must be retained for at least 2 years.

816-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS

(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant la tenue des pharmaciens » adopté par le Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 10 juillet 1974, aux pages 3355 et 3356, a été approuvé le 31 juillet 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 3649-75 avec modifications.

En conséquence, ce règlement, dont le texte apparaît ci-dessous, entre en vigueur tel que modifié le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*, à l'exception des articles 2.01, 2.02 et 2.03 qui entreront en vigueur le 1er mars 1976.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.*

Règlement concernant la tenue
des pharmacies

Sections I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants désignent respectivement:

a) « pharmacie »: l'endroit où un pharmacien exerce sa profession conformément à l'article 17 de la Loi sur la pharmacie;

b) « stupéfiant »: un stupéfiant au sens de la Loi sur les stupéfiants (S.R.C., 1970, ch. N-1);

c) « drogue contrôlée »: une drogue contrôlée au sens de la Partie III de la Loi des aliments et drogues (S.R.C., 1970, ch. F-27).

1.02 La loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03 Rien dans le présent règlement ne s'applique à la fabrication ou à la vente d'un médicament breveté ou d'une spécialité pharmaceutique.

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE

(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting the keeping of pharmacies", made by the Bureau of the Order of Pharmacists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 10 July 1974, on pages 3355 and 3356, was approved with amendments on 31 July 1975 under Order in Council 3649-75.

Therefore, this Regulation, a copy of which in annexed hereto, shall come into force as amended on the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, with the exception of sections 2.01, 2.02 and 2.03 which shall come into force on 1 March 1976.

*BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

Regulation respecting the keeping
of pharmacies

Division I

GENERAL PROVISIONS

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following expressions mean:

(a) "pharmacy": the place where a pharmacist practises his profession in accordance with section 17 of the Pharmacy Act;

(b) "narcotic": a narcotic within the meaning of the Narcotic Control Act (R.S.C., 1970, ch. N-1);

(c) "controlled drug": a controlled drug within the meaning of Part III of the Food and Drugs Act (R.S.C., 1970, ch. F-27).

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, ch. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

1.03 Nothing in this Regulation shall apply to the manufacture or sale of a patent or proprietary medicine.

Section 2

LA DÉLIMITATION PHYSIQUE
ET L'AMÉNAGEMENT D'UNE PHARMACIE

2.01 Un pharmacien ne peut tenir dans une pharmacie autre chose que des médicaments, des poisons et des produits pharmaceutiques.

2.02 Une pharmacie doit être tenue dans un lieu distinct et indépendant de tout autre local.

2.03 Une pharmacie est sise dans un lieu « distinct et indépendant »:

a) lorsque ce lieu est constitué de murs fixes d'une hauteur minimale de 2, 13 mètres (soit environ 7 pieds) et se touchant les uns les autres de manière à former un local donnant accès par une ou plusieurs portes sur une voie publique, un corridor ou un autre local, et

b) lorsque la vente des médicaments, poisons et produits pharmaceutiques qui s'y trouvent est conclue et enregistrée dans ce lieu, peu importe que le paiement de cette vente soit effectué à l'extérieur de ce lieu.

2.04 Un pharmacien doit afficher son permis dans sa pharmacie, à la vue du public.

2.05 Un pharmacien propriétaire doit placer à l'intérieur de l'immeuble où est située sa pharmacie, mais à la vue du public, une enseigne indiquant ses heures habituelles de service.

2.06 Dans la mesure où des services pharmaceutiques sont disponibles dans une pharmacie voisine en dehors des heures où lui-même offre de tels services, un pharmacien propriétaire doit placer à l'intérieur de l'immeuble où est située sa pharmacie, mais à la vue du public, une enseigne indiquant l'adresse de cette pharmacie.

Section 3

LA CONSERVATION DES MÉDICAMENTS
ET DES POISONS

3.01 Toute substance volatile, inflammable ou toxique à l'intérieur d'une pharmacie doit être placée dans un endroit hors de la portée du public.

3.02 Tous les médicaments devant être gardés à une température inférieure à la température de la pièce (20° C ou 68° F) doivent être entreposés dans un réfrigérateur.

Division 2

LAY-OUT AND ARRANGEMENT
OF PHARMACIES

2.01 A pharmacist shall not keep in his pharmacy any object other than medications, poisons and pharmaceutical products.

2.02 A pharmacy must be kept in premises distinct and separate from any other place.

2.03 A pharmacy shall be situated in "distinct and separate premises":

(a) if such premises have permanent walls of a minimal height of 2, 13 metres (about 7 feet) and are joined to each other so as to constitute a self-contained unit giving access by one or several doors to a street, corridor or other premises and

(b) if the sale of medications, poisons and pharmaceutical products found therein is concluded and registered there, whether or not the payment of such sale is made outside of these premises.

2.04 A pharmacist must display his permit in his pharmacy in a conspicuous place.

2.05 A pharmacist who is an owner must place inside the immovable in which his pharmacy is located, but in full view of the public, a sign indicating his usual hours of service.

2.06 Where pharmaceutical services are available in a neighbouring pharmacy outside the hours in which he himself offers such services, a pharmacist who is an owner must place inside the immovable in which his pharmacy is located, but in full view of the public, a sign indicating the address of such pharmacy.

Division 3

THE KEEPING OF MEDICATIONS
AND POISONS

3.01 All volatile, inflammable or toxic substances kept in a pharmacy must be stored in a place not accessible to the public.

3.02 All medications which must be kept at a temperature lower than room temperature (20° C or 68° F) must be stored in a refrigerator.

3.03 Les stupéfiants et drogues contrôlées doivent être entreposés dans une armoire aménagée suivant les normes et règlements s'appliquant particulièrement à ces produits.

3.04 Les médicaments d'usage vétérinaire doivent être séparés des médicaments pour les humains.

3.05 Tout médicament vendu au public en exécution ou non d'une ordonnance doit être livré au patient dans un contenant à fermoir de sécurité, sauf:

a) si le prescripteur le contre-indique, ou

b) si le pharmacien est d'avis que l'état de santé du patient ne lui permet pas d'utiliser un tel contenant.

3.06 L'article 3.05 ne s'applique pas aux médicaments qui sont livrés aux patients dans le contenant original du fabricant.

Section 4

DISPOSITION TRANSITOIRE

4.01 Les articles 2.01, 2.02 et 2.03 entrent en vigueur le 1^{er} mars 1976.

816-o

3.03 Narcotics and controlled drugs must be stored in a cupboard designed in accordance with the standards and regulations which specifically apply to such products.

3.04 Medications for veterinary use must be stored separately from medications for human use.

3.05 All medications sold to the public with or without a prescription must be delivered to the patient in a safety-closed container, unless:

(a) indicated otherwise by the prescribing physician, or

(b) the pharmacist is of the opinion that the patient's condition does not permit him to use such container.

3.06 Section 3.05 shall not apply to medications delivered to patients in the original container of the manufacturer.

Division 4

TRANSITIONAL PROVISIONS

4.01 Sections 2.01, 2.02 and 2.03 shall come into force on 1 March 1976.

816-o

LOI SUR LA MISE EN MARCHÉ
DES PRODUITS AGRICOLES
(1974, ch. 36)

Régie des Marchés agricoles du Québec

**Projet de plan conjoint des producteurs de cultures
commerciales du Québec.**

Prenez avis que, pour des motifs d'ordre légal, la Régie des marchés agricoles du Québec ne peut considérer le projet de plan conjoint des producteurs de cultures commerciales du Québec qui a été déposé au nom de la *Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec* et que l'avis paru dans la *Gazette officielle du Québec* le 11 juin 1975 doit être ignoré.

Régie des marchés
agricoles du Québec

Le secrétaire,
ME GILLES LE BLANC.

811-o

FARM PRODUCTS
MARKETING ACT
(1974, ch. 36)

Québec Agricultural Marketing Board

**Draft of a joint plan of the Québec commercial crop
producers**

Notice is given that, due to legal consideration, the Québec Agricultural Marketing Board cannot consider the draft of a joint plan of the Québec commercial crop producers which was filed on behalf of the *Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec* and that the notice published in the *Québec Gazette* of 11 June 1975 must be ignored.

Québec Agricultural
Marketing Board

GILLES LE BLANC,
Secretary.

811-o

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de
Québec,
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (1974, chapitre 40) a été sanctionnée le 24 décembre 1974;

ATTENDU QUE sous réserve de l'article 27, ladite loi, sauf les articles 4, 5, 14, 15 et 18, est entrée en vigueur le jour de sa sanction;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 28 de ladite loi, les articles 4, 5, 14, 15 et 18 de ladite loi entreront en vigueur, en tout ou en partie, à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QUE le paragraphe *j* de l'article 15 de ladite loi de l'exception des mots « ou de recherches », le paragraphe *k* de l'article 15 de ladite loi, l'article 18 de ladite loi, à l'exception de la section XI — Bourses de recherche, sont entrés en vigueur le 11 avril 1975 par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 16 juillet 1975 l'entrée en vigueur:

a) des mots « ou de recherches » du paragraphe *j* de l'article 15 de ladite loi;

Canada,
Province of
Québec,
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ÉLIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters come or whom they may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act (1974, Chapter 40) was assented to on 24 December 1974;

WHEREAS, subject to section 27, the said Act, with the exception of sections 4, 5, 14, 15 and 18, came into force on the day of its sanction;

WHEREAS, under section 28 of the said Act, sections 4, 5, 14, 15 and 18 will come into force, in a whole or in part, on a date or on dates to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS paragraph *j* of section 56 of Chapter 37 of the Statutes of 1970, added by section 15 of Chapter 40 of the Statutes of 1974, with the exception of the words "of research scholarships", paragraph *k* of section 56 of Chapter 37 of the Statutes of 1970, added by section 15 of Chapter 40 of the Statutes of 1974 and section 18 of Chapter 40 of the Statutes of 1974, with the exception of Division XI — Research Scholarships, added by the said section to chapter 37 of the Statutes of 1970, came into force on 11 April 1975 by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to proclaim that on 16 July 1975 the following will come into force:

(a) the words "or research scholarships" in paragraph *j* of section 56 of Chapter 37 of the Statutes of 1970, add-

b) de la section XI — Bourses de recherche, laquelle comprend les articles 76h à 76q de l'article 18 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 2886-75, du 16 juillet 1975, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des affaires sociales:

QUE soit fixée au 16 juillet 1975 l'entrée en vigueur:

a) des mots « ou de recherches » du paragraphe j de l'article 15 de ladite loi;

b) de la section XI — Bourses de recherche, laquelle comprend les articles 76h à 76q de l'article 18 de ladite loi.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur celles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-quinze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-quatrième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
RENÉ LANGEVIN.

Libro: 502
Folio: 170
812-o

ed by section 15 of Chapter 40 of the Statutes of 1975; (b) Division XI — Research Scholarships, which comprises section 76h to 76q, added to Chapter 37 of the Statutes of 1970 by section 18 of Chapter 40 of the Statutes of 1974.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order number 2886-75, dated 16 July 1975, We have ordered and, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs, do hereby order:

THAT on 16 July 1975, the following shall come into force:

(a) the words "or research scholarships" in paragraph j of section 56 of Chapter 37 of the Statutes of 1970, added by section 15 of Chapter 40 of the Statutes of 1974;

(b) Division XI — Research Scholarships, which comprises section 76h to 76q added to Chapter 37 of the Statutes of 1970 by section 68 of Chapter 40 of the Statutes of 1974;

ALL OUR LOYAL subjects and all others whom letters may concern must take notice hereof and act accordingly.

IN WITNESS WHEREOF We have caused these letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this sixteenth day of July in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-five and in the twenty-fourth year of Our Reign.

By command,

RENÉ LANGEVIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 502
Folio: 170
812-o

Canada
Province de
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

Canada
Province of
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de la Commission des affaires sociales (1974, chapitre 39) a été sanctionnée le 24 décembre 1974;

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi de la Commission des affaires sociales (projet de loi no 37 de 1975) a été sanctionnée le 18 juin 1975;

ATTENDU QUE les deux lois mentionnées ci-dessus ne doivent entrer en vigueur qu'à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 1er août 1975 la date d'entrée en vigueur desdites lois;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 3400-75, du 23 juillet 1975, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des affaires sociales:

QUE soit fixée au 1er août 1975 l'entrée en vigueur de la Loi de la Commission des affaires sociales (1974, chapitre 39) et de la Loi modifiant la Loi de la Commission des affaires sociales (projet de loi no 37 sanctionné le 18 juin 1975).

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters come or whom they may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Social Affairs Commission Act (1974, Chapter 39) was assented to on 24th December 1974;

WHEREAS the Act modifying the Social Affairs Commission Act (Bill number 37 of 1975) was assented to on 18th June 1975;

WHEREAS the two aforesaid acts shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix 1st August 1975 as the date of coming into force of the said acts;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in Order number 3400-75, dated July 23, 1975, We have ordered, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs, and do hereby order:

THAT 1st August 1975 be fixed as the date of coming into force of the Social Affairs Commission Act (1974, Chapter 39) and of the act modifying the Social Affairs Commission Act (Bill number 37 assented to on 18th June 1975).

ALL OUR LOYAL SUBJECTS and all others whom these letters may concern must take notice hereof and act accordingly.

IN WITNESS WHEREOF, We have caused these letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-quinze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-quatrième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
RENÉ LANGEVIN.

Libro: 502
Folio: 178

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-third day of July in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-five and in the twenty-fourth year of Our Reign.

By command,

RENÉ LANGEVIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 502
Folio: 178

812

Canada,
Province de
Québec,
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

Canada
Province of
Québec,
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

ÉLIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters come or whom they may concern,

SALUT.

GREETING.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi sur les produits agricoles et les aliments (1974, chapitre 35) doit, à l'exception du paragraphe *b* de l'article 6 et de l'article 43, entrer en vigueur le 15 juillet 1975 en remplacement de la Loi des produits agricoles et des aliments (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 119);

ATTENDU QUE l'article 6 de la Loi modifiant la Loi des produits agricoles (1963, chapitre 37) permet au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter, par proclamation, l'abrogation de la Loi des conserves alimentaires (Statuts refondus du Québec, 1941, chapitre 140) à compter de la date qu'il lui plaira de fixer;

ATTENDU QU'il y a lieu de décréter l'abrogation de la Loi des conserves alimentaires (Statuts refondus du Québec, 1941, chapitre 140) à compter du 15 juillet 1975;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 2789-75, du 9 juillet 1975, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre de l'agriculture:

QUE la Loi des conserves alimentaires (Statuts refondus du Québec, 1941, chapitre 140) soit et est abrogée à compter du 15 juillet 1975.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième

Proclamation

WHEREAS the Act respecting Agricultural Products and Foods (1974, Chapter 35), with the exception of paragraph *b* of section 6 and of section 43, is to come into force on 15 July, 1975, as a replacement for the Act respecting Agricultural Products and Foods (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 119);

WHEREAS, under section 6 of the Act to amend the Agricultural Products Act (1963, Chapter 37) the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, enact the repeal of the Canned Foods Act (Revised Statutes of Québec, 1941, Chapter 140), effective on such date as he may fix;

WHEREAS it is expedient to enact the repeal the Canned Foods Act (Revised Statutes of Québec, 1941, Chapter 140), effective 15 July, 1975;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order number 2789-75, dated July 9, 1975. We have ordered and, upon the recommendation of the Minister of Agriculture, do hereby order:

THAT the Canned Foods Act (Revised Statutes of Québec, 1941, Chapter 140) be repealed, effective 15 July, 1975.

ALL OUR LOYAL subjects and all others whom these letters may concern must take notice hereof and act accordingly.

IN WITNESS WHEREOF, We have caused these letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this ninth day of July

me jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-quinze de l'ère chrétienne et de Notre Règle la vingt-quatrième année.

in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-five and in the twenty-fourth year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

Le sous-procureur général adjoint,
RENÉ LANGEVIN.

RENÉ LANGEVIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 502
Folio: 169
812-o

Libro: 502
Folio: 169
812-o

Canada
Province de
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi sur les produits agricoles et les aliments (1974, chapitre 35) devant remplacer la Loi des produits agricoles et des aliments (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 119) a été sanctionnée le 31 juillet 1974;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 53 introduit par la Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments (projet de loi numéro 39, session 1975) sanctionnée le 27 juin 1975, la Loi sur les produits agricoles et les aliments entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de mettre en vigueur la Loi sur les produits agricoles et les aliments, à l'exception du paragraphe *b* de l'article 6 et de l'article 43;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 15 juillet 1975 la date d'entrée en vigueur de ladite loi;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 2790-75, du 9 juillet 1975, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre de l'agriculture:

QUE, conformément à l'article 53 introduit par la Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments (projet de loi numéro 39, session 1975) sanctionnée le 27 juin 1975, l'entrée en vigueur de la Loi sur les produits agricoles et les aliments (1974, chapitre 35), remplaçant la Loi des produits agricoles et des aliments (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 119), soit fixée au 15 juillet 1975, à l'exception du paragraphe *b* de l'article 6 et de l'article 43.

Canada
Province of
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters come or whom they may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Agricultural Products and Food Act (1974, Chapter 35) shall replace the Agricultural Products and Food Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 119) was assented to on 31st July 1974;

WHEREAS, subject to section 53 introduced by the Act modifying the Agricultural Products and Food Act (Bill number 39, Session 1975) assented to on 27th June 1975, the Agricultural Products and Food Act shall come into force on the date to be fixed proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, with the exception of the provisions excluded by this proclamation which shall come into force at any later date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient that the Agricultural Products and Food Act be enforced, with the exception of paragraph *b* of section 6 and of section 43;

WHEREAS it is expedient to fix 15th July 1975 as the date of the coming into force of the said act;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order number 2790-75, dated 9th July 1975, We have ordered upon the recommendation of the Minister of Agriculture, and do hereby order:

THAT, pursuant to section 53 introduced by the Act modifying the Agricultural Products and Food Act (Bill number 39, Session 1975) assented to on 27th June 1975, the coming into force of the Agricultural Products and Food Act (1974, Chapter 35), replacing the Agricultural Products and Food Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 119), be fixed to 15th July 1975, with the exception of paragraph *b* of section 6 and of section 43.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-quinze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-quatrième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
RENÉ LANGEVIN.

Libro: 502
Folio: 179

812

ALL OUR LOYAL SUBJECTS and all others whom these letters may concern must take notice hereof and act accordingly.

IN WITNESS WHEREOF, We have caused these letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this ninth day of July in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-five and in the twenty-fourth year of Our Reign.

By command,

RENÉ LANGEVIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 502
Folio: 179

Projets de règlement

Draft Regulations

PROJET DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, ch. 43), qu'il a adopté, en vertu du paragraphe *a* de l'article 92 du Code des professions et de l'article 68 de la Loi des arpenteurs-géomètres (1973, ch. 61), le « Règlement concernant le sceau », dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,*
FERNAND LALONDE.

Règlement concernant le sceau

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le mot « secrétaire » signifie le secrétaire de l'Ordre.

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Section 2

LE SCEAU

2.01 Le secrétaire est dépositaire du sceau de l'Ordre.

2.02 Le secrétaire remet un sceau particulier, sur le modèle du sceau de l'Ordre, à l'arpenteur-géomètre ou au géomètre qui obtient un permis d'exercice. Il peut en délivrer le nombre d'exemplaires requis par le membre de l'Ordre.

DRAFT REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

Draft Regulation

The Bureau of the Order of Land Surveyors of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, ch. 43) that it made, pursuant to paragraph *a* of section 92 of the Professional Code and section 68 of the Land Surveyors Act (1973, ch. 61), the "Regulation respecting the seal", a copy of which is annexed hereto.

This Regulation will be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

FERNAND LALONDE,
*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

Regulation respecting the seal

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the word "secretary" means the secretary of the Order.

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, ch. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Division 2

THE SEAL

2.01 The secretary shall be the depository of the seal of the Order.

2.02 The secretary shall remit a private seal on the model of the seal of the Order, to the land surveyor or surveyor who obtains a permit to practise. He may issue the number of copies required by the member of the Order.

2.03 Le sceau particulier porte en exergue les nom, prénom ou initiales du membre, son numéro matricule, le symbole graphique de l'Ordre et les mots « arpenteur-géomètre » ou « géomètre », selon le cas.

Tout exemplaire du sceau particulier d'un membre demeure la propriété de l'Ordre qui seul, peut en modifier le modèle et le contenu.

2.04 Les honoraires, pour un exemplaire du sceau particulier, sont fixés à 1.3 fois son coût de revient et doivent être versés en totalité au secrétaire, dans les 30 jours de sa réception.

2.05 Le détenteur d'un sceau doit aviser le secrétaire de la disparition d'un exemplaire de son sceau particulier dès qu'il la constate et joindre à cet avis tout autre exemplaire qu'il possède.

2.06 Sur réception de l'avis prévu à l'article 2.05, le secrétaire transmet au membre un nouveau sceau particulier, qui doit porter une marque distinctive.

Section 3

DISPOSITIONS DIVERSES

3.01 Un exemplaire d'un sceau particulier émis avant l'entrée en vigueur du présent règlement peut continuer d'être utilisé par un membre de l'Ordre jusqu'à sa cessation d'exercice ou son décès.

3.02 Dès qu'il cesse d'exercer sa profession, le détenteur d'un sceau retourne les exemplaires de son sceau particulier au secrétaire dans les 30 jours de sa cessation d'exercice.

Si le détenteur d'un sceau décède, les exemplaires de son sceau particulier doivent être récupérés par le secrétaire dans les 60 jours.

Lorsqu'il a récupéré le sceau particulier d'un membre de l'Ordre, le secrétaire l'oblitére. Un tel sceau, dûment oblitéré, peut sur demande écrite à cette fin, être retourné à la succession ou au membre qui a cessé d'exercer.

816-o

2.03 The private seal shall bear, in exergue, the name, given name or initials of the member, his registration number, the graphic sign of the Order and the words "arpenteur-géomètre" or "géomètre", as the case may be.

Every copy of the private seal of a member shall remain the property of the Order which alone may modify the model and content thereof.

2.04 The fees for a copy of the private seal are fixed at 1.3 times its cost price and must be paid in whole to the secretary within 30 days from its receipt.

2.05 The holder of a seal must notify the secretary of the disappearance of a copy of his private seal as soon as he notices it and enclose with such notice every other copy owned by him.

2.06 Upon receipt of the notice prescribed in section 2.05, the secretary shall forward a new private seal to the member, which must bear a distinctive mark.

Division 3

MISCELLANEOUS PROVISIONS

3.01 A copy of a private seal issued prior to the coming into force of this Regulation may continue to be used by a member of the Order until he ceases practising or until his death.

3.02 As soon as he ceases practising his profession, the holder of a seal shall return the copies of his private seal to the secretary within 30 days of his ceasing to practice.

If the holder of a seal dies, the copies of his private seal must be retrieved by the secretary within 60 days.

Once he has retrieved the private seal of a member of the Order, the secretary shall cancel it. Such seal, duly cancelled, may, upon written notice to that effect, be returned to the estate or to the member who has ceased practising.

816-o

PROJETS DE RÈGLEMENT

LOI DES COURTIER D'ASSURANCES

(S.R.Q., 1964, ch. 268)

L'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec donne avis par les présentes conformément aux dispositions de l'arrêté en conseil 427 du 4 mars 1965, qu'elle a adopté en vertu de l'article 4 de la Loi des courtiers d'assurances (S.R.Q., 1964, ch. 268) les règlements numéros 68 et 69 dont le texte apparaît ci-dessous.

Ces règlements seront soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins trente (30) jours après la présente publication.

Montréal, le 27 juin 1975

L'association des courtiers d'assurances
de la province de Québec

Le président,
CLAUDE HARDY.
Le directeur général,
JEAN-LOUIS DUBOIS.

L'association des courtiers d'assurances
de la province de Québec

RÈGLEMENT NO 68

Le conseil d'administration peut réadmettre toute personne comme membre pourvu que

- a) elle ait complété avec succès le cours secondaire ou l'équivalent;
- b) elle s'oblige à avoir et maintenir comme unique occupation celle de courtier d'assurances;
- c) elle soit de bonnes moeurs et qu'elle ait bonne réputation;
- d) elle en fasse la demande par écrit au conseil d'administration;
- e) sa demande soit recommandée par au moins deux (2) membres en règle de l'Association autres que des membres spéciaux, et par le comité exécutif;
- f) elle paie d'avance les frais d'inscription et s'il y a lieu les frais d'examen fixés annuellement par le conseil d'administration;
- g) elle subisse avec succès l'examen de courtier d'assurances associé dans tous les cas où il s'est écoulé plus de

DRAFT BY-LAWS

INSURANCE BROKERS ACT

(R.S.Q., 1964, ch. 268)

The Insurance Brokers' Association of the Province of Québec hereby gives notice in accordance with the provisions of Order in Council 427 dated 4 March 1965, that it made, pursuant to section 4 of the Insurance Brokers Act (R.S.Q., 1964, ch. 268), By-laws 68 and 69 annexed hereto.

These By-laws will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least thirty (30) days after the present publication.

Montréal, 27 June 1975

The Insurance Brokers' Association
of the Province of Québec

CLAUDE HARDY,
President.
JEAN-LOUIS DUBOIS,
Manager.

The Insurance Brokers' Association
of the Province of Québec

BY-LAW 68

The board of directors may re-admit any person as member provided that

- (a) he has successfully completed secondary school or the equivalent;
- (b) he undertakes to have and maintain as his sole occupation that of insurance broker;
- (c) he is of good moral character and has a good reputation;
- (d) he applies therefor in writing to the board of directors;
- (e) his application is supported by at least two (2) members in good standing of the Association other than special members, and by the executive committee;
- (f) he pays in advance his registration fees and, where applicable, the examination fees fixed annually by the board of directors;
- (g) he successfully passes the associate insurance broker examination in all cases where more than two (2) years

deux (2) ans, ou plus de cinq (5) ans si elle a oeuvré à plein temps dans le domaine de l'assurance générale, entre la date où elle a cessé d'être membre en règle et la date de sa demande de réadmission;

h) elle paie d'avance la cotisation annuelle.

Une personne qui n'a pas à subir l'examen prévu au paragraphe g du présent règlement aura, si elle est réadmise, le droit d'utiliser l'un des titres suivants:

i) courtier d'assurances agréé, si elle avait droit d'utiliser ce titre lorsqu'elle était membre en règle de l'Association; ou

ii) courtier d'assurance associé, si elle avait droit d'utiliser ce titre lorsqu'elle était membre en règle de l'Association; ou

iii) courtier d'assurances dans tous les autres cas.

CERTIFICAT

Le texte qui précède est une copie fidèle du règlement numéro 68 de L'ASSOCIATION DES COURTIERES D'ASSURANCES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC adopté par le conseil d'administration de l'Association à l'assemblée du 3 juin 1975 et dûment ratifié par le vote de la majorité des membres de l'Association présents à une assemblée spéciale convoquée à cette fin et tenue le 14 juin 1975 à laquelle un quorum était présent.

Montréal, le 27 juin 1975

L'association des courtiers d'assurances
de la province de Québec

Le directeur général,
JEAN-LOUIS DUBOIS.

L'association des courtiers d'assurances
de la province de Québec

RÈGLEMENT NO 69

L'article 6 des règlements généraux, remplacé par le Règlement no 65, est de nouveau remplacé par le suivant:

« Le montant de la cotisation annuelle payable par les membres de l'Association est de \$200 et ce montant doit lui parvenir au plus tard le premier avril de chaque année ».

have elapsed, or more than five (5) years if he has been working on a fulltime basis in the field of general insurance, between the date on which he ceased to be a member in good standing and the date of his application for re-admission;

(h) he pays his annual contribution in advance.

Every person who does not have to take the examination prescribed in subparagraph g of this Regulation will, if he is re-admitted, have the right to use one of the following titles:

(i) chartered insurance broker, if he had the right to use that title when he was a member in good standing of the Association; or

(ii) associate insurance broker, if he had the right to use that title when he was a member in good standing of the Association; or

(iii) insurance broker in all other cases.

CERTIFICATE

The foregoing is a true copy of By-law 68 of the INSURANCE BROKERS' ASSOCIATION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC made by the board of directors of the Association at its meeting of 3 June 1975 and duly ratified by a vote of the majority of the members of the Association present at a special meeting called for such purpose and held on 14 June 1975 and at which there was a quorum.

Montréal, 27 June 1975.

The Insurance Brokers' Association
of the Province of Québec

JEAN-LOUIS DUBOIS,
Manager.

The Insurance Brokers' Association
of the Province of Québec

BY-LAW 69

Section 6 of the General By-laws, replaced by By-law 65, is further replaced by the following:

“The amount of the annual contribution to be paid by the members of the Association is \$200 and this amount must be received by it not later than on the first of April each year.”

CERTIFICAT

Le texte qui précède est une copie du règlement numéro 69 de L'ASSOCIATION DES COURTIERES D'ASSURANCES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC adopté par le conseil d'administration de l'Association à l'assemblée du 3 juin 1975 et dûment ratifié par le vote de la majorité des membres de l'Association présents à une assemblée spéciale convoquée à cette fin et tenue le 14 juin 1975 à laquelle un quorum était présent.

Montréal, le 27 juin 1975

L'association des courtiers d'assurances
de la province de Québec

Le directeur général,
JEAN-LOUIS DUBOIS.

814-o

CERTIFICATE

The foregoing is a true copy of By-law 69 of the INSURANCE BROKERS' ASSOCIATION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC made by the board of directors of the Association at its meeting of 3 June 1975 and duly ratified by a vote of the majority of the members of the Association present at a special meeting called for such purpose and held on 14 June 1975 and at which there was a quorum.

Montréal, 27 June 1975.

The Insurance Broker's Association
of the Province of Québec

JEAN-LOUIS DUBOIS,
Manager.

814-o

PROJET DE MODIFICATION**CAMIONNAGE — QUÉBEC**

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Gérald Harvey, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret 952 du 11 mars 1970 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1) Remplacer l'Union des Camionneurs, Hommes d'entrepôts et métiers alliés, syndicat local 121 par «l'Union des Chauffeurs de camions, hommes d'entrepôts et métiers alliés, local 106 » comme partie de deuxième part.

2) Insérer avant l'article I « Définitions », le titre suivant:

« Partie I- Dispositions générales: »

3) Modifier l'article I en remplaçant au paragraphe 1.09 la définition « chauffeur de camion de 20,000 livres » par la définition suivante:

« Le terme de chauffeur de camion à 3 essieux et plus désigne le salarié dont la fonction principale est la conduite d'un véhicule à 3 essieux et qui en a la garde durant les heures normales de travail. »

4) Modifier l'article I en ajoutant au paragraphe 1.11 après le mot « manoeuvre » les mots « ou homme de services ».

5) Modifier l'article I en ajoutant le paragraphe 1.20 suivant:

« 1.20 Le terme « sténographe » ou « dactylographe » désigne le salarié dont la fonction principale consiste à prendre en note, préparer ou transmettre la correspondance, les documents ou les pièces nécessaires au fonctionnement d'une entreprise de l'industrie du camionnage. »

6) Remplacer l'article V intitulé « Durée du travail » par le suivant:

« V. Durée du travail: »

5.01 La semaine normale de travail pour toutes les catégories de salariés assujettis au décret, sauf les sténogra-

DRAFT AMENDMENT**CARTAGE INDUSTRY — QUÉBEC REGION**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), Mr. Gérald Harvey, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the Collective Labour Agreement respecting the Cartage Industry in the Québec region, rendered obligatory by Decree 952 of March 11, 1970 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision the following amendments to the said decree:

(1) The phrase "the Transport Drivers, Warehousemen and Allied Workers' union, Local 121" shall be replaced by "the Truck Drivers, Warehousemen and Allied Workers' union, Local 106", as contracting party of the second part.

(2) The following title shall appear before section I "Definitions":

"Part I — General Provisions:"

(3) Section I shall be amended by replacing in subsection 1.09 the definition "Driver, 20,000-pound truck" by the following:

"The term "truck driver, three-axle truck and over" means the employee whose work consists mainly in driving a three-axle vehicle and who is in charge of the said vehicle during standard working hours."

(4) Section I shall be amended by adding to subsection I.II the words "or serviceman" after the word "labourer".

(5) Section I shall be amended by adding the following subsection 1.20:

"1.20 The term "stenographer" or "typist" means the employee whose work consists mainly in taking dictation, preparing and sending the letters or documents required for the good operation of a cartage enterprise."

(6) Section V "Hours of Work" shall be replaced by the following:

"V. Hours of work:

5.01 The standard workweek for all categories of employees subject to this decree, except for stenographers,

phes, dactylographes ou salariés de bureau, est de 45 heures réparties en 5 jours de travail d'une durée de 9 heures.

5.02 Les journées de travail peuvent être exécutées du lundi au samedi inclusivement, suivant l'un des 2 horaires suivants: soit du lundi au vendredi inclusivement ou du mardi au samedi inclusivement.

5.03 L'employeur doit indiquer au salarié son horaire de travail s'il entend le faire travailler autrement que du lundi au vendredi. Cet horaire ne peut être modifié sans l'assentiment du Comité et avis doit en être donné à celui-ci. À défaut par l'employeur de donner un tel avis, l'horaire régulier de l'employé est réputé s'exécuter du lundi au vendredi.

5.04 Les heures de travail hebdomadaires ne peuvent être réparties sur plus de 5 jours de travail. Sans égard au nombre d'heures réellement travaillées, toutes les heures effectuées au cours d'une 6^e journée de travail, ou en dehors de l'horaire établi conformément à l'article 5.03, sont rémunérées au taux des heures supplémentaires.

5.05 La journée normale de travail pour toutes les catégories de salariés assujettis dans tous les établissements à l'exception des sténographes, des dactylographes et du personnel de bureau, est de 9 heures par jour.

5.06 La semaine normale des sténo-dactylos et des employés de bureau est de 32½ heures réparties sur 5 jours de 6½ heures chacun du lundi au vendredi inclusivement.

5.07 La journée de travail coïncide avec la journée civile. Les heures d'une équipe de travail chevauchant sur 2 journées civiles sont considérées comme faisant partie de 2 journées de travail distinctes. Cependant, les heures de travail comprises dans 2 équipes différentes mais effectuées au cours de la même journée civile sont considérées comme faisant partie de la même journée de travail.

5.08 Lorsqu'un jour férié chômé et payé coïncide avec un jour ouvrable, la semaine normale de travail est réduite de 9 heures par jour férié chômé et payé. Dans le cas des sténo-dactylos et du personnel de bureau, la réduction est de 6½ heures. La majoration prévue pour le travail supplémentaire devient applicable aux heures de travail effectuées au-delà de la semaine ainsi réduite.

5.0 Règle spéciale: Entreprise d'enlèvement ou de transport de déchets.

Les entreprises chargées de l'exécution de contrat d'enlèvement ou de transport de déchets ou ordures peu-

typists and office employees, consists of 45 hours scheduled over 5 working days of 9 hours each.

5.02 The working days shall be scheduled from Monday to Saturday inclusively, according to one of the following schedules: Monday through Friday or Tuesday through Saturday.

5.03 The employer shall advise the employee of his work schedule if the schedule is not Monday through Friday. The schedule may not be changed without the consent of the Committee who shall receive notice to this effect. If the employer does not send such notice, the standard schedule shall extend from Monday through Friday.

5.04 Weekly hours of work shall be scheduled over not more than 5 days. Notwithstanding the number of hours actually worked, all hours worked during a 6th day of work, or over and above the schedule established under section 5.03, are paid at overtime rates.

5.05 The standard working day for all categories of employees in all establishments subject to the decree, except for stenographers, typists and office employees, consists of 9 hours.

5.06 The standard workweek for shorthand typists and office employees consists of 32½ hours scheduled over 5 days of 6½ hours each, from Monday to Friday inclusively.

5.07 The working day coincides with the calendar day. The hours of a shift which extend over two calendar days are considered as being part of two distinct working days. However, the working hours included in two different shifts but worked during the same calendar day are considered as forming part of the same working day.

5.08 When a general holiday with pay falls on a working day, the standard workweek is decreased by nine hours for the general holiday with pay. In the case of shorthand typists and office employees, it is decreased by 6½ hours. Overtime rates shall be paid for all hours worked in excess of the standard workweek thus decreased.

5.09 Special Provision: Removal or disposal of garbage.

The enterprises in charge of the removal or disposal of garbage may work one of the schedules provided for in

vent soit utiliser l'un des horaires prévus à l'article 5.02 ou répartir la semaine normale de travail des employés préposés à ce travail sur 6 jours comprenant 5 journées de 8 heures du lundi au vendredi et 1 journée de 5 heures le samedi. Nonobstant l'article 6.02 du décret, la majoration pour le temps supplémentaire est exigible après 8 heures de travail du lundi au vendredi et 5 heures le samedi, si cet horaire est utilisé par l'entreprise. »

7) Remplacer l'article VI, intitulé « **Heures supplémentaires** » par l'article suivant:

« **VI. Heures supplémentaires:**

6.01 Tout travail exécuté par un salarié en plus de 45 heures par semaine est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux des heures supplémentaires.

6.02 Tout travail exécuté par un salarié en plus de 9 heures à l'intérieur d'une seule journée de travail est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux des heures supplémentaires.

6.03 Tout travail exécuté par les sténographes, dactylographes et salariés de bureau en plus de 32½ heures par semaine ou de 6½ heures par jour doit être rémunéré au taux des heures supplémentaires.

6.04 Tout travail effectué durant les heures supplémentaires est rémunéré au plus élevé des taux suivants, le taux minimal du décret ou le salaire réel du salarié s'il lui est supérieur, majoré de 50%.

6.05 Tout travail exécuté par un salarié un jour férié chômé et payé qui coïncide avec un jour ouvrable ou un dimanche doit être considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au plus élevé des deux taux suivants, soit le taux de salaire minimal déterminé au décret, soit le taux réellement payé s'il lui est supérieur, majoré de 100% en incluant toutefois dans cette compensation l'indemnité afférente au jour férié chômé et payé. »

8) Remplacer l'article VII, intitulé « **Jours fériés chômés** » par le suivant:

« **VII. Jours fériés:**

7.01 Les dimanches, le premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour de Noël, le 26 décembre, ainsi que l'un des jours suivants: soit le vendredi saint, soit le lundi de Pâques au choix de l'employeur, sont des jours fériés chômés. Aucun travail ne doit être exécuté durant ces jours.

section 5.02 or schedule the standard workweek of their employees over 6 days, including 5 days of 8 hours from Monday to Friday and 1 day of 5 hours on Saturday. Notwithstanding section 6.02 of this decree, overtime rates apply for hours worked over and above 8 hours from Monday through Friday and 5 hours on Saturday, if this schedule is used."

(7) Section VI "Overtime" shall be replaced by the following:

"**VI. Overtime:**

6.01 Any work performed by an employee over and above 45 hours in any week is considered as overtime and shall be remunerated at overtime rates.

6.02 Any work performed by an employee over and above 9 hours in a single working day is considered as overtime and shall be remunerated at overtime rates.

6.03 Any work performed by stenographers, typists and office employees over and above 32½ hours in any week or 6½ hours in a day shall be remunerated at overtime rates.

6.04 Any overtime hour shall be remunerated at the highest of the following rates: the minimum rate fixed in this decree or the actual rate of the employee, if higher, at time and a half.

6.05 Any work performed by an employee on a general holiday with pay which coincides with a working day or on a Sunday shall be considered as overtime and shall be remunerated at the highest of the following rates: the minimum rate fixed in this decree, the actual rate of the employee, if higher, at double time including vacation pay for this general holiday."

(8) Section VII "General holidays" shall be replaced by the following:

"**VII. General holidays:**

7.01 Sundays, New Year's Day, January 2, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day, December 26 and one of the following days: Good Friday or Easter Monday as determined by the employer, are general holidays. No work shall be performed on such days.

7.02 À chaque année, au moins 30 jours avant le vendredi saint, l'employeur doit donner avis au comité paritaire de son choix du vendredi saint ou du lundi de Pâques comme jour férié chômé. À défaut de faire ce choix et d'en donner avis, le vendredi saint doit être considéré comme jour férié chômé pour cet employeur et les salariés de son entreprise de camionnage. »

9) Modifier l'article VIII, intitulé « **Jours fériés, chômés et payés** » en remplaçant le paragraphe 8.01 par le suivant:

« **8.01** Au cours d'une année, les 8 jours suivants doivent être des jours fériés chômés et payés: le premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour de Noël, le 26 décembre et les 2 jours suivants, soit le vendredi saint ou le lundi de Pâques conformément au choix fait en vertu de l'article 7 du décret. »

10) Abroger le paragraphe 8.05 de l'article VIII:

11) Remplacer l'article IX, intitulé « **Congé de décès** » par le suivant:

« **IX. Congés de décès:**

9.01 Le salarié qui a accompli 30 jours de service continu chez son employeur a droit à un congé de la durée déterminée ci-après dans les cas suivants:

décès du père, mère, conjoint, enfant: 3 jours;
décès d'un frère, soeur, beau-père, belle-mère: 1 jour.

9.02 Les jours d'absence sont accordés continûment et doivent comprendre le jour des obsèques.

9.03 S'il est payé à l'heure le salarié reçoit une indemnité égale à 9 heures de salaire à son taux horaire pour chaque jour ouvrable compris à l'intérieur de sa période de congés. S'il est payé à la semaine, l'employeur ne peut opérer aucune déduction sur le salaire de l'employé, si l'un ou plusieurs des jours de congés coïncident avec des jours ouvrables à l'intérieur de son horaire de travail. »

12) Modifier l'article X, intitulé « **Congé annuel payé** »:

1) en remplaçant dans le paragraphe 10.03 les mots « 15 ans » par « 10 ans »;

2) en ajoutant le paragraphe 10.08 suivant:

« **10.08** Malgré toutes les dispositions du présent décret relatif au congé annuel payé, l'employeur doit accorder

7.02 Each year, at least 30 days before Good Friday, the employer shall advise the Parity Committee as to which day (Good Friday or Easter Monday) he has chosen as the general holiday. If the employer fails to make a choice and to advise the Parity Committee, Good Friday shall be considered as a general holiday for this employer and his employees. »

(9) Section VIII "General holidays with pay" shall be amended by replacing subsection 8.01 by the following:

"**8.01** In the course of one year, the following 8 days shall be general holidays with pay: New Year's Day, January 2, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day, December 26 and either Good Friday or Easter Monday according to the choice made under section 7 of this decree."

(10) Subsection 8.05 of section VIII shall be deleted.

(11) Section IX "Mourning leave" shall be replaced by the following:

"**IX. Bereavement leave:**

9.01 Every employee who has 30 days of continuous service with his employer is entitled to three days' leave on the death of his father, mother, spouse, or child, and to one day's leave on the death of his brother, sister, mother-in-law or father-in-law.

9.02 This leave consists of consecutive days including the funeral day.

9.03 If the employee is paid on an hourly basis, the employer shall pay him the equivalent of 9 hours' work at his regular wage rate for each day's leave falling on a working day. If he is paid on a weekly basis, no deduction shall be made from his regular full week's salary, if one or several days' leave fall during his work schedule."

(12) Section X "Annual vacation with pay" shall be amended:

(1) by replacing in subsection 10.03 the words "15 years" by "10 years";

(2) by adding the following subsection 10.08:

"**10.08** Notwithstanding any provisions of this decree relating to the annual vacation with pay, any employer

à tout salarié des conditions au moins égales à celles prévues dans l'Ordonnance numéro 3 du salaire minimum ou dans toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer. »

13) Modifier l'article XII, intitulé « Indemnité d'appel » en remplaçant le chiffre « 2 heures » par « 3 heures » partout dans cet article.

14) Modifier l'article XIV, intitulé « Services de déménagement à longue distance »:

1) en changeant le terme « Régie des transports du Québec » par « Commission des transports du Québec » dans le paragraphe 14.01;

2) en remplaçant le paragraphe 14.02 par le suivant:

« 14.02 a) \$0.10 pour chaque mille parcouru pendant son absence pour le chauffeur, et \$0.08 pour l'aide ou le taux de salaire horaire pour sa classe d'emploi. À compter du 1^{er} janvier 1976 ces taux deviendront \$0.10½ et \$0.08½ respectivement.

b) Un boni horaire de \$0.65 pour toutes les heures d'absence hors de sa résidence, en compensation pour le paiement de ses repas et de son logement ou le paiement des dépenses réelles sur présentation des pièces justificatives. Ce boni est porté à \$0.75 l'heure 6 mois après l'acceptation du décret par le ministère du travail.

c) Le temps employé au chargement et au déchargement du camion doit être rémunéré suivant les prescriptions du présent décret au taux horaire fixé par celui-ci ou au taux effectif du salarié s'il lui est supérieur. »

15) Remplacer l'article XVI, intitulé « Salaires minimaux » par le suivant:

« XVI. Salaires minimaux:

16.01

Taux effectif à l'entrée en vigueur du décret:	Taux effectif 6 mois après l'entrée en vigueur du décret:
---	---

horaire hebd. horaire hebd.

Chauffeur de chargeuse, boutoir, niveleuse, fardier	\$3.70	\$162.00	\$4.05	\$178.00
---	--------	----------	--------	----------

shall grant his employees conditions at least equal to those provided for in Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission or in any further ordinance which could amend or replace it."

(13) Section XII "Call-in pay" shall be amended by replacing the words "2 hours" by "3 hours" each time they occur in this section.

(14) Section XIV "Long distance moving services" shall be amended:

(1) by replacing the phrase "Québec Transportation Board" by "Québec Transport Commission" in subsection 14.01;

(2) by replacing subsection 14.02 by the following:

"14.02 (a) truck drivers shall be paid \$0.10 for every mile covered while away and helpers shall be paid \$0.08 for every mile covered or the hourly wage rate for their classification. As of January 1, 1976, these rates shall become \$0.10½ and \$0.08½ respectively.

(b) An hourly bonus of \$0.65 for each hour away from home to compensate for room and board expenses or payment of actual expenses upon production of vouchers. This bonus shall become \$0.75 per hour six months after the acceptance of this decree by the Minister of Labour.

(c) The time an employee takes for loading and unloading a truck shall be paid according to the provisions of the decree, at the hourly wage rate stipulated therein or at the employee's actual wage rate, should the latter be higher."

(15) Section XVI "Minimum wage rates" shall be replaced by the following:

"XVI. Minimum wage rates:

Effective rate on the coming into force of the decree:	Effective rate 6 months after the coming into force of the decree:
---	--

Hourly Weekly Hourly Weekly

Operator: loader, bulldozer, grader, float	\$3.70	\$162.00	\$4.05	\$178.00
--	--------	----------	--------	----------

Chauffeur de camion 3 essieux et plus	3.60	158.00	3.95	173.00	Truck driver, three axles and over	3.60	158.00	3.95	173.00
Chauffeur de camion de livraison ou autres	3.25	143.00	3.60	158.00	Driver, delivery truck or others	3.25	143.00	3.60	158.00
Manutention d'entrepôt	3.10	136.00	3.45	151.00	Warehouseman	3.10	136.00	3.45	151.00
Manoeuvre, aide, homme de service	2.90	127.00	3.25	143.00	Labourer, helper, serviceman	2.90	127.00	3.25	143.00
Mécanicien	3.85	169.00	4.20	185.00	Mechanic	3.85	169.00	4.20	185.00
Sténo-dactylo		115.00		130.00	Shorthand typist		115.00		130.00
Autre commis de bureau		100.00		115.00	Other office clerks		100.00		115.00

16.02 Disposition spéciale relative aux salaires: Malgré toute autre disposition du présent décret, l'employeur doit verser au salarié au moins la rémunération hebdomadaire minimale qui lui serait payable selon l'Ordonnance numéro 4, 1972 de la Commission du salaire minimum ou toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

16.03 Dans le cas où un salarié exerce plusieurs fonctions régies par le présent décret, au cours d'une même semaine de travail, il doit recevoir le taux de salaire de la fonction la mieux rémunérée, au taux minimal ci-dessus prévu au présent article, s'il la remplit durant au moins la moitié de la semaine de travail. »

16) Insérer avant l'article XVII le titre suivant:

« **Partie II — Services de transport d'argent, documents et de valeurs** »

17) Remplacer l'article XVII par les suivants:

« XVII

17.01 La deuxième partie du décret s'applique aux entreprises qui, moyennant rémunération, assurent le transport de documents, de valeurs et d'argent et emploient à cette fin des salariés qui doivent être munis d'armes à feu au cours de l'exécution de leur travail. Elles demeurent toutefois régies par les dispositions générales du décret, sauf celles qui sont expressément modifiées par les dispositions de la présente section.

16.02 Special provision respecting wages:

Notwithstanding any other provisions of this decree, the employer shall pay his employees at least the minimum weekly remuneration to which they would be entitled according to Ordinance No. 4, 1972 of the Minimum Wage Commission or to any further ordinance which could amend or replace it.

16.03 Whenever an employee holds more than one occupation found in the decree during a given workweek, he shall be paid the wage rate of the highest paid occupation at the minimum wage rate provided for in this section, if he has held such highest paid occupation for at least half the standard workweek.

(16) The following title shall appear before section XVII:

« **Part II — Transport of currency, documents and valuables** »

(17) Section XVII shall be replaced by the following:

« XVII-

17.01 Part II of this decree covers firms that transport for payment, currency, documents and valuables and whose employees are provided with firearms for the carrying out of their work. Such firms are governed by the general provisions of this decree, except those which are amended by the provisions of this division.

XVIII-

18.01 Salariés employés de façon permanente à plein temps:

Caissier-adjoint	\$5.19
messager	5.12
chauffeur	4.98
garde	4.85

Salariés à temps partiel:

	<i>Entrée en vigueur du décret</i>	<i>6 mois après l'entrée en vigueur du décret</i>
chauffeur	\$3.25	\$3.60
garde	3.15	3.50

18.02 Disposition spéciale relative aux salaires: Malgré toute autre disposition du présent décret, l'employeur doit verser au salarié au moins la rémunération hebdomadaire minimale qui lui serait payable selon l'Ordonnance numéro 4, 1972 de la Commission du salaire minimum ou toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

XIX Horaire normal de travail:

19.01 La semaine normale de travail est de 40 heures réparties du lundi au samedi inclusivement. Le salarié employé de façon permanente à plein temps a une garantie de travail et de rémunération de 42 heures par semaine.

19.02 La journée normale de travail est de 8 heures.

19.03 La majoration pour heures supplémentaires s'applique après 40 heures de travail dans une semaine ou 8 heures dans une journée de travail.

XX Salariés à temps partiel:

20.01 Le salarié à temps partiel, qui accomplit plus de 20 heures de travail par semaine, doit recevoir le taux de salaire prévu pour un salarié d'une même catégorie d'emploi, employé de façon permanente et à temps complet.

18) Remplacer l'article XVIII par le suivant:

XXI Durée du décret:

21.01 Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 30 juin 1976 inclusivement. Il se renouvellera automati-

XVIII-

18.01 Regular full-time employees:

Assistant cashier	\$5.19
Messenger	5.12
Driver	4.98
Guard	4.85

Part-time employees:

	<i>On the coming into force of the decree</i>	<i>6 months after the coming into force of the decree</i>
Driver	\$3.25	\$3.60
Guard	\$3.15	3.50

18.02 Special provision respecting wages: Notwithstanding any other provisions of this decree, the employer shall pay his employees at least the minimum weekly remuneration to which they would be entitled according to Ordinance No. 4, 1972 of the Minimum Wage Commission or any further ordinance which could amend or replace it.

XIX. Standard work schedule:

19.01 The 40-hour standard workweek is scheduled from Monday through Saturday. Regular full-time employees are guaranteed and paid for a 42-hour standard workweek.

19.02 The standard workday consists of 8 hours.

19.03 Overtime rates shall be paid for all work performed over 40 hours a week or 8 hours a day.

XX. Part-time employees:

20.01 Any part-time employee who works more than 20 hours a week shall receive the wage rate provided for regular full-time employees in his same category of employment.

(18) Section XVIII shall be replaced by the following:

“XXI. Term of the decree:

21.01 This decree shall remain in force until June 30, 1976 inclusively. It shall be automatically renewed from

quement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit de modification ou d'abrogation, dans un délai d'au plus 60 jours et d'au moins 30 jours avant le 1er juillet 1976. Un avis semblable doit être également adressé au ministre du travail et de la main-d'oeuvre.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
GILLES LAPORTE.

Ministère du travail et
de la main-d'oeuvre.

815-o

year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice of amendment or abrogation no more than 60 and no less than 30 days prior to July 1, 1976. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

GILLES LAPORTE,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec.

815-o

PROJET DE RÈGLEMENT**CODE DES PROFESSIONS**

(1973, ch. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de l'Ordre des comptables agréés du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, ch. 43), qu'il a adopté, en vertu de l'article 9 de la Loi des comptables agréés (1973, ch. 64), le « Règlement concernant les conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation » dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
FERNAND LALONDE.*

**Règlement concernant les conditions
et formalités de la révocation
de l'immatriculation**

Section 1**INTERPRÉTATION**

1.01 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Section 2**LA RÉVOCATION**

2.01 À moins de circonstances exceptionnelles qu'il incombe à l'étudiant de faire valoir, le Bureau révoque l'immatriculation de l'étudiant qui:

- a) n'accomplit pas le stage prescrit dans les 6 ans de la date de son immatriculation;
- b) interrompt son stage avant qu'il ne soit accompli;
- c) subit 4 échecs à l'examen;
- d) ne subit pas l'examen avec succès dans les 6 ans de sa première tentative;
- e) se rend coupable de fraude relativement à l'examen;

DRAFT REGULATION**PROFESSIONAL CODE**

(1973, ch. 43)

Draft Regulation

The Bureau of the Order of Chartered Accountants of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, ch. 43) that it made, pursuant to section 9 of the Chartered Accountants Act (1973, ch. 64), the "Regulation respecting the conditions and formalities of revocation of registration", a copy of which is annexed hereto.

This Regulation will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

*FERNAND LALONDE,
Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

**Regulation respecting the conditions
and formalities of revocation
of registration**

Division 1**INTERPRETATION**

1.01 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, ch. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Division 2**REVOICATION**

2.01 Barring exceptional circumstances which the student must make known, the Bureau shall revoke the registration of a student who:

- a) fails to complete the prescribed training period within six years of the date of his registration;
- b) interrupts his training period before it is completed;
- c) fails the examination 4 times;
- d) does not write the examination successfully within six years of his first attempt;
- e) is found guilty of fraud in connection with the examination;

f) fait défaut d'acquitter sa cotisation dans les délais prescrits, ou

g) en fait la demande.

2.02 Dans le cas prévu au paragraphe g de l'article 2.01, les droits d'immatriculation sont remboursés si la demande est présentée dans les 6 mois de la date de l'immatriculation.

2.03 Le Bureau peut révoquer l'immatriculation de l'étudiant qui:

a) enfreint les dispositions qui lui sont applicables, soit du Code des professions (1973, ch. 43), soit de la Loi des comptables agréés (1973, ch. 64), soit de tout règlement adopté sous leur empire, ou

b) fait une fausse déclaration ou présente de faux documents à l'Ordre.

2.04 Le Bureau peut révoquer l'immatriculation de l'étudiant qu'un tribunal reconnaît coupable:

a) d'un acte prohibé par le code de déontologie de l'Ordre, ou

b) d'un acte criminel qui peut faire l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation seulement.

816-o

f) fails to pay his annual fee within the prescribed period; or

g) applies therefor.

2.02 A student shall be refunded his registration fee if he files an application under paragraph g of section 2.01 within six months of the date of his registration.

2.03 The Bureau may revoke the registration of a student who:

a) violates provisions which apply to him either in the Professional Code (1973, ch. 43) or in the Chartered Accountants Act (1973, ch. 64), or in any regulation adopted thereunder, or

b) makes misrepresentation or submits false documents to the Order.

2.04 The Bureau may revoke the registration of a student who is found guilty by a tribunal of:

a) an act prohibited by the Code of Ethics of the Order, or

b) a criminal act which is subject to prosecution through indictment only.

816-o

PROJET DE RÈGLEMENT**CODE DES PROFESSIONS**

(1973, ch. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de l'Ordre des comptables agréés du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, ch. 43), qu'il a adopté, en vertu du paragraphe *d* de l'article 10 de la Loi des comptables agréés (1973, ch. 64), le « Règlement concernant le fonds de secours », dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
FERNAND LALONDE.*

Règlement concernant le fonds de secours**Section 1****INTERPRÉTATION**

1.01 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Section 2**COMPOSITION DU FONDS**

2.01 Le fonds de secours est constitué:

- a) de l'actif du fonds de bienfaisance des comptables agréés du Québec au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement;
- b) des sommes que le Bureau y affecte;
- c) des contributions volontaires, et
- d) du revenu et de l'accroissement des actifs du fonds.

Section 3**ADMINISTRATION DU FONDS**

3.01 Le fonds est administré par un comité de fiduciaires composé de 3 membres nommés annuellement par le Bureau lors de sa première réunion ordinaire qui suit

DRAFT REGULATION**PROFESSIONAL CODE**

(1973, ch. 43)

Draft Regulation

The Bureau of the Order of Chartered Accountants of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, ch. 43) that it made, pursuant to paragraph *d* of section 10 of the Chartered Accountants Act (1973, ch. 64), the "Regulation respecting the relief fund", a copy of which is annexed hereto.

This Regulation will be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

*FERNAND LALONDE,
Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

Regulation respecting the relief fund**Division 1****INTERPRETATION**

1.01 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, ch. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Division 2**CONSTITUTION OF FUND**

2.01 The relief fund shall consist of:

- a) the assets of the Québec Chartered Accountants' Benevolent Fund upon the coming into force of this Regulation;
- b) sums allocated therefor by the Bureau;
- c) voluntary contributions, and
- d) revenues from and accretions to the assets of the fund.

Division 3**ADMINISTRATION OF FUND**

3.01 The fund shall be administered by a committee of trustees consisting of 3 members who shall be appointed annually by the Bureau at its first regular meeting fol-

l'assemblée générale annuelle. Les fiduciaires sont choisis parmi les anciens présidents de l'Ordre et leur mandat prend fin avec la nomination de leurs successeurs.

3.02 Le quorum est de 2 fiduciaires.

3.03 Il y a vacance au sein du comité lorsqu'un fiduciaire démissionne, cesse d'être membre de l'Ordre ou voit son mandat révoqué par le Bureau. Le Bureau nomme un ancien président pour terminer le mandat du fiduciaire dont le poste est devenu vacant.

3.04 La démission d'un fiduciaire ne prend effet qu'au moment de son acceptation par le Bureau.

3.05 Sous réserve de l'approbation du comité administratif, le comité de fiduciaires peut:

a) nommer un secrétaire-trésorier, un conseiller en placements et un dépositaire, qui doit être soit une banque à charte, soit une compagnie de fiducie, les remplacer et leur verser la rémunération qu'il détermine;

b) ouvrir un ou plusieurs comptes en banque au nom du fonds;

c) acheter des titres conformément à l'article 981o du Code civil et les revendre;

d) après avoir fait toute enquête qu'il juge nécessaire, accorder de l'aide, et en déterminer le montant et les modalités. Au cas où l'aide provient d'une donation assortie de conditions, elle est accordée en conformité des volontés du donateur.

3.06 Les titres appartenant au fonds qui ne sont pas confiés à un dépositaire sont gardés dans un coffret de sûreté qui ne peut être ouvert que par 2 fiduciaires agissant conjointement ou par un fiduciaire agissant conjointement avec le secrétaire-trésorier.

3.07 L'argent liquide appartenant au fonds est déposé dans une ou plusieurs banques ou sociétés de fiducie choisies par le comité et toutes les sommes reçues pour le compte du fonds y sont déposées. Les retraits et versements effectués à même les comptes ouverts auprès de ces banques et sociétés de fiducie se font par chèque ou ordre de paiement signé par 2 fiduciaires ou par un fiduciaire et le secrétaire-trésorier.

3.08 Le comité tient une comptabilité appropriée de l'actif, du passif, des recettes et des déboursés du fonds

lowing the annual general meeting. The trustees shall be selected from among the past presidents of the Order and their term of office shall terminate upon the appointment of their successors.

3.02 2 trustees shall constitute a quorum.

3.03 A vacancy shall occur on the committee when a trustee resigns, ceases to be a member of the Order or is removed from office by the Bureau. Such vacancy shall be filled by the Bureau from among the past presidents for the remainder of the term of office of the trustee replaced.

3.04 The resignation of a trustee shall take effect only from the time of its acceptance by the Bureau.

3.05 Subject to the approval of the administrative committee, the committee of trustees may:

a) appoint and replace a secretary-treasurer, an investment counsellor and a depository, which depository shall be either a chartered bank or a trust company, and pay them the remuneration which it determines;

b) operate one or several bank accounts in the name of the fund;

c) acquire securities in accordance with article 981o of the Civil Code and dispose of such securities;

d) after making any investigation it deems necessary, grant assistance and determine the amount and the terms and conditions thereof. Where assistance is derived from a donation which is subject to conditions stipulated by the donor, it shall be granted in accordance with such conditions.

3.06 All securities of the fund not entrusted to a depository shall be kept in a safety deposit box to which 2 trustees acting jointly, or one trustee and the secretary-treasurer acting jointly, only may have access.

3.07 Ready cash belonging to the fund shall be deposited in one or several banks or trust companies selected by the committee and all sums received for the account of the fund shall be deposited therein. Withdrawals from and payments made out of the accounts opened at such banks and trust companies shall be by cheque or Order signed by 2 trustees or by one trustee and the secretary-treasurer.

3.08 The committee shall keep an appropriate accounting of the assets, liabilities, receipts and disbursements

et soumet chaque année au Bureau un rapport des activités du fonds pour l'exercice terminé le 31 mars, ainsi qu'un état sommaire des comptes du fonds pour ledit exercice. Le Bureau présente aux membres, lors de l'assemblée générale annuelle de l'Ordre, le rapport et l'état sommaire qu'il a approuvés. En aucune circonstance ni le comité, ni le Bureau ne sont tenus de divulguer le nom des bénéficiaires.

3.09 Les vérificateurs de l'Ordre sont les vérificateurs du fonds. Ils présentent leur rapport aux membres de l'Ordre lors de l'assemblée générale annuelle.

816-o

of the fund and each year shall submit a report to the Bureau on the operations of the fund for the fiscal year ending on 31 March, together with a summarized statement of the accounts of the fund for the said fiscal year. Once it has approved such report and statement, the Bureau shall submit them to the members at the annual general meeting of the Order. Under no circumstances shall the committee of the Bureau be required to disclose the names of beneficiaries.

3.09 The auditors of the Order shall be the auditors of the fund. They shall submit their report to the members of the Order at the annual general meeting.

816-o

PROJET DE RÈGLEMENT**CODE DES PROFESSIONS**

(1973, ch. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, ch. 43), qu'il a adopté, en vertu de l'article 91 et des paragraphes *a* et *k* de l'article 92 du Code des professions, le « Règlement concernant les affaires du Bureau et les assemblées générales », dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,*
FERNAND LALONDE.

**Règlement concernant les affaires du
bureau et les assemblées générales**

Section 1**DISPOSITION GÉNÉRALE**

1.01 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Section 2**ASSERMENTATION DES ADMINISTRATEURS**

2.01 À la première réunion du Bureau qui suit immédiatement l'entrée en fonction d'un administrateur, le premier point à l'ordre du jour doit être l'assermentation du nouvel administrateur. Celui-ci doit prêter le serment ou l'affirmation de discrétion prévu à l'annexe 1.

Section 3**LE BUREAU**

3.01 À la première réunion du Bureau qui suit l'assemblée générale annuelle des membres de l'Ordre, les membres élus du Bureau doivent attribuer à 2 des 3 membres élus qu'ils ont désignés parmi eux pour faire partie du comité administratif, les titres de premier et deuxième vice-président.

DRAFT REGULATION**PROFESSIONAL CODE**

(1973, ch. 43)

Draft Regulation

The Bureau of the Order of Veterinary Surgeons of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, ch. 43) that it made, pursuant to section 91 and paragraph *a* and *k* of section 92 of the Professional Code, the "Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meetings", a copy of which is annexed hereto.

This Regulation will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

FERNAND LALONDE,
*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

**Regulation respecting the carrying out
of the business of the Bureau and the
general meetings**

Division 1**GENERAL PROVISION**

1.01 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, ch. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Division 2**SWEARING IN OF DIRECTORS**

2.01 At the first meeting of the Bureau held immediately after a director has taken office, the first item on the agenda must be the swearing in of the new director. The latter shall take the oath or affirmation of discretion prescribed in Schedule 1.

Division 3**THE BUREAU**

3.01 At the first meeting of the Bureau after the annual general meeting of the members of the Order, the elected members of the Bureau must confer upon 2 of the 3 elected members whom they have designated from among themselves to be part of the administrative committee, the titles of first and second vice-president.

Ces titres n'entraînent d'autres responsabilités que celles qui sont stipulées dans le présent règlement.

3.02 Le comité administratif fixe l'endroit, la date et l'heure des réunions ordinaires du Bureau.

3.03 Le secrétaire doit faire parvenir à chaque administrateur, au moins 7 jours avant une réunion ordinaire du Bureau, un avis indiquant l'endroit, la date et l'heure de la réunion ainsi qu'un sommaire de l'ordre du jour.

3.04 Une réunion extraordinaire du Bureau peut être convoquée aux conditions suivantes:

a) que tous les administrateurs en soient avertis par téléphone ou télégramme au moins 2 jours avant la réunion; et

b) que tous les administrateurs absents lors de cette réunion reconnaissent avoir été convoqués conformément au paragraphe *a*.

3.05 Nonobstant les articles 3.02 à 3.04, une réunion du Bureau est considérée comme régulièrement tenue, si tous les membres du Bureau sont présents et renoncent à l'avis de convocation.

3.06 Aussitôt qu'il y a quorum, le président, ou en son absence le premier vice-président, ou en l'absence de ces derniers, le deuxième vice-président prend le fauteuil et appelle les administrateurs à l'ordre.

3.07 Lorsque le président est absent ou lorsque, étant présent, il désire quitter le fauteuil, le premier vice-président, ou en l'absence de ce dernier, le deuxième vice-président le remplace jusqu'à son arrivée ou son retour.

3.08 Toute proposition doit être appuyée pour être prise en considération.

Un administrateur peut proposer un amendement à une proposition. Un administrateur peut également proposer un sous-amendement. Dans un tel cas, le vote est pris tout d'abord sur le sous-amendement, ensuite sur l'amendement et enfin sur la proposition principale.

3.09 Le vote se prend à main levée, sauf lorsque le président exige un vote nominal. Un vote secret peut être demandé par résolution. Dans un tel cas, le président donne les directives pour l'exécution de cet ordre, sans qu'il n'y ait discussion à l'égard du caractère secret du vote.

3.10 Le Bureau peut siéger à huis clos sur toute question lorsque la majorité des membres présents se prononce en

These titles entail no responsibilities other than those stipulated in this Regulation.

3.02 The administrative committee shall fix the place, date and hour of regular meetings of the Bureau.

3.03 The secretary shall forward to each director, at least 7 days before a regular meeting of the Bureau, a notice indicating the place, date and hour of the meeting as well as a summary of the agenda.

3.04 An extraordinary meeting of the Bureau may be convened provided that:

(a) all the directors are notified thereof by telephone or telegram at least 2 days prior to the meeting; and

(b) all the directors absent at that meeting acknowledge that they have been convened in accordance with paragraph *a*.

3.05 Notwithstanding sections 3.02 to 3.04, a meeting of the Bureau shall be deemed to be regularly held if all the members of the Bureau are present and waive the notice of convocation.

3.06 As soon as there is a quorum, the president or, in his absence, the first vice-president, or in the absence of both, the second vice-president shall take the chair and call the directors to order.

3.07 Where the president is absent or where, being present, he wishes to leave the chair, the first vice-president or, in his absence, the second vice-president shall replace him until his arrival or return.

3.08 In order to be considered, a proposal must be seconded.

A director may propose an amendment to a proposal. A director may also propose a sub-amendment. In such case, the vote shall be taken first on the sub-amendment, then on the amendment and finally on the leading proposal.

3.09 The vote shall be taken by a show of hands except where the president requires a roll call vote. A secret vote may be requested by resolution. In such case, the president shall give the directives for carrying out such order without there being any discussion with respect to the secret nature of the vote.

3.10 The Bureau may sit *in camera* on any item when the majority of the members present are in favour of

faveur d'une telle mesure. Dans un tel cas, seuls les administrateurs et les personnes qu'il autorise peuvent demeurer dans la salle.

3.11 Pour régler toute question de procédure qui n'est pas couverte par le présent règlement, il y a automatiquement référence au Code des professions ou à la **Procédure des assemblées délibérantes** de monsieur Victor Morin (édition de 1969, Librairie Beauchemin) laquelle s'applique *mutatis mutandis*.

Section 4

LE COMITÉ ADMINISTRATIF

4.01 Le comité administratif de l'Ordre est composé des administrateurs suivants: le président de l'Ordre, le premier et le deuxième vice-président, un administrateur élu et un administrateur nommé.

4.02 Le secrétaire de l'Ordre agit comme secrétaire du comité administratif et n'a pas droit de vote.

4.03 Une réunion ordinaire du comité administratif est convoquée au moyen d'un avis écrit expédié au moins 7 jours avant la date de la réunion.

4.04 Une réunion extraordinaire du comité administratif est convoquée aux conditions suivantes:

a) que tous les membres du comité administratif en soient avertis par téléphone ou télégramme au moins 2 jours avant la réunion; et

b) que tous les membres du comité administratif absents lors de cette réunion reconnaissent avoir été convoqués conformément au paragraphe *a*.

4.05 Nonobstant les articles 4.03 et 4.04, une réunion du comité administratif est considérée comme régulièrement tenue, si tous les membres du comité administratif sont présents et renoncent à l'avis de convocation.

4.06 Aussitôt qu'il y a quorum, le président, ou en son absence le premier vice-président ou en l'absence de ces derniers, le deuxième vice-président prend le fauteuil et appelle les membres du comité administratif à l'ordre.

4.07 Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents; au cas d'égalité, le président de la réunion donne un vote prépondérant.

such a measure. In this case, only the directors and the persons authorized by the Bureau may remain in the room.

3.11 In settling any item of procedure not covered by this Regulation, automatic reference shall be made to the Professional Code or **Chairman's and Debater's Guide in Deliberative Assemblies** by Mr. Victor Morin (1969, edition, Librairie Beauchemin), which shall apply *mutatis mutandis*.

Division 4

ADMINISTRATIVE COMMITTEE

4.01 The administrative committee of the Order is composed of the following directors: the president of the Order, the first and second vice-presidents, a director who is elected and a director who is appointed.

4.02 The secretary of the Order shall act as secretary of the administrative committee and shall not have the right to vote.

4.03 A regular meeting of the administrative committee shall be convened by means of a written notice sent at least 7 days prior to the date of the meeting.

4.04 An extraordinary meeting of the administrative committee shall be convened provided that:

(a) all the members of the administrative committee are notified by telephone or telegram at least 2 days prior to the meeting; and

(b) all members of the administrative committee absent at that meeting acknowledge that they have been convened in accordance with paragraph *a*.

4.05 Notwithstanding sections 4.03 and 4.04, a meeting of the administrative committee shall be deemed to be regularly held if all the members of the administrative committee are present and waive the notice of convocation.

4.06 As soon as there is a quorum, the president or, in his absence, the first vice-president or, in the absence of both, the second vice-president shall take the chair and call the members of the administrative committee to order.

4.07 The decisions shall be taken by majority vote of the members present; in the case of tie-vote, the chairman of the meeting shall have a casting-vote.

4.08 Sous réserve du présent règlement, le comité administratif peut exercer tous les pouvoirs attribués au Bureau par le Code des professions et la Loi des médecins vétérinaires, sauf les pouvoirs que celui-ci doit exercer par règlement.

Nonobstant le premier alinéa, le secrétaire général et, s'il y a lieu, son assistant relèvent du Bureau.

4.09 Outre les dépenses prévues au budget, le comité administratif peut autoriser toute dépense n'excédant pas \$1,500.00.

Section 5

LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

5.01 Les assemblées générales annuelles ou spéciales se tiennent à la date, l'endroit et l'heure déterminés par le Bureau.

5.02 Le quorum des assemblées générales annuelles ou spéciales est de 30 membres.

5.03 Le président de l'Ordre ou son remplaçant, préside les assemblées générales annuelles ou spéciales.

5.04 Le vote se prend à main levée. En cas d'égalité, le président de l'assemblée donne un vote prépondérant.

Section 6

LA RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

6.01 Un administrateur reçoit pour chacune des réunions du Bureau à laquelle il assiste les mêmes indemnités que celles fixées pour les membres des comités de l'Ordre.

Section 1

DISPOSITIONS DIVERSES

7.01 Le siège social de l'Ordre est situé dans la région de Montréal au sens du Règlement délimitant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de la Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec, à l'adresse indiquée par résolution du Bureau.

7.02 Le sceau de l'Ordre doit contenir au centre, l'année de l'incorporation (1902) et les initiales de l'Ordre des médecins vétérinaires (OMV); à la circonférence, Ordre des médecins vétérinaires du Québec.

4.08 Subject to this Regulation, the administrative committee may exercise all the powers assigned to the Bureau by the Professional Code and the Veterinary Surgeons Act, except the powers that the Bureau must exercise by Regulation.

Notwithstanding the first paragraph, the general secretary and, where applicable, his assistant are responsible to the Bureau.

4.09 In addition to the expenses provided for in the budget, the administrative committee may authorize any expense not exceeding \$1,500.00.

Division 5

GENERAL MEETINGS

5.01 Annual general or special meetings shall be held on the date and at the place and hour determined by the Bureau.

5.02 The quorum for annual general or special meetings shall be 30 members.

5.03 The president of the Order or his substitute shall preside over the annual general or special meetings.

5.04 The vote shall be taken by a show of hands. In the case of a tie-vote, the chairman of the meeting shall have a casting-vote.

Division 6

REMUNERATION OF DIRECTORS

6.01 A director shall receive, for each meeting of the Bureau he attends, the same indemnities as those fixed for the members of the committees of the Order.

Division 7

MISCELLANEOUS PROVISIONS

7.01 The corporate seat of the Order is situated in the region of Montreal within the meaning of the Regulation delimiting the territory of Québec into regions for the purpose of holding elections to the Bureau of the Professional Corporation of Veterinary Surgeons of Québec, at the address indicated by resolution of the Bureau.

7.02 The seal of the Order shall contain in the middle, the year of incorporation (1902) and the initials of the Order of Veterinary Surgeons (OMV); on the circumference, Ordre des médecins vétérinaires du Québec.

7.03 Le secrétaire général doit rédiger et signer le procès-verbal de chaque réunion du Bureau ou du comité administratif ainsi que celui de l'assemblée générale.

Les procès-verbaux sont acceptés par une résolution adoptée séance tenante ou à une séance subséquente. La personne présidant alors la réunion ou l'assemblée signe le procès-verbal.

Le secrétaire est dispensé de la lecture du procès-verbal avant son adoption à condition qu'il en ait expédié une copie à chacun des membres en même temps que l'avis de convocation et qu'il n'en soit pas décidé autrement par le Bureau, le comité administratif ou l'assemblée générale, selon le cas.

ANNEXE I

SERMENT OU AFFIRMATION
DE DISCRÉTION

Je
jure (ou affirme solennellement) que je ne révélerai et ne fera connaître, sans y être autorisé par la Loi ou par le Bureau, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge d'administrateur, sauf les résolutions ou les règlements dûment adoptés par le Bureau.

(Signature)

Assermenté devant moi,
à
ce

(Signature)

816-o

7.03 The general secretary shall draw up and sign the minutes of each meeting of the Bureau or of the administrative committee as well those of the general meeting.

The minutes shall be accepted by a resolution passed during the sitting or at a subsequent sitting. The person presiding over the meeting in question shall sign the minutes.

The secretary is dispensed from reading the minutes before their adoption provided he has forwarded a copy thereof to each member at the same time as the notice of convocation and it has not been otherwise decided by the Bureau, the administrative committee or the general meeting, as the case may be.

SCHEDULE I

OATH OR AFFIRMATION OF DISCRETION

I
swear (or solemnly affirm) that I will not reveal or make known, without being authorized therefor by law or by the Bureau, anything what soever of which I have taken cognizance in the performance of my duties of director, with the exception of the resolutions or regulations duly passed or made by the Bureau.

(Signature)

Sworn to before me,
at
this

(Signature)

816-o

PROJET DE RÈGLEMENT**CODE DES PROFESSIONS**

(1973, ch. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de l'Ordre des podiatres du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, ch. 43), qu'il a adopté, en vertu de l'article 90 du Code des professions, le « Règlement concernant la publicité », dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,*
FERNAND LALONDE.

Règlement concernant la publicité**Section 1****DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

1.01 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.02 Les éléments qu'un podiatre peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité sont ceux décrits au présent règlement.

Section 2**LA CARTE PROFESSIONNELLE**

2.01 Un podiatre ne peut inscrire sur sa carte professionnelle autre chose que:

- a) son nom et, s'il y a lieu, celui de ses associés;
- b) sa profession;
- c) l'adresse de son bureau d'affaires, son numéro de téléphone et ses heures de service;
- d) le symbole graphique de l'Ordre, et
- e) le nom de son employeur, le cas échéant.

2.02 La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 6 centimètres sur 11 centimètres.

DRAFT REGULATION**PROFESSIONAL CODE**

(1973, ch. 43)

Draft Regulation

The Bureau of the Order of Podiatrists of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, ch. 43) that it made, pursuant to section 90 of the Professional Code, the "Regulation respecting advertising", a copy of which is annexed hereto.

This Regulation will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

FERNAND LALONDE,
*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

Regulation respecting advertising**Division 1****GENERAL PROVISIONS**

1.01 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, ch. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

1.02 The items that a podiatrist may include in his public advertisements and the conditions under which he may advertise are described in this Regulation.

Division 2**THE PROFESSIONAL CARD**

2.01 A podiatrist may not enter on his professional card any data other than:

- (a) his name and that of his partners, where applicable;
- (b) his profession;
- (c) his office address, telephone number and business hours;
- (d) the graphic symbol of the Order, and
- (e) the name of his employer, if any.

2.02 The professional card may not exceed 6 centimetres by 11 centimetres.

Section 3**LES MÉDIA D'INFORMATION**

3.01 Un podiatre peut publier ou permettre que soit publiée, dans des journaux, revues, périodiques, annuaires ou autres imprimés, une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Cette annonce ne peut toutefois dépasser un décimètre carré.

3.02 (01) À l'occasion de l'ouverture de son bureau d'affaires, de son entrée dans un bureau d'affaires existant de sa première inscription au tableau de l'Ordre, ou lors d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un podiatre peut publier sa photographie et certaines notes biographiques dans des journaux, revues, périodiques ou autres imprimés.

(02) La photographie autorisée au paragraphe (01) ne peut excéder 64 centimètres carrés.

Section 4**LA PAPETERIE**

4.01 Un podiatre peut inscrire sur sa papeterie tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

Section 5**LE BUREAU D'AFFAIRES**

5.01 (01) Sur l'un des murs extérieurs de l'immeuble où est situé son bureau d'affaires ou sur le terrain où est érigé cet immeuble, le podiatre peut placer une enseigne mentionnant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

(02) Si l'immeuble où est situé son bureau d'affaires se trouve à un carrefour, le podiatre peut placer une telle enseigne sur les murs extérieurs ou sur le terrain faisant face à chacune des routes convergentes.

5.02 À l'intérieur de son bureau d'affaires, le podiatre peut placer à la vue du public une enseigne mentionnant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

5.03 Les enseignes autorisées en vertu de la présente section sont non lumineuses et ne peuvent dépasser 25 décimètres carrés.

Division 3**INFORMATION MEDIA**

3.01 A podiatrist may publish or allow to be published in newspapers, magazines, periodicals, directories or other printed matter and advertisement containing all or part of the data set forth in section 2.01. Such advertisement may not, however, exceed one square decimetre.

3.02 (01) At the time of opening his office, entering an existing office or his first entry on the roll of the Order, or upon his nomination to a post related to the practice of the profession, a podiatrist may publish his photograph and certain biographical data in newspapers, magazines, periodicals or other printed matter.

(02) The photograph authorized under subsection (01) may not exceed 64 square centimetres.

Division 4**STATIONERY**

4.01 A podiatrist may enter on his stationery all or part of the data set forth in section 2.01.

Division 5**OFFICE**

5.01 (01) The podiatrist may post up a sign including all or part of the information in section 2.01 on one of the outside walls of the immovable in which his office is located or on the land on which the immovable is erected.

(02) If the immovable in which his office is located is at a crossroads, the podiatrist may post up such sign on the outside walls or on the land facing each of the converging roads.

5.02 Inside his office, the podiatrist may post up a sign conspicuous to the public including all or part of the information in section 2.01.

5.03 Signs authorized under this Division shall not be luminous and may not exceed 25 square decimetres.

Section 6**LE SYMBOLE GRAPHIQUE DE L'ORDRE**

6.01 Lorsqu'un podiatre reproduit le symbole graphique de l'Ordre pour les fins de sa publicité, il doit s'assurer que ce symbole est conforme à l'original détenu par le secrétaire et qu'il ne dépasse pas 25 décimètres carrés.

Section 7**DISPOSITION TRANSITOIRE**

7.01 Un podiatre dont le bureau d'affaires, à la date de l'entrée en vigueur du présent règlement, arbore une enseigne non conforme aux exigences de la section 5, peut laisser une telle enseigne en place jusqu'au 1^{er} janvier 1976.

816-o

Division 6**GRAPHIC SIGN OF THE ORDER**

6.01 When a podiatrist reproduces the graphic sign of the Order for advertising purposes, he must ensure that this sign conforms with the original held by the secretary and that it does not exceed 25 square decimetres.

Division 7**TRANSITIONAL PROVISION**

7.01 A podiatrist whose office contains a sign not in compliance with the requirements of Division 5 on the date of coming into force of this Regulation, may leave such sign up until 1 January 1976.

816-o

**LOI SUR LA MISE EN MARCHÉ
DES PRODUITS AGRICOLES**
(1974, ch. 36)

Régie des Marchés agricoles du Québec

**Projet de plan conjoint des producteurs de fruits
et légumes destinés à la transformation.**

Prenez avis que, selon les dispositions de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, la *Fédération des producteurs de fruits et légumes du Québec*, corps politique légalement constitué ayant sa principale place d'affaires à Montréal, et établit en vertu de la Loi des syndicats professionnels du Québec, a déposé auprès de la Régie des marchés agricoles une requête lui demandant d'approuver un projet de plan conjoint pour la mise en marché des fruits et légumes destinés à la transformation énumérée ci-après, par tout producteur intéressé, c'est-à-dire toute personne engagée dans la production de ces produits, ou qui offre en vente ces produits, pour son compte ou celui d'autrui.

Les légumes visés par ce projet sont le haricot jaune et vert, le haricot de Lima, la betterave à sucre, le chou, la carotte, le chou-fleur, le maïs sucré, le concombre, l'asperge, le pois, la citrouille, la courge, la tomate, le poireau, la laitue, le navet, l'épinard, l'oignon, le céleri, le piment, l'aubergine, le persil, la rhubarbe, le panais, le chou de Bruxelles, le brocoli, le radis, le champignon, le rutabaga, l'ail, la chicorée, le chou chinois, l'échalotte, l'endive, le chou-rave et les fines herbes. Il vise aussi les fruits suivants, soit la fraise, la framboise, la poire, la mûre, la cerise, la canneberge, le raisin, la prune, l'abricot et le bleuët. Toutefois, ce projet de plan ne vise pas les pommes de terre, ni les pommes ni le bleuët produit dans le territoire visé par le plan conjoint des producteurs de bleuët du Saguenay Lac-St-Jean.

D'autre part, le mot « transformation » signifie dans le projet la cuisson, la mise en conserve, la déshydratation, le séchage, la congélation, la coupe en tranches ou la transformation à l'aide du sucre ou de tout autre produit chimique ou autre et comprend la production de jus à partir des produits visés. Quand au terme « production », il signifie la production de l'un ou des produits visés sur une ferme et la cueillette de l'un ou des produits visés faite ailleurs que sur une ferme à l'exception de la cueillette faite sur les terres appartenant à la Couronne.

La Fédération requérante a de plus demandé que ce projet de plan ne soit pas soumis au référendum des producteurs, mais qu'il soit plutôt approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, tel qu'il est prévu à l'article 26 de la Loi précitée.

La Régie tiendra une audience publique en fonction de cette demande de la *Fédération* et elle en fera connaître la date dès que possible. Toute personne qui

**FARM PRODUCTS
MARKETING ACT**
(1974, ch. 36)

Québec Agricultural Marketing Board

**Draft of a joint plan of the producers of fruit
and vegetables intended for processing**

Notice is given that, in accordance with the provisions of the Farm Products Marketing Act, the *Fédération des producteurs de fruits et légumes du Québec*, a body politic and corporate, having its principal place of business in Montréal, and incorporated under the Professional Syndicates Act of Québec, has filed a petition with the Québec Agricultural Marketing Board requesting it to approve a joint plan for the marketing of the fruit and vegetables intended for processing listed hereinafter, by any interested producer, that is, any person engaged in the production of such products, or who offers such products for sale, for his own account or for that of another person.

The vegetables contemplated in this draft are wax and green beans, lima beans, sugar beets, cabbage, carrots, cauliflower, sweet corn, cucumbers, asparagus, peas, pumpkin, squash, tomatoes, leeks, lettuce, turnip, spinach, onions, celery, pimento, aubergine, parsley, rhubarb, parsnip, Brussels sprouts, brocoli, radishes, mushrooms, Swedish turnip, garlic, chicory, Chinese cabbage, shallots, endives, turnip cabbage and fine herbs. It also contemplates the following fruit, that is, strawberries, raspberries, pears, mulberries, cherries, cranberries, grapes, plums, apricots and blueberries. However, this draft joint plan does not contemplate potatoes, or apples or blueberries produced in the territory contemplated by the joint plan of the blueberry producers of Saguenay Lake St.Jean.

On the other hand, in the draft the word "processing" means cooking, canning, dehydrating, drying, freezing, slicing or processing with sugar or any other chemical product or other product and includes the production of juice from the contemplated products. As for the expression "production", it means the production of one or several contemplated products on a farm and the gathering of one or several contemplated products other than on a farm with the exception of gathering on Crown lands.

The petitioning *Fédération* has also requested that such draft joint plan not be submitted to the referendum of producers, but rather that it be approved by the Lieutenant-Governor in Council, as prescribed in section 26 of the said Act.

The Board will hold a public hearing in respect of this application of the *Fédération* and it will make known the date thereof as soon as possible. Any person who wishes

désire y faire des représentations à ce sujet doit en aviser la Régie par écrit avant le 15 septembre 1975. Les copies de la requête sont disponibles et toute personne intéressée au projet peut en obtenir une copie en le demandant à l'adresse suivante:

Régie des marchés
agricoles du Québec
201 est, boul. Crémazie
Montréal, Qué
H2M 1L3
Le secrétaire,
ME GILLES LE BLANC.

811-o

to make representations on this subject must notify the Board thereof in writing prior to 15 September 1975. Copies of the petition are available and every person interested in the draft may obtain a copy thereof by writing to the following address:

Québec Agricultural
Marketing Board
201 Crémazie, Blvd. East,
Montréal, Qué.
H2M 1L3
GILLES LE BLANC,
Secretary.

811-o

PROJET DE MODIFICATION

SERVICES FUNÉRAIRES — MONTRÉAL

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Gérald Harvey, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143 et am), que l'Association des directeurs de funérailles de Montréal Inc., partie contractante à la convention collective de travail relative aux employés des services funéraires dans l'Île de Montréal et l'Île Jésus, rendue obligatoire par le décret 932 du 6 mai 1964 et amendements, lui a présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1) Remplacer le paragraphe *c* de l'article I par le suivant:

« *c* Le terme « homme de service » désigne tout salarié préposé à la direction des funérailles, à la décoration et à la dégarniture des chambres mortuaires, au transport des corps, à la conduite des corbillards, des fourgons et automobiles affectés au transport de la clientèle et des autres véhicules nécessaires au fonctionnement d'une entreprise funéraire. Il voit également à l'entretien desdits véhicules (lavage, graissage, cirage, etc., mais il n'exerce pas les fonctions de l'homme de métier dans l'industrie de l'automobile, (mécanicien, électricien, carrossier, débosseur, peintre, etc.) et n'exerce pas non plus les fonctions de l'homme de métier hors des lieux servant aux fins de l'entreprise funéraire. »

2) Remplacer le paragraphe *a* de l'article III par le suivant:

« III Durée du travail:

a) La semaine normale de travail se détermine ainsi pour les embaumeurs qualifiés et les hommes de service:

	<i>De jour</i>	<i>De nuit</i>
du 14 mars 1977	45 heures	51 heures
au 13 mars 1978	42 heures	48 heures

Ces heures prennent effet à compter de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* de l'arrêté en conseil les approuvant. »

3) Remplacer le premier alinéa du paragraphe *d* de l'article III par le suivant:

« *d* Par dérogation au paragraphe *a*

DRAFT AMENDMENT

UNDERTAKERS' SERVICES — MONTRÉAL

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Gérald Harvey, hereby gives notice that "l'Association des directeurs de funérailles de Montréal Inc.", contracting party to the collective labour agreement respecting the undertakers' employees on the Island of Montréal and Ile Jésus, rendered obligatory by Decree 932 of May 6, 1964 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for his consideration and decision the following amendments to the said decree:

(I) Subsection *c* of section I shall be replaced by the following:

"(c) The expression "serviceman" means any employee who directs funerals, decorates or untrims funeral parlors, transports corpses, drives a hearse, van or any automobile used for the transportation of customers and any other vehicle needed by such a concern. He also assumes the care of said vehicles (washing, greasing, polishing, etc.), but he does not do the work involved in automobile trades such as: the work of mechanics, electricians, body workers, painters, etc. He also does not perform the duties of the tradesman outside the premises of the funeral concern."

(2) Subsection *a* of section III shall be replaced by the following:

"III Working hours:

(a) The standard workweek is the following for qualified embalmers and servicemen:

	<i>Day</i>	<i>Night</i>
from March 14, 1977 to	45 hours	51 hours
March 13, 1978	42 hours	48 hours

These hours are in force as of the publication in the *Québec Official Gazette* of the Order in Council approving them."

(3) The first paragraph of subsection (*d*) of section III shall be replaced by the following:

"(d) Notwithstanding the provisions of subsection (*a*) of this section, when there is an agreement between the

durée du travail prévue audit paragraphe peut être étalée sur une période de 14 jours afin que le salarié puisse jouir d'un congé prolongé. Une copie d'une telle entente doit être transmise au comité paritaire.

À compter du 13 mars 1977, l'employé devra bénéficier d'une fin de semaine de calendrier complète de 2 jours après 14 jours de travail. »

4) Ajouter le paragraphe *e* suivant à l'article III:

« *e*) Tout travail exécuté en dehors des heures régulières sera sur une base volontaire de la part de l'employé;

Tout travail normalement rattaché à l'entreprise funéraire fait en temps supplémentaire devra être offert aux employés réguliers en repos ou en congé, avant que l'offre en soit faite aux embaumeurs ambulants ou aux surnuméraires.

Tout travail supplémentaire sera distribué équitablement entre les employés réguliers, sauf refus d'acceptation de ces derniers ou absence. »

5) Remplacer les paragraphes *a*, *b* et *c* de l'article IV par les suivants:

« IV Salaires minimaux:

a) Les embaumeurs employés à la semaine et détenant la licence d'embaumeur qualifié délivrée par la ville de Montréal et travaillant dans l'Île de Montréal et l'Île Jésus doivent recevoir la rémunération hebdomadaire minimale suivante:

Embaumeur qualifié

Années d'expérience	
1re année	\$175.
2e année	185.
3e année	205.

b) **Hommes de service:** Les hommes de service employés à la semaine dans l'Île de Montréal et l'Île Jésus doivent recevoir la rémunération hebdomadaire minimale suivante:

Années d'expérience	
1re année	130.
2e année	145.
3e année	155.

Note: Les taux de salaires au 13 mars 1976 et au 13 mars 1977 seront déterminés par l'addition du pourcentage du coût de la vie, plus 2% et l'indicateur du pourcentage du coût de la vie est celui qui sera déterminé et publié par Statistiques Canada aux dates les plus rap-

employer and his employee, working hours provided in the said subsection may be established on a basis of fourteen (14) days to allow the employee to enjoy an extended holiday. A copy of such agreement shall be forwarded to the Parity Committee.

As of March 13, 1977 the employee shall be entitled to a complete calendar weekend of 2 days following 14 days of work."

(4) The following subsection *e* shall be added to section III:

"(e) Any work performed over and above the standard hours shall be on a voluntary basis;

Any regular work of a funeral enterprise to be performed as overtime shall be offered to employees who are off work or on holiday before being offered to itinerant embalmers or supernumerary employees.

Any overtime work shall be distributed as fairly as is possible among regular employees, except if they refuse or are absent."

(5) Subsections *a*, *b* and *c* of section IV shall be replaced by the following:

«IV Minimum Wages:

(a) Embalmers employed on a weekly basis and holding a qualified embalmer's licence issued by the city of Montréal and working on the Island of Montréal and Ile Jésus shall receive the following minimum weekly wage:

Qualified Embalmer:

Years of experience	
1st year	\$175.
2nd year	185.
3rd year	205.

(b) **Servicemen:** Servicemen employed on a weekly basis on the Island of Montréal and Ile Jésus shall receive the following minimum weekly wage:

Years of experience	
1st year	130.
2nd year	145.
3rd year	155.

Note: The wage rates on March 13, 1976 and on March 13, 1977 shall be established by adding the cost-of-living percentage, plus 2%. The cost-of-living index is that set and published by Statistics Canada on the dates closest to March 13, 1976 and March 13, 1977. If there is no

prochées avant le 13 mars 1976 et avant le 13 mars 1977. S'il n'y a pas d'augmentation du taux du coût de la vie à ces 2 dates seul le pourcentage de 2% sera ajouté aux salaires apparaissant aux paragraphes *a* et *b*.

c) Le salarié surnuméraire doit recevoir la rémunération minimale suivante:

- \$6.00 pour le transport d'une personne décédée;
- \$8.00 lorsque le surnuméraire agit comme porteur;
- \$10.00 lorsque le surnuméraire conduit une voiture à l'exception d'une ambulance. »

6) Remplacer le paragraphe *b* de l'article V par le suivant:

« **b) Uniformes:** Le directeur de funérailles ou l'employeur qui désire le port d'un uniforme ou complet d'une couleur et coupe de son choix devra défrayer le coût dudit uniforme ou complet. »

7) Remplacer l'article VII par le suivant:

« **VII Durée du décret:**

Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 13 mars 1978. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus 60 jours et d'au moins 30 jours avant le 13 mars de l'année 1978 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du travail et de la main-d'oeuvre. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
GILLES LAPORTE.

Ministère du travail et
de la main-d'oeuvre.

815-o

cost-of-living increase on these 2 dates, only the 2% increase shall be added to the wages appearing in subsections (a) and (b) above.

(c) The supernumerary employee shall receive the following minimum wage:

- \$6.00 for transporting a deceased person;
- \$8.00 when he works as porter;
- \$10.00 when he operates a vehicle, except an ambulance."

(6) Subsection *b* of section V shall be replaced by the following:

“(b) **Uniform:** If funeral directors or the employer want their employees to wear uniforms or a suit of a particular style and colour, such directors or employer shall pay the cost of the said uniforms or suit.”

(7) Section VII shall be replaced by the following:

“**VII Term of the decree:**

This decree remains in force until March 13, 1978. It is renewed automatically from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives written notice to the contrary to the other party not more than 60 days and at least 30 days before March 13, 1978 or March 13 of any subsequent year. Such notice must also be filed with the Minister of Labour and Manpower.”

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

GILLES LAPORTE,
Deputy Minister.

Department of Labour and
Manpower.

815-o

Errata

ERRATUM

Gazette officielle du Québec, partie II,
Vol. 107, no 22, 11 juin 1975.

A.C. 2173 du 22 mai 1975.

**Modifications aux règlements concernant la Loi
de l'assurance-maladie.**

Page 2711 à la dernière ligne du 2^e paragraphe de la version anglaise remplacer 1492-74 par 1492-75.

Page 2712 Annexe A, article 2, paragraphe *m* 1^{ère} ligne, version française, remplacer « Lo » par « Loi ».

Article 3, titre XV, 1^{ère} ligne, version anglaise, remplacer « Prosheses » par « Prostheses ».

Page 2713 Article 3, paragraphe 15.03, à dernière ligne, version anglaise, remplacer « housings » par « sheaths ».

Article 4 version anglaise dans la 2^e ligne sous le titre Schedule A, enlever le mot « not ».

Page 2715 Règle 8, version française, 2^e ligne, remplacer le mot « décide » par le mot « décède ».

Page 2717 Règle 15, version anglaise, 6^e ligne, remplacer le mot « Wooden leg » par le mot « pylon ».

Page 2718 Version française, prothèses tibiales, prothèse tibiale temporaire, remplacer « pied S.A.C.G. » par « pied S.A.C.H. ».

Page 2722 Version anglaise, 16^e ligne, remplacer « Femoral » par « Femoral ».

Page 2726 Version anglaise, 2^e ligne, remplacer « housing » par « sheath ».

Page 2730 Version française, 22^e ligne, pointure B — 4" à 12" remplacer le coût de « \$3.50 » par « \$2.20 ».

Page 2733 Version française, 3^e ligne, enlever le montant « \$3.50 ».

Page 2743 Version anglaise, 12^e ligne, remplacer les mots « desh arms » par les mots « desk arms ».

Errata

ERRATUM

Québec Official Gazette, Part II,
Vol. 107, No. 22, June 11, 1975.

O.C. 2173, May 22, 1975

**Amendments to the regulations respecting
the Health Insurance Act.**

Page 2711, in the last line of the 2nd paragraph of the English version, replace the number 1492-75 by the number 1492-75.

Page 2712, Schedule A, section 2, paragraph *m*, first line, French version, replace the word "Lo" by the word "Loi".

Section 3, Title XV, first line, English version, replace the word "Prosheses" by the word "Prostheses".

Page 2713, section 3, paragraph 15.03, in the last line, English version, replace the word "housings" by the word "sheaths".

Section 4, English version, second line under the heading "Schedule A", delete the word "not".

Page 2715, Ruel 8, French version, 2nd line, replace the word "décide" by the word "décède".

Page 2717, Rule 15, English version, 6th line, replace the words "wooden leg" by the word "pylon".

Page 2718, French version, "prothèses tibiales, prothèses tibiales temporaires", replace the words "pied S.A.C.G." by the words "pied S.A.C.H.".

Page 2722, English version, 16th line, replace the word "Femoral" by the word "Femoral".

Page 2726, English version, 2nd line, replace the word "housing" by the word "sheath".

Page 2730, French version, 22nd line, under "Size B — 4" to 12"" replace the figure of "\$3.50" by the figure "\$2.20".

Page 2733, French version, 3rd line, delete the figure "\$3.50".

Page 2743, English version, 12th line, replace the words "desh arms" by the words "desk arms".

Des astérisques devraient précéder les éléments suivants:

Page 2720: Prothèse hydraulique à \$930.

Page 2720: Prothèse pneumatique à \$800.

Page 2721: Prothèse hydraulique à \$830.

Page 2739: Prothèses fémorales

— Autres prothèses modulaires

Page 2740: Prothèses coxo-fémorales et hémipelviennes

— Autres prothèses modulaires

coxo-fémorales

— Autres prothèses modulaires

hémipelviennes

Pages 2740 et 2741: Prothèses des membres supérieurs

— Prothèse modulaire gléno-humérale

— Prothèse modulaire thoracique

— Prothèse cubitale au CO₂

— Prothèse humérale au CO₂

— Prothèse gléno-humérale au CO₂

— Prothèse thoracique au CO₂

— Prothèse cubitale myo-électrique

— Prothèse humérale myo-électrique

— Prothèse cubitale électro-mécanique

— Prothèse humérale électro-mécanique

— Prothèse gléno-humérale électro-mécanique

— Prothèse thoracique électro-mécanique

— Autres prothèses non-conventionnelles...

— Autres marques de main

— Autres marques de crochet

— Autres poignets à flexion

Page 2741 — Orthèses des membres inférieurs

— Orthèse tibiale en plastique lamina à genre S.P.T.S.

— Orthèse à mouvement alternatif

— Orthomobile et autres

Page 2742 — Orthèses du tronc

— Orthèse de traction cervico-pelvienne (LYON)

Page 2744 — Fauteuils

— Fauteuil roulant, modèle électrique à \$945.

— Fauteuil roulant, modèle électrique à \$1,035.

— Fauteuil roulant, modèle électrique — autres

The following items should be preceded by an asterisk:

Page 2720: Hydraulic prosthesis at \$930.

Page 2720: Pneumatic prosthesis at \$800.

Page 2721: Hydraulic prosthesis at \$830.

Page 2739: Femoral prostheses

— Other modular prostheses

Page 2740: Coxofemoral and hemipelvic prostheses

— Other coxofemoral modular prostheses

— Other hemipelvic modular prostheses

Pages 2740 and 2741: Prostheses — Upper extremities

— Modular glenohumeral prosthesis

— Modular thoracic prosthesis

— Cubital CO₂ prosthesis

— Humeral CO₂ prosthesis

— Glenohumeral CO₂ prosthesis

— Thoracic CO₂ prosthesis

— Myoelectric cubital prosthesis

— Myoelectric humeral prosthesis

— Electromechanical cubital prosthesis

— Electromechanical humeral prosthesis

— Electromechanical glenohumeral prosthesis

— Electromechanical thoracic prosthesis

— Other non-conventional prostheses...

— Other makes of hands

— Other makes of hooks

— Other flexion wrists

Page 2741 — Orthoses — Lower extremities

— Laminated plastic tibial orthosis S.P.T.S. type

— Reciprocating gait orthosis

— Orthomobile and others

Page 2742 — Trunk orthoses

— Cervicopelvic traction orthosis (LYON)

Page 2744 — Wheelchairs

— Wheelchair, electric model \$945.

— Wheelchair, electric model \$1,035.

— Wheelchair electric model — other models

ERRATUM

Reg. 75-214

Order in Council: 2173-74**Health Insurance Act.**

In the *Québec Official Gazette* number 22, dated June 11, 1975, on page 2713, under the heading "Schedule A", the word "not" should be deleted in order to read as follows: "Protheses and orthopedic appliances or other devices considered as insured and their tariff".

807-o

ERRATUM

Gazette officielle du Québec
Partie 2, vo. 107, no 26.

A.C. 2515 du 18 juin 1975

Règlement modifiant le règlement d'application de la Loi sur le commerce des produits pétroliers (A.C. 463-73)

L'annexe E débutant à la page 3407 étant incomplète, nous la republions ci-dessous tel qu'elle aurait dû être publiée.

807-o

ERRATUM

Québec Official Gazette
Part II, Vol. 107, No. 26.

O.C. 2515, 18 June 1975

Regulation amending the Regulation under the Petroleum Products Trade Act (O.C. 463-73).

Annex E beginning on page 3407 being incomplete, we are republishing it below as it should have been published.

807

ANNEXE E



Ministère des Richesses naturelles
Direction générale de l'énergie
Service de la Distribution, ch. 100
1305, chemin Ste-Foy, Québec G1S 2N3

DEMANDE DE RENOUELEMENT DE PERMIS
APPLICATION FOR PERMIT RENEWAL

Pour l'exploitant d'un commerce de produits pétroliers.

For the operator of a petroleum product business.

Cette demande de renouvellement de permis s'applique
uniquement pour l'établissement déterminé par le numéro
de permis ci-dessous.

This application for permit renewal applies solely for the
establishment determined by the permit number mentioned
hereafter.

CORRIGER, S'IL Y A LIEU, LES RENSEIGNEMENTS CI-DESSUS.
CORRECT THE ABOVE INFORMATION IF NECESSARY.

Établissement visé par la demande / Establishment concerned

Raison sociale / Trade name		
Adresse / Address		Ville / City
Comté / County	Code postal / Postal code	N° de tél. / Tel. number Indicatif régional Area code
Nom de l'exploitant / Operator's name		
Adresse de l'exploitant / Operator's address		Ville / City
Comté / County	Code postal / Postal code	No de tél. / Tel. number Indicatif régional Area code

DÉCLARATION CONFIDENTIELLE

CONFIDENTIAL DECLARATION

En vertu de l'article 11 de la loi sur le commerce des
produits pétroliers (L.Q. 1971, chap. 33), de l'article 18
ainsi que l'annexe "E" du règlement d'application de la loi
sur le commerce des produits pétroliers (A.C. 463-73).

Prescribed by section 11 of the Petroleum Products Trade
Act (L.Q. 1971, Ch. 33), section 18 and annex "E" of the
regulation under the Petroleum Products Trade Act (O.C.
463-73).

Avant de remplir ce questionnaire, veuillez lire attentivement la page 3 (Identification)
Before filling in this questionnaire please read page 3 carefully (Identification)

- N.B. 1. S.V.P. écrire en lettres d'imprimerie / P.S. Please write in block letters
2. Retourner une copie du questionnaire / Return one copy of the questionnaire
 3. Inclure votre chèque / Attach your cheque
 4. Remplir la page 8 / Fill in page 8

Indiquez les montants se rapportant à votre catégorie de permis et répondre aux questions (Q) inscrites entre parenthèses se rapportant à ces montants.

Indicate the amounts corresponding to your category of permit and answer the questions (Q) written in parenthesis, referring to these amounts.

I. PERMIS DE GROSSISTE / WHOLESALER'S PERMIT

- a) en carburant (Q. 1 à 8 incl.) / motor fuel (Q. 1 to 8 incl.) \$ 75.00 _____
- b) en huile de chauffage (Q. 1 à 8 incl.) / heating oil (Q. 1 to 8 incl.) \$ 75.00 _____
- c) en lubrifiant (Q. 1 à 8 incl.) / lubricant (Q. 1 to 8 incl.) \$ 75.00 _____
- d) Si l'exploitant fait du commerce de détail de l'un ou plusieurs de ces produits au site de son établissement, il doit verser une somme additionnelle de \$50.00 (Q. 9 à 12 incl.)
When the operator gets involved in the retail trade of one or more of these products on the site of his establishment, he shall pay an additional amount of \$50.00 (Q. 9 to 12 incl.) \$ 50.00 _____
- e) Si l'exploitant se sert d'un dépôt au site de l'établissement, il doit verser une somme additionnelle, par dépôt de \$25.00 (Q. 18 à 21 incl.)
Where the operator uses a bulk storage plant on the site of the establishment, he shall pay an additional amount of \$25.00 (Q. 18 to 21 incl.) \$ 25.00 _____
- f) Si au site de l'établissement l'exploitant se sert d'un dépôt maritime, il doit verser une somme additionnelle, par dépôt maritime de \$100.00 (Q. 18 à 21)
Where on the site of the establishment the operator uses a marine terminal, he shall pay an additional amount of \$100.00 (Q. 18 to 21 incl.) for each terminal \$100.00 _____
- g) Pour chaque citerne affectée au transport de produit pétrolier rattachée à l'établissement, l'exploitant doit verser \$5.00 (Q. 15 à 17 incl.)
For each tank affected to the transportation of the petroleum products and having its starting point at the establishment, the operator shall pay \$5.00 (Q. 15 to 17 incl.) \$ 5.00 _____

II. PERMIS DE DÉTAILLANT / RETAILER'S PERMIT

- a) en carburant et lubrifiant: (Q. 1 à 9 incl., 11 à 14 incl., 20)
motor fuel and lubricant: (Q. 1 to 9 incl., 11 to 14 incl., 20) \$ 50.00 _____
- station-service lave-auto gaz-bar libre-service marina truck stop
service-station car-wash gas-bar self-service marina truck stop
- b) en huile de chauffage (Q. 1 à 8 incl., 10) / heating oil (Q. 1 to 8 incl., 10) \$ 50.00 _____
- c) en lubrifiant (Q. 1 à 9 incl.) / lubricant (Q. 1 to 9 incl.) \$ 50.00 _____
- N.B. Pour les cas a, b et c, si l'exploitation du commerce de détail à l'établissement désigné s'effectue moins de 6 mois par année, les droits à verser sont de...
N.B. In the cases a, b and c, if the retail trade operation, at the designated establishment, is being done less than 6 months a year, the fee to be paid shall be of... \$ 25.00 _____
- d) Tout dépôt affecté à l'exploitation de l'établissement est soumis à une somme additionnelle de \$25. (sauf pour les réservoirs qui alimentent directement l'ilot des pompes du détaillant de carburant et lubrifiant) (Q. 18 à 21 incl.)
Any bulk storage plant related to the trade of the establishment is submitted to an additional amount of \$25. (this does not include the tanks from which the dispensing units at a retail outlet are directly fed) (Q. 18 to 21 incl.) \$ 25.00 _____
- e) Toute citerne affectée au transport de produits pétroliers fait l'objet d'un droit additionnel de \$5 (par citerne) (Q. 15 à 17 incl.)
Any tank being used to transport petroleum products is subject to an additional fee of \$5 (for each tank) (Q. 15 to 17 incl.) \$ 5.00 _____

III. PERMIS D'ENTREPOSAGE / BULK STORAGE PERMIT

Vaut pour tout établissement (autre que ceux visés par les permis I et II) qui sert à l'entreposage des produits pétroliers dans des réservoirs souterrains ou de surface.
Is valid for any establishment (other than the ones designated by permits I and II) where petroleum products are stored either in underground or above ground tanks.

- a) dans un dépôt (Q. 1 à 5 incl., 18 à 21 incl.) / at a storage plant (Q. 1 to 5 incl., 18 to 21 incl.) \$ 25.00 _____
- b) dans un dépôt maritime (Q. 1 à 5 incl., 18 à 21 incl.)
at a marine terminal (Q. 1 to 5 incl., 18 to 21 incl.) \$100.00 _____
- c) pour chaque citerne affectée au transport des produits pétroliers une somme additionnelle de \$5.00 doit être versée (Q. 15 à 17 incl.)
for each tank affected to the transportation of petroleum products, an additional amount of \$5. shall be paid (Q. 15 to 17 incl.) \$ 5.00 _____

IV. PERMIS DE TRANSPORTEUR / TRANSPORTER'S PERMIT

- a) Tout exploitant non visé par les permis I, II et III, et qui fait le commerce des produits pétroliers par la seule activité de transporter le produit doit verser une somme de \$50. pour l'obtention de son permis (Q. 1 à 4 incl., 10)

Any operator not designated by permits I, II and III, whose sole operation is the transportation of petroleum products, shall pay the amount of \$50. to obtain his permit (Q. 1 to 4 incl., 10)

\$ 50.00 _____

- b) En outre, une somme additionnelle de \$5. doit être versée pour chaque citerne affectée au transport du produit pétrolier (Q. 15 à 17 incl.)

Besides, an additional amount of \$5. shall be paid for each tank affected to the transportation of petroleum products (Q. 15 to 17 incl.)

\$ 5.00 _____

IDENTIFICATION / IDENTIFICATION**1. GROSSISTE / WHOLESALER:**

Individu, société ou corporation exploitant un établissement où il se fait de la vente de produits pétroliers pour la revente.
Individual, partnership or corporation exploiting an establishment where there is sale of petroleum products for resale.

2. DETAILLANT / RETAILER:**a) En carburant et lubrifiant / Motor-fuel and lubricant:**

Individu, société ou corporation exploitant un établissement où il se fait de la vente au détail de carburant et de lubrifiant.
Individual, partnership or corporation exploiting an establishment where there is retail sale of motor-fuel and lubricant.

Note: Ce commerce comprend: station-service, lave-auto, gaz-bar, libre-service, marina, arrêt-routier, etc...
This commerce comprises: service station, car wash, gas bar, self service, marina, truck stop, etc...

b) En lubrifiant / Lubricant:

Individu, société ou corporation exploitant un établissement où il se fait de la vente au détail de lubrifiant.
Individual, partnership or corporation exploiting an establishment where there is retail sale of lubricant.

c) D'huile à chauffage / Heating oil:

Individu, société ou corporation exploitant un établissement où il se fait de la vente au détail d'huile à chauffage.
Individual, partnership or corporation exploiting an establishment where there is retail sale of heating oil.

3. ENTREPOSAGE / STORAGE:

Individu, société ou corporation exploitant un établissement où il se fait de l'entreposage de produits pétroliers.
Individual, partnership or corporation exploiting an establishment where there is storage of petroleum products.

4. TRANSPORTEUR / TRANSPORTER:

Individu, société ou corporation exploitant un établissement où il se fait du transport de produits pétroliers.
Individual, partnership or corporation exploiting an establishment where there is transport of petroleum products.

RENSEIGNEMENTS REQUIS POUR L'OBTENTION DU PERMIS
INFORMATION REQUIRED TO OBTAIN A PERMIT

1. Préférez-vous votre correspondance en français?
-
-
- Do you prefer your correspondence in English?
-

2. - Donnez l'activité et les produits visés par le commerce, et le genre de commerce que vous exploitez?
-
- Give the activity of and products offered by the business, and the type of business owned?

ACTIVITÉ / ACTIVITY

-
- G. Commerce en gros / Wholesaler
-
-
- H. Commerce en gros et au détail / Wholesaler and retailer
-
-
- D. Commerce au détail / Retailer
-
-
- E. Entreposage / Storage
-
-
- T. Transport / Transport

PRODUITS / PRODUCTS

-
1. Carburant et lubrifiant / Motor fuel and lubricant
-
-
2. Huile à chauffage / Heating oil
-
-
3. Lubrifiant / Lubricant
-
-
4. Carburant / Motor fuel
-
-
5. Carburant et huile à chauffage / Motor fuel and heating oil
-
-
6. Huile à chauffage et lubrifiant / Heating oil and lubricant
-
-
7. Carburant, huile à chauffage et lubrifiant / Motor fuel, heating oil and lubricant.

GENRE DE COMMERCE / TYPE OF BUSINESS

-
1. Station-service / Service station
-
-
2. Gaz bar / Gas bar
-
-
3. Lave-auto / Car wash
-
-
4. Libre-service / Self service
-
-
5. Marina
-
-
6. Arrêt routier / Truck stop
-
-
0. Autre genre (précisez) / Other type (Specify)

3. A) Combien de mois dans l'année votre commerce de produits pétroliers est-il en activité?
- Mois /
-
- How many months a year does your petroleum product business operate?
- _____ Months
-
- B) Depuis combien de temps exploitez-vous ce commerce de produits pétroliers?
- Mois /
-
- How long have you been operating this petroleum product business?
- _____ Months _____ Years

4. Combien avez-vous d'employé(s) à votre commerce de produits pétroliers?
-
- Number of employee(s) in your petroleum product business?

	Régulier / Full Time	Supplémentaire / Part time
- Mécanique / Mechanics	_____	_____
- Administration / Administration	_____	_____
- Sécurité / Security	_____	_____
- Pompiste / Pump attendant(s)	_____	_____
- Camionneur(s) / Truck driver(s)	_____	_____
- Autre(s) (préciser) / Other(s) (specify)	_____	_____

5. Quelles sont les dimensions du terrain occupé par votre commerce de produits pétroliers?
-
- What is the ground area occupied by your petroleum product business?
- _____ pieds carrés / square feet

6. A) Donnez l'activité principale de votre établissement i.e. (l'activité la plus importante en fonction de votre chiffre d'affaires)?
-
- Give the main activity of your establishment i.e. (most important activity in terms of business turnover)?

- B) Énumérez par ordre d'importance les activités secondaires?
-
- List secondary activities in order of importance?

I _____

II _____

16. Donnez le nombre de citernes, que vous possédez?

Give the number of tanks you own?

Nombre / Number

Déchargement par gravité / Gravity unloading _____

Déchargement par pompe / Pump unloading _____

Double déchargement par pompe et gravité / dual (Pump gravity unloading) _____

17. A) Transportez-vous plus d'une classe de produits pétroliers dans une citerne lors d'une livraison? oui / yes

Do you carry more than one class of petroleum product in a tank in a single delivery?

non / no

B) Donnez le nombre de citerne(s) avec doubles équipements?

Give the number of tank(s) with dual equipment?

_____ citernes / tanks

C) Donnez les différents produits pétroliers que vous transportez (5) par ordre d'importance de volume? (voir liste page 8).

List the different petroleum products you carry in order of importance? (see list page 8).

I _____ II _____ III _____ IV _____ V _____

18. Comment est approvisionné le dépôt ou dépôt maritime et donnez le pourcentage d'approvisionnement par catégorie?

How is your bulk plant or marine terminal supplied; give percentage of supply per category?

Bateau / Ship _____ %

Oléoduc / Pipeline _____ %

Rail / Rail _____ %

Camion / Truck _____ %

19. Propriétaire du dépôt ou dépôt maritime?

Owner of the bulk plant or marine terminal?

Nom / Name		
Adresse / Address		
Ville / City	Code postal / Postal code	N° de tél. / Tel. no. (indicatif régional) / (area code)

20. Gestionnaire ou responsable du dépôt ou dépôt maritime?

Plant manager or person responsible for the bulk plant or marine terminal?

Nom / Name		
Adresse / Address		
Ville / City	Code postal / Postal code	N° de tél. / Tel. no. (indicatif régional) / (area code)

21. Stockage / Storage (gallons)

Donnez la capacité de chaque réservoir de surface et souterrain pour chaque produit stocké.
Give the capacity of each tank, above ground and underground, for each product stored.

LISTE DES PRODUITS PÉTROLIERS / LIST OF PETROLEUM PRODUCTS

CARBURANTS - MOTOR FUELS

01. Supercarburant - No. 1 premium
02. Ordinaire - No. 2 regular
03. Mélangés - Mixed gasolines
04. Basse teneur plomb - Low lead
05. Sans plomb - Lead free
06. Aviation - Aviation
07. Carburacteur - Jet fuel
08. Napthe - Naptha
09. Diésel coloré - Colored diesel
10. Diésel non coloré - Clear diesel
11. Autre(s) (précisez) - Other(s) (specify)

HUILE À CHAUFFAGE - HEATING FUELS

30. Kérosène - Kerosene
31. Huile à poêle - Stove oil
32. Huile à fournaise - Furnace fuel oil
33. Huile lourde 4 - Bunker No. 4
34. Huile lourde 5 - Bunker No. 5
35. Huile lourde 6 - Bunker No. 6
36. Autre(s) (précisez) - Other(s) (specify)

LUBRIFIANTS - LUBRICANTS

50. Huile moteur - Motor oil
51. Huile de transmission et de différentiel - Gearlube
52. Huile de transmission automatique - Automatic transmission fluid
53. Autre(s) (précisez) - Other(s) (specify)

Identification du produit Product identification	Capacité par réservoir Capacity of each tank	Nombre de réservoirs Number of tanks	
		Surface Above ground	Souterrain Underground

Si l'espace est insuffisant, utiliser une feuille annexe / If space is insufficient, use annex

Nom de votre compagnie d'assurances / Name of your insurance company		
Montant d'assurance responsabilité publique Amount of public liability insurance	Montant d'assurance véhicule-automobile Amount motor vehicle insurance	Date d'échéance de vos assurances Insurance expiry date

Je certifie que les renseignements fournis à l'appui de cette demande sont exacts et conformes à la loi sur le commerce des produits pétroliers (L.Q. 1971, chap. 33).

I certify that the information given to support this application is true and in compliance with the provisions of the Petroleum Products Trade Act (L.Q. 1971, ch. 33).

Date / Date	Nom du signataire / Signer's name	
Titre du signataire / Signer's title	N ^o de tél. / Tel. no.	Signature
	Indicatif régional Area code	

Veuillez joindre le paiement sous forme d'un chèque certifié ou d'un mandat-poste libellé au nom suivant: Ministre des finances
Please include payment by certified check or money-order payable to Minister of Finance

et retourner votre demande et ce paiement à l'adresse suivante:
and return your application and payment to the following address:



Ministère des Richesses naturelles
Direction générale de l'énergie
Service de la Distribution, ch. 100
1305, chemin Ste-Foy, Québec G1S 2N3

Nous vous ferons parvenir après vérification de votre demande le permis demandé.

After checking your application, we shall send you the permit applied for.

INDEX	Textes réglementaires (Rèlements) Statutory Instruments (Regulations)	Enregistrement			Commentaires Comments
		No	Date	Page	
	Rèlements — Regulations Lois — Statutes				
	Affaires sociales — Délégation de signature (Loi du ministère des affaires sociales, 1970, ch. 42)	Règ. 75-366	23/07/75	4469	M
	Agricultural Products — Coming into force on July 15, 1975 of the Agricultural Products and Food Act with the reception of paragraph <i>b</i> of section 6 and of section 43 (1974, ch. 35)			4633	Proclamation
	Aide sociale, Loi de l' — Règlement 1 (1969, ch. 63)	Règ. 75-383	29/07/75	4497	M
	Aliments — Entrée en vigueur le 15 juillet 1975 de la Loi sur les produits agricoles et les aliments à l'exception du paragraphe <i>b</i> de l'article 6 et de l'article 43 (1974, ch. 35)			4633	Proclamation
	Alter tomb (Quévillon School) Cultural property (Cultural Property Act, 1972, ch. 19)	Reg. 75-388	30/07/75	4519	
	Animal Health Protection Act — Live stock auctions . . . (R.S.Q. 1964, ch. 126)	Règ. 75-339	03/07/75	4429	
	Archaeological and historic site of Pabos (Gaspé)-Cul- tural property	Règ. 75-390	30/07/75	4523	
	Arpenteurs-géomètres du Québec - Sceau (Code des professions, 1973, ch. 43)			4635	Projet
	Association des courtiers d'assurance (Loi des courtiers d'assurances, S.R.Q. 1964, ch. 268)			4637	Projet
	Assurance-maladie, Loi de l' . . . Rèlements (Mod.)	Règ. 75-214	26/05/75	4671	Erratum
	Assurance-maladie — Entrée en vigueur des disposi- tions de la Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (bourses de recherche) (16 juillet 1975) (1974, ch. 40)			4627	Proclamation
	Autobus Vanier ltée — Annulation de la charte (Loi de développement de la région de la Baie Ja- mes, 1971, ch. 34)	Règ. 75-404	04/08/75	4575	
	Baie James, munic. — Ord. no 101 (Loi de développement de la région de la Baie Ja- mes, 1971, ch. 34)	Règ. 75-369	29/07/75	4471	

Abbreviations: A — Abrogé
Abbreviations: Abroged
N — Nouveau
New
M — Modifié
Modified

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Baie James, munic. — Ord. no 102 (Loi de développement de la région de la Baie James, 1971, ch. 34)	Règ. 75-370	29/07/75	4475	
Baie James, munic. — Ord. no 103 (Loi de développement de la région de la Baie James, 1971, ch. 34)	Règ. 75-371	29/07/75	4477	
Barbers and Hairdressers (Men's and ladies) — Chi- coutimi (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-377	29/07/75	4481	M
Barbiers, coiffeurs pour hommes et dames — Chicou- timi (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-377	29/07/75	4481	M
Biens culturels, Loi sur les... Arrondissement historique de la Prairie (1972, ch. 19)	Règ. 75-384	29/07/75	4499	
Biens culturels, Loi sur les... Église Sault-sur-Récollet- Montréal (1972, ch. 19)	Règ. 75-387	30/07/75	4517	
Biens culturels, Loi sur les... Horloge (Charles Bal- thazar) (1972, ch. 34)	Règ. 75-394	30/07/75	4531	
Biens culturels, Loi sur les... Maison Sénécal (1972, ch. 19)	Règ. 75-389	30/07/75	4521	
Biens culturels, Loi sur les... Maison sise au numéro civique 2328, Avenue Royale, Courville (1972, ch. 19)	Règ. 75-391	30/07/75	4525	
Biens culturels, Loi sur les... Peinture Louis David (1972, ch. 19)	Règ. 75-393	30/07/75	4529	
Biens culturels, Loi sur les... Site archéologique Mandé- ville (1972, ch. 19)	Règ. 75-392	30/07/75	4527	
Biens culturels, Loi sur les... Maison et dépendances sises au numéro civique 100, Grande-Côte (route 29) Lorraine (1972, ch. 19)	Règ. 75-386	30/07/75	4515	
Biens culturels, Loi sur les... Site archéologique et his- torique de Pabos (Gaspé) (1972, ch. 19)	Règ. 75-390	30/07/75	4523	
Biens culturels, Loi sur les... Tombeau d'autel (École Quévillon) (1972, ch. 19)	Règ. 75-388	30/07/75	4519	

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Bois ouvré — Extension juridique d'une convention collective (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-402	04/08/75	4563	
Building materials — (Marble) — Province (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-406	04/08/75	4579	M
Camionnage — Québec (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)			4641	Projet
Canned Food Act — Repeal of the Act on July 15, 1975 (R.S.Q. 1941, ch. 140)			4631	Proclamation
Cartage — Québec (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)			4641	Draft
Caskets — Province (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-403	04/08/75	4571	M
Cercueils — Province (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-403	04/08/75	4571	M
Chartered Accountants of Québec Conditions and formalities of revocation of registration (Professional Code, 1973, ch. 43)			4649	Draft
Chartered Accountants of Québec Relief fund (Professional Code, 1973, ch. 43)			4651	Draft
Cider Québec Liquor Corporation Act, 1971, ch. 20)	Règ. 75-363	18/07/75	4463	M
Cidre (Loi de la société des alcools du Québec, 1971, ch. 20)	Règ. 75-363	18/07/75	4463	M
Clock (Charles Balthazar) — Cultural Property Act, 1972, ch. 19)	Reg. 75-394	30/07/75	4531	
Code des professions — Comptables agréés — Québec — Conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation			4649	Projet
Code des professions — Comptables agréés — Québec — Fond de secours (1973, ch. 43)			4651	Projet

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	No	Enregistrement Registration Date	Page	Commentaires Comments
Code des professions — Médecins vétérinaires du Québec — Affaires de Bureau et assemblées générales (1973, ch. 43)			4655	Projet
Code des professions — Pharmacies — Dispositions des médicaments et poisons suite à la fermeture (1973, ch. 43)			4603	Avis
Code des professions — Pharmaciens Conservation, utilisation ou destruction des dossiers, livres et registres d'un pharmacien cessant d'exercer (1973, ch. 43)			4595	Avis
Code des professions — Pharmaciens Étiquetage des médicaments et des poisons (1973, ch. 43)			4599	Avis
Code des professions — Pharmaciens — Publicité (1973, ch. 43)			4611	Avis
Code des professions — Pharmaciens Tenue des dossiers livres et registres (1973, ch. 43)			4617	Avis
Code des professions — Pharmaciens Québec — Tenue des pharmacies (1973, ch. 43)			4621	Projet
Code des professions — Podiatres — Québec — Publicité (1973, ch. 43)			4661	Projet
Coiffeurs (hommes et dames) — Québec (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-407	04/08/75	4581	correction a/c 2522-75
Coiffeurs pour hommes et dames Saint-Jean (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 750378	29/07/75	4485	M
Commerce des produits pétroliers, Loi sur le... — Règlement d'application (Mod.) (1971, ch. 33)	Règ. 75-305	19/06/75	4675	Erratum
Commercial Establishments Business Hours Act — Rougemont — Tourist Area (1969, ch. 60)	Reg. 75-401	04/08/75	4561	
Commission des affaires sociales, Loi de la... Entrée en vigueur le 1er août 1975 (1974, ch. 39)			4629	Proclamation
Commission des affaires sociales, Loi de la... modifiée ... Entrée en vigueur le 1er août 1975 (P.L. 37) (sanctionné le 18 juin 1975)			4629	Proclamation

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Commission de contrôle des permis d'alcool, Loi de la... Règlement général (1971, ch. 19)	Règ. 75-400	04/08/75	4535	
Communauté urbaine de Québec, Loi de la... Vanier ltée Annulation de la charte	Règ. 75-404	04/08/75	4575	
Comptables agréés — Québec — Conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation (Code des professions, 1973, ch. 43)			4649	Projet
Comptables agréés — Québec — Fonds de secours (Code des professions, 1973, ch. 43)			4651	Projet
Conserves alimentaires, Loi des Abrogation de la Loi le 15 juillet 1975 (S.R.Q. 1941, ch. 140)			4631	Proclamation
Courtiers d'assurances, Loi des... Association des courtiers d'assurance (R.S.Q. 1964, ch. 268)			4637	Draft
Cultural Property Act — Alter tomb (Quévillon School) (1972, ch. 19)	Reg. 75-388	30/07/75	4519	
Cultural Property Act — Archaeological and historic site of Pabos (Gaspé) (1972, ch. 19)	Reg. 75-390	30/07/75	4523	
Cultural Property Act — Clock (Charles Balthazar) (1972, ch. 19)	Reg. 75-394	30/07/75	4531	
Cultural Property Act — Église Sault-au-Récollet-Montréal (1972, ch. 19)	Reg. 75-387	30/07/75	4517	
Cultural Property Act — Historic district of La Prairie (1972, ch. 19)	Reg. 75-384	29/07/75	4499	
Cultural Property Act — House situated at civic number 2328, Royale Avenue, Corville (1972, ch. 19)	Reg. 75-391	30/07/75	4525	
Cultural Property Act — House and dependances at civic number 100 Grande-Côte (Route 29) Lorraine (1972, ch. 19)	Reg. 75-386	30/07/75	4515	
Cultural Property Act — Painting Louis David (1972, ch. 19)	Reg. 75-393	30/07/75	4529	
Cultural Property Act — Sénécal House (Brossard) (1972, ch. 19)	Reg. 75-389	30/07/75	4521	

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Cultural Property Act — Site archéologique Mandeville	Reg. 75-392	30/07/75	4527	
Détaillants d'essence — Saguenay Levy	Règ. 75-408	04/08/75	4583	M
(Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1974, ch. 143)				
Détaillants d'essence — Saguenay Prélèvement	Règ. 75-408	04/08/75	4583	M
(Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)				
Église Sault-au-Récollet-Montréal — Bien culturel	Règ. 75-387	30/07/75	4517	
(Loi sur les biens culturels, 1972, ch. 19)				
Employés de garage — Québec	Règ. 75-379	29/07/75	4493	correction a/c 2146-75
(Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)				
Employés de garage — Québec	Règ. 75-380		4495	correction a/c 2147-75
(Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)				
Établissements commerciaux, Loi des heures d'affaires des Rougemont (Rouville) Endroit touristique	Règ. 75-401	04/08/75	4561	
(1969, ch. 60)				
Évaluation foncière, Loi sur l'... Tarif des assesseurs nommés par la Cour provinciale	Règ. 75-416	07/08/75	4593	
(1971, ch. 50)				
Exécutif, Loi de l'... — Attribution du Solliciteur général	Règ. 75-405	04/08/75	4577	
(S.R.Q. 1964, ch. 9)				
Executive Power Act — Functions of the Solicitor- General	Reg. 75-405	04/08/75	4577	
(R.S.Q. 1964, ch. 9)				
Farm Producers Act — Contribution payable of the Union des producteurs agricoles	Reg. 75-395	29/07/75	4533	
(1972, ch. 37)				
Farm Products Marketing Act — Poultry Producers — Quota	Reg. 75-411	04/08/75	4585	M
(1974, ch. 36)				
Farm Products Marketing Act — Québec Agricultural Marketing Board — Producers of fruit and vegetables intended for processing			4665	Draft
(1974, ch. 36)				
Farm Products Marketing Act—Québec Agricultural Marketing Board — Quebec commercial crop producers (1974, ch. 36)			4625	Notice

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Farm Products Marketing Act-Québec Milk Producers — Special contribution for advertising purposes (1974, ch. 36)	Reg. 75-412	05/08/75	4589	Decision
Food — Coming into force on July 15, 1975, of the Agricultural Products And Food Act with the exception of paragraph <i>b</i> of section 6 and of section 43 (1974, ch. 35)			4633	Proclamation
Garage Employees — Québec (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-379	29/07/75	4493	correction
Garage Employees — Québec (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-380	29/07/75	4495	correction a/c 2147-75
Gaspesian Park (Provincial Parks Act, R.S.Q. 1964, ch. 201)	Reg. 75-365	18/07/75	4467	M
Hairdressers (Men's and Ladies') Québec (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-407	04/08/75	4581	correction a/c 2522-75
Hairdressers (Men's and Ladies') Saint-Jean (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-378	29/07/75	4485	M
Health Insurance Act — Coming into force of the pro- visions of the Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board (research scholarships) (July 16, 1975) (1974, ch. 40)			4627	Proclamation
Health Insurance Act — Regulations (Amend) (1970, ch. 37)	Reg. 75-214	26/05/75	4671	Erratum
Horloge (Charles Balthazar) — Bien culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, ch. 19)	Règ. 75-394	30/07/75	4531	
House situated at civic number 2328, Royale Avenue, Courville — Cultural property (Cultural Property Act, 1972, ch. 19)	Reg. 75-391	30/07/75	4525	
House and dependances at civic number 100 Grande- Côte (Route 29) Lorraine Cultural property Cultural Property Act, 1972, ch. 19)	Reg. 75-386	30/07/75	4515	
Insurance Brokers' Association (Insurance Brokers Act, R.S.Q. 1964, ch. 268)			4637	Draft
Jalonnement — Canton de Bagot — Soustraction (Loi des mines, 1965, ch. 34)	Règ. 75-376	29/07/75	4479	

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
James Bay Munic. — Ord. no 101 (James Bay Region Development Act, 197, ch. 34)	Reg. 75-369	29/07/75	4471	
James Bay Munic. — Ord. no 102 (James Bay Region Development Act, 1971, ch. 34)	Reg. 75-370	29/07/75	4475	
James Bay Munic. Or. no 103 (James Bay Region Development Act, 1971, ch. 34)	Reg. 75-371	29/07/75	4477	
Land Surveyors of Québec — Seal (Professional Code 1973, ch. 43)			4635	Draft
Lands and Forest Act, Residual value of works an other improvements effected on cancelled timber limits (R.S.Q. 1964, ch. 92)	Reg. 75-364	18/07/75	4465	
La Prairie — Arrondissement historique (Loi sur les biens culturels 1972, ch. 19)	Règ. 75-384	29/07/75	4499	
La Prairie — Historic District (Cultural Property Act, 1972, ch. 19)	Reg. 75-384	29/07/75	4499	
Licences, Loi des... — Hippodromes — Réduction du droit exigible (Pari mutuel) (S.R.Q. 1964, ch. 79)	Règ. 75-415	07/08/75	4591	
Licences Act — Race tracks — Reduction of duties (Pari mutuel) (R.S.Q. 1964, ch. 79)	Reg. 75-415	07/08/75	4591	
Liquor Permit Control Commission Act — General regulation (1971, ch. 19)	Reg. 75-400	04/08/75	4535	
Loteries et courses, Loi des... Règlement relatif au 6/36 (Loto-Perfecta) (1969, ch. 28)	Règ. 75-385	29/07/75	4501	
Loto-Perfecta — Règlement relatif au 6/36 (Loi des lotteries et courses, 1969, ch. 28)	Règ. 75-385	29/07/75	4501	
Lotteries and Races Act — Regulation respecting the 6/36 (Loto-Perfecta) (1969, ch. 28)	Reg. 75-385	29/07/75	4501	
Maison Sénécal (Brossard) — Bien culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, ch. 19)	Règ. 75-389	30/07/75	4521	
Maison sise au numéro civique 2328, Avenue Royale Courviéle Bien culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, ch. 19)	Règ. 75-391	30/07/75	4525	
Maison et dépendances sises au numéro civique 100, Grande-Côte (route 29) Lorraine (Loi sur les biens culturels, 1972, ch. 19)	Règ. 75-386	30/07/75	4515	

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Matériaux de construction (marbre) Province	Règ. 75-406	04/08/75	4579	M
Médecins vétérinaires du Québec Affaires du Bureau et assemblées générales			4655	Projet
(Code des professions, 1973, ch. 43)				
Milk Producers, Québec — Special contribution for advertising purposes	Reg. 75-412	05/08/75	4589	Decision
(Farm Products Marketing Act, 1974, ch. 36)				
Mines, Loi des..... Soustraction au jalonnement — Bagot	Règ. 75-376	29/07/75	4479	
(1965, ch. 34)				
Mining Act — Withdrawal from staking Township of Bagot	Reg. 75-376	29/07/75	4479	
(1965, ch. 34)				
Parc provincial de la Gaspésie	Rég. 75-365	18/07/75	4467	M
(Loi des parcs provinciaux, S.R.Q. 1964, ch. 201)				
Painting Louis David-Cultural property	Reg. 75-393	30/07/75	4529	
(Cultural Property Act, 1972, ch. 19)				
Peinture Louis David — Bien culturel	Règ. 75-393	30/07/75	4529	
(Loi sur les biens culturels, 1972, ch. 19)				
Petroleum Products Trade Act — Regulation under the Act — Amend	Reg. 75-305	19/06/75	4675	Erratum
(1971, ch. 33)				
Pharmaciens — Disposition des médicaments et poison suite à la fermeture d'une pharmacie			4603	Avis
(Code des professions, 1973, ch. 43)				
Pharmaciens — Conservation, utilisation ou destruction des dossiers, livres et registres d'un pharmacien cessant d'exercer			4595	Avis
(Code des professions, 1973, ch. 43)				
Pharmaciens — Étiquetage des médicaments et des poi- sons			4599	Avis
(Code des professions, 1973, ch. 43)				
Pharmaciens — Publicité			4611	Avis
(Code des professions, 1973, ch. 43)				
Pharmaciens — Tenue des dossiers, livres et registres ...			4617	Avis
(Code des professions, 1973, ch. 43)				
Pharmaciens — Tenue des pharmacies			4621	Projet
(Code des professions, 1973, ch. 43)				
Pharmacist — Advertising			4611	Notice
(Professional Code, 1973, ch. 43)				

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Pharmacist — Disposing of medications and poisons following permanent closing of a pharmacy (Professional Code, 1973, ch. 43)			4603	Notice
Pharmacists — Keeping of pharmacies (Professional Code, 1973, ch. 43)			4621	Draft
Pharmacists — Keeping of records, books and registers (Professional Code, 1973, ch. 43)			4617	Notice
Pharmacists — Labelling of medications and poisons .. (Professional Code, 1973, ch. 43)			4599	Notice
Pharmacists — Use or destruction of the records, books and registers of a pharmacist who ceases to practise ... (Professional Code, 1973, ch. 43)			4595	Notice
Podiatres — Publicité — Québec (Code des professions, 1973, ch. 43)			4661	Projet
Podiatrists — Advertising — Québec (Professional Code, 1973, ch. 43)			4661	Draft
Poultry Producers — Québec — Quota (Farm Products Marketing Act, 1974, ch. 36)	Reg. 75-411	04/08/75	4585	M
Producers of fruit and vegetables intended for processing (Québec Agricultural Marketing Board, 1974, ch. 36)			4665	Draft
Producteurs agricoles, Loi des... Contribution à être versée à l'Union des producteurs agricoles (1972, ch. 37)	Règ. 75-395	29/07/75	4533	
Producteurs de cultures commerciales du Québec (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, 1974, ch. 36)			4625	Projet
Producteurs de fruits et légumes destinés à la transformation (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, 1974, ch. 36)			4665	Projet
Producteurs de lait du Québec — Contribution spéciale pour fins de publicité (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, 1974, ch. 36)	Règ. 75-412	05/08/75	4589	Décision
Producteurs de volailles du Québec Quota (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, 1974, ch. 36)	Règ. 75-411	04/08/75	4585	M

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Produits agricoles — Entrée en vigueur le 15 juillet 1975 de la Loi sur les produits agricoles et les aliments à l'exception du paragraphe <i>b</i> de l'article et de l'article 43 ... (1974, ch. 35)			4633	Proclamation
Produits agricoles, Loi sur la mise en marché — Producteurs de cultures commerciales du Québec (1974, ch. 36)			4625	Avis
Produits agricoles, Loi sur la mise en marché des... — Producteurs de fruits et légumes destinés à la transformation (1974, ch. 36)			4665	Projet
Produits agricoles, Loi sur la mise en marché des... — Producteurs de lait du Québec — Contribution spéciale pour fins de publicité (1974, ch. 36)	Règ. 75-412	05/08/75	4589	Décision
Produits agricoles, Loi sur la mise en marché des... — Producteurs de volailles — Quota (1974, ch. 36)	Règ. 75-411	04/08/75	4585	M
Professional Code — Chartered Accountants of Québec — Conditions and formalities of revocation of registration (1973, ch. 43)			4649	Draft
Professional Code — Chartered Accountants of Québec — Relief fund (1973, ch. 43)			4651 *	Draft
Professional Code — Pharmacists — Advertising (1973, ch. 43)			4611	Notice
Professional Code — Pharmacists — Québec — Keeping of pharmacies (1973, ch. 43)			4621	Draft
Professional Code — Pharmacists — Keeping of records, books and registers (1973, ch. 43)			4617	Notice
Professional Code — Pharmacists — Labelling of medications and poisons (1973, ch. 43)			4599	Notice
Professional Code — Pharmacists — Use or destruction or the records, books, and registers, of a pharmacist who ceases to practise (1972, ch. 43)			4595	Notice

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Professional Code — Pharmacists Disposing of medications and poisons following permanent closing of a pharmacy (1973, ch. 43)			4603	Notice
Professional Code — Podiatrists of Québec — Advertising (1973, ch. 43)			4661	Draft
Professional Code — Veterinary Surgeons of Québec — Carrying out of the business and general meetings (1973, ch. 43)			4655	Draft
Protection sanitaire des animaux, Loi des... Enchères d'animaux vivants	Règ. 75-339	03/07/75	4429	
Québec Commercial Crop Producers — (Québec Agricultural Marketing Board) (1974, ch. 36)			4625	Draft
Québec Urban Community Act — Autobus Vanier ltée — cancellation of charter (1959, ch. 83)	Reg. 75-404	04/08/75	4575	
Real Estate Assessment Act- Tariff of the assessors appointed by the Provincial Court (1971, ch. 50)	Reg. 75-416	07/08/75	4593	
Rougemont (Rouville) — Endroit touristique (Loi des heures d'affaires des établissements, 1969, ch. 60)	Règ. 75-401	04/08/75	4561	
Rougemont (Rouville) — Tourist area (Commercial Establishments Business Hours Act, Act, 1969, ch. 60)	Reg. 75-401	04/08/75	4561	
Sénécal House (Brossard) — Cultural Property (Cultural Property Act, 1972, ch. 19)	Reg. 75-389	30/07/75	4521	
Services funéraires — Montréal (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)			4667	Projet
Site archéologique Mandeville Bien culturel/Cultural Property (Loi sur les biens culturels, 1972, ch. 19)	Règ. 75-392	30/07/75	4527	
Site archéologique et historique de Pabos (Gaspé) — Biens culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, ch. 19)	Règ. 75-390	30/07/75	4523	
Social Aid Act — Regulation 1 (1969, ch. 63)	Reg. 75-383	29/07/75	4497	M

INDEX — Fin / Concluded

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Social Affairs — Delegation of signature (Social Affairs Department Act, 1970, ch. 42)			4469	Draft
Social Affair Commission Act — Coming into force on August 1st, 1975 (1974, ch. 39)			4629	Proclamation
Social Affairs Commission Act — Amended... Coming into force on August 1st, 1975 (Bill 37) (Assented on June 18, 1975)			4629	Proclamation
Staking — Withdrawal Township of Bagot (Dubuc) ... (Mining Act, 1965, ch. 34)	Reg. 75-376	29/07/75	4479	
Terres et forêts, Loi des... Valeur résiduelle des travaux sur les concessions forestières révoquées (S.R.Q. 1964, ch. 92)	Règ. 75-364	18/07/75	4465	
Tombeau d'autel (École Quévillon) Bien culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, ch. 19)	Règ. 75-388	30/07/75	4519	
Undertakers' services — Montreal (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)			4667	Draft
Union des producteurs agricoles — Contribution (Loi des producteurs agricoles, 1972, ch. 37)	Règ. 75-395	29/07/75	4533	
Veterinary Surgeons of Québec Carrying out of the bu- siness and general meetings (Professional Code, 1973, ch. 43)			4655	Draft
Woodworking — Province — Legal extension of a col- lective Labour Agreement (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-402	04/08/75	4563	

TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 75-339	3657-75	Agriculture	Protection sanitaire des animaux, Loi de la... — <i>Animal Health Protection Act</i> — Enchères d'animaux vivants/ <i>Live stock auctions</i>	page 4429
Règ. 75-363	2870-75	Finances	Cidre/ <i>Cider</i> — (Mod./ <i>Amend.</i>)	4463
Règ. 75-364	2875-75	Terres et forêts	Détermination de la valeur résiduelle des travaux et autres améliorations effectués sur les concessions forestières révoquées/ <i>Determination of the residual value of works an other improvements effected on cancelled timber limits</i>	4465
Règ. 75-365	2878-75	Tourisme, chasse et pêche	Parc provincial de la Gaspésie — <i>Gaspesian Provincial Park</i> (Mod./ <i>Amend.</i>)	4467
Règ. 75-366	930-75	Affaires sociales	Délégation de signature (Mod./ <i>Amend.</i>)	4469
Règ. 75-369	3012-75	Premier ministre	Baie James, munic./ <i>James Bay Munic.</i> — Ord. no 101	4471
Règ. 75-370	3013-75	Premier ministre	Baie James, munic./ <i>James Bay Munic.</i> — Ord. no 102	4475
Règ. 75-371	3014-75	Premier ministre	Baie James, munic./ <i>James Bay Munic.</i> — Ord. no 103	4477
Règ. 75-376	3094-75	Richesses naturelles	Soustraction au jalonnement/ <i>Withdrawal from staking</i> Canton/Township Bagot	4479
Règ. 75-377	3109-75	Travail et main d'oeuvre	Barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames/ <i>Barbers and Hairdressers</i> — Chicoutimi (Mod./ <i>Amend.</i>)	4481
Règ. 75-378	3110-75	Travail et main d'oeuvre	Coiffeurs pour hommes et dames/ <i>Men's and Ladies' Hairdressers</i> — Saint-Jean (mod./ <i>Amend.</i>) ...	4485
Règ. 75-379	3111-75	Travail et main d'oeuvre	Employés de garage/ <i>Garage Employees</i> — Québec — Correction a/c 2146-75	4493
Règ. 75-380	3112-75	Travail et main d'oeuvre	Employés de garages/ <i>Garages Employees</i> — Québec — Correction a/c 2147-75	4495
Règ. 75-383	3405-75	Affaires sociales	Loi de l'aide sociale/ <i>Social Aid Act</i> — Reg. 1 (Mod./ <i>Amend.</i>)	4497
Règ. 75-384	3426-75	Affaires culturelles	La Prairie — Arrondissement historique/ <i>Historic district</i>	4499
Règ. 75-385	3064-75	Finances	Loto-Percepta — Règlement relatif au 6/36/ <i>Regulation respecting the 6/36</i>	4501

TABLE DES MATIÈRES — Suite / TABLE OF CONTENTS — Continued

Règ. 75-386	Affaires culturells	Maison et dépendances sises au numéro civique 100, Grande-Côte (route 29) Lorraine/ <i>House and dependencies at civic number 100 Grande-Côte (Route 29 in Lorraine)</i> — Bien culturel/ <i>Cultural Property</i>	4515	
Règ. 75-387	Affaires culturelles	Église Sault-aux-Récollet/Montréal — Bien culturel/ <i>Cultural Property</i>	4517	
Règ. 75-388	Affaires culturelles	Tombeau d'autel (École Quévillon)/ <i>Alter tomb (Quévillon School)</i> — Bien culturel/ <i>Cultural Property</i>	4519	
Règ. 75-389	Affaires culturelles	Maison Sénécal/ <i>Senécal House</i> (Brossard) — Bien culturel/ <i>Cultural property</i>	4521	
Règ. 75-390	Affaires cultuées	Site archéologique et historique de Pabos (Gaspé)/ <i>Archaeological and historic site of Pabos (Gaspé)</i> — Bien culturel/ <i>Cultural property</i>	4523	
Règ. 75-391	Affaires culturelles	Maison sise au numéro civique 2328, Avenue Royale/ <i>House situated at civic number 2328, Royale Avenue</i> — Courville Bien culturel/ <i>Cultural property</i>	4525	
Règ. 75-392	Affaires culturelles	Site archéologique Mandeville Bien culturel/ <i>Cultural property</i>	4527	
Règ. 75-393	Affaires culturelles	Peinture/ <i>Painting</i> (Louis avid) Bien culturel/ <i>Cultural property</i>	4529	
Règ. 75-394	Affaires culturelles	Horloge/ <i>Clock</i> (Charles Balthazar) — Bien culturel/ <i>Cultural property</i>	4531	
Règ. 75-395	R. M. A. Q.	Union des producteurs agricoles/ <i>Contribution par Fédérations spécialisées de producteurs</i>	4533	
Règ. 75-400	3439-75	Justice	Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool/ <i>Liquor Permit Control Commission Act</i> — Règlement général/ <i>General regulation</i>	4535
Règ. 75-401	3442-75	Industrie et commerce	Rougemont — Endroit touristique/ <i>Tourist area</i>	4561
Règ. 75-402	3449-75	Travail et main d'oeuvre	Bois oeuvré/ <i>Woodworking</i> — Province Extension juridique d'une cvention collective/ <i>Legal extension of a collective Labour Agreement</i>	4563
Règ. 75-403	3450-75	Travail et main d'oeuvre	Cercueils/ <i>Caskets</i> — Province (Mod./ <i>Amend.</i>)	4571
Règ. 75-404	3465-75	Affaires municipales	Autobus Vanier Itée-Annulation de charte/ <i>Cancellation of charter</i>	4575
Règ. 75-405	3473-75	Conseil exécutif	Attributions du Solliciteur-général/ <i>Functions of the Solicitor-General</i>	4577
Règ. 75-406	3505-75	Travail et main d'oeuvre	Matériaux de construction (Marbre)/ <i>Building materials (Marbre)</i> Province — (Mod./ <i>Amend.</i>)	4579
Règ. 75-407	3506-75	Travail et main d'oeuvre	Coiffeurs (hommes et dames)/ <i>Hairdressers (Men's and ladies')</i> Québec — correction a/c 2522-75	4581

TABLE DES MATIÈRES — Suite / TABLE OF CONTENTS — Continued

Règ. 75-408	3507-75	Travail et main d'oeuvre	Détaillants d'essence — Saguenay Prélèvement/ <i>Levy</i>	4583
Règ. 75-411		R.M.A.Q.	Fédération des producteurs de volailles/ <i>Poultry producers</i> Québec — Quota (Mod./ <i>Amend.</i>) (Décision)	4585
Rg. 75-412		R.M.A.Q.	Producteurs de lait du Québec/ <i>Québec Milk Producers</i> — Contribution spéciale pour fins de publicité/ <i>Special contribution for advertising purposes</i> (Décision)	4589
Règ. 75-415	801-75	Revenu	Hippodromes/ <i>Race tracks</i> — Réduction du droit exigible en vertu de l'article 35 de la Loi des licences/ <i>Reduction of the duty exigible under section 35 of the Licences Act</i>	4591
Règ. 75-416	1092-75	Affaires municipales	Tarif des assesseurs nommés par la Cour Provinciale en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière/ <i>Tariff of the assessors appointed by the Provincial Court under the Real Estate Assessment Act</i>	4593

AVIS

Pharmaciens — Conservation, utilisation ou destruction des dossiers, livres et registres d'un pharmacien cessant d'exercer

Pharmaciens — Étiquetage des médicaments et des poisons

Pharmaciens — disposition des médicaments et poisons suite fermeture définitive d'une pharmacie

Pharmaciens — Publicité

Pharmaciens — Tenue des dossiers, livres et registres d'une pharmacie

Pharmaciens — Tenue des pharmacies

Producteurs de cultures commerciales du Québec

NOTICES

Pharmacists — Use or destruction of the records, books, and registers of a pharmacist who ceases to practise

Pharmacists — Labelling of medications and poisons

Pharmacists — Disposing of medications and poisons following the permanent closing of a pharmacy

Pharmacists — Advertising

Pharmacists — Keeping of records, books and registers of a pharmacy

Pharmacists — Keeping of pharmacies

Québec Commercial Crop Producers

PROCLAMATION

Assurance-maladie — Entrée en vigueur des dispositions de la Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (bourses de recherche) (16 juillet 1975)

Commission des affaires sociales, Loi de la... Entrée en vigueur le 1^{er} août 1975

PROCLAMATION

Health Insurance Act — Coming into force of the provisions of the Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board (research scholarships) (July 16, 1975)

Social Affairs Commission Act. — Coming into force on August 1st 1975

4627

4629

TABLE DES MATIÈRES — Fin / TABLE OF CONTENTS — Concluded

Commission des affaires sociales, Loi de la... modifiée. . . . Entrée en vigueur le 1er août 1975	Social Affairs Commission Act Amended... Coming into force on August 1st, 1975	4629
Conserves alimentaires, Loi des... Abrogation de la Loi le 15 juillet 1975	Canned Food act — Repeal of the Act on July 15, 1975	4631
Produits agricoles et aliments, Loi sur les... Entrée en vigueur le 15 juillet 1975 à l'exception du paragraphe b de l'article 6 et de l'article 43	Agricultural Products and Food Act — Coming into force on July 15, 1975 with the exception of paragraph b of section 6 and of section 43	4633

PROJET

Arpenteurs-géomètres du Québec Sceau	Land Surveyors of Québec Seal	4635
Association des courtiers d'assurance — Reg. 68 et 69	Insurance Brokers' Association — Reg 68 and 69	4637
Camionnage — Québec	Cartage — Québec	4641
Comptables agréés — Québec — Conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation	Chartered Accountants of Québec Conditions and formalities of revocation of registration	4649
Comptables agréés — Québec — Fonds de secours	Chartered Accountants — Québec Relief fund	4651
Médecins vétérinaires du Québec — Affaires du bureau et assemblées générales Podiatres... voir page suivante	Veterinary Surgeons of Québec — Business of the bureau and the general Meetings	4655
Podiatres — Publicité — Québec	Podiatrists — Advertising Québec	4661
Producteurs de fruits et légumes destinés à la transformation	Producers of fruit and vegetables intended for processing	4665
Services funéraires — Montréal	Undertakers' Services — Montréal	4667

DRAFT

Arpenteurs-géomètres du Québec Sceau	Land Surveyors of Québec Seal	4635
Association des courtiers d'assurance — Reg. 68 et 69	Insurance Brokers' Association — Reg 68 and 69	4637
Camionnage — Québec	Cartage — Québec	4641
Comptables agréés — Québec — Conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation	Chartered Accountants of Québec Conditions and formalities of revocation of registration	4649
Comptables agréés — Québec — Fonds de secours	Chartered Accountants — Québec Relief fund	4651
Médecins vétérinaires du Québec — Affaires du bureau et assemblées générales Podiatres... voir page suivante	Veterinary Surgeons of Québec — Business of the bureau and the general Meetings	4655
Podiatres — Publicité — Québec	Podiatrists — Advertising Québec	4661
Producteurs de fruits et légumes destinés à la transformation	Producers of fruit and vegetables intended for processing	4665
Services funéraires — Montréal	Undertakers' Services — Montréal	4667

ERRATUM

Règ. 75-214	2173-75	Affaires sociales
Règ. 75-305	2515	Richesses naturelles

ERRATUM

Assurance-maladie, Loi de l'.. <i>Health Insurance Act — Reg. (Mod./Amend.)</i>	4671
Commerce des produits pétroliers Loi sur le.../ <i>Petroleum — Products Trade Act — Règlement d'application/Regulation on the Act (Mod./Amend.)</i>	4675

